

Université libre de Bruxelles



Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!

Actes

du

Colloque international, interdisciplinaire

Mercredi 23 novembre 2011



Estampe de Félix Vallotton, 1896

D/2013/Michel Majoros, ÉDITEUR.

Université libre de Bruxelles

Faculté de Philosophie et Lettres

Centre de Recherche Mondes modernes et contemporains

<http://mmc.ulb.ac.be/publications.php>

Le droit à la paresse

nécessaire,

urgent ?!



Laura Marx (Saint-Josse-ten-Noode, 25 septembre 1845 – Draveil, 25 novembre 1911)
Paul Lafargue (Santiago de Cuba, 15 janvier 1842 – Draveil, 25 novembre 1911)

Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!
Colloque international, interdisciplinaire
23 novembre 2011, campus du Solbosch, auditoire Guillissen

Comité scientifique

Kenneth BERTRAMS, historien, Chercheur, directeur de l'Unité de Recherche Mondes Modernes et Contemporains de l'Université libre de Bruxelles

Luc COURTOIS, historien, Professeur à Université catholique de Louvain

Jean-Pierre DEVROEY, historien, Professeur à l'Université libre de Bruxelles

Valérie PIETTE, historienne, Professeur à l'Université libre de Bruxelles

Comité d'organisation

Nathalie BURNAY, sociologue, Chargée de Cours aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur et à l'Université catholique de Louvain

Éric GEERKENS, historien, Chargé de cours à l'Université de Liège

Jean-Jacques HEIRWEGH, historien, Professeur à l'Université libre de Bruxelles

Pieter LAGROU, historien, Professeur à l'Université libre de Bruxelles

Michel MAJOROS, historien, doctorant ULB

Soutien



Faculté de Philosophie et Lettres

Fond National de la Recherche scientifique



Sommaire

Préambule

7

Maurice Taszman

Pique-Nique sur une tombe

11

Michel Majoros

Lafargue, Marx, aliénation temps de vie

27

Corinne Gobin

Le droit à la paresse au cœur du droit politique au salaire

43

Nathalie Burnay

Le droit à la paresse face aux transformations normatives du travail

49

Esteban Martinez-Garcia

Disponibilité au travail, démesure du temps

59

Eduardo Sartelli

Lafargue et l'idéologie du travail en Amérique latine

71

Guillaume Paoli

Postface au Droit à la Paresse

91

Felipe Van Keirsbilck

L'emploi contre le travail : un siècle d'efforts pour le droit à la paresse

101

Daniel Tanuro

L'impossible capitalisme vert et l'alternative au productivisme

113

Isabelle Cassiers

Droit à la paresse et redéfinition de la prospérité

131

Isabelle Stengers

Le droit à la paresse, une revendication cruciale

143

Mateo ALALUF

Quelques points de repère

151

Résumés des interventions et notices sur les auteurs

159

Samenvattingen van de interventies, biografieën

171

Summaries and who's who.

183

Christian Centner, Michel Majoros

Postface ludique

195

Pour parfaire la reliure de l'édition papier

Le coin du bricoleur

203



Les textes des interventions ont été écrits ou approuvés par leurs auteurs, et confrontés à l'enregistrement sonore du 23 novembre 2011. Les références bibliographiques relèvent de chaque intervenant, une bibliographie générale sur le droit à la paresse dépassant le champ de ces *Actes*.

Le nom des intervenants dans les discussions n'étant pas toujours audible, il est alors mentionné sous la forme du prénom.

Préambule

Cent ans plus tôt, à Draveil-sur-Seine, Paul Lafargue et Laura Marx disparaissaient.

Avant les affres de la vieillesse, l'érudit à la plume percutante, le tribun, le lutteur, l'internationaliste, choisissait de devancer la mort. Un livre bref lui survit, un énoncé souvent dénigré, rarement analysé, et dont nous avons voulu éprouver l'actualité.

À ne pas confondre avec les nombreuses apologies de l'oisiveté, l'équation du *Droit à la paresse* (1880) est économique et sociale : si le progrès technique ne sert pas à diminuer le temps de travail contraint, il conduit à la surproduction, au chômage, au gaspillage, à la misère, à la guerre, au saccage de la planète.

Depuis l'application de la journée des huit heures, si la productivité et la Bourse s'envolent, les salaires prennent l'escalier, tandis que la durée de travail piétine. Le 1^{er} Mai, manifestation mondiale pour la réduction du temps de travail, est devenu un rituel.

Race laborieuse selon l'avis général, le Belge, mobilisé dans *l'armée du travail*, en marche vers *le front du travail, la bataille du charbon*, redoute toujours, paraît-il, de *croupir dans l'oisiveté* par suite de *la plaie du chômage*. Au long du siècle écoulé, les crises, le naufrage des mines, l'obsolescence des vieux bastions industriels, la délocalisation des sites performants, font figure de cataclysmes sociaux.

Qu'en est-il à l'échelle de la planète ? Le droit à la paresse est-il ravalé en canular décalé ou participe-t-il d'une alternative à la croissance, au cœur des questions sociales, écologiques, éthiques ?

Nous remercions tous ceux, du monde académique et du monde du travail, qui ont participé à cette journée consacrée au droit à la paresse, en souhaitant que cette publication contribue à un débat nécessaire, urgent.





Meurtre d'un Ai ou paresseux.

« Un de ces animaux, que les Indiens nomment *Ai*, les Portugais *Préguica*, et les savants *Bradypes*, a fait entendre un cri doux et prolongé, qui tenait du miaulement du chat et de la plainte humaine [...] La rencontre était neuve pour moi, et la lenteur des mouvements de l'animal me garantissant jusqu'à un certain point de ses intentions malveillantes, je m'en suis approché pour le voir de près ; de son côté le paresseux a penché la tête en arrière et s'est mis aussi à m'examiner. Cette bone grosse tête était percée d'yeux ronds, veinés comme des agates et limpides comme ceux des enfants ; l'expression de leur regard m'a surpris et presque ému, tant il s'y peignait de douceur, de mélancolie et de résignation » Paul MARQUOY, *Voyage de l'Océan Pacifique à l'Océan atlantique à travers l'Amérique du Sud*, in *Le Tour du Monde*, Hachette, Paris, 1867, II, pp. 121-122

Séance de la matinée

Présidence : Valérie PIETTE



Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!



Maurice TAZZMAN

Pique-nique sur une tombe

Des hommes et des femmes enterrent le travail

Création par l'Atelier théâtral de l'ULB

Mise en espace : Margarita BOUCHLER



Clown 2

Pourquoi l'enterrer en terre chrétienne ?

S'il ne tient qu'à moi

Je n'en ferai rien

C'est, je te le dis

Insulter Dieu et la Création

Décréter le paradis sur terre

Comme si cette pomme n'avait pas été croquée

Et la sueur qui s'en suivit

Portée au front en punition

Tu creuses ta propre tombe

La mienne aussi

Ce n'est pas dans le contrat.

Clown 1

Le paradis

Dis-tu

Là-haut, au ciel

Parmi les angelots

On connaît la chanson

À marmonner chaque jour

À genoux

Donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien

Je ne mange plus de ce pain-là

Trop arrosé de sang

L'antique malédiction

La guerre pour un salaire

Le travail de chaque jour

Est le meurtre de chaque jour

Il est d'autres chansons

Il chante

« Mais notre règne arrivera

Quand votre règne finira »

Baiser le patron

Niquer l'baron

On les mettra dans de beaux draps

Un linceul d'or

Pour chanter Veni Creator

Clown 2

Tu chantes, c'est tout ce que tu sais faire

Comme la cigale de la fable

Très bientôt tu danseras

En enfer

Pour t'être mesuré à Dieu

Clown 1

Ce trou que nous creusons
Un promontoire, te dis-je, une scène
Qui nous donne à voir
Toute l'humanité défiler
Il n'est personne qui ne nous rende visite
Grands de ce monde et gens de peu
Superbes ou éclopés
S'ils n'étaient si nombreux
À vouloir leur temps de parole
Le fameux dialogue entre les vivants et les morts
Ce serait du théâtre
Tel qu'en lui-même
Toujours recommencé

Clown 2

Ton théâtre c'est l'enfer
Questions sans réponses
L'espoir mis en pièces
Le mélange des genres
L'éclatement du récit
Les nudités exhibées
Sans feuille de vigne
L'amour, un champ de bataille
Et j'en passe
Je préfère le paradis

Cher payé certes
Au prix d'une vie
Faites de sacrifices, d'humiliations aussi
Le paradis d'où nous fûmes chassés
Avec la promesse d'un aller-retour
Je ne veux pas rater ce train-là

Clown 1

Il y a mieux à faire
« Contemple la croissance des lys dans les champs
Ils ne travaillent ni ne filent
Salomon dans toute sa gloire
N'a pas été plus brillamment vêtu »
Des paroles rapportées par Matthieu
Qui s'y connaissait en Évangiles
Entendues sur une montagne
Prononcées par le fils de l'homme
Les as-tu censurées ?

Clown 2

Ta langue est fourchue
Tu opposes le fils au père
Un sacrilège, un péché de plus
C'est scier la branche sur laquelle
Nous sommes assis
Se précipiter cul par-dessus tête
Dans les flammes éternelles
Je n'irai pas plus loin

Je dépose ma bêche
Pour échapper au plus grand des péchés

Clown 1

Comme il te plaira
Un premier pas dans la bonne direction
Allergie au travail
Refus d'obéissance
Tu prends le chemin de la désertion
Où cela te conduira-t-il ?

Pour t'encourager dans la désobéissance
Je ferai le travail pour deux
Ou alors un mort de plus sans sépulture
Ils sont légions
Du train où vont les choses
La terre chrétienne ou pas
Accueille tout ce qu'elle peut
Elle s'ouvre à tous les morts
Pour ne pas être recouverte de cadavres

Clown 2

Je reprends ma bêche
Dieu reconnaîtra les siens
Il me lavera de ce péché
Cinq années à glander
Mon seul travail fut d'en chercher
À présent que j'arrive au but
Un travail à durée indéterminée
Vous enterrez la chose et le salaire
Le salaire de la chose
Tu as beau chanter
Ton travail n'est pas menacé
La mort ne chôme pas
J'obéis aux morts
À la loi du nombre
Ils sont des millions
À ne pas vouloir attendre
Dans les chambres froides de la morgue
Dans les fossés au bord des routes
Ils veulent aussi leur petit coin de paradis

Clown 1

Plus un mot
J'entends le cortège se rapprocher

En tête quelques femmes
Le précédant de peu
Le travail puisqu'il faut l'appeler par son nom
A fait son temps
Il sera porté en terre
Chrétienne ou pas
Buvons un coup
Apporte-nous une bouteille
Clown 2 sort
Clown 1 chante
« Ô ! le luxe imprévu de la fainéantise
La grève générale sur une
Grève ensoleillée »¹

Clown 2 entre, deux bouteilles à la main

Clown 2

Dieu là-haut rit dans sa barbe
Il a prévu la chose
Enterrer le travail
C'est enterrer un phénix
Il renaîtra de ses cendres
Rien n'a été inventé
Comme produit de substitution

Les femmes

C'est ce que nous verrons
Nous sommes de toutes les batailles
Sur tous les fronts
À l'arrière, à l'avant
En fait, au centre
Dures à la tâche
À la ville comme aux champs

¹ Clément PANSAERS, *Apologie de la paresse, ÇA IRA !*, Anvers 1921

Pleureuses, consolatrices, rayons de soleil
Créatures de rêves
Dans ces guerres où nous fûmes l'enjeu
Viols, rapt, enlèvements,
Expatriées, Déplacées
Infirmières du corps social en lambeaux

Travail, famille, patrie
Réfractaires, il va sans dire
Nos seins nus triomphent
En haut des monuments aux morts
Maries-Madeleines au bas des catafalques
Piétas nées pour donner naissance
Vouées à la toilette des morts
Une tâche à nous impartie
À faire de grand cœur aujourd'hui
Alors que la chose pue
Par toutes ses pores
Le travail, un cadavre
Vieux comme le monde
À mille têtes
Couvertes d'autant de masques
Comédies et tragédies
Farces et attrapes
Déroulons un tapis rouge
Pour ce dernier voyage
Nous ne porterons pas le deuil
Un coup de balai
Cela nous connaît
La bêche aussi
Nous savons y faire

Clown 2 saute dans la fosse

Clown 2

N'en faites rien
Ou alors balayez-moi aussi
Enterrez-moi
Que j'en finisse
Exclu pour exclu
Je m'exclus moi-même

Moi, un homme devenu société anonyme
Moi, une petite entreprise
Exploiteur de moi-même
Douze travaux, treize misères
N'est pas Héraclès qui veut
À défaut d'une entrée
Je ferai une belle sortie

Les femmes

Un suicidé de plus
Tu n'es pas le premier
Ni le dernier
Suicidé du travail
Tu fais le jeu
De l'hydre aux mille têtes
Qui nous gouverne
Le travail il n'y en a pas pour tous
Tu le dis
Chaises musicales
Un jeu où il n'y a que des perdants
Le vainqueur s'effondre
Une fois franchie la ligne d'arrivée
Sors de ce trou
Il n'est pas profond assez
Pour recueillir tous les suicidés de la société
Sors de ce trou

La terre te recouvrira tôt assez
D'ici là, joins-toi à nous
Pour enterrer le travail
Pour refuser
La chose la mieux partagée
Dans le monde où nous sommes
La peur
Peur à tous les étages

Peur de l'heure qui vient
Peur du lendemain
Rejoins-nous
Pour échapper à la vieille malédiction
Pareil à Atlas
Tu portes le globe, dis-tu
Sur ta nuque ployée
Nous le portons dans nos flancs
Le torse redressé
Pour mieux flâner, musarder
Tricoteuses si l'on veut
D'une nouvelle vie
Joins-toi à nous
Pour faire place
Aux porteurs du cercueil
Ils plient sous le poids du cadavre
Le dernier travail
Enterrer le travail
Opposons au travail
Au droit au travail
Le droit à la paresse
Lis ce livre
Trop oublié
Du citoyen Lafargue

Les porteurs du cercueil

Il est lourd l'animal

À vous casser les reins
Le cadavre s'accroche

Les femmes

Ni fleurs ni couronnes

Les hommes

Bientôt, très bientôt
Demain, aujourd'hui même
Nous parlerons de toi
Comme parlaient nos aïeux
Des guerres
Fraîches et joyeuses
Où tant périrent
Par millions
La fleur à la boutonnière
Gueules cassées
Mains, bras arrachés
Jambes amputées
Tuer
De peur d'être tué
Ne sachant plus
Pourquoi ils tuaient
De même
Héros du travail
Soldats inconnus
De la bataille du charbon
Et autres guerres
Nous ne savons plus
Pourquoi nous travaillons
Un travail mal payé
Le salaire de la peur
Ou alors
Prestataires de services

Mercenaires de la surconsommation
Envahisseurs de nouveaux marchés
Petits chefs de production pour les décharges
Pollueurs pollués
Nous t'enterrons Travail
Sans tambours ni trompettes

Conservons tout au plus quelques casques
Que nous déposerons dans des musées
Que nos petits enfants

Ne fouleront pas
Nous parlerons sans nostalgie
De cette fraternité
De cette solidarité
Née dans ces batailles
Il ne restera du travail
Que des récits
Que des mythologies à décrypter
Et j'en dirai
Et j'en dirai ...

Les femmes

Je ne dirai rien
Je ne dirai rien
Silence
Ressasser le travail en miettes
Et les miettes du travail
À quoi bon
Qu'aurons-nous appris
Si ce n'est que la vraie vie est ailleurs
Le meilleur du travail
Ce furent les défilés et les manifs
Les retrouvailles
De ceux et celles

Que le travail
Avait atomisés
Le refus de la soumission
La rébellion de nos corps
Pétrifiés par la mécanisation
Les rondes et les rires

Et le chant retrouvé
À tue-tête
À gorge déployée
Absent des ateliers, de l'usine

L'angoisse en travers de la gorge
L'enfer des cadences
Il est loin le temps
Du travail en chantant
À nous d'opposer
Au droit du travail
Le droit à la paresse
De libérer le temps libéré

SILENCE

*Le « rescapé » Clown 2 lit des extraits du « droit à la paresse » de Paul Lafargue
Clown 1 poursuit la lecture*

« Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie y traîne à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture »

« Si, déracinant de son cœur le vice qui la domine et avilit sa nature, la classe ouvrière se levait dans sa force terrible, non pour réclamer les Droits de l'homme, qui ne sont que les droits de l'exploitation capitaliste, non pour réclamer le Droit au travail, qui n'est que le droit à la misère, mais pour forger une loi d'airain, défendant à tout homme de travailleur plus de trois heures par jour, la Terre, la vieille Terre, frémissant d'allégresse, sentirait bondir en elle un nouvel univers... Mais comment demander à un prolétariat corrompu par la morale capitaliste une résolution virile ? »

« O paresse, mère des arts et des nobles vertus, prends pitié des angoisses humaines ! »

Les femmes

J'ai

Nous avons

Dérouté

Un

Deux caddies

Pleins à ras-bord

De quoi boire et manger

Un repas froid bien arrosé

Histoire de faire la fête

Dignement, joyeusement

Sur le faite du promontoire

Devant la fosse

Qui recueille ce mort

Que nous ne pleurons pas

Un premier pas timide

D'une longue marche

Vers une table accueillante à tous

Dès à présent toutefois

Un pique-nique

Frugal il est vrai

Sur cette butte

Que nous recouvrirons d'herbes folles

Les graines diront aux quatre vents

L'histoire de ces corps déchirés

Broyés par la machine

Une amie croyait-on

Faite pour alléger les tâches

Passée à l'ennemi

Complice de la surproduction

Des rebuts

L'industrie de l'avenir

Fournisseuse du travail

Qui se mord la queue
Si l'on n'y met pas fin

Ce pourquoi nous sommes réunis
Sur ce, dressons le couvert
En ajoutant une assiette
En bout de table
Pour le visiteur inopiné
Le vagabond de passage
Le chevalier errant
En déroute

Une pratique
À réinventer elle aussi
Ouvrir la porte à l'hospitalité

On ne pouvait mieux dire
Ils sont deux à se joindre à nous
Une femme et un homme
D'un autre siècle
Bien mis
De belle allure
Laura et Paul Lafargue

Laura et Paul

Bon appétit Messieurs
Bon appétits Mesdames
Heureux d'être des vôtres
Pour enterrer le travail
Pour fêter le droit à la paresse
Je crois y avoir du mien

Le droit à la paresse
À ne pas confondre
Avec l'éloge de la paresse

Un autre chapitre
Qu'il nous faudra écrire

Lorsque nous aurons appris à paresser

Au risque de vous décevoir
Ce n'est pas pour demain
La paresse dans un seul pays
Un cul de sac
La paresse sera universelle
Ou ne sera pas
L'avenir du non-travail
Est fait de travail
Calculé au plus juste
Pour réparer la planète en danger
Pour payer notre dette
Envers les populations
Que nous avons spoliées

Je ferai court
Un exercice difficile
Pour qui me connaît
De peur de troubler cette fête
La paresse, un apprentissage
L'art de vivre
De tous les arts
Le plus important

« Pareassons en toutes choses
Hormis en aimant et en buvant
Hormis en paessant »

Tous
Ceci n'est pas le mot de la fin
Il s'en faut
Ni l'annonce du grand soir

Ni des lendemains qui chantent

Nous aurons à sortir

De la préhistoire de l'humanité

Où nous sommes embourbés

Et ...

Et ...

Etc.



Acteurs, par ordre d'entrée en scène :

Clowns I et II : Lucas Trouillard, Vladimir Aron

Chœur des femmes : Desirée Campagna, Florence Chevalier, Sophie Clément, Aurélie Cziglényi, Nathalie Delleré ; Sophie Frérard, Justine Loriaux, Laetitia Martin, Giulia Pregararo, Marina Yerlès

Chœur des hommes : Gauthier Dero, Pierre Elizondo, Melchior Monnet, Benjamin Pallard

Laura et Paul Lafargue : Julie Renson, Michaël Gourdin



Valérie Piette : Vous l'aurez compris, ceci est un colloque un peu particulier. Il est rare de débiter par une pièce de théâtre, et c'est peut-être aussi cela, cette folie-là.

Merci de votre présence : au nom de tous les organisateurs, bienvenue. En tant qu'historiens, cela fait du bien de se dire que ce colloque est d'une rare actualité, vous aurez compris évidemment pourquoi.

² *L'enterrement du travail*, Collection Maurice Tazsman, Berlin. Pour toute représentation ou reproduction de *Pique-nique sur une tombe*, voir www.sacd-scam.be



Michel Majoros

Lafargue, Marx, aliénation, temps de vie

Les immenses incendies des orgueilleux châteaux et des glaciers flambent toujours [...] Un maître de verreries, M. Mandron, tremblant en présence de la colère des grévistes, leur a fait distribuer une somme de 1.500 francs. [...] Un couvent de Soleilmont, près de Gilly, est en ce moment la proie des flammes, les béguines qui y logent, ayant refusé rançon aux grévistes. [...] les verreries Grégorius ont été saccagées. La maison de M. Mockel, directeur de charbonnage, vient d'être pillée de fond en comble. Tout a brisé. Les grévistes, quelques-uns revêtus des vêtements des patrons, ont ensuite pénétré dans toutes les maisons, demandant de la nourriture. À Marchiennes, une bande de plus 3.000 individus a parcouru la ville, arrêtant le travail sur tout son passage. Un groupe, passant en face de la boucherie Duperroy [...] obligea le boucher à distribuer sa viande. [...] Le boucher l'a débitée lui-même et offert de la cuire. Les grévistes ont refusé et sont mis à dévorer la viande crue.

Quand les grévistes se présentaient aux établissements verriers où se trouvent des fours à bois, voici ce que leur disaient les patrons : « Allez chez Baudoux, allez aux fours à bassin, car ces fours vont ruiner toute l'industrie verrière ! »¹

Nous sommes à Charleroi ; les troubles de 1886 ont commencé avec le quinzième anniversaire du 18 mars - la Commune de Paris. Aucun de ces émeutiers n'a probablement lu *Le Droit à la Paresse* publié peu d'années auparavant. Le jeune parti socialiste, dont le quotidien relate ces incidents, appelle *ces pauvres diables* au calme, et n'y est probablement pour rien, la presse incriminant plutôt des anarchistes. Les grévistes, les chômeurs, détruisent l'outil le plus performant, à l'instar du mouvement

¹ *Le Peuple*, 29 mars, 2 avril 1886. Dans l'éditorial du 29 mars, aussi : *Le souverain de la Belgique et du Congo [...] fait appliquer actuellement à Seraing et dans les centres ouvriers où la faim torture les entrailles des travailleurs les mêmes procédés de civilisation que son lieutenant Stanley à l'égard des noirs du nouvel État.* – Adolphe Vancauderbergh. Ibidem, 28 mars : *Chez Léopold de Dorlodot à Lambusart, il y a un four à bassin, il a été allumé la première fois le 10 courant et n'est plus propre à rien. Les grévistes ont jeté plus de 10.000 kilos de fer et d'autres matériaux dans le four.*

luddite² trois générations plus tôt. De l'autre côté de la Manche, les Trade Unions se construisent comme des organisations négociant déjà une diminution méthodique des heures de travail. Le 1^{er} mai de cette même année, les *folies anarchistes de Chicago*³ réprimées dans un bain de sang de leur répression deviendront une date-phare, instituée comme manifestation annuelle internationale du mouvement ouvrier.

Nous essayons de mettre *Le Droit à la Paresse* en contexte : l'essor du machinisme et ce que les auteurs appelaient *la question ouvrière*⁴. La *classe laborieuse, classe dangereuse*⁵, coupable des *funestes événements*⁶ de la Commune, traitée constamment comme *La canaille* par les bien-pensant et repoussoir idéal pour candidat électoral « modéré ». Un siècle après la révolution française, que signifient la liberté, la citoyenneté ou la République pour la majorité de la population ?

Voltaire ne s'y trompait pas, lorsque des foules excitées envoyaient Calas à la roue et le chevalier de la Barre au bûcher. *Je crois que nous ne nous entendons pas sur l'article du peuple, que vous croyez digne d'être instruit. J'entends par peuple la populace qui n'a que ses bras pour vivre. Je doute que cet ordre de citoyens ait jamais le temps ni la capacité de s'instruire ; ils mourraient de faim avant de devenir philosophes. Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants. Si vous faisiez valoir comme moi une terre, et si vous aviez des charrues, vous seriez bien de mon avis. [...] Quand la populace se mêle de raisonner, tout est perdu*⁷.

Le XIX^{ème} siècle libère le temps de travail des rythmes saisonniers et corporatistes. L'horloge et bientôt la pointeuse trônent. Les bras en chômage, plus nombreux dans les vieux pays d'exode rural, que les postes industriels à productivité élevée, ne coûtent

² D'un mytique général anglais Ned Ludd, inspirateur des briseurs de machines du premier tiers du 19^{ème} siècle. Ce crime contre la propriété envoyait au gibet. JARRIGE, F. : *Face au monstre mécanique*, Radicaux Libres, IMHO, Paris 2009 et CHEVASSUS-AU-LOUIS, N. : *Les briseurs de machines, de Ned Ludd à José Bové*, Seuil, 2006 et THOMSON, Edward P., *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, EHESS/Gallimard/seuil, 1988

³ *So, I do believe, too, that the anarchist follies of Chicago will do much good. If the present American movement – which so far as it is, not exclusively German, is still in the Trades Union stage – had got a great victory on the 8 hours question, Trades Unionism would have become a fixed and final dogma, while a mixed result will help to show them that it is necessary to go beyond "high wages and short hours"*. Friedrich Engels à Laura Lafargue, 23 mai 1886, Correspondance I, 358, Éditions sociales, Paris 1956

⁴ Paul Leroy-Beaulieu, *La Question Ouvrière au XIXe siècle*, Paris, Charpentier et Cie, 1872 – Lafargue cite à l'appui du *Droit à la paresse* un argument de son adversaire en faveur de la réduction du temps de travail.

⁵ Louis Chevalier, *Classes laborieuses, classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle*, Paris, Plon, 1958

⁶ LEROY-BEAULIEU, op. cité, préface, p I

⁷ Lettre à M. Damillaville (1er avril 1766), dans *Œuvres de Voltaire*, éd. Lefèvre, 1828, t. 69, p. 131.

pas cher. Le patron peut dicter ses conditions et allonger la journée de travail jusqu'à l'épuisement physique, à la consommation du travailleur, qu'il suffit de remplacer alors par les affamés qui se pressent aux grilles, concurrents dans une économie de libre concurrence. Le salaire quotidien du père de famille ne suffisant pas à nourrir celle-ci, il a la liberté d'envoyer à l'usine sa femme et ses gosses, comme petites mains.

Lafargue au cours de ses allées et venues militantes remarque que c'est dans les régions rurales que le travailleur paraît le plus fier et le plus heureux. Les apôtres de la tempérance ne manquent pas non plus, qui désignent comme sources de la misère l'alcoolisme et le « lundi perdu ». En dépit du sentimentalisme d'époque, l'essence de ces comportements sociaux ne se mesure pas seulement en degré de cruauté ou de compassion. C'est la « rançon du progrès », des « lois économiques », de la comptabilité d'un côté, et de survie jour après jour pour les *Misérables*, ou les petits *qu'on spotche toudis*.

*Dans les relations économiques, l'État moderne abandonne à la force le règlement des conflits. [...] Comme l'État, à travers mille résistances, a assuré la sécurité des personnes et des biens contre les entreprises de la violence et de la rapine, ainsi doit-il garantir la sécurité du travailleur contre l'abus du travail et la violence latente du régime économique.*⁸

Le constat est banal : la liberté, la propriété et les progrès scientifiques n'assurent pas contre la laideur des faubourgs⁹ ni leurs colères. La misère étant abondamment documentée, passons aux idées, que Lafargue, homme de rencontres et d'amitiés¹⁰, a cueillies et semées au cours de sa carrière morcelée.

⁸ RENKIN, *De la limitation de la journée de travail – Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles - Discours prononcé à la séance solennelle de rentrée du 7 novembre 1891 – Mundaneum, Mons.* Jules Renkin (1862-1934), catholique démocrate, député de Bruxelles en 1896, ministre des Colonies 1908-1918, ministre d'État (1920) premier ministre (1931-32). Ce discours cite le Capital du Dr Marx, les congrès de l'A.I.T. ; le positiviste Hector Denis, César De Paepe, le cardinal Manning qui soutint la grève des dockers de Londres en 1889 etc.. J. Renkin critique *L'école classique* [qui] *considère le travail comme une marchandise et le contrat de travail comme un contrat de vente* (P.10) et *Rerum Novarum : L'autorité publique doit prendre les dispositions nécessaires pour sauvegarder les droits de la classe ouvrière* (p.32)

⁹ Jacques BREL, *Quand on n'a que l'amour* (1956)

¹⁰ Et aussi de têtes à claque : Victor Hugo, l'académicien et économiste Paul Leroy-Beaulieu, ou son propriétaire : *Monsieur Vautour* (1909), brochure proposant des alternatives à la crise du logement.

Né à Cuba, encore espagnole et rythmée par des insurrections serviles, Paul Lafargue était issu de siècles d'esclavage, avec des grands-parents maîtres ou esclaves aux Antilles. Son père possédait aussi une maison de commerce à la Nouvelle-Orléans, au sud du *Deep South* esclavagiste et ségrégationniste. Il vit les années décisives de sa formation dans une colonie. Exception notable parmi les Français d'alors, il dénonce les guerres coloniales et ridiculise le « péril jaune » ; il soutiendra les droits des coolies chinois, victimes d'un *esclavage renforcé*¹¹. Nous pouvons dire qu'il contribue à construire une conscience mondiale, qu'il est un internationaliste, un adjectif malheureusement dévalué.

Deuxième rencontre : à neuf ans, il débarque en Europe, en plein essor du machinisme, dans une France encore largement agricole, qui se regarde comme le centre des Lumières et se voue à la dictature policière de Louis-Napoléon Bonaparte. La proportion des élèves de l'enseignement secondaire dans la population totale se situe un peu au-dessus de 1/1000. Son père, François Lafargue, propriétaire de vignes dans le Bordelais envoie Paul au collège, l'étude des auteurs grecs et latins constituant le socle de compétences¹² requis pour des études de médecine à la Sorbonne. Le jeune homme fréquente des milieux républicains, anticléricaux ; adhère à l'Association internationale des travailleurs¹³. Ses références, ses amitiés penchent vers Proudhon et Blanqui¹⁴, lorsqu'il brandit le drapeau rouge et la torche du matérialisme au congrès international des étudiants à Liège (1865)¹⁵. Scandale en France : Mgr Dupanloup, tonne en chaire de Notre Dame et, malgré des manifestations au Quartier latin, l'Université exclut plusieurs étudiants dont Paul Lafargue, qui part à Londres achever son doctorat.

Il va ainsi fréquenter la maison Marx, LA rencontre décisive dans sa vie affective, culturelle et politique. En l'épousant deux ans plus tard, Laura prive son père d'une secrétaire douée, mais développe sa traduction et sa diffusion¹⁶. Devenu commis-

¹¹ *L'Égalité*, 9 juin 1880. Dans *Les 500 millions de la Bégum*, contemporain, Jules Vernes fait construire la cité idéale de Franceville par des coolies chinois qui sont ensuite bannis de la ville.

¹² ... et une base de références pour le Droit à la paresse et la plupart des textes lafargués.

¹³ A.I.T. : Association internationale des Travailleurs, fondée à Londres en 1864. La première internationale.

¹⁴ Proudhon prône une sorte de capitalisme équitable, cependant que Blanqui organise des insurrections qui réussiront à l'emprisonner la plus grande partie de sa vie.

¹⁵ DALED, Pierre : *L'émergence d'un matérialisme athée lors des congrès internationaux d'étudiants de Liège (1865), Bruxelles (1867) et Gand (1868)* http://digistore.bib.ulb.ac.be/2009/a030_1998_009_f.pdf

¹⁶ Depuis le *Manifeste du parti communiste* (Mille et Une Nuits depuis 1994), rédigé alors qu'elle faisait ses premiers pas à Saint-Josse-ten-Noode, jusqu'à la *Contribution de la critique de l'économie politique* (trad. 1909) dont l'Introduction expose les principes de la méthode

voyageur de l'Internationale, Lafargue ne comble pas les souhaits de son beau-père, qui aurait préféré voir Laura pratiquer la médecine¹⁷. À Bordeaux pendant le siège et la Commune de Paris, puis voyageant dans une Espagne en effervescence, leurs trois jeunes enfants succombent, en dépit de la formation hospitalière de leur père. Que pouvaient les diplômés de la Faculté lorsque l'épidémie se rapproche, qu'il faut déménager d'urgence lorsqu'elle elle tourne le coin de la rue ? Lafargue renonce à la médecine. À nouveau à Londres, l'adroit à la presse tente de se recycler dans la photogravure, Laura se fait institutrice. Malgré les subsides d'Engels, Paul n'est guère doué pour la gestion du capital. Pendant une douzaine d'années, il entre dans l'orbite de la planète Marx, l'amas stellaire de ce clan familial, regroupé sur une surface équivalente à quelques terrains de cricket, au nord de Londres.

Marx fait sur Lafargue [...] une profonde impression. Lafargue se lie intimement avec lui et en devient le disciple fervent qu'il est resté toute sa vie. [...] Il] épousa, à Londres, la fille cadette de Marx [...] Il fut aussi un grand savant. Ses connaissances générales sont inépuisables : économiste, historien et critique littéraire, il laisse une œuvre remarquable quant à sa diversité et d'une haute valeur scientifique¹⁸

L'héroïsation, l'hagiographie de Paul Lafargue ne nous paraissent pas nécessaires à la pertinence du *Droit à la paresse*, lequel suffit amplement à léguer une mémoire sympathique de son auteur, par ailleurs touche-à-tout, populiste¹⁹, gaffeur²⁰ et dont l'exigence intellectuelle s'appuie fortement sur celle de Laura.

marxienne et servit longtemps de vulgate marxiste. Lafargue ne maîtrisa jamais la langue allemande et c'est sans doute Laura qui l'initia à Lessing, auteur non cité des dernières lignes du *Droit à la paresse*. Marx (mort en 1883) et son gestionnaire Engels (mort en 1895) correspondent en allemand ou en anglais avec Laura, sur des questions conceptuelles, et toujours en français avec Paul, sur des opportunités politiques ou pour corriger un article d'économie. Lacune remarquable : les correspondances publiées ne contiennent aucune recension ou critique du *Droit à la paresse* paru en feuilleton en 1880 et brochure en 1883. Mais le couple vécut encore à Londres de 1872 à 1882, rendant plus rare la correspondance avec Marx et Engels.

¹⁷ Correspondances Marx-Engels et *Les filles de Karl Marx – Lettres inédites*, Collection Bottigelli, Albin Michel 1979. Dans le folklore familial marxien, Paul Lafargue revendique et assume sa paresse. C'est son péché favori, selon sa réponse à un questionnaire alors à la mode. DERFLER, Leslie, *Paul Lafargue and the Founding of French Marxism 1842-1882*, Harvard University Press, Cambridge/London, 1991

¹⁸ *Paul Lafargue – 15 janvier 1841 [sic] – 25 novembre 1911* – Notice anonyme et non datée, probablement presse communiste vers 1930, Institut Émile Vandervelde, 0249. Le prénom et l'apport de Laura, en fait fille puînée, ne sont pas mentionnés – Voir aussi notice Lafargue dans la *Bolchaïa Sovietskaïa Enkiklopedia, Vol., p., Moscou 1951*

¹⁹ Le « boulangisme » reproché à Paul Lafargue : divergence tactique, ce dernier estimant qu'il fallait lui couper l'herbe sous le pied en proposant une réponse socialiste au désir de panache

Ni hagiographie ni Livres Saints non pour le grand Karl – Ne confondons pas la critique marxienne avec l'idéologie de l'Union soviétique. La contribution de Marx a peut-être gagné lors de la dissolution du bloc de l'est, qui le codifiait et le défiait, reportant à un avenir indéfini la réduction du temps de travail et l'abolition du salariat. Ainsi, le travail aux pièces et aux primes, l'encadrement, la bureaucratie d'entreprise et les heures supplémentaires pour le Parti et la Patrie se retrouvèrent dans une panoplie marxiste. Or, le « marxisme », venant de l'adjectif « marxiste » d'abord appliqué aux adversaires des « bakouninistes » au moment de la crise létale de la première internationale, n'est en rien une doctrine ou un système.

Dépasser l'état d'adepte ou de pourfendeur du ci-devant « marxisme » nous autorisera donc à reconnaître la portée de la critique conceptuelle de l'économie politique, et les talents du dialecticien. D'illustres académiciens ont pris la peine de le réfuter, dont certains avaient lu le *Capital*. Nous venons d'ouïr Jules Renkin, se définissant comme de droite éclairée, citer à l'appui de la limitation de la durée du travail, des analyses du Dr Marx sur la reproduction de la force de travail, devant un parterre de magistrats et de représentants de la Nation²¹. Marx évite d'ailleurs de prophétiser : « S'adresser [...] aux ouvriers sans avoir des idées rigoureusement scientifiques et une doctrine concrète

populaire, sans s'exagérer le danger autoritaire incarné par le ridicule général Boulanger, et encore moins se coaliser contre lui avec les républicains radicaux ou opportunistes. Correspondances, passim 1886-91.

²⁰ A) « Parachuté » en Espagne par la direction de l'AIT en 1871-72, PL échoue à détacher la majorité des sympathisants espagnols de ce qu'il présente comme « conjuration bakouniniste ». B) Sa nationalité française étant contestée après l'élection de Lille en 1891, PL se vante d'avoir, vingt ans plus tôt, proposé un plan pour gagner la guerre franco-prussienne, grâce à des informations qui auraient été fournies par un officier allemand socialiste : Engels tonne, appréhendant, sous prétexte de cette prétendue trahison (d'un point de vue bismarckien), une remise en vigueur des lois d'exception antisocialistes, récemment allégées. C) Négligeant sa circonscription de Lille, Lafargue tient des meetings dans toute la France grâce à son laissez-passer ferroviaire et rate sa réélection. D) Mandaté, avec des socialistes belge pour organiser le congrès de refondation de l'Internationale à Paris le 14 juillet 1889. Lafargue tergiverse sur le lieu et la date, les socialistes « possibilistes » étant majoritaires à Paris. Finalement, deux Congrès rivaux se tiennent. Le Congrès de Jolimont du POB délègue aux deux congrès et la presse rend compte du « Congrès international possibiliste » et du « Congrès international marxiste ».

²¹ Jean Stengers, adversaire déclaré de Marx qu'il décrit aussi comme « un des plus grands querelleurs de son temps » (par la plume, certainement !) repère le logis bruxellois où il rédigea le *Manifeste du parti communiste* comme « haut-lieu de l'esprit ». (*Bulletin de la Société d'Histoire d'Ixelles*, 1987.)

revient à un jeu malhonnête et vain, à une propagande où l'on suppose, d'un côté, un apôtre enthousiaste et, de l'autre côté, de simples imbéciles l'écoutant bouche bée. »²²

Dans le Livre I du *Capital*, la plus-value, le profit, l'accumulation du capital expriment la différence entre le prix du produit du travail et celui de la force de travail. Ce surtravail au profit du capitaliste peut s'exprimer en heures. Le temps de travail est au cœur de la critique de l'économie politique. À la fin du Livre III, compilé et publié par Engels :

*Le domaine de la liberté commence seulement là où cesse le travail, qui est déterminé par la nécessité et la finalité extérieure [...] La liberté dans ce domaine ne peut donc consister qu'en ceci : l'homme socialisé, les producteurs associés règlent rationnellement ce métabolisme entre eux et la nature, le soumettant à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par lui comme par une force aveugle. Ils l'accomplissent avec la moindre dépense d'énergie possible et sous les conditions qui sont les plus dignes de leur nature humaine et qui y sont les plus adéquates. Néanmoins, cela reste toujours un domaine de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines qui est à lui-même son propre but, qui constitue le véritable domaine de la liberté, mais qui ne peut éclore que sur la base de cet empire de la nécessité. La réduction de la journée de travail est la condition fondamentale.*²³

... pour que commence le domaine de la liberté humaine. Déjà dans ses manuscrits post-hégéliens de 1844, le jeune Marx s'attaque aux croyances de l'économie politique classique, partagées par Proudhon, et trace les plans du *Capital*. N'y retrouverions-nous pas le ton de conversations probables entre gendre et beau-père, entre Hampstead et Regent's Park ?

L'ouvrier devient une marchandise d'autant plus vile qu'il crée plus de marchandises. Plus le monde des choses augmente en valeur, plus le monde des hommes se dévalorise ; l'un est en raison direct de l'autre. Le travail ne produit pas seulement des marchandises, il se produit lui-même et produit l'ouvrier comme une marchandise dans la mesure-même où il produit des marchandises en général. [...] La réalisation du travail se manifeste comme déperdition de réalité, au point que l'ouvrier est vidé de sa réalité jusqu'à en mourir d'inanition. L'objectification se révèle à tel point la perte de l'objet

²² Annenkov citant une déclaration de Marx en mars 1846, donc à Bruxelles, RUBEL I, LVIII, La Pléiade.

²³ Karl MARX, *Le Capital, III, Conclusions*, Économie II, pp. 1487-1488, édition établie par Maximilien Rubel, La Pléiade, 1968.

que l'ouvrier est spolié des objets indispensables non seulement pour vivre, mais aussi pour travailler. En vérité, le travail lui-même devient un objet dont l'ouvrier ne peut s'emparer qu'à grand effort et seulement par à-coups. L'appropriation de l'objet se manifeste à ce point comme aliénation que plus l'ouvrier produit d'objets, moins il en possède, et plus il tombe sous la domination de son produit, le capital. ²⁴

*En quoi consiste la dépossession du travail ? D'abord dans le fait que le travail est extérieur à l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il n'appartient pas à son être ; que, dans son travail, l'ouvrier ne s'affirme pas, mais se nie, qu'il ne s'y sent pas satisfait, mais malheureux, qu'il n'y déploie pas une libre énergie physique et intellectuelle, mais mortifie son corps et ruine son esprit. C'est pourquoi l'ouvrier n'a le sentiment d'être à soi qu'en-dehors du travail ; dans le travail il se sent extérieur à soi-même. Il est lui quand il ne travaille pas et, quand il travaille, il n'est pas lui. Son travail n'est pas volontaire, mais contraint. Travail forcé, il n'est pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un moyen de satisfaire des besoins en dehors du travail. La nature aliénée du travail apparaît dans le fait que, dès qu'il n'existe pas de contrainte physique ou autre, on fuit le travail comme la peste. Le travail aliéné, le travail dans lequel l'homme se dépossède, est sacrifice de soi, mortification. Enfin, l'ouvrier ressent la nature extérieure du travail par le fait qu'il n'est pas son bien propre, mais celui d'un autre, qu'il ne lui appartient pas ; que dans le travail l'ouvrier ne s'appartient pas à lui-même, mais à un autre. Dans la religion, l'activité propre à l'imagination, au cerveau, au cœur humain, opère sur l'individu indépendamment de lui, c'est-à-dire comme une activité étrangère, divine ou diabolique. De même l'activité de l'ouvrier n'est pas son activité propre ; elle appartient à un autre, elle est déperdition de soi-même.*²⁵

Après la confrontation avec l'industrialisation européenne et l'attraction de la constellation marxienne, Lafargue va rencontrer le mouvement ouvrier, mais cette fois en chair et en os, plus seulement dans la théorie ou la direction, mais dans la guerre de survie quotidienne ponctuée de colères réprimées, décrites au début de cette intervention.

²⁴ Karl MARX, *Ébauche d'une critique de l'économie politique* (1844), édition établie par Maximilien Rubel, Économie II, pp. 57-58, La Pléiade, 1968. Citation dédiée aux travailleurs de la FN, Arcelor-Mittal etc.

²⁵ Karl MARX, *Ébauche ...* pp. 60-61,

Paul Lafargue rédige *Le Droit à la Paresse*²⁶ à Londres, dans le deuil de ses enfants et l'exil consécutif à la répression de la Commune, dans des conditions précaires et probablement déprimantes. Cet exubérant peut-être dépressif se base d'abord sur des citations antiques - éloges de l'oisiveté et nostalgies de l'Âge d'Or - puisées peut-être dans l'ouvrage²⁷ déjà vieilli d'un inspecteur général des prisons mis à la retraite par la Deuxième République, intitulé *Du Droit à l'Oisiveté dans les républiques grecques et romaine*. « Les anciens méprisaient tellement le travail qu'ils le réservaient aux esclaves » forme évidemment un sophisme. L'esclavage correspondait forcément à la norme de travail de sociétés encore bien présentes autour de Lafargue. Quant aux références aux conditions de travail ou à la surproduction, elles proviennent d'enquêtes officielles et d'autorités pas pétroleuses pour un sou. Ce qui distingue *le Droit à la Paresse* de tous les éloges de l'oisiveté depuis l'antiquité, c'est qu'il s'inscrit dans un mouvement social pour la réduction collective du temps de travail.

Dans le monde anglo-saxon, au départ de l'Australie, la journée de 8 heures est une revendication banale depuis les années 1860, et elle n'est pas si loin de sa réalisation. Les industries britanniques où les Trade Unions s'implantent, obtiennent de bons salaires horaires, en sont à dix heures ou moins. *L'Américain libre et paresseux* selon Lafargue fait travailler des machines agricoles²⁸, et l'étendue des terres quasi gratuites du Middle West laisse une marge de négociations aux ouvriers qualifiés de l'industrie.

Sur le continent, en Belgique par exemple, nous assistons au chômage sans pain, à des grèves sauvages, à des destructions et sabotages de l'outil²⁹. En France républicaine, ou la petite industrie domine, le peuple et le bourgeois votent souvent pour les mêmes radicaux, ou les mêmes conservateurs. Presque limitées aux mines et à la métallurgie, en présence de la troupe, les grèves sont de longs bras de fer.

Paru en brochure l'année suivant le retour en France de Lafargue (1883), *le Droit à la Paresse* reste confidentiel jusqu'à ce que ses adversaires électoraux en impriment, à Lille, des extraits découpés (*Annexe I*) qui, loin de terroriser l'électeur travailleur et croyant, contribuent à la publicité du pamphlet et de son auteur, le candidat de

²⁶ Paru sous forme de 7 épisodes de *Variétés* dans l'hebdomadaire *L'Égalité*, Paris, juin-juillet 1880. Voir reproduction page 88 de ces *Actes*.

²⁷ MOREAU-CHRISTOPHE, *Du Droit à l'Oisiveté dans les républiques grecques et romaine*, Paris, 1849

²⁸ C'est autour de Mc Cormick à Chicago que les affrontements pour les huit heures sont les plus violents, au sein d'un prolétariat fraîchement immigré et de tendances anarchiste ou socialiste.

²⁹ À partir de 1886, le POB fait de la conquête du suffrage universel l'axe central de ces manifestations annuelles. Seul le SU permettrait enfin de légiférer en faveur des travailleurs.

protestation Paul Lafargue, emprisonné à Sainte-Pélagie tandis que Jules Guesde³⁰ et les socialistes lillois mènent la campagne.

Entretiens, le 1^{er} mai 1891, il y a eu Fourmies. Dans cette cité plutôt calme, vouée au textile et à la verrerie, près de Chimay³¹, les patrons confrontés à la grève font appel à l'infanterie, les autorités embarquent des grévistes, la troupe est débordée, les nouveaux fusils Lebel partent, tuent une dizaine de manifestants âgés de 11 à 30 ans. C'est le massacre le plus impressionnant depuis celui de la Commune, vingt ans plus tôt. L'indignation est générale, d'autant que le 1^{er} mai 1890, davantage limité aux boulevards parisiens, avait été relativement calme. La manifestation internationale des huit heures, initiée par les anarchistes et décidée par l'Internationale socialiste, rassemble les divers courants qui parcourent la classe ouvrière. *C'est 8 heures qu'il nous faut !*, une sorte de farandole, développe un argumentaire proche de celle du droit à la paresse. (*Annexe 2*). Nous ne nous étendrons pas ici sur les circonstances de l'élection de Lille³², retombée immédiate de la tuerie de Fourmies. Fourmies, où le nom et l'âge des victimes du 1^{er} mai sont bien visibles sur la place de la fusillade, près d'une *rue Paul Lafargue*, d'une *rue de la Commune de Paris*, et d'un musée qui expose aussi la fusillade de Roux de 1886.

La journée de huit heures apparaissait alors comme un espoir réalisable, une balise sur un axe, une orientation en fait politique : la réduction progressive du temps de travail reflète la conscience d'une nécessité, pour ceux qui n'en peuvent plus et désirent vivre.³³

Cet axe a été perdu de vue après que les huit heures furent généralisées comme loi-cadre pour tous les secteurs, par la Convention de Washington de 1919, non sans de multiples exceptions et dérogations. Pourquoi ou plutôt comment ? Ce colloque pourra explorer des pistes.

Dans le cadre de ma recherche en cours, « Le droit à la paresse, vu de Belgique depuis 1919 », je remarque que l'exaltation du travail atteint son paroxysme vers 1940, jusqu'au travail forcé sous l'occupation. Le 20 mars 1943, dans une protestation

³⁰ Marxiste déclaré, qui donne ensuite à Bruxelles une conférence sur le collectivisme, en présence du bourgmestre libéral Charles Buls (novembre 1891)

³¹ Comme souvent dans le Nord, les nombreux travailleurs frontaliers belges sont dénoncés simultanément comme briseurs de grève et agitateurs.

³² Remarquable aussi par la mobilisation des femmes, pas encore électrices. À l'arrivée de l'élu à Lille, Laura Lafargue se vit offrir la présidence d'honneur du grand meeting à l'Hippodrome.

³³ Pendant les émeutes de 1886, le Peuple publiait justement *Germinal* en feuilleton.

solennelle contre la déportation des travailleurs vers l'Allemagne, la plus haute autorité nationale en territoire occupé, la Cour de Cassation, écrit au Gouverneur militaire von Falkenhausen : *Les Belges, Excellence, n'ont jamais revendiqué le droit à la paresse.*³⁴

Depuis les années 30, le droit à la paresse abandonne le terrain de la critique sociale. Le pamphlet de Lafargue subit une longue éclipse, se retrouve parmi les éloges de l'oisiveté et apologies de la paresse, parfaitement compatibles, souvent poétiques, mystiques, contemplatives, brillantes, se référant à la même nécessité.

Le poisson frétilant de la paresse a été noyé, considéré comme un poison ou une diversion à d'autres urgences : la compétitivité, l'économie nationale, le niveau de vie, dans une accélération de plus en plus stressée. Les critiques artistes ont pris le relais, parmi lesquelles quelques avatars du dandysme.

Sous l'occupation nazie, certains jeunes gens portaient des cheveux et les vêtements trop longs ou trop courts, écoutaient la musique dégénérée (*entartete Musik*) de l'ennemi et des sous-hommes, étaient la cible de diatribes et caricatures collabo. Les zazous affectaient une nonchalance et une insouciance criminelles, alors qu'il fallait bander toutes ses forces pour la production de guerre et contre les hordes bolchevistes qui menaçaient l'Europe.

Si vous avez été, ou si vous connaissez un ci-devant zazou, votre témoignage me documentera avec plaisir.



³⁴ CEGES, passim

Annexe I : **LES OPINIONS DE M. LAFARGUE - Fleurs cueillies dans le droit à la paresse**³⁵

Les socialistes révolutionnaires ont à recommencer le combat qu'ont combattu les philosophes et les pamphlétaires de la bourgeoisie ; ils ont à monter à l'assaut de la morale et des théories sociales du capitalisme ; ils ont à démolir, dans les têtes de la classe appelée à l'action, les préjugés semés par la classe régnante ; ils ont à proclamer, à la face des cafards de toutes les morales, que la terre cessera d'être la vallée de larmes du travailleur ; que, **dans la société communiste de l'avenir que nous fonderons pacifiquement si possible, sinon violemment, les passions des hommes auront la bride sur le cou, car « toutes sont bonnes de leur nature**, nous n'avons rien à éviter que leur mauvais usage et leurs excès ³⁶ », et ils ne seront évités que par leur mutuel contre-balancement, que par le développement harmonique de l'organisme humain, car, dit le Dr Beddoe, « ce n'est que lorsqu'une race atteint son maximum de développement physique qu'elle atteint son plus haut point d'énergie et de vigueur morale ». Telle était aussi l'opinion du grand naturaliste, Charles Darwin ³⁷.

Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie trame à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent la triste humanité. **Cette folie est l'amour du travail**, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture.

Dans la société capitaliste, **le travail est la cause de toute dégénérescence intellectuelle, de toute déformation organique**. Comparez le pur-sang des écuries de Rothschild, servi par une valetaille de bimanés, à la lourde brute des fermes normandes, qui laboure la terre, chariote le fumier, engrange la moisson. Regardez le noble sauvage que les missionnaires du commerce et les commerçants de la religion n'ont pas encore corrompu avec le christianisme, la syphilis et le dogme du travail, et regardez ensuite nos misérables servants de machines

Les philosophes de l'antiquité enseignaient le mépris du **[Le] travail, cette dégradation de l'homme libre** ; les poètes chantaient la paresse, ce présent des Dieux :

³⁵ *Le Progrès du Nord*, 5 novembre 1891. Les **citations en gras** sont celles reproduites par les adversaires de Lafargue, le paragraphe complet donne le paragraphe complet du *Le Droit à la paresse*.

³⁶ DESCARTES, *Les Passions de l'âme*. [cité par Paul Lafargue]

³⁷ Docteur BEDDOE, *Memoirs of the Anthropological Society* ; CH. DARWIN, *Descent of man*. [cité par Paul Lafargue]

M. F. Le Play, dont on doit reconnaître le talent d'observation, alors même que l'on rejette ses conclusions sociologiques, entachées de prudhomisme philanthropique et chrétien, dit dans son livre *Les Ouvriers européens* (1885) : « La propension des Bachkirs pour la paresse [les Bachkirs sont des pasteurs semi-nomades du versant asiatique de l'Oural] ; les loisirs de la vie nomade, les habitudes de méditation qu'elles font naître chez les individus les mieux doués communiquent souvent à ceux-ci une distinction de manières, une finesse d'intelligence et de jugement qui se remarquent rarement au même niveau social dans une civilisation plus développée... Ce qui leur répugne le plus, ce sont les travaux agricoles ; ils font tout plutôt que d'accepter le métier d'agriculteur. **« L'agriculture est, en effet, la première manifestation du travail servile dans l'humanité.** Selon la tradition biblique, le premier criminel, Caïn, est un agriculteur.

Jéhovah [est], le dieu barbu et rébarbatif, donna à ses adorateurs **le suprême exemple de la paresse idéale** ; après six jours de travail, il se reposa pour l'éternité. ³⁸

Christ, dans son discours sur la montagne, **prêcha la paresse** : « **Contemplez la croissance des lis des champs, ils ne travaillent ni ne filent,** et cependant, je vous le dis, Salomon, dans toute sa gloire, n'a pas été plus brillamment vêtu. »

Et cependant, le prolétariat, la grande classe qui embrasse tous les producteurs des nations civilisées, la classe qui, en s'émancipant, émancipera l'humanité du travail servile et fera de l'animal humain un être libre, **le prolétariat trahissant ses instincts,** méconnaissant sa mission historique **s'est laissé pervertir par le dogme du travail.** Rude et terrible a été son châtiment.

Pour extirper **[C'est] la paresse [qui engendre]** et courber **les sentiments de fierté et d'indépendance** qu'elle engendre, l'auteur de *l'Essay on trade* proposait d'incarcérer les pauvres dans les maisons idéales du travail (*ideal workhouses*) qui deviendraient « des maisons de terreur où l'on ferait travailler 14 heures par jour, de telle sorte que, le temps des repas soustrait il resterait 12 heures de travail pleines et entières »

Et dire que **les fils des héros de la Terreur se sont laissés dégrader par la religion du travail** au point d'accepter après 1848, comme une conquête révolutionnaire, la loi qui limitait à douze heures le travail dans les fabriques ; ils proclamaient, comme un principe révolutionnaire, le *droit au travail.* **Honte au prolétariat français !**

³⁸ *Évangile selon saint Matthieu*, chap. VI.

Parce que, prêtant l'oreille aux fallacieuses paroles des économistes, **les prolétaires se sont livrés corps et âme au vice du travail**, ils précipitent la société tout entière dans ces crises industrielles de surproduction qui convulsent l'organisme social. [... 2 pages plus loin] Mais pour qu'il parvienne à la conscience de sa force, **il faut que le prolétariat foule aux pieds les préjugés de la morale chrétienne, économique, libre-penseuse ; il faut qu'il retourne à ses instincts naturels, qu'il proclame les Droits de la paresse, mille et mille fois plus nobles et plus sacrés que les phisiques Droits de l'homme**, concoctés par les avocats métaphysiciens de la révolution bourgeoise ; qu'il se contraigne à ne travailler que trois heures par jour, à fainéanter et bombancer le reste de la journée et de la nuit.

Annexe II ³⁹

C'est 8 heures qu'il nous faut!

(AIR: *C'est à boire, à boire, à boire.*)

<p>PREMIER COUPLÉ</p> <p>Les travailleurs de l'usine, De l'atelier, du bureau, Ont des salaires de famine, Sont réduits au pain à l'eau.</p> <p style="text-align: right;">} <i>Bis</i></p> <p style="text-align: center;">REFRAIN</p> <p>C'est huit heures, huit heures, huit heures C'est huit heures qu'il nous faut, oh! oh! oh! oh! C'est huit heures, huit heures, huit heures C'est huit heures qu'il nous faut!</p> <p>DEUXIÈME COUPLÉ</p> <p>Le bourgeois qui fait bombance, Qui mange de bons gigots, Veut toujours remplir sa panse Pendant qu'on nous ronge les os.</p> <p style="text-align: right;">} <i>Bis</i></p> <p style="text-align: right;">oh! oh! oh! oh! (Ref.)</p> <p>TROISIÈME COUPLÉ</p> <p>La faim force nos compagnes, A laisser seuls nos marmots, Pour aller d'une heure au bain, Enrichir les aristots.</p> <p style="text-align: right;">} <i>Bis</i></p> <p style="text-align: right;">oh! oh! oh! oh! (Ref.)</p>	<p>QUATRIÈME COUPLÉ</p> <p>Pour baisser notre salaire, On nous montre des dingots, Pour atténuer la misère, Malgré gentilman's et sergots.</p> <p style="text-align: right;">} <i>Bis</i></p> <p style="text-align: right;">oh! oh! oh! oh! (Ref.)</p> <p>CINQUIÈME COUPLÉ</p> <p>A tout ça il faut un terme, Nous l'aurons mes camaros ; En répétant d'un ton ferme Aux bourgeois, aux anarchos :</p> <p style="text-align: right;">} <i>Bis</i></p> <p style="text-align: right;">oh! oh! oh! oh! (Ref.)</p> <p>SIXIÈME COUPLÉ</p> <p>Assez vivre en bêt' de somme, Trop longtemps courber le dos ; Huit heures de travail pour l'homme, De loisir et de repos.</p> <p style="text-align: right;">} <i>Bis</i></p> <p style="text-align: right;">oh! oh! oh! oh! (Ref.)</p> <p>SEPTIÈME COUPLÉ</p> <p>Pour éviter le chômage, C'est huit heures qu'il nous faut, Allons, amis, du courage, De l'accord et crions haut :</p> <p style="text-align: right;">} <i>Bis</i></p> <p style="text-align: right;">oh! oh! oh! oh! (Ref.)</p> <p style="text-align: right;">PEDRON.</p>
---	--

³⁹ *Le Socialiste*, 22 avril 1891. Étienne Pedron, syndicaliste de Troyes, guesdiste, auteur de *Chanson socialistes* (édition en recueil, 1906)

Discussion

Valérie Piette : Rappelons qu'au cours des années 70, Moustaki a remis en avant *Le Droit à la Paresse*. Toute ma génération a souvent découvert Lafargue par Moustaki. Le retour de ses idées aujourd'hui paraît assez évident. Rappelons aussi que nous commémorons en cette année 2011 le centenaire d'un autre droit que Paul Lafargue et Laura Marx se sont réservé : le droit de mourir, et donc du suicide du couple le 25 novembre 1911

Un participant propose une mise en parallèle avec le slogan de Nicolas Sarkozy « Travailler plus pour gagner plus »

Michel Majoros : C'est un exemple merveilleux ; le pire, c'est qu'il a été suivi par une majorité de Français.

Jean Évaldre propose de traduire : « Travailler plus pour gagner quelque chose ! ».

Un autre participant : « Travailler plus pour gagner plus » : en fait ce ne sont pas les mêmes !

Jean-Jacques Heirwegh : Pourquoi Jules Renkin, catholique et futur ministre des colonies, cite-t-il Marx en 1891 ?

Michel Majoros : Dans le cadre de son discours sur la limitation de la durée du travail, Renkin en appelle à une série d'autorités : ecclésiastiques comme Léon XIII qui dans son encyclique de la même année, *Rerum Novarum*, dénonçait la durée de travail souvent excessive, ou académiques comme le Docteur Marx, qui estime que le prix de la force de travail (le salaire) pour des journées trop longues ne permet pas la reconstitution de cette force de travail, donc que c'est dans l'intérêt des patrons eux-mêmes de ne pas imposer des durées excessives. Renkin le cite à cinq ou six reprises parmi d'autres autorités scientifiques. Marx n'était nullement considéré comme un pestiféré : ni diabolique, ni sanctifié.

Francine Bolle : Tu as beaucoup insisté sur la réduction du temps de travail. Mais ici en Belgique, lorsque les huit heures ont été instaurées, Isabelle Cassiers entre autre relève que cela s'est traduit par une augmentation de l'intensité du travail. Dans ses études, Marx pose la question non seulement du temps de travail, mais de son intensité comme moyen d'augmenter la plus-value. Paul Lafargue parle-t-il également de la « qualité » du travail ?

Michel Majoros : Il insiste surtout sur le manque d'hygiène des ateliers, et sur l'épuisement. Marx a effectivement étudié l'aspect qualitatif. Dans mon exposé, j'ai surtout insisté sur le contexte personnel, social et culturel de l'apparition du droit à la paresse.





Corinne GOBIN

Le droit à la paresse : une provocation salutaire, au cœur de l'émergence du droit politique au salaire ¹

L'ouvrage de Paul Lafargue, replacé dans son contexte historique, a relevé d'une provocation politique salutaire à l'heure où se confrontaient une réalité abjecte d'organisation du travail (l'asservissement du prolétariat par la bourgeoisie industrielle capitaliste) et des projets politiques contestataires encensant la gloire à venir du prolétariat industriel (la notion de « dictature du prolétariat » est utilisée par Blanqui, Babeuf, Marx,...). La gauche politique de l'époque était en effet très majoritairement productiviste, à l'image de cette période.

Que peut-on aujourd'hui retenir de cette superbe boutade dès lors qu'il s'agit de réfléchir à une nouvelle utopie d'organisation sociale ?

Tout d'abord, qu'il est extrêmement urgent de développer une utopie : le pouvoir capitaliste a à nouveau créé le chaos social à l'échelle du monde par l'application politique de son programme de libre échange, du « laisser faire/laisser passer ».

En ne parlant que de l'Europe occidentale, 35 ans de néo-libéralisme ont réintroduit à large échelle une très grande souffrance au travail, une très grande souffrance pour ceux qui n'ont pas de travail, 15% de pauvres au moins dans chaque État, la déstabilisation profonde de l'organisation politique démocratique et du principe du suffrage universel, le nivellement par le bas des pensées politiques partisanes, la plongée en crise de l'État social de service public, le saccage des éco-systèmes...

La façon dont le système européen politico-bancaire accapare aujourd'hui le pouvoir pour mettre les peuples à genoux par de nouveaux plans d'austérité nous entraîne soit

¹ Ce texte lu par Valérie Piette n'a pas été discuté, en l'absence de son auteur

vers la résignation/dépression collective soit vers des guerres civiles contre les élites dirigeantes.

Ceci est d'autant plus désastreux que nous n'avons jamais disposé d'autant de ressources de toute l'histoire de l'humanité, qu'aujourd'hui, pour mettre en œuvre des projets sociaux de bien-être collectif.

Ces ressources s'expriment par une généralisation de l'enseignement des connaissances, des savoirs, des techniques... qui est inégalée, par les potentialités des découvertes scientifiques passées, en cours et prêtes à germer ainsi que par notre plus grande maîtrise du processus de création de la richesse.

Arrêtons-nous sur ce dernier point, il est essentiel.

Seul le travail crée la richesse et cette richesse nous rend libres collectivement, multipliant les ressources disponibles pour organiser la société.

Or le travail subordonné à des castes ou des classes diverses (aujourd'hui le capitalisme ; hier à l'Est de l'Europe, la bureaucratie soviétique,...) débouche sur une aliénation collective synonyme de souffrances, maintes fois illustrée dans l'histoire. Il nous faut donc nous libérer non du travail en soi mais du travail subordonné au pouvoir de ces classes.

Nous libérer du travail en soi est une absurdité étant donné que nous sommes tous des êtres sociaux et que nous devons nous organiser collectivement (or cela, c'est le travail) pour vivre, et mieux...vivre dans le respect de tous. Dès lors que nous avons aboli le travail subordonné, il nous reste à organiser le travail contraint et le travail libre ; le non-travail relevant de la sphère privée affective, de l'intime.

Le travail contraint est le travail défini collectivement comme nécessaire à un fonctionnement social général pour répondre à la satisfaction des besoins sociaux, après délibération collective démocratique et inscription des résultats dans des lois. Il s'agit du travail relevant de la sphère professionnelle mais il faut y inclure tout le travail domestique. Le travail contraint doit être lui-même contraint en durée pour libérer l'initiative et la création humaines, et permettre à tous la possibilité d'un travail libre. (Par exemple, six heures sur une semaine de travail de 4 jours ou/et 4 heures sur une semaine de six jours, soit 24 heures de travail contraint par semaine).

Le travail libre permet l'expression des potentialités individuelles multiples qui n'ont pas la possibilité de s'épanouir à travers le travail contraint (l'apprentissage scolaire et

professionnel, l'art, la culture, l'artisanat, l'apprentissage de tout et de rien pour le pur plaisir,...). Il comprend bien entendu aussi les phases de sommeil (« le sommeil=travail réparateur »), les phases de doute et de recherche de soi-même, les phases de repos total hors sommeil, la récupération de la maladie et de tout autre traumatisme...

Car dès lors que nous comprenons que nous sommes tous les producteurs de la société, nécessairement, dans une situation d'interdépendance collective, le travail de deuil, de récupération, de repos, de doute, de recherche de soi... font nécessairement partie intégrante de la dynamique même de notre formation d'adulte, c'est-à-dire de notre statut de producteur du sens de ce que nous sommes et de ce qu'est la société.

Seul le travail crée la richesse : le travail contraint tout comme le travail libre ! Et c'est pour cela que l'un comme l'autre doit être rémunéré.

En effet, la création monétaire repose sur l'anticipation que l'on fait collectivement de la richesse qui sera produite durant l'année en cours. Or notre expérience collective de ce dernier demi-siècle nous a démontré que nous sommes pour une grande part libres de ce que nous choisissons de comptabiliser collectivement comme « richesse ». Ainsi, nous doublons les richesses produites en 30 à 40 ans depuis la seconde guerre mondiale. En Belgique, nous disposons aujourd'hui, en monnaie constante, d'environ 4 fois plus de richesses qu'au début des années 1950, à la naissance de nos systèmes de sécurité sociale. Cette augmentation des richesses n'est heureusement pas due à une croissance équivalente de la production de biens matériels ; nous sommes déjà très largement en surproduction d'objets (dans le secteur textile, par exemple, 1/5 de l'offre reste invendue et cette part croît année après année) ; de nombreux secteurs de la production industrielle devraient être fortement réduits. Non, l'augmentation du PIB est due aussi à la comptabilisation de la richesse générée par le travail social indispensable, celui des enseignants, des fonctionnaires, du personnel de santé,...mais aussi des chômeurs, des retraités, des malades (qui se reposent et travaillent librement à s'occuper d'eux et de leur famille)... puisque nous comptabilisons les revenus de la sécurité sociale dans nos PIB. Comme le fait remarquer Bernard Friot, cette comptabilisation n'a pas généré d'inflation, ce qui démontre qu'elle correspond bien à de la richesse produite.

Car « la déclaration de richesse » repose en grande partie sur la relation politique de confiance qui s'établit entre un peuple et le pouvoir politique qu'il met en place. Si nous avons collectivement confiance en notre capacité de producteurs pour créer ensemble un projet de société qui libère enthousiasme et bien-être social, si nous sommes

capables de nous projeter collectivement dans l'avenir, nous sommes d'autant plus aptes à désigner comme « richesse » nombre de biens « immatériels », comme la valeur du repos, par exemple.

Les êtres humains, par leur faire et leur non-faire, sont les producteurs de la société : de sa signification tout comme de ses objets. La richesse qu'ils créent doit leur permettre d'en créer davantage en s'occupant au mieux d'eux-mêmes et des autres, tâche dont la durée est en soi sans limites... Ce qui explique que mettre une fin ou une limite à cette création de richesse n'a guère de sens...

Cette vérité débouche sur la nécessité de consacrer le droit à ressources comme un droit politique de tout adulte, c'est-à-dire de tout producteur de richesses que nous sommes dès que nous atteignons la majorité politique, juridique et civile (18 ans actuellement). Il devrait prendre la forme d'un droit politique universel au salaire consacré par la Constitution, tout aussi essentiel que le droit à la liberté d'expression, à la liberté d'association,... Ce droit est en germe depuis la révolution française.

Le droit au salaire est juste le contraire du droit à une rente, telle que l'allocation universelle. En effet, la légitimation d'un droit est aussi importante que son contenu.

Que nous dit le droit universel au salaire ? Que nous sommes définis tous, dès l'âge adulte, comme producteurs de la société, aptes à contribuer effectivement à l'élaboration collective de la société...à travers la succession de tous nos temps de travail contraint comme de travail libre. C'est pour cela qu'il s'agit d'un salaire. Dans ce projet, nous baignons dans la philosophie de la démocratie : nous sommes tous égaux comme producteurs. Ce salaire repose sur un salaire minimum permettant de vivre pleinement comme droit de départ (à 18 ans) progressant régulièrement selon des éléments définis collectivement (par secteur selon la pénibilité du travail contraint, selon l'âge des personnes car chaque année qui passe accroît notre maîtrise et compréhension de soi et des autres, selon la charge familiale, les problèmes de santé familiaux,...) Il ne s'interrompt qu'à la mort et ne régresse jamais. Par contre le travail contraint, lui, doit être stoppé (à 60 ans par exemple ou plus tôt pour le travail insalubre).

Que nous dit le droit à l'allocation universelle ? Que nous devons tous bénéficier d'un revenu en tant qu'être humain par le seul fait de notre existence. Ce revenu n'est dès lors pas un salaire mais une rente de situation. Et comme la richesse est produite par le travail, les rentiers vivent nécessairement au détriment des producteurs.

Ce droit met en scène deux fantasmes de l'image du rentier, cher à l'imagerie libérale mue en fait par le mépris qu'inspire le modèle égalitaire qui nous consacre tous comme les producteurs de la société : l'image du marginal qui vivote parce qu'il a choisi de vivre, mal, de son art contre le travail contraint et l'image du rentier riche qui peut imposer tout le travail contraint aux autres. Ce projet bloque l'imaginaire égalitaire.

Le droit politique au salaire avec réduction collective du temps de travail contraint modifie merveilleusement la donne actuelle : une ouverture démocratique réelle de l'enseignement supérieur, la suppression de la pauvreté, la suppression des employeurs (et donc des actionnaires), la suppression du chômage, une immense libération de l'initiative privée hors du capitalisme, un meilleur financement collectif de toutes les activités non génératrices de profit et/ou très mangeuses en temps, une meilleure maîtrise collective des différents temps de vie...en limitant le temps pris par le travail contraint,...

Il s'accompagne d'autres réformes politiques qui se complètent afin de dépasser le capitalisme : par exemple comme nous l'explique Bernard Friot², le financement de l'investissement pour l'activité professionnelle par la création de la cotisation économique à l'instar de la cotisation sociale, qui étant comme elle consommée directement par l'économie réelle, court-circuite tout processus d'accumulation financière et nous libère des emprunts lucratifs.

Le salaire universel n'est pas une douce utopie irréaliste. Il est applicable dès aujourd'hui, si nous le réclamons. Notre PIB en Belgique est de 370 milliards d'euros.

Si nous affectons à tous les adultes belges 3000 euros bruts mensuels, voici ce que nous obtenons :

$3.000 \times 12 \times 8.720.233$ (nombre de belges de 18 ans et plus) = 313.928.388.000 euros.

Comptons 314 milliards (85% du PIB). Nous pouvons voir qu'il reste encore 56 milliards (15% du PIB) pour mieux répartir cette distribution salariale en fonction de l'âge, de l'ancienneté et des grilles de qualification présente et celles à inventer.

Comme il s'agit d'un salaire brut, la part indirecte de ce salaire permet de socialiser les frais de santé et les allocations familiales (n'oublions pas qu'avec un salaire universel, il n'y a plus de chômeurs et que les retraités sont déjà inclus dans le calcul ainsi que les fonctionnaires) ; y est inclus aussi le précompte professionnel anticipant l'impôt direct sur le salaire permettant de financer les autres grands services publics.

² FRIOT, B., *La révolution du salaire*, entretien dans *La Revue des Livres*, n° 7, Paris, septembre-octobre 2012.

Cependant l'enjeu du salaire universel est aussi d'inclure dans le calcul de notre richesse tout ce qui n'est pas encore compris dans le PIB d'aujourd'hui, comme le travail des femmes à la maison par exemple ou l'entraide au quotidien entre voisins, amis et famille,...

Soyons prudent, fixons cette richesse supplémentaire qui sera monétarisée à 30% de notre PIB actuel. Soit 123 milliards de plus. Un PIB global de 497 milliards d'euros. Ces 30% de plus permettraient, par l'invention d'une cotisation économique, de financer l'investissement dans chaque collectif de travail. L'investissement ne serait dès lors plus étouffé par le crédit bancaire.

Seul le travail produit la richesse...Il est important de clamer cette vérité scientifique à l'heure où le néo-libéralisme a médiatisé le mythe que le capital en soi est capable d'une génération spontanée : qu'en créant des fonds « écureuils », des fonds de pension, qu'en épargnant...on engendrerait de nouvelles ressources pour l'humanité.

« Chez la banque X, votre argent travaille pour vous », vous reconnaîtrez cette publicité bancaire belge qui illustre ce mythe libéral néfaste dont nous sommes largement imprégnés et victimes car il justifie la transformation des travailleurs que nous sommes en « charge insupportable » pour l'entreprise, qui nuit au capital : charge qu'il faut alléger, faire baisser, licencier...et transformer en objet créateur de profit, en capital humain subordonné à l'activité capitaliste.

L'opposition entre paresse et travail de Lafargue perd sa substance dès lors que la société se débarrasse de ses systèmes exploités qui accaparent le travail contraint de tous pour mieux réserver à une petite caste sociale, la classe oisive, le travail libre.





Nathalie BURNAY

Le droit à la paresse face aux transformations normatives du travail

Je voudrais commencer cet exposé en rendant la parole à Lafargue – comme notre écrivain Maurice Tazman qui a repris cette citation dans la pièce de théâtre ce matin :

Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie traîne à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture.

Ce qui m'a intéressée dans ce colloque et dans ce texte que je connaissais depuis quelques années, c'est la question de cet amour pour le travail. Je voulais réfléchir sur cette question : le travail constitue-t-il encore aujourd'hui une valeur centrale, incontournable, dans les sociétés post-modernes ? En tant que sociologue, aimant les « petites données », j'ai consulté l'Enquête européenne sur les valeurs, réalisée en 2010, les données belges que vous recevez « en primeur » aujourd'hui. Bien sûr les méthodologues vous diront que cette enquête souffre d'une série de problèmes épistémologiques et méthodologiques importants, notamment sur la constitution des échantillons, cette enquête est intéressante car elle nous montre le poids important de la valeur travail, comme incontournable dans les sociétés contemporaines. Pour près de 90% de la population interrogée, le travail constitue soit une valeur « assez importante », soit une valeur « très importante ». Son poids dans l'épanouissement personnel aujourd'hui est indéniable, il constitue une norme centrale de nos sociétés. Si cette valeur est centrale, elle n'est pas la plus importante, puisque la famille comporte le taux record de 98%, ce qui n'est guère surprenant. Ce qui l'est davantage, c'est le poids des amis et des relations, c'est-à-dire ce qui constitue du relationnel, du temps libre. Lorsque l'on fait la somme famille + relations, la famille et les amis compte pour 91% comme très important ou assez important ; le temps libre et les loisirs prennent

également 90%. Mais qu'en est-il de l'évolution du poids de ces valeurs ? Cette enquête européenne est réalisée tous les dix ans, et permet dans une certaine mesure une comparaison décennale sur les mêmes tranches de population. Que constate-t-on en comparaison avec les données de 2000 ? Le travail perd un petit peu de sa puissance normative : de 93% en 2000 à 90% en 2010. Ce qui est plus intéressant dans cette aventure, c'est le poids du « très important » : en 2000, le travail était très important pour 63% de la population ; il perd 10% en dix ans. Le travail reste donc important aux yeux des Belges, mais nous assistons probablement à une remise en question de cette suprématie du travail au profit de quelque chose que nous pourrions appeler « polycentré », par une augmentation relative des autres valeurs associées. Cette diminution toute relative de la valeur travail peut à mon avis s'expliquer par deux grands facteurs, deux grandes hypothèses. La première, c'est la transformation des conditions de travail. Hier, j'étais à Lille dans une réunion de l'ARACT¹, qui montrait très bien combien la dégradation des conditions de travail est un fait actuel. Nous vivons une intensification des rythmes de travail ; la pénibilité physique ne diminue pas ; le stress et la charge psycho-sociale est en perpétuelle augmentation ces dix, voire quinze dernières années. Ce qui est important aussi dans la transformation des conditions de travail, et que les sociologues mettent peut-être moins en avant, c'est la diminution de l'importance des collectifs de travail. Les syndicalistes présents dans la salle confirmeront sans doute qu'il est très difficile de mobiliser, de dépasser un point de vue individualiste sur ses propres conditions de travail, tellement l'éclatement des collectifs est une réalité. Diviser pour régner est toujours plus facile. Quand on multiplie les statuts professionnels, il est beaucoup plus difficile de mobiliser sur une cause commune, puisqu'on est sur des vécus professionnels extrêmement différents.

La deuxième hypothèse est plus extrinsèque au travail. Elle repose sur cette polycentration identitaire. Bien sûr le travail reste central, mais il n'est peut-être plus le seul à l'être. Nous serions sur une posture qui devient de plus en plus un investissement symbolique multiple. Je ne suis pas la première à le dire : déjà dans les années 80, les travaux d'Eugène Sue et de Rainer Zoll² contenaient des propos semblables. Le grand bouleversement que nous vivons aujourd'hui, qui est selon nous un fil conducteur dans l'explication de la crise de la civilisation, est la remise en cause de la valeur travail comme principe fondateur de l'ordre social et de ses représentations. Nous sommes en 1988 ; je ne sais pas si Eugène Sue était précurseur, mais il annonce, si pas la fin de la valeur travail – il y a eu tout un débat à ce sujet entre

¹ Agence régionale pour les conditions de travail

² R. Zoll : *Nouvel individualisme et solidarité quotidienne*, Editions Kimé, 1992.

Daniel Mothé et Dominique Méda – mais de la remise en question de sa centralité. D'autres travaux français confortent ces intuitions – à vérifier et à étayer : par exemple les travaux de Lucie Davoine et Dominique Méda en France, ou ceux issus de l'Enquête européenne sur les valeurs, pour l'échantillon français. Aussi, près de la moitié des Britanniques, des Belges et des Suédois souhaiteraient que le travail prenne moins de place dans leur vie. Nous ferions ainsi partie des peuples désirant que le travail soit tout relativisé dans nos vécus. Cela demanderait évidemment des nuances et un approfondissement de ce qui se passe dans la population belge, à travers cette totalité.

La question qui m'animait – je passe les détails méthodologiques – c'était de rechercher s'il existe des différences significatives à l'intérieur de groupes sociaux, de catégories socioprofessionnelles ou sociodémographiques. L'importance de la valeur travail était-elle répartie de manière identique à l'intérieur de la population belge ? La réponse est non. Il y a des différences qui ne sont pas significatives et dont nous pourrions reparler, car intuitivement nous aurions pu les voir comme significatives. Ainsi, il n'existe pas de différences significatives entre les genres. Pour les hommes et les femmes, la valeur travail demeure de la même importance. Il n'y a pas non plus de différences significatives entre les générations : les jeunes ne seraient pas plus enclins à relativiser la valeur travail que leurs aînés. La situation familiale, la présence d'un enfant dans le foyer n'est pas non plus significative. Ce qui est bien plus significatif, c'est la différence entre les gens qui occupent un emploi et ceux qui n'en occupent pas, de même que les revenus du ménage supérieurs à 2000 € par mois, les satisfaits de leur activité professionnelles, ceux qui y trouvent un épanouissement, une forme de réalisation de soi à l'intérieur de l'activité professionnelle. Ce sont des gens qui travaillent plus de trente heures par semaine, avec des statuts d'indépendant, de cadre supérieur ou de contremaître, et avec un diplôme de secondaire supérieur au moins : une population super-qualifiée, super-impliquée dans le travail, super-formée également. Ces caractéristiques se retrouvent à l'intérieur même de la qualité de l'emploi, ce qui rejoint les travaux de Michel Gollac et de Christian Baudelot en France, qui montrent fort bien, dans leur ouvrage de 2003, combien la satisfaction au travail rimait avec bonheur, dans les professions les plus valorisées. On a une valorisation de **l'être** au travail dans ces catégories les plus favorisées, alors que pour celles qui le sont le moins, les plus précaires, on est sur un bonheur davantage associé à **l'avoir** du travail. Un peu comme si, pour les catégories les plus fragilisées, les plus précarisées, le fait d'avoir une occupation, un statut constituait une source de bonheur, tellement le seuil sous lequel les gens « boivent le bouillon » était proche. Pour les catégories les plus favorisées, les moins précarisées, ce n'est pas l'avoir du travail qui semble le plus important, mais

l'être au travail. On trouvait ici des catégories davantage épanouies à travers l'activité professionnelle et donc à la valorisation du contenu même du travail.

Quand on essaie de regarder pourquoi nous sommes pratiquement tous attachés à cette valeur travail, nous pourrions l'être pour des raisons extrêmement différentes. Nous pourrions l'être pour des qualités du travail extrêmement différentes, c'est-à-dire qu'on y rechercherait des choses totalement différentes. Notre enquête européenne nous permet d'être un peu plus précis, plus nuancés : que cherche-t-on donc à travers ce travail. On peut y trouver trois groupes, identifiés. Ceux qui sont le plus mentionnés, soit au moins la moitié de la population interrogée, toutes catégories confondues, mettent l'accent sur l'ambiance de travail, autrement dit des formes de sociabilité : c'est intéressant, on gagne bien sa vie ; c'est ainsi que le travail est instrumentalisé pour au moins 60% de la population. À l'autre extrême, ce qui semble moins faire écho à l'intérieur de ce travail, ce sont des expressions comme « on a de bonnes vacances », « on n'est pas bousculé », « on peut se faire entendre lors de décisions importantes » ... partagées par moins de 20% de la population ! Ceci dit, nous n'avons pas encore répondu à la question : tout le monde partage-t-il le même entrain, le même empressement sur les différentes qualités du travail ? Tout le monde recherche-t-il cette ambiance de travail, ce gain de rémunération, ou bien sommes-nous en présence de mondes assez différents les uns des autres ?

Nous savons que beaucoup de travaux sont réalisés par des psychologues sociaux ou du travail, qui délimitent a priori les caractéristiques intrinsèques et extrinsèques du travail. Je n'ai pas voulu procéder de cette façon, mais travailler plutôt de manière inductive, me demander s'il y a des qualités de travail qui vont ensemble. Y a-t-il moyen de « faire des paquets » avec des qualités de travail ? Je vous passe les détails méthodologiques ... s'agissant de regrouper des qualités de travail de manière à en mieux comprendre le sens. Nous pouvons alors identifier trois mondes différents à partir des qualités de travail.

Le premier monde, c'est celui que j'intitule « l'Homo Faber », en rendant à César ce qui lui appartient : c'est la terminologie employée par Serge Paugam³. Quelles sont les qualités de l'emploi qui structure ce premier monde ? C'est un travail qui mobilise l'initiative, qui donne l'impression de réussir quelque chose, avec des responsabilités ; ce qu'on fait est intéressant ; on peut y employer ses capacités ; on y apprend de nouvelles compétences ; on peut se faire entendre lors de décisions importantes. C'est

³ *Le salarié de la précarité*, 2000

un ensemble très cohérent, l'ensemble des qualités qui sont associées dans ce premier monde renvoient à l'*Homo Faber*, c'est-à-dire à l'acte de travail lui-même, à l'épanouissement qu'il procure à celui qui le réalise au sens où il permet de s'affirmer dans une œuvre précise, on retrouve aussi, en philosophie, les travaux d'Hannah Arendt. En gros, « on s'éclate » : on s'enrichit, on s'épanouit, on a des compétences, des responsabilités et on joue avec. Pour qui ? Sans trop de surprise, c'est un monde plutôt masculin, avec un niveau d'étude élevé, en temps pleins et parfois plus, avec un profil de cadres supérieurs.

Le deuxième monde renvoie à ce que Serge Paugam qualifie comme l'*Homo Sociologicus*. Quelles sont les qualités structurantes de l'emploi ? Il permet de rencontrer des gens, l'ambiance de travail y est bonne, on n'est pas bousculé, l'horaire est satisfaisant, le travail est compatible avec la vie de famille et c'est un travail utile pour la société. Ces caractéristiques sont beaucoup plus relationnelles, épanouies, avec des gens sympathiques, sur un mode de convivialité, de relations sociales. Pour Paugam, l'*Homo Sociologicus* postule que tout travail s'exerce dans un cadre social ; la qualité des relations qui s'exercent entre les hommes et la reconnaissance que ces derniers en retirent constituent un facteur essentiel de leur satisfaction au travail. C'est vraiment le monde de la convivialité, de la sociabilité. Ce monde n'est pas facile à cerner en termes de catégories socio-professionnelles ou sociodémographiques, mais c'est un monde plus féminin, plutôt de la classe moyenne, du cadre inférieur, de l'employé administratif, ou du statut de chômeur – ces temps-ci, il n'y a pas que des travailleurs sous contrat !

Un troisième monde, c'est celui que j'ai appelé du travail instrumentalisé, puisque les qualités de l'emploi sont les suivantes : on y gagne bien sa vie, on ne risque pas le chômage, il y a de bonnes vacances. En creusant probablement, on tourne autour de la question de la sécurité, de l'incertitude versus certitude, quelque chose qui est beaucoup plus précaire, beaucoup plus à risque, et donc quelque part on retrouve les propos de l'Avoir du travail, du couple Baudelot-Gollac. Pour qui ce monde est-il instrumentalisé ? On est sur deux traits caractéristiques : c'est un modèle plutôt masculin, et sans doute est-on plus près d'un modèle mental qui serait associé au modèle du « *male bread winner* », de l'homme qui doit subvenir aux besoins de sa famille, qui a une responsabilité financière aux yeux de cette dernière, on est dans un monde jeune, issu du monde ouvrier, peu qualifié et dont les revenus sont assez faibles. On est dans ce monde de la précarité, de l'incertitude, où l'on retrouve les propos de Gollac, mais aussi les travaux des économistes sur la présence de deux marchés du

travail concurrentiels qui se croiseraient assez peu, avec d'un côté les hyper qualifiés et de l'autre les délaissés de la croissance et du monde du travail, avec toutes les incertitudes et tous les « « handicaps sociaux » » cumulatifs : femme, immigré, jeune, sans qualification ... Ce sont donc les rejetés de la croissance et du développement économiques, suspendus à l'acquisition d'un certain nombre de ressources largement dépendantes d'aléas extérieurs. Pour être heureux, il fut d'abord avoir : avoir du travail, avoir un emploi, avant même de penser au contenu même de ce travail. On est dans un monde où prédomine l'angoisse, une forme d'insécurité, d'incertitude professionnelle.

Tout ceci nous donne une vision un peu moins caricaturale, un peu plus nuancée. Pour conclure cet exposé, je reprendrai deux citations. La première est de Lafargue, par qui j'ai commencé, la deuxième est d'un sociologue à qui je rends hommage puisqu'il est disparu récemment : Paul Yonnet.

Parce que, prêtant l'oreille aux fallacieuses paroles des économistes, les prolétaires se sont livrés corps et âme au vice du travail, ils précipitent la société tout entière dans ces crises industrielles de surproduction qui convulsent l'organisme social. Alors, parce qu'il y a pléthore de marchandises et pénurie d'acheteurs, les ateliers se ferment et la faim cingle les populations ouvrières de son fouet aux mille lanières.

Cette citation montre combien Lafargue est complètement d'actualité et l'on ne dirait pas que ses travaux datent de plus de cent ans mais pourraient convenir au monde que nous vivons aujourd'hui. Quant à la citation d'Yonnet :

De façon surprenante, malgré l'évanouissement des motifs de son parti pris, à savoir les conditions de travail industrielles, Le Droit à la Paresse n'en demeure pas moins un texte à résonance actuelle, parce qu'il anticipe l'apparition d'une société hédoniste et de loisirs et un mouvement de désacralisation du travail.⁴

J'espère vous l'avoir montré ce matin : on avait quelques indices qui montrent que Lafargue avait raison d'appeler de tous ses vœux l'apparition du droit à la paresse.⁵

⁴ *Les incertitudes du temps libre*

⁵ **BIBLIOGRAPHIE** ; BAUDELLOT C. et GOLLAC M. (2003), *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Paris, Fayard.

DAVOINE L. & MÉDA D. (2009), Quelle place le travail occupe-t-il dans la vie des Français par rapport aux Européens, *Informations sociales*, 3, n°153, pp. 48-55.

DAVOINE L. & MÉDA D. (2009), Travailleur plus pour gagner plus ? Les avis partagés des Européens, *Revue Internationale du travail*, vol.148, n°& et 2, pp. 15=46.

LAFARGUE P. (2004), *Le droit à la paresse*, Paris, Editions Allia.

Discussion

Un intervenant : Ma question concerne la dernière ligne du tableau sur le résultat des enquêtes. Par rapport à la religion, nous remarquons que 40% des personnes interrogées estiment que la religion est importante. J'ai été frappé par ce chiffre et dans le deuxième tableau comparatif, je constate que le travail a perdu environ dix points, comme la religion. Comment, en tant que sociologue, lisez-vous cela ?

Nathalie Burnay : Il me semble qu'il s'agit d'une crise de toutes les institutions, y compris politiques. Une crise de tout ce qui fait institution, on aurait pu aussi y inclure l'école, par exemple, ou la famille comme valeur-refuge, qui fait recentrage dans des moments de crise, comme une institution qui permet l'épanouissement personnel, la réalisation de soi, tout en sachant qu'il s'agit souvent de familles monoparentales etc. ; la famille n'est sans doute pas à l'abri de tous les tourments d'aujourd'hui.

Guillaume Paoli : Lorsque l'on pose la question : « Le travail est-il pour vous une valeur centrale ? », cela n'est pas nécessairement « votre travail », cela peut être aussi « le travail que je n'ai pas » ou même « le travail tel qu'il n'existe pas ». C'est toute l'ambiguïté de ces critères par rapport à l'expérience directe.

Nathalie Burnay : Bien sûr ; d'ailleurs beaucoup d'enquêtes montrent que ce sont ceux qui sont le plus privés de travail qui sont le plus porteurs de la centralité de sa valeur.

Un intervenant : Ce qui m'a frappé dans ce tableau, c'est que tout ce qui est important est déstabilisé.

Nathalie Burnay : Pour ma part je n'y crois pas comme une déstabilisation de tout. Il n'y a certes plus de rôle central, majoritaire, dominant, mais toute une série de paramètres, d'investissements symboliques dans lesquels se retrouver. S'il y en a un qui foire, les autres sont là pour dire « ça ne foire pas », que ce qui compte maintenant c'est « être épanoui » et ensuite, l'épanouissement prend sa forme dans des accomplissements différents.

PAUGAM S., *Le salarié de la précarité*, Paris, PUF, 2000.

SUE R. (1988). Les significations du travail dans une société dominée par le temps libre, in : Lalive D'Épinay, C., *Travail, activité, condition humaine à l'aube du XXI^{ème} siècle*, Maastricht, Presses interuniversitaires européennes, 1988.

YONNET P. (1999), *Travail, loisir, Temps libre et lien social*, Paris, Gallimard.

Un intervenant : Vous avez cité Dominique Méda, mais justement la manière dont les questions sont posées induit « qu'est-ce qui est important, constitue votre identité ? » En fait, elle dit que seules les classes supérieures disent que leur identité, c'est le travail, alors que pour les autres c'est juste un gagne-pain. Il y a un problème de terminologie : le travail est-il une réalisation, une œuvre ou quelque chose de tout-à-fait différent, à savoir un gagne-pain.

Nathalie Burnay : Ce sont des significations tout-à-fait différentes, mais qui se côtoient, aujourd'hui, sans se rencontrer. On est sur des mondes assez homogènes, mais surtout assez fermés, qui fonctionnent en vase clos.

Le même intervenant : C'est surtout une question de terminologie. Dire « travail » recouvre des catégories diverses.

Nathalie Burnay : Il importe surtout de ne pas confondre « travail » et « emploi ».

Jean Évaldre : Dans votre enquête, n'avez-vous pas l'impression que tous les genres de travail sont confondus ? Dans *Les Temps Modernes* de Chaplin, le travail, qui d'ailleurs rend fou, c'est le travail à la chaîne ; par contre, les politiques qui se livrent à des discussions sans fin autour d'une table, pour eux c'est aussi un travail. Les gens qui ont, comme on dit, de fortes responsabilités, et qui sont fortement rémunérés, comme les actionnaires d'une société, qui ont la responsabilité de voir cette société grandir, sont certains qu'il s'agit aussi de « travail ». À mon avis, il faut distinguer le travail purement intellectuel et purement manuel, et du travail qui combine les deux dans des proportions variables. L'artisan qui de ses mains fait un objet, ou un artiste, un sculpteur, travaille de ses mains mais aussi de son cerveau. L'enquête ne mélange-t-elle pas les trois catégories, pour aboutir à une valeur du travail « en soi » ?

Nathalie Burnay : Je vais même plus loin que vous : le travail répétitif, standardisé appartient tout autant au monde des employés, avec ses routines.

Une intervenante : Au sujet des différentes catégories de valeurs qui sont importantes, s'agit-il pour les personnes interrogées de « ce qui est important pour moi » sans qu'elles le rencontrent dans leur travail ?

Nathalie Burnay : C'est ce qui, dans l'absolu, semble important, ce qu'elles recherchent dans un emploi, ce qui paraît central pour elles.

La même intervenante : Autrement posé : dans cette enquête, peut-on croiser ce qui est de l'ordre d'une perception subjective des valeurs, avec la situation concrète de la personne interrogée, en termes de revenus etc. ?

Nathalie Burnay : Ce serait évidemment très intéressant de croiser davantage les données, qui fournissent une sorte de cartographie générale, avec des approches professionnelles par exemple. Je plaiderais pour ma part pour des approches plus qualitatives, qui compléteraient et nuanceraient l'enquête.

Joseph : Il me semble que dans ce tableau, la localisation du travail manque. Où travaille-t-on, où veut-on travailler ? On peut préférer à un très bon travail, à trois heures de chez soi, un plus mauvais travail de proximité !

Nathalie Burnay : Il s'agit en effet d'une enquête dans l'absolu. Il s'agit bien du travail comme valeur, et non pas de l'emploi. On n'est pas sur une situation concrète, mais sur quelque chose d'absolu, et non pas sur un emploi, qui est une expérience vécue du travail.

Joseph : Ne pourrait-on alors réaliser une enquête, non pas sur le travail, mais sur l'emploi ? Que donnerait-elle ?

Nathalie Burnay : Cela donnerait davantage de réponses qui sont de l'ordre de l'avoir et de l'être.

Guillaume Paoli : Et cela nous orienterait vers les conditions concrètes ...

Nathalie Burnay : ... où les gens seraient moins en deuxième ligne.

Un intervenant : Il me semble que l'enquête ne fait pas la différence entre travail salarié et production de richesse. Si on posait la question de savoir si ces salariés pouvaient réorganiser complètement leur manière de travailler, ils vous diraient tous qu'ils sont partants ! Et pour moi l'enquête deviendrait intéressante si on faisait cette distinction. Car là on pourrait envisager une nouvelle manière de repenser l'économie, la manière de produire et de partager la richesse.

Nathalie Burnay : Ben sûr ! Ce n'était pas le but de l'enquête.



Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!



Esteban MARTINEZ GARCIA

Démesure du temps, disponibilité au travail

On est bien loin de la journée de 12 à 14 heures à laquelle étaient contraints les ouvriers, femmes et enfants compris, à l'époque de Lafargue. Jean Neuville a retracé, pour le cas de la Belgique, l'histoire des luttes ouvrières pour la maîtrise du temps. Il décrit le passage à la journée de 10 heures comme un glissement progressif et la journée de 8 heures (correspondant à la semaine de 48 heures), dont le principe est obtenu en 1921, comme une conquête ouvrière. Le dimanche s'est imposé comme jour de repos hebdomadaire et s'est étendu au week-end dans l'économie moderne. Comme le dit fort élégamment Eviatar Zerubavel, « Dieu nous a donné un jour de repos ; les syndicats nous en ont donné un autre ». La réglementation du temps de travail qui se met en place dès le début du XXème siècle va instaurer des limites au temps de travail, et parallèlement la reconnaissance, non pas d'un droit à la paresse, mais bien de temps de repos visant à circonscrire le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur.

Apparemment, cet « amour du travail » décrié par Lafargue n'est donc pas sans limites. Le mouvement ouvrier s'est forgé précisément dans la lutte pour l'amélioration des conditions de travail et la réduction de la durée du travail. Les ressorts de cette revendication sont doubles. Il s'agit tout à la fois de combattre l'exploitation du travail, c'est-à-dire de contrecarrer les velléités patronales de s'approprier et d'augmenter la plus value à travers l'allongement de la journée de travail et l'intensification du travail, et de reconnaître les aspirations à une vie hors travail. Comme le rappelle Pierre Naville (1972), la limite normale du travail est avant tout d'ordre social : c'est celle « qui laisserait au travailleur une marge de temps suffisante, en dehors du temps consacré au travail, pour reconstituer sa capacité de travail intégralement, **et** pour y adjoindre des loisirs, une vie sociale et familiale, des spectacles et des lectures, etc. » C'est assurément là que réside l'originalité de Lafargue quand il met en évidence les usages alternatifs du temps. Et il n'est pas le seul parmi ses contemporains à dénoncer les effets délétères du surtravail sur les autres aspects de la vie. Dans un opuscule réédité récemment, intitulé « La célébration du dimanche », Pierre-Joseph Proudhon (1839) dénonce avec

virulence ce slogan qui a repris de la vigueur dans l'actualité « Travailler plus pour gagner plus ». Je le cite « Quelle pitié m'inspirent ces faiseurs d'homélies sanglotantes, ces amis du peuple, ces amis de la classe ouvrière, ces amis du genre humain, ces philanthropes de toute farine, méditant à leur aise sur les maux de leurs semblables, qui souffrent, au sein d'une molle oisiveté, de ce que le pauvre n'a que six jours de fatigue et de l'insuffisance de son salaire. (Ils) ne concluent jamais autre chose, sinon : il faut travailler, il faut épargner ! » Or, le repos du dimanche remplit bien des fonctions, au-delà même de l'enjeu salarial : l'obligation faite par Moïse de suspendre le travail des champs le septième jour donne l'occasion de faire société, de construire une société fraternelle et d'avoir une vie familiale. Elle a une utilité morale (indépendamment du fait religieux) : le dimanche est un moment disponible pour la méditation et la réflexion. Elle a aussi une fonction hygiénique parce qu'elle contribue à la santé du peuple et à la salubrité de la demeure. Autant de raisons de plaider pour la célébration du dimanche.

Les termes de la concertation sociale sur le temps sont ainsi clairement posés. Ils se rapportent de manière inséparable à l'enjeu salarial, c'est-à-dire à la question du partage de la valeur ajoutée, et à l'enjeu que représente la recherche d'un équilibre entre le travail et les autres activités sociales. Ces enjeux n'ont bien évidemment rien perdu de leur actualité dans la société contemporaine où une part croissante de la population rejoint les rangs du salariat et où l'emploi se féminise. La féminisation de l'emploi tout particulièrement a certainement permis de révéler la pression qu'exercent aussi les temps de la vie privée, longtemps restés à l'ombre du travail, quand dans un univers professionnel masculin, le temps hors travail pouvait passer pour un temps libéré, un temps de loisirs soustrait au travail (Adam, 1995).

Mais le moins que l'on puisse dire c'est que ces questions se sont fortement complexifiées au cours de ces dernières décennies. Non seulement le mouvement de réduction collective du temps de travail s'est considérablement ralenti, voire inversé, mais de plus les frontières entre les temps de travail et hors travail tendent à se brouiller. Les unités de référence pour la mesure du temps se sont multipliées. La semaine a supplanté la journée pour le comptage des heures. A présent le trimestre ou l'année servent de plus en plus souvent de référence. Par ailleurs, les écarts se sont creusés entre la définition d'une norme temporelle standard et les temps de travail réels, plus courts sous les formes multiples du travail à temps partiel ou plus longs en raison de dépassements de l'horaire.

Il faut donc commencer par retracer le processus historique qui va de la mesure à la démesure du temps et qui conduit à présent à appréhender l'engagement professionnel moins en termes de règles formelles que sous l'angle de la disponibilité temporelle.

De la mesure à la démesure du temps.

L'histoire de la régulation du temps de travail ne s'apparente en rien à un long fleuve tranquille. Le temps de travail n'a pas toujours été comptabilisé avec précision et séparé strictement des autres activités sociales. Travailler de l'aube au crépuscule pouvait paraître naturel dans les communautés paysannes où la perception du temps était orientée vers la tâche et les diverses activités sociales intimement entremêlées. Dès le Moyen-Âge cependant, le temps précis des marchands a progressivement supplanté le temps approximatif de l'Eglise. L'historien Jacques Le Goff (1977) rappelle qu'au fur et à mesure que se développe l'activité commerciale, le temps devient objet de mesure. Le transport de marchandises et l'usage de la main d'œuvre ont un prix se rapportant à des durées. L'invention et la diffusion de l'horloge mécanique dans les grandes zones urbaines vont constituer une étape décisive vers la mesure précise du temps.

Mais l'organisation sociale du temps qui prédomine dans les sociétés développées a été façonnée par la discipline issue de l'industrialisation. La conception d'un temps « mesurant » va s'affirmer au XIX^{ème} siècle avec la généralisation de l'emploi salarié et va constituer, d'après Edward Thompson (1967), à la fois un moyen de synchronisation du travail et un mécanisme d'exploitation des salariés, car plus que la réalisation d'une tâche, c'est le temps qui va dès ce moment, représenter le critère de rémunération du travail. La réglementation du temps de travail devient dès lors l'enjeu central de la négociation sociale et de là une source majeure de conflits sociaux. C'est ainsi que va se nouer, dans le cadre du rapport salarial fordiste, le compromis social par lequel les travailleurs acceptent le lien de subordination salarial et laissent à l'employeur la maîtrise de l'organisation du travail, en échange d'une délimitation stricte du temps de travail et de compensations monétaires. L'ordre temporel qui s'affirme au cours des « trente glorieuses » participe de la norme sociale de l'emploi fondée sur une relation d'emploi stable, à temps plein, selon des horaires collectifs et réguliers et inscrite dans la perspective d'une réduction collective de la durée du travail.

Dans les relations de travail, la référence au temps va dès lors remplir une double fonction. Au plan collectif, elle permet de synchroniser le travail et donc de fixer des disciplines et des solidarités. Au plan individuel, elle constitue le moyen d'évaluer la

prestation, autrement dit de mesurer le travail et, sur cette base, de fixer la rémunération du travailleur. Dans sa formulation juridique, elle permet de délimiter le temps de la subordination, de manière à « borner l'emprise patronale sur la vie du salarié » selon l'expression d'Alain Supiot (1995).

On assiste à présent à la déstabilisation de cet ordre temporel, qui se marque à travers la diversification des temps de travail et la mise en cause de la catégorie du temps dans sa double fonction d'évaluation du travail et d'instrument de protection des travailleurs. De fait, les temps ont bien changé depuis l'époque où des emplois stables, inscrits dans des horaires collectifs, assuraient la synchronisation de toutes les activités sociales. Trois évolutions remarquables peuvent être mises en évidence à cet égard :

1. Une réglementation permissive. Dans les années 1980, le processus de déréglementation du temps de travail a consisté à élargir considérablement le système dérogatoire qui en fait était déjà établi dans le dispositif légal de 1921 « doté d'une forte élasticité » (Neuville, 1981). La durée de travail est désormais considérée comme une moyenne à respecter au cours d'une période de référence et dès lors le dépassement des limites normales du temps de travail est moins sanctionné qu'auparavant au plan salarial. Aujourd'hui les variations du temps de travail sont banalisées, si bien que le temps libre réservé traditionnellement à la vie familiale et personnelle est de plus en plus envahi par le travail.

2. L'illusion de la réduction du temps de travail. En première analyse, le mouvement séculaire de réduction de la durée de travail, engagé dès la fin du XIX^{ème} siècle, se poursuit : en moyenne, on travaille 7 heures par jour en Belgique, 6 heures aux Pays-Bas (nombre moyen d'heures de travail habituellement prestées par semaine rapporté à la journée). Mais à bien des égards, c'est une illusion. La réduction de la durée moyenne de travail n'est que le résultat de l'extension du travail à temps partiel. A y regarder de plus près, les relevés statistiques indiquent des évolutions opposées : La durée hebdomadaire s'allonge pour les salariés à temps plein, de même que se répandent le travail en soirée, du samedi et du dimanche ainsi que des horaires variables dans le cadre de l'annualisation du temps de travail. De plus, avec la montée de l'activité féminine, les temps professionnels tendent à augmenter au sein des ménages. Il n'est pas étonnant dès lors que la pression du temps soit aujourd'hui si fortement ressentie. Et les politiques sociales tournées vers l'objectif de la conciliation n'y changent pas grand-chose. Si des dispositions comme le crédit-temps ou le congé parental permettent de moduler l'engagement professionnel sur le long terme, elles ne

parviennent pas pour autant à résoudre les problèmes que pose la gestion des temps de la vie quotidienne.

3. La conversion des entreprises à la flexibilité. Tous les assouplissements apportés à la réglementation du temps de travail et des contrats d'emploi, depuis les années 1980, ont ouvert un boulevard aux entreprises en quête de flexibilité. Dans l'industrie, les systèmes de production en flux tendus, répondant aux principes du juste à temps et de la minimisation des stocks, font du temps de travail mobilisé la variable d'ajustement privilégiée pour faire face aux variations de la demande et garantir une utilisation optimale des équipements. Et c'est encore davantage dans les activités de services, en croissance dans les économies contemporaines, que se vérifie la diffusion de régimes atypiques et singulièrement du travail à temps partiel. La relation de service a ceci de particulier que les temps de production et de consommation doivent coïncider. De ce fait, l'amplification des heures d'ouverture du service apparaît comme un argument de la qualité et le recours à la flexibilité du temps de travail comme un moyen privilégié pour répondre aux flux irréguliers de la clientèle. De façon générale, l'orientation « client » donnée aux stratégies commerciales conduit à naturaliser des temporalités atypiques que la nature de l'activité ne justifie pas en tant que telle. Les tensions sociales à propos de l'ouverture des magasins le dimanche en sont le meilleur exemple.

La disponibilité au travail

Dans les organisations flexibles, la coordination de l'activité repose ainsi sur la disponibilité temporelle des salariés. Le temps de travail réel déborde des limites formelles définies a priori par la réglementation. Si le temps de travail peut être considéré comme un produit échangé dans un marché régulé, la disponibilité de temps se présente comme un service rendu par le salarié, consistant à donner l'assurance que le travail sera accompli, le cas échéant en dehors des temps normaux de travail (Callejo, 2004).

La recherche d'économies de temps, au principe de l'organisation du travail, consiste à réduire en permanence le temps nécessaire à la production de biens et de services de manière à abaisser le coût salarial. Dans la configuration émergente d'une norme temporelle flexible, les rapports entre temps et salaire tendent à se polariser autour de deux solutions contrastées de rentabilisation du coût salarial.

La première consiste à déconnecter le salaire de la mesure du travail par le temps. Lorsque le travail n'est plus mesuré en temps mais soumis à des obligations de résultats, le temps de travail n'est plus qu'un corollaire des fluctuations de l'activité. L'entreprise n'a plus à se soucier d'économiser cette ressource puisqu'elle ne lui est plus portée en compte. C'est alors une notion de « temps forfaitaire » qui tend à se diffuser, parmi les cadres tout d'abord, mais plus largement au sein d'un salariat intermédiaire, qualifié, répondant au management par les objectifs et également dans des formes particulières d'organisation du travail comme le télétravail. La journée de télétravail est réputée avoir une durée forfaitaire correspondant à la norme en vigueur dans l'entreprise quelle que soit la durée réelle du travail. Dans tous ces cas, les dépassements de l'horaire de travail – à la différence de la prestations d'heures supplémentaires – ne sont jamais sanctionnés par le paiement d'un sursalaire.

Et ce n'est pas bien différent lorsque le temps de travail paraît a priori strictement compté. Pour les catégories les plus vulnérables du salariat soumises à des temps de travail réduits, comme dans le nettoyage, l'hôtellerie-restauration, la grande distribution ou l'intérim, c'est une notion de « travail effectif » qui paraît s'imposer : seules les heures effectivement travaillées sont payées. Or, dans la définition juridique du temps de travail, cette notion d'effectivité du travail, présente initialement dans la réglementation de 1921, avait été progressivement écartée (Jamouille et al., 1997) : l'employeur paie le temps pendant lequel le salarié met ses capacités à la disposition de l'employeur, en ce compris les périodes où aucun travail effectif n'est réalisé. A cette forme d'intensification du travail s'ajoute une exigence de disponibilité au travail : ce n'est en effet généralement qu'à travers le dépassement des limites contractuelles, par le cumul d'emplois à temps partiel, la prestation d'heures complémentaires, la succession de missions d'intérim et l'acceptation d'horaires incommodes qu'*in fine* un salaire jugé acceptable peut être atteint.

On doit donc souligner la pertinence et l'actualité de l'analyse marxienne de la plus value. La focalisation sur les résultats du travail permet en quelque sorte de dépasser le problème d'incomplétude du contrat de travail salarié (fixant une obligation de moyens, à charge de l'employeur d'obtenir la coopération du salarié) et se concrétise bien souvent par l'allongement du temps de travail (plus value absolue). L'élimination des « porosités » du temps de travail, c'est-à-dire des pauses, des moments personnels ou de sociabilité que comprend habituellement le travail, consiste en une intensification du travail (plus value relative).

Mais, quels sont les motifs qui poussent les salariés à en faire autant, à travailler au-delà des limites formelles du temps de travail ? Disons d'emblée que la disponibilité au travail ne signifie pas la capacité de disposer librement de son temps, pas plus du moins que les travailleurs n'ont la liberté d'offrir leur force de travail. C'est la raison pour laquelle il paraît préférable de s'interroger non pas sur l'expression de choix délibérés mais bien sur les modes de consentement à la disponibilité temporelle. On est conduit, au départ d'enquêtes empiriques, à distinguer de façon idéal typique des ressorts sociaux différenciés que l'on peut interpréter comme des modes d'adhésion aux normes (en l'occurrence les normes sectorielles ou professionnelles).

L'attachement aux valeurs professionnelles

La disponibilité temporelle est réputée « professionnelle », au sens weberien du terme, quand elle repose sur un rapport moral au travail, déterminé sur le mode de la vocation. Le travail est considéré comme une fin en soi, il représente à la fois un métier et une vocation. La conception du métier comme *Beruf* – vocation quasi religieuse qui demande à s'accomplir – offre au travailleur le point d'appui normatif qui le conduit à s'adonner consciencieusement et sans relâche à sa tâche. La disponibilité temporelle se fonde alors sur une intériorisation de la norme. Le travailleur se sent engagé à s'y conformer, en vertu d'une obligation qui revêt un caractère moral. Le marché du travail des scientifiques fournit un exemple du modèle de la « vocation » (Alaluf, Hurwitz, Stengers, 1993).

Ce sont des dispositions personnelles liées à la recherche désintéressée et la rationalité de l'activité scientifique qui domineront le modèle de la vocation, assurant une implication du chercheur et permettant de reporter sur lui-même les contraintes de sa propre gestion. Comme l'observe Danièle Kergoat (1991), l'implication dans la profession d'infirmière a aussi longtemps été accolée à une idéologie de la vocation qui « postule un rapport immédiat, quasi viscéral, entre l'individu et la profession ». C'est d'ailleurs contre cette lecture que les infirmières se sont mobilisées pour que leur soient reconnues des qualifications institutionnalisées, codifiées par la formation par exemple. Il reste que la disponibilité des infirmières s'appuie sur une implication positive dans la profession et une légitimation des contraintes de l'activité consistant à assurer collectivement la continuité des soins aux patients.

La perspective de réaliser une carrière

Un deuxième mode de consentement à la disponibilité temporelle peut être qualifié de « corporatif » (Callejo, 2004). C'est la perspective de réaliser une carrière qui motive l'adhésion aux valeurs et aux comportements du groupe que l'on souhaite intégrer. La norme n'est pas valorisée en tant que telle, mais dans la mesure où elle est l'expression d'un groupe auquel on s'identifie fortement. Le travailleur veut apparaître comme un membre exemplaire du groupe auquel il appartient ou souhaite appartenir. La disponibilité temporelle est accolée à la charge confiée par l'organisation, autrement dit à la fonction exercée. Le groupe social des cadres, en tant que salariat de confiance, en constitue probablement le meilleur exemple. Comme cette jeune cadre qui récupérait parfois ses heures supplémentaires (au fond les cadres sont des employés comme les autres, ils sont tenus de respecter la réglementation du travail) et qui apprend « incidemment » au détour d'une conversation que ce sont des choses qu'il ne faut pas faire si l'on espère progresser dans la hiérarchie.

La préservation de l'emploi

La disponibilité temporelle est réputée « économique » ou « de subsistance », pour reprendre l'expression de Jens Thoemmes (2000), lorsqu'elle se présente comme une condition de maintien dans l'occupation. Ce ne sont dans ce cas, ni les perspectives de carrière, ni l'engagement positif dans la profession qui motivent l'engagement dans le travail, mais bien la préservation de l'emploi. C'est donc un calcul pragmatique qui guide la conduite du travailleur sans qu'au contenu même de la norme soit attribuée une valeur positive. Le travailleur procède à une appréciation réaliste de la situation et tient compte des risques et des récompenses qu'entraîne son comportement. Ce mode de consentement renvoie à la situation des travailleurs précaires, à temps partiel subi, intermittents ou intérimaires. Si les travailleurs se montrent disponibles, c'est qu'ils veulent « gagner des heures » (Angeloff, 1999). Comme cette « technicienne de surface » qui, après avoir fait ses heures tôt le matin, se repose dans le vestiaire en espérant les quelques heures en plus que son chef d'équipe lui a promises.

A bien des égards, la disponibilité temporelle attendue des salariés paraît plus virtuelle que réelle. Elle laisse peu de traces dans la réglementation et la codification statistique mais elle a des effets bien réels sur les conditions de travail et l'aménagement de la vie privée. La prise en compte, dans la réalité du travail d'aujourd'hui, des formes et des ressorts sociaux de la disponibilité temporelle contribue certainement à la compréhension de la segmentation du marché du travail et également de la division du travail entre les hommes et les femmes.

Conclusions

Bien que la question de la réduction de la durée du travail apparaisse aujourd'hui plus pertinente que jamais dans une société salariale confrontée au chômage et au développement de la flexibilité, les termes de la concertation sociale sur le temps se sont singulièrement complexifiés. Il semble en effet malaisé d'avancer un objectif univoque à la manière de Lafargue : dans la réglementation, la journée de travail ne constitue plus aujourd'hui le cadre de référence et, à l'échelle de la semaine, la durée du travail n'est envisagée que comme une moyenne à respecter dans le cadre de l'annualisation du temps de travail ; la Confédération européenne des Syndicats a même évoqué l'objectif d'une durée de travail de 50.000 heures au cours d'une vie ... Une norme annuelle voire pluriannuelle tend à s'imposer pour la recherche d'un équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée. Or, c'est à l'échelle de la journée et de la semaine que les rythmes sociaux sont les plus contraignants et que se marquent en conséquence les tensions autour des usages du temps. Il conviendrait dès lors de réhabiliter le temps de travail en tant que condition de travail ayant des impacts au quotidien sur la santé au travail et sur la qualité de vie, de le considérer comme un élément contingent du travail donnant prise à des actions préventives et objet central de la négociation sociale. Or, on s'éloigne de cette perspective quand les limites du temps de travail tendent à se brouiller et quand l'organisation du travail devient perméable aux « exigences mouvantes du marché ». ⁶

⁶ BIBLIOGRAPHIE

- ADAM B. (1995), *Time Watch. The Social Analysis of Time*, Cambridge, Polity Press.
- ALALUF M., HURWITZ H., STENGERS I. (1993), « Emploi ou vocation : hypothèses relatives au marché du travail des scientifiques », *Lettre d'information du Point d'appui Travail-Emploi-Formation*, n°1, p. 3-4.
- ANGELOFF T. (1999), « Des miettes d'emploi : temps partiel et pauvreté », *Travail, Genre et Sociétés*, n°1.
- CALLEJO J. (2004), « Disponibilidad temporal corporativa y género : aproximaciones empiricas », *Anduli, Revista Andaluza de Ciencias Sociales*, n°4, p. 31-60.
- JAMOULLE M. et al. (1997), *Le temps de travail*, Bruxelles, CRISP.
- KERGOAT D. (1991), « A propos des enjeux en matière de qualification du mouvement infirmier en France », *Dossier du TEF*, n°2, p. 63-70.
- LE GOFF J. (1977), *Pour un autre Moyen-Âge*, Paris, Gallimard.
- Naville P. (1972), *Temps et technique. Les structures de la vie au travail*, Genève, Paris, Librairie Droz.
- NEUVILLE J. (1981), *La lutte ouvrière pour la maîtrise du temps*, Bruxelles, Vie Ouvrière.
- PROUDHON P.-J. (2009), *La célébration du dimanche*, Paris, L'Herne (1^{re} éd. 1839).
- SENNETT R. (2000), *Le travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel.
- SUPIOT A. (1995), « Temps de travail : pour une concordance des temps », *Droit social*, n°12, p. 947-954.
- THOMPSON E.P. (1967), « Time, work-discipline and industrial capitalism », *Past and Present*, n°38.

Discussion

Michel Majoros : Cette démesure du temps n'était-elle pas précisément celle du XIX^{ème} siècle, avant la législation limitant le temps de travail ?

Esteban Martinez : Certainement, mais nous avons affaire à un salariat beaucoup plus flottant qu'aujourd'hui. La démesure était dans le grand nombre d'heures prestées quotidiennement, et par ailleurs on n'avait pas à faire à un salariat extrêmement discipliné. Les disciplines sont venues par la suite, à travers des formes d'organisation et de contrôle du travail.

Francine Bolle : N'assistons-nous pas à un retour du travail aux pièces ... dans les services ? Ce travail aux pièces était effectif au XIX^{ème} et une partie du XX^{ème} siècle, et son remplacement par un salaire horaire a été un objectif important du mouvement ouvrier. Dans les services on assiste à une obligation de résultat, et donc à ce niveau à un retour au salaire aux pièces. Ma réflexion concerne en fait les modes de consentement à une flexibilité accrue. Au-delà du maintien de la position personnelle dans l'entreprise, n'y a-t-il pas aussi la motivation de maintenir l'entreprise en vie, de la sauver face à des menaces de fermeture ?

Esteban Martinez : Bien sûr ! Ces motivations sont combinées. À travers des cas de figure, nous pouvons voir comment cette typologie se combine et se valide. Dans beaucoup de cas, les travailleurs consentent à la flexibilité, acceptent de nouvelles normes de flexibilité, voire, on l'a vu tout récemment chez le constructeur automobile AUDI à une augmentation de la flexibilité et du temps de travail puisque celui-ci se calcule non pas sur une base annuelle mais sur six ans, c'est-à-dire la durée du cycle de production du modèle. C'est un engagement des travailleurs visant à maintenir le site de production, ce dont ils ne sont pas toujours récompensés.

Valérie Piette : ... Du coup, quand l'entreprise ferme, il y a vraiment une perte du coût de ce consentement et de cette motivation.

Mateo Alaluf : D'une part, il y a une similitude du travail aux pièces avec l'obligation de résultat, mais également une différence importante : le travail aux pièces n'empêchait pas l'autolimitation du travail et le freinage volontaire – c'est d'ailleurs à cela que s'attaquera Taylor. Les travailleurs aux pièces savent que s'ils en font trop, c'est une

THOEMMES J. (2000), *Vers la fin du temps de travail ?*, Paris, PUF.

ZERUBAVEL E. (1985), *The Seven-Day Circle : the History and Meaning of the Week*, New York, Free Press.

escalade sans fin. Donc, ils limitent d'une certaine manière ou en font juste un peu plus pour avoir des primes. Tandis que l'obligation de résultat est quelque chose de beaucoup plus fort, à laquelle on ne peut échapper, dans laquelle on est totalement enfermé, c'est en quelque sorte un perfectionnement du travail à la pièce.

Esteban Martinez : C'est une autre manière d'affronter l'incomplétude du contrat salarié, qui précise une obligation de moyens mais pas une obligation de résultats. C'est à l'employeur qu'il revient de faire en sorte que le travailleur coopère, soit à travers le montant du salaire, soit en créant une bonne ambiance de travail, soit en rendant le travail plus intéressant, soit par des menaces de sanctions. Une manière de contourner cette incomplétude, c'est précisément d'en venir à des obligations de résultat.



Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!



Eduardo SARTELLI

Lafargue et l'idéologie du travail en Amérique latine¹

Le droit à la paresse contient la conclusion logique du *Capital* et constitue l'apogée et la fin de l'économie politique. Il implique l'extinction de la loi de la valeur, qui s'exprime dans la montée en puissance du travail humain par la technologie : le règne de la nécessité cède à celui de la liberté. Cette découverte scientifique nous permet la confrontation idéologique avec le capital, qui propose, comme solution à la crise actuelle, plus de travail. En fait, la solution du problème est de travailler *moins*. Travailler tous, travailler moins, réduire radicalement les heures de travail, ce processus porte en germe toute une révolution sociale, qui se profile désormais sous la forme de rébellion mondiale de la *population excédentaire, en surnombre*. Les *Piqueteros*² argentins, le Mouvement des Sans-Terre brésilien, les paysans boliviens, les masses vénézuéliennes, la génération à 1000 €/mois, les indignés européens et nord-américains, la *population en surnombre*³ du monde, tous sont confrontés à un dilemme mortel : le chômage sous le capitalisme ou le temps libre par le socialisme. Notre intervention discutera de ce processus et de ces perspectives en Amérique latine, avec l'espoir qu'il contribue à penser le processus européen en cours.

L'innovation technologique, non discutée et se présentant comme quasiment naturelle, entraîne l'entrée sur le marché du travail d'énormes masses de gens subissant un taux

¹ Texte envoyé avant le colloque, traduction et notes de Michel Majoros

² Les *piqueteros*, du terme « *piquete* », désignent les groupes organisés de travailleurs sans emploi – Définition empruntée au *Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine* sur son site (<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1467#nb1>). C'est un « piquet » hors du contexte de la grève.

³ *Poblacion sobrante*: Je n'ai pas trouvé d'équivalent français de ce concept, que je traduis par « population en surnombre », se référant à une mesure du régime de Vichy, la loi du 27 septembre 1940 relative aux étrangers « en surnombre dans l'économie nationale ». Merci à Jean Laloum (CNRS) qui m'a précisé cette définition « légale », après avoir projeté une fiche d'internement portant cette mention dans au séminaire de l'Unité de Recherche *Monde modernes et contemporains* de l'ULB, consacré à *La fabrication des images d'archives*, le 15 février 2011. Eduardo Sartelli intègre ce concept dans une critique marxienne de l'économie politique. D'une manière analogue voici quelques siècles, ici, les Gueux revendiquèrent ce vocable méprisant

très élevé d'exploitation. Cette masse non seulement incontournable, mais souhaitée, a eu pour conséquence l'expansion alarmante de la population en surnombre dans le monde. Ce processus est déformé et partiellement occulté par l'utilisation du concept de «chômage». Ce concept est à son tour déformé, lorsqu'il est appliqué aux mesures spécifiques de temps de crise, dont les « moyens de mesure » cachent l'ampleur réelle. La croissance du «chômage» implique une crise sociale en marche, et légitime par conséquent, la décision économique et politique. Lorsque vous mettez l'accent sur le « surnombre » de population, non seulement l'ampleur des changements au sein de la classe ouvrière est évidente, mais permet aussi de mesurer l'ampleur de la crise sociale et politique mondiale.

1. Que signifie population en surnombre ?

Ainsi que nous venons de le dire, ci-dessus, ce concept marxiste de «population en surnombre» est lié au chômage, mais va beaucoup plus loin.

Il s'agit de toute cette strate de la classe ouvrière qui n'a pas d'utilité immédiate pour le capital en tant que producteur de plus-value, en termes de productivité moyenne. Cette strate inclut non seulement ceux qui font partie de l'armée industrielle de réserve, mais la fraction de la population qui a cessé de rapporter directement pour le capital excédentaire en termes de productivité mondiale moyenne. Elle englobe les chômeurs effectifs (sous quelque catégorie que Marx les range), ceux qui ont un « emploi » à l'État qui est du chômage déguisé, les jeunes qui ne peuvent pas trouver d'emploi réel et vivent des systèmes de charité publique, les masses rurales expulsées de la terre et errant entre villes et campagnes pour chercher du travail, ainsi que les travailleurs « apparents » dans les industries qui ne survivent que grâce à des subventions officielles ou déguisées (dans la sphère des PME ou des entreprises « sauvées »). Elle comprend surtout, la grande masse des travailleurs à domicile.

Cette population, qui à l'échelle mondiale se chiffre par centaines de millions, voire milliards de gens, est produite par l'accumulation du capital au cours des trente dernières années, un processus de concentration et de centralisation qui a balayé des pans entiers de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, sans parler des « ruralisés ». Au cœur de la classe ouvrière, la cure d'amaigrissement de l'armée [industrielle] active produit aussi une paupérisation. Le processus de polarisation sociale que Marx prévoyait dans le *Capital* continue et arrive à son terme.

Ainsi que nous venons de le dire, cette population est à ce jour, selon toute probabilité, la couche de la classe ouvrière la plus vaste et la plus nombreuse. Curieusement, elle n'est jamais mentionnée par son nom, toujours cachée derrière des personnifications : les «immigrés», «la génération à 1000 €», les «piqueteros» les «paysans», les «indigènes», les «esclaves». On peut se demander, alors, pour quelles raisons ces personnifications sont exclues de la classe à laquelle elles appartiennent. Autrement dit, pourquoi il semble si difficile de reconnaître qu'elles font partie de la classe ouvrière.

Sans nous étendre outre mesure, signalons deux raisons particulièrement importantes, la première d'ordre théorique, la seconde d'ordre politique. La première cause de l'«évanescence» de secteurs entiers du prolétariat mondial, en particulier les plus mobilisés, est l'idée persistante que seuls en font partie les ouvriers de l'industrie. «Employés» à temps partiel, licenciés, «nouveaux» pauvres, «exclus», «marginaux» et ruraux «pauvres», ils n'entrent pas dans une définition, qui serait restrictive et arbitraire. Travailleur signifie celui qui ne possède pas les moyens de production ni de vie, Marx est très explicite sur ce point : les travailleurs ne s'identifient pas seulement avec le vieux prolétariat ouvrier des usines.

Cet arbitraire terminologique donne une base «théorique» à la seconde raison : libérés de la théorie marxiste, «parce que les choses ne sont plus ce qu'elles étaient», il est possible non seulement de définir autrement la classe ouvrière, mais d'étendre cette opération à d'autres concepts fondamentaux. À partir du moment où la classe ouvrière disparaît, il n'y a plus de raison de penser le socialisme dans les mêmes termes qu'auparavant : aujourd'hui on parlera de «socialisme du XXI^{ème} siècle», de «redistribution de la richesse» par l'impôt, de réformes agraires en soi et de la spécificité des «rythmes politiques» des «peuples autochtones». Tout cela en construisant de gigantesques appareils politiques pour contenir l'irruption des masses et développer des politiques parfaitement bourgeoises, comme dans le Venezuela de Chavez, l'Équateur de Correa, le Brésil de Lula, l'Argentine des Kirschner et la Bolivie d'Evo Morales. Un peu ce à quoi nous avaient accoutumés le Chili de Bachelet, le Nicaragua d'Ortega et l'Uruguay de Tabaré, et que n'aura plus qu'à confirmer, à nouveau l'Uruguay du «tupamaro» Mujica. Jusqu'à Obama considéré comme socialiste et enthousiasmant plus d'un représentant de la gauche ...

Les deux argumentaires sont, nous l'avons dit, solidaires. Nous ne pouvons comprendre ce qui s'est passé réellement dans le monde au cours des trente dernières années si, en

même temps, cette inconscience n'était massivement instrumentalisée par le pouvoir bourgeois. Ce qui paraît constituer un obstacle épistémologique, c'est qu'une bonne partie de l'insurrection mondiale provient aujourd'hui de cette population en surnombre, c'est-à-dire de la partie la plus exploitée de la classe ouvrière. Une politique révolutionnaire face à la crise doit d'abord livrer cette première bataille de définition, car cette classe ne se reconnaît pas en elle-même et décline son nom sous les étranges appellations que nous venons de citer.

2. La population en surnombre dans le monde

Comment recenser cette portion de la classe ouvrière à l'échelle mondiale ? Les estimations les plus superficielles sont celles qui parlent du chômage. Selon les inconsistants *Key Indicators of the Labour Market* de l'OIT pour l'année 2010, l'évolution du chômage mondial n'a pas évolué de façon significative au cours des vingt dernières années, se situant dans une fourchette autour de 6% de la population active. Ce n'est donc pas trop inquiétant.

Cependant, comme nous le signalions, la population en surnombre dépasse cette moyenne. Une publication récente d'un spécialiste de la question, cherche à évaluer la « surpopulation » mondiale. Il s'agit ici d'extraire des statistiques officielles, en particulier celles de l'OIT, des équivalents conceptuels aux concepts marxistes d'armée [industrielle] active et de population en surnombre. La première est considérée comme équivalente à la population « avec emploi », et la seconde comme la somme des sans emploi, des non employés, et des emplois « précaires ». Les tableaux suivant résumant la problématique : ⁴

	RSP(15+) (000)	RSP (000)	Active Army (000)	Working Population (15+)(000)	Total Population (000)	RSP (15+)/A A	RSP / AA
Developed	397462	565074	412370	809832	977444	0.96	1.37
Developing	2131489	3405703	1405158	3536647	4810861	1.52	2.42
Underdeveloped	393278	717595	80498	473776	798093	4.89	8.91
World	2922229	4688372	1898026	4820255	6586398	1.54	2.47

Figure 1. Extent of the RSP and RSP(15+) (2007)

⁴ David NEILSON and Thomas STUBBS : *Relative Surplus Population and Uneven Development in the Neoliberal Era: Theory and Empirical Application*”, in *Capital&Class*

	Non-Employed (15+) (000)	Non-Employed (15+) (%RSP1+)	Unemployed (000)	Unemployed (% RSP15+)	Vulnerable Employed (000)	Vulnerable Employed (%RSP15+)	RSP (15+) (000)
Developed	315 595	79.4	26 497	6.7	55 370	13.9	397 462
Developing	1 242 034	58.3	142 300	6.7	746 462	35.0	2 131 489
Underdeveloped	125460	31.9	20 731	5.3	246 648	62.7	393 278
World	1 683 089	57.6	189 528	6.5	1 048 480	35.9	2 922 229

Figure 2. Composition of the RSP(15+) (2007)

Ce que ces tableaux ne disent pas : pour les données de 2007, la surpopulation relative (*Relative Surplus Population*) âgée de plus de 15 ans, atteint 2 922 229 000 de personnes, alors que la population active s'élève à 1 898 026 000. À l'échelle mondiale, le rapport est 1/1,54 en comptant les plus de 15 ans. Au total, il atteint 2,47. Autrement dit, la surpopulation relative représente 60% des travailleurs à l'échelle mondiale.

Le second tableau ne considère pas la composition interne de la surpopulation relative. Il montre que les sans-emploi et ceux qui ont un emploi précaire sont l'immense majorité de la population en surnombre.

Comme nous le voyons clairement, le « chômage » d'à peine 6,5% de toute la population excédentaire, résume le caractère fallacieux de la statistique officielle.

3. La population en surnombre en Argentine

La caractéristique historique de l'Argentine est d'être un pays où la population n'est pas en surnombre, bien au contraire. Le processus de création d'une population en surnombre démarre dans la décennie 1920, avec l'essor de la grande industrie dans tous les secteurs et particulièrement dans la pampa agricole. Mais jusqu'aux années 1960 ce surnombre n'était visible à grande échelle que lors des moments de crise. Cependant, cette lente accumulation excédentaire est perceptible sous la forme d'emplois publics redondants, surtout à l'intérieur du pays dans les entreprises d'État. Aussi, les « ajustements provinciaux » et les « privatisations » deviennent synonymes d'expulsions de population. Les deux processus atteignent leur apogée dans les années

'90 et rendent visible l'énorme masse de population excédentaire qui s'était accumulée.

a) Avant 2001

La masse de population accumulée durant les trente années qui précèdent la crise de 2001, provenant de ce processus évoqué voici peu, s'exprime ouvertement au cours des années '90 par une croissance visible du chômage. Le tableau suivant le résume :

Chômage, précarité, pauvreté et travail en noir (1993-2006)						
Période	Chômage %		Précarité %	Pauvreté %	Travail en noir	
	Sans plan social	Avec plan social			Y compris services domestiques	Sans services domestiques
Oct. 93	11,4	11,6	5,2	22,0	41,1	32,9
Mai. 94	13,0	13,2	4,4	20,4	39,4	30,8
Mai. 95	20,4	20,8	6,8	26,2	42,6	33,5
Oct. 98	14,8	15,5	8,5	30,2	47,5	39,9
Oct. 01	20,5	21,8	13,4	37,9	48,4	40,0
2° sem. 2003	15,7	22,6	21,1	48,4	53,1	44,5
2°sem.2005	10,6	13,9	12,2	22,8	51,5	44,0
1°sem. 2006	10,5	13,9	11,5	32,2	48,6	40,3

5

Comme nous le voyons ici, le taux de chômage grimpe de 12% jusqu'à un pic de presque 22% : il double en 8 ans à peine. Sur la même période, la croissance économique argentine est positive, comme le montre le tableau suivant :

⁵ Kritz, Ernesto: *Empleo y distribución del ingreso en la recuperación económica*, SEL, octobre 2006

Activité économique		
Année	indice (1993 = 100)	Variation annuelle
1993	100	
1994	105,8	5,8
1995	102,8	-2,8
1996	108,5	5,5
1997	117,3	8,1
1998	121,8	3,9
1999	117,7	-3,4
2000	116,8	-0,8
2001	111,6	-4,4
2002	99,5	-10,9
2003	108,3	8,8
2004	118	9
2005	128,9	9,2
2006	139,7	8,4

Jusqu'en 2001, s'il y a bien quatre années de chute du PIB, expliquant une baisse d'environ 10%, celle-ci n'annule pas la croissance des quatre autres années, qui atteint 20%. Le résultat, grosso modo, laisserait un taux de croissance positif en moyenne annuelle, qui ne peut expliquer le doublement du chômage. L'explication réside évidemment dans l'augmentation de la productivité du travail. Les lois de dérégulation du travail ne créent pas le chômage mais le rendent plus visible. Contrairement à l'idéologie officielle, le problème n'est pas la « désindustrialisation » de l'économie, mais son développement réel. C'est ce processus qui expulse la force de travail du

marché du travail, et crée en même temps la résistance contre ce type de développement, sous la forme du mouvement « piquetero ».

b) Depuis 2001

Sur les mêmes tableaux on peut voir le début du processus suivant, marqué par une récupération économique qui se camoufle d'abord derrière des plans sociaux et l'emploi par l'État et se transforme ensuite en créations d'emploi « pseudo-réels ». Disons qu'il s'agit d'emplois « réels » dans la mesure où il se réalise sous la forme de travail industriel et de services dans le privé. Nous le qualifions de « pseudo-réel » car son essence est la même que celle des plans sociaux et de l'emploi public : en réalité il s'agit de la recréation d'activités économiques non soutenables en raison de leur [faible] productivité. Leur résurrection, leur survie s'explique par l'expansion de la rente différentielle et sa redistribution interne. L'escalade des prix du soya permet d'augmenter les subsides sous les formes des plus diverses, lesquels contribuent au sauvetage des couches les plus faibles de la bourgeoisie et à l'expansion de l'emploi.

En même temps, cette expansion de la rente qui crée fondamentalement de vrais « pseudo-emplois », se constitue sur une base de recréation des mécanismes de domination sociale, qui s'incarnent dans la reconstitution d'un appareil d'État et la [capacité] de récupération du régime politique. Dit d'une autre manière : c'est la base du kirschnerisme.

4. La rébellion mondiale dans une perspective latino-américaine

Jusqu'ici, il semblait que l'expérience que nous évoquons consistait, du moins dans le cas argentin, en une simple expansion de la rente. Cependant, un tel regard négligerait un fait simple : l'existence d'une masse de rente disponible pour relancer les activités économiques n'explique pas sa redistribution, ni vers d'autres secteurs de la bourgeoisie ni vers le prolétariat. Ce fut, indubitablement, la lutte des secteurs les plus lésés par ce processus qui a arraché ce résultat.

Dans les pays d'Amérique latine, la remontée mondiale du prix des matières premières s'est traduite par une croissance de la rente globale, qui compense le retard relatif permanent de leurs économies par rapport à la productivité mondiale. Cette expansion a ainsi procuré une planche de salut à leurs capitalismes, durement frappés durant la

période 1980-2000. Dans toute l'Amérique latine, se lèvent des mouvements de résistance populaire, dont le fer de lance rassemble les chômeurs, les travailleurs temporaires, ceux du secteur public, les jeunes, c'est-à-dire tous ceux que nous appelons ici population en surnombre.

Pour une série de raisons que nous mentionnerons plus tard, la population en surnombre a fourni la base des expériences bonapartistes latino-américaines : elle a appuyé en masse le chavisme, le kirschnerisme, Evo Morales et Rafael Correa. Ces gouvernements sont arrivés au pouvoir à la suite d'au moins une décennie de crise intense dans laquelle étaient en jeu, non seulement tel ou tel gouvernement, mais le régime et potentiellement, le système social. Autrement dit, ce sont des expériences politiques surgies de processus de nature révolutionnaire, inachevés, et néanmoins dans des situations révolutionnaires où la rotation du personnel politique bourgeois est rapide. Cette cooptation est facilitée par l'ascension de la rente, et en même temps, la soutient. Autrement dit, ce personnel politique est maintenu par la rente, et ne peut se maintenir que si celle-ci continue à couler en abondance. Tant qu'une telle conjoncture se maintient, l'énorme masse de population qui a conquis sa subsistance dans la reproduction de la force de travail par le soutien de l'état, appuiera ces gouvernements et, implicitement, le régime politique de démocratie bourgeoise. Au cas où une telle situation s'inverse, nous déboucherons sur le déclenchement rapide d'une crise du bonapartisme, comme il s'en est produit déjà en 2008 avec Cristina Kirschner. On s'apercevra alors que le taux officiel de chômage dissimule une masse énorme de population en surnombre, qui entrera nécessairement en lutte.

5. À nouveau, Lafargue

Nous affirmions au début de cette intervention que *Le droit à la paresse* constitue la fin de l'économie politique, le dernier texte susceptible d'être écrit sous le capitalisme. En effet, l'histoire de la théorie économique est l'histoire du capitalisme. Depuis le XV^{ème} siècle, la connaissance sur la société capitaliste déploie une courbe ascendante jusqu'au commencement du XIX^{ème} siècle. La bourgeoisie ascendante, pour asseoir sa domination, désire connaître le monde qui est en train de se construire, qu'elle construit. Depuis la pensée féodale tardive des bullionistes espagnols, qui mirent en garde Philippe II contre les conséquences, pour l'économie espagnole, de la première apparition moderne du capital, sous forme de capital monétaire, jusqu'à l'apogée de l'École classique de David Ricardo, qui mit au point la grande découverte de la nouvelle

science économique, la Théorie de la Valeur Travail, la bourgeoisie était en train d'apprendre en quoi consiste le capitalisme, quelles sont ses nécessités et comment il fonctionne. De la conquête de l'Amérique à la Révolution industrielle, le déploiement du capital, comme relation sociale, permet le développement d'écoles économiques successives, qui éclaircissent la conscience du processus historique : le Mercantilisme et le capital marchand, les Physiocrates et le capitalisme agraire, l'École classique et la théorie de la valeur-travail. Quelle vérité se fait jour, depuis Tomás de Mercado jusque Adam Smith ? La voici : la source de la richesse humaine, en relation avec la nature, est le travail humain. Alors, en s'appuyant sur la force de cette vérité, la bourgeoisie, une classe « productive » à la différence du parasitisme féodal, pourra revendiquer pour elle le droit à cette richesse et par conséquent, la direction du monde. Avec ces prémisses, et leurs conséquences idéologiques, Liberté, Égalité, Fraternité, la révolution bourgeoise attira à ses côtés les autres classes qui voyaient dans ce mouvement la fin du joug féodal. Ceci est la phase ascendante de la connaissance bourgeoise du monde et de sa contribution à la science, une contribution fondamentale.

Mais, au cours du XIX^{ème} siècle, le succès de la bourgeoisie engendre lui-même une autre classe, le prolétariat. L'éveil politique et social de celui-ci ébranle l'édifice bourgeois. Déjà Babeuf avait compris, au zénith de la révolution française, ses limites et la nécessité du communisme. Cette conscience ne cesse de croître au long du siècle, jusqu'à la révolution russe, en passant par 1848 et la Commune de Paris. La conviction qui impulsait ce mouvement héritait de la découverte de l'École classique : la richesse humaine est le produit du travail humain. Bientôt, comme les seigneurs féodaux, la bourgeoisie apparaît comme superflue, n'étant elle aussi qu'un simple parasite social. Le travail d'Adam Smith et de David Ricardo n'était donc pas achevé : il restait à découvrir, au-delà du *Travail*, la *Force de travail*.

Cette découverte, mineure si l'on veut, est celle qui ouvre la voie à une explication complète du fonctionnement du mode de production capitaliste : *Le Capital*. C'est pourquoi Marx peut être considéré comme le dernier économiste classique. Marx va développer toutes les potentialités de la loi de la valeur, en particulier celle que Smith avait inaugurée dans *La Richesse des Nations* : l'origine de celle-ci n'est autre que la multiplication de la puissance du travail humain. Paradoxalement, en augmentant l'exploitation des masses, en étendant sa domination, le capital crée son propre fossoyeur, le prolétariat, et aussi les bases économique d'une société future, l'accroissement de la productivité du travail, la base d'un monde abondant, le

commencement du règne de la liberté, la conquête du temps libéré de la nécessité. Ce paradis ancien, ce communisme réel mais primitif et pauvre, réapparaît dans l'horizon humain dans son plein développement.

L'heure est venue : c'est ici qu'apparaît Paul Lafargue. Presque un siècle avant Marcuse, *Le droit à la paresse* proclame la fin de l'utopie. Le moment est venu d'engranger les fruits du développement humain. Jusqu'ici, tout nouveau progrès ne signifiait rien d'autre que le développement inégal des potentialités humaines. La misère s'étendait en même temps qu'on entrevoyait la possibilité de sortir du système solaire et de s'aventurer vers d'autres étoiles. Tandis que la technologie moderne épargne chaque jour davantage de temps de travail, s'accroît la masse misérable de la population en surnombre. Le temps libre se dédouble en consommation et pouvoir bourgeois, d'un côté, temps de jouissance et de liberté pour une minorité ; de l'autre côté, pour la grande majorité, temps d'angoisse, de chômage, de faim et de mort. Ce n'est pas le manque de travail qui nous a conduits à cette situation, mais le travail capitaliste lui-même. C'est cette forme du travail humain qui produit ces conséquences, inséparables de toute qualité productive du capitalisme. Ce n'est pas en travaillant plus que nous sortirons de la crise : c'est en refusant le travail que nous ferons face. Ce rejet du travail est, chez Lafargue, la conclusion logique des tendances capitalistes décrites dans *Le Capital*. Sa découverte est la dernière possible de la théorie économique, c'est-à-dire de la connaissance de la société capitaliste : la puissance productive humaine prépare le monde de l'abondance et de la liberté. Si une machine aux mains d'un capitaliste signifie plus de profit et plus de chômage, elle signifie aux mains des travailleurs plus de temps libre, plus de liberté. Que peut-on opposer à cette conclusion *pratique*? Les relations capitalistes, la propriété privée des moyens de production, la bourgeoisie.

Le droit à la paresse est par conséquent, le texte ultime de l'économie, sur lequel se fonde le mouvement qui réalisera la puissance humaine atteinte sous le capitalisme, c'est-à-dire la révolution socialiste. C'est pour cela, logiquement, en suivant Lafargue, que le prolétariat n'a pas besoin de parler davantage d'économie, mais qu'il doit s'emparer de la politique. C'est le temps de Lénine, de Trotski, du Che.

À l'heure actuelle, l'Amérique latine est le seul continent où la population en surnombre accède à la politique par la médiation de régimes bonapartistes. Ceux-ci, les Chavez, les Morales, les Correa, les Kirschner, prétendent rénover le nationalisme économique en le décorant d'un anti-impérialisme purement rhétorique. Ce renouvellement consiste,

selon leurs propres discours, en une reconstruction de la *culture du travail* : l'Amérique latine a été désindustrialisée et c'est pourquoi sa population souffre, par manque de travail. Les masses latino-américaines en surnombre sont le miroir inversé de la puissance du travail humain. Le projet bonapartiste n'est rien d'autre qu'une reconstruction du capitalisme en faillite, que la résurrection d'une société déjà périmée, conduisant l'humanité à de nouveaux échecs et à de nouvelles misères. S'approprier la richesse sociale qu'elles ont créées, le gaz bolivien, le cuivre chilien, le pétrole vénézuélien, l'industrie brésilienne, la pampa argentine, telle est la tâche des masses. Ce sont elles qui, par la révolution, rendront possible le travail pour tous, mais moins de travail, et une meilleure répartition. Lafargue devient, dans Amérique latine d'aujourd'hui, une lecture indispensable. Les peuples d'Europe et des États-Unis, qui commencent à passer par le même chemin, ne doivent pas détourner leur regard de cette réalité.

Intervention orale⁶

Merci aux organisateurs de m'avoir invité sur un sujet qui concerne non seulement l'Europe mais le monde entier. J'essaierai d'être bref afin de pouvoir discuter avant de nous restaurer.

Quand on aborde les questions de travail, un des problèmes récurrents est celui du « chômage », du chômage. Cet abord est typique de la sociologie bourgeoise. C'est pourquoi tous les chiffres fournis concernant le chômage sont faux ! Pour parler de cette population exclue du travail, Marx utilise la catégorie de population en surnombre ou excédentaire, c'est-à-dire des gens qui ne sont pas inclus dans le système. Lorsqu'on observe la société selon la grille de lecture de Marx, on remarque que la population répertoriée en surnombre, c'est celle qui est « en trop », constitue une énorme masse pour laquelle, dans le système capitaliste, il n'existe pas d'autre utilité que de mourir de faim ou à subir les pires formes d'exploitation. Cette catégorie inclut non seulement les chômeurs, mais aussi les emplois précaires, les créations d'emplois fictifs dans la fonction publique, ou ceux qui vivent de la charité publique. Quand on mesure cette population à l'échelle mondiale, les chiffres sont alarmants. Les chiffres « normaux » du chômage sont de dix à quinze pourcent, mais lorsqu'on envisage la population excédentaire ou en surnombre, les chiffres sont les suivants : pour une population d'environ sept milliards d'humains et une population active de presque cinq milliards,

⁶ Interprétation assurée par Karen Bellemans. Enregistrement audio du colloque.

la population ayant un emploi est de deux milliards. Ainsi la population excédentaire, exclue de l'emploi, est de quasi trois milliards, soit d'un point de vue capitaliste, soixante pour cent. Je vais vous parler de l'Argentine puisque c'est l'exemple que je connais le mieux.

Ces trente dernières années, l'Argentine a connu une crise extrêmement grave, qui a culminé en 2001. Ces vingt dernières années, du début des années 1990 à aujourd'hui, la croissance économique a été positive, et pourtant les chiffres officiels du chômage n'ont pas diminué de moins de 10%. La population excédentaire concerne 40% de celle du pays. Près de quatre millions de gens, sur une population de quarante millions, vivent de la charité publique. Dix mille enfants meurent avant l'âge d'un an pour des causes liées à la malnutrition, alors que l'Argentine produit des aliments pour quatre cent millions de personnes dans le monde. Pour situer l'ampleur de ce massacre social que cela signifie, dix mille est aussi le nombre de ceux que la dictature militaire avait assassinés en Argentine de 1976 à 1982. Le capitalisme argentin tue autant d'enfants chaque année qu'une dictature militaire.

Mais cette population excédentaire n'est pas restée inactive. Au cours des années 1990 s'est formé le mouvement *piquetero*¹. Comme au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, ce mouvement a revêtu une ampleur quasi-révolutionnaire. Il est principalement composé par la population excédentaire. C'est un mouvement d'ouvriers qui ne sont pas dans les usines, et pourtant ils ont réussi à atteindre un niveau élevé d'organisation, et à former une assemblée nationale de travailleurs occupés et non occupés, mobilisant à certains moments plusieurs millions de personnes. Le mouvement était structuré par des membres d'organisations de gauche d'influence marxiste, principalement maoïstes et trotskistes. La méthode d'action était l'action directe. Elle consistait surtout à intervenir dans les lieux publics, en coupant les rues et les routes, en occupant des bâtiments, obligeant ainsi le gouvernement à négocier une série de revendications. Ce mouvement a ainsi été l'acteur d'une insurrection nationale qui a renversé cinq présidents très peu de temps, créant ainsi la crise politique la plus grave de l'histoire du pays. Parmi les demandes du mouvement piquetero, indépendamment de l'exigence immédiate de l'instauration d'une société socialiste ou communiste, la plus avancée concernait la journée de six heures et la redistribution du travail, autrement dit travailler moins pour travailler tous.

Dans le reste de l'Amérique latine – Venezuela, Bolivie, Équateur ... - des mouvements similaires, constitués principalement par la population excédentaire, prirent la forme

de révoltes paysannes ou indigènes, en réalité ouvrière mais mettant au jour d'autres origines. Autour d'Hugo Chavez, de Rafael Correa ou de Diego Morales, il n'y a pas de paysans ni d'indigènes, mais des ouvriers, autrement dit la population excédentaire. En tirant profit de cette confusion terminologique, sous la pression des masses, se sont mis en place dans tous ces pays des régimes caractérisés comme bonapartistes : des régimes de gauche en apparence, et qui, comme celui de Chavez, parlent de socialisme, mais qui en réalité se sont formés pour conserver la société capitaliste. Ce sont des régimes capitalistes d'exception qui arrivent à limiter les revendications des masses, ce qui implique des concessions mineures. Grâce à des ressources naturelles, des matières premières dont le prix a augmenté ces dernières années sur le marché mondial, ces régimes ont réussi à former un système politique personnaliste, sans assise d'un parti politique, mais avec des organisations de masse se référant directement à leur personne : chavisme, moralisme, kirschnerisme etc., soit des partis personnels qui utilisent les ressources de l'État non pour des transformations sociales, politiques et économiques essentielles, mais pour contenir, représenter et instrumentaliser les masses. Le financement provient de la taxation sur les ressources naturelles comme le pétrole ou le soja.

Ces gouvernements ont aussi réussi à contrôler les mouvements de masse, en développant des idéologies nationalistes, pseudo anti-impérialistes, mais, comme dans le cas de l'Argentine, ouvertement pro-USA. Ces régimes, au moyen de la distribution des ressources et des prébendes, ont gagné une certaine popularité. Leur leitmotiv est la reconstruction de la culture du travail : leur solution au problème des masses est de travailler plus : ce sont bien des régimes anti-lafarguiens, précisément parce qu'ils expriment l'idéologie capitaliste au plus haut point. Comme dans tout bonapartisme, ils ont une apparence, un langage, des gestes symboliques de gauche, mais ils gouvernent comme la droite. Dans l'Argentine d'aujourd'hui, arrive exactement la même chose qu'en Bolivie et au Venezuela : nous sommes confrontés aux limites du bonapartisme. Paradoxalement, c'est lorsque ces régimes paraissent les plus forts que nous assistons à la crise du bonapartisme. La Présidente Cristina Kirchner, a gagné les élections avec 54% des voix au premier tour, un des meilleurs scores dans l'histoire de l'Argentine. Elle a promis de maintenir le modèle, ce qui signifie maintenir le bonapartisme, en assurant davantage de concessions aux masses. Deux jours après cette victoire électorale, elle a démarré un programme d'ajustement typiquement néo-libéral. Par exemple, le prix du ticket de métro à Buenos Aires, équivalent à 0,20 €, va grimper à 1 € au cours des deux mois suivants, et des augmentations du même ordre toucheront tous les services publics : transports, eau, gaz, électricité, téléphone ... Comme tout

bonapartisme, elle l'a emporté grâce à un discours de gauche pour gouverner comme la droite, ce qui implique que l'Argentine, ce géant endormi qui a engendré le mouvement piquetero, se réveille à nouveau.

Au cours des années qui viennent se profile un approfondissement de la lutte sociale, ce qui nous amène à confronter les panoramas latino-américains et européens. De tous côtés, les gouvernements promettent de résoudre les problèmes en travaillant plus, mais les masses ont tendance à refuser cette perspective. Ce qui signifie que pour ceux qui désirent changer le monde, il s'agit de revaloriser la population excédentaire. Particulièrement dans la tradition de la gauche révolutionnaire et marxiste, la tradition est souvent de dévaloriser cette population en surnombre, en la confondant avec le lumpenprolétariat et en lui déniait une capacité révolutionnaire. Néanmoins, en Amérique latine, c'est cette population excédentaire qui a été l'actrice des événements politiques majeurs de toute son histoire. Tout qui désire faire une politique révolutionnaire doit prêter une attention particulière à cette population en surnombre et ce pour deux raisons. Tout d'abord parce que c'est la couche la plus nombreuse et la plus active de la classe ouvrière, et en second lieu parce qu'elle recèle une quantité énorme de temps libre. Dans la société capitaliste, l'avance technologique, au lieu de créer du temps libre pour les masses, engendre plus de profits pour les capitalistes et la misère pour les pauvres. Dans une société où les moyens de production seraient aux mains du peuple, la possibilité de construire une société de temps libre est une réalité et non pas une utopie. Cela ne va pas arriver « un jour » mais nous la construisons déjà chaque jour. Chaque perte d'emploi crée du temps libre. Chaque chômeur, chaque licencié porte en lui la capacité de redistribuer ce temps libre : travailler tous, travailler moins. Il porte un capital potentiel de temps libre à redistribuer.

Non seulement Lafargue a annoncé le droit de tous à la paresse, le droit à une vie humaine, libre, au-delà du monde de la nécessité, mais il a aussi consacré sa propre vie à organiser les ouvriers politiquement. Rappelons qu'il a fondé plusieurs partis socialistes en Europe : le Parti socialiste d'Espagne, de France ; il a également participé à la fondation du Parti socialiste d'Argentine.

Ainsi, le message de Lafargue consiste en ceci : si nous voulons une société humaine, une société du temps libre, il faut s'organiser et lutter en tant que socialistes, ce qui veut dire refuser tout compromis avec la bourgeoisie et le capital. Nous ne désirons pas une société un peu meilleure ou moins pire, mais une autre société.

Discussion

Jean Évaldre : 1° Dans cette population excédentaire, inoccupée, inclut-on les personnes qui réalisent un travail dit « domestique », par exemple les épouses qui font le ménage ?
2° Le régime de Cuba, qu'on appelle aussi castriste, fait-il partie des régimes bonapartistes ?

Eduardo Sartelli : 1° La population excédentaire comprend aussi des personnes qui travaillent. Grâce à la grande masse de population excédentaire, le capitaliste peut les soumettre à des formes de surexploitation. En Argentine par exemple, les travailleurs qui arrivent de Bolivie sont contraints de travailler dans la fabrication de vêtements, dans des conditions quasi-esclavagistes, pour un salaire mensuel ne dépassant pas 60 à 70\$. Or, en Argentine, il n'est pas possible de vivre avec moins de 400\$. Il existe des pays entiers constitués d'une population excédentaire, ainsi la majeure partie de la Chine. Le capitalisme utilise cette population excédentaire comme pression sur les travailleurs occupés, en tirant les salaires vers le bas, utiliser les ouvriers boliviens contre les ouvriers argentins, ou les ouvriers mexicains contre les ouvriers nord-américains, ou les ouvriers chinois contre le reste du monde, provoquant ainsi une baisse mondiale des salaires. Les bourgeoisies nationales alimentent la confrontation, la haine ; en Argentine la bourgeoisie souhaite que les travailleurs argentins voient le travailleur bolivien comme leur ennemi. Le mouvement piquetero revêt un caractère internationaliste, pense que les ouvriers boliviens et argentins sont égaux et que la solution est l'unité internationale des ouvriers. C'est pourquoi, aujourd'hui, le nationalisme est une idéologie extrêmement dangereuse, dressant l'ouvrier contre l'ouvrier pour défendre le capital national. Comme dirait Kafka, l'esclave prend le fouet des mains du maître, et il se frappe lui-même.

2° En ce qui concerne Cuba, il s'agit d'un processus très complexe. Il a commencé comme une véritable révolution socialiste, mais aujourd'hui la bureaucratie cubaine adopte des formes de bonapartisme. Un bonapartisme entre des restes de socialisme et un futur capitaliste escompté. La bureaucratie ne découvre plus pour Cuba de solution socialiste, même si celle-ci existe. Mais la bureaucratie cubaine fonctionne dans la même optique que ses consœurs chinoise ou russe : résoudre les problèmes du socialisme non avec plus de socialisme, mais avec plus de capitalisme. La bureaucratie cubaine a adopté la voie chinoise. Dans l'ex-Union soviétique, la perestroïka et la glasnost ont été adoptées. La perestroïka visait une transformation économique pro-capitaliste. La glasnost une transformation pseudo-démocratique de la superstructure

politique qui a échoué, parce que l'on ne peut pas demander aux masses du sang et des larmes pour que s'enrichissent quelques-uns. La bureaucratie chinoise a été plus intelligente : elle a réalisé la perestroïka sans la glasnost. À la place de la glasnost, il y a eu Tien An Men. Cuba est plus proche de la voie chinoise.



L'ÉGALITÉ

ORGANE COLLECTIVISTE REVOLUTIONNAIRE

PARAISANT LE MERCREDI

ABONNEMENTS : 1 an, 6 fr. 6 mois, 3 fr. 3 mois, 1 fr. 50 1 mois, 60 cent.	BUREAUX : 28, RUE ROYALE A SAINT-CLOUD Bureaux de vente : 21, rue du Croissant	PRIX DU NUMERO : 15 centimes Par toute la France
--	--	---

On a pu lire dans notre dernier numéro :

« Notre tirage était commencé, lorsqu'on nous apprend que dans la réunion de la salle des Mille Colonnes (Montparnasse), le citoyen Talandier, député de Vincennes, aurait mis au défi le rédacteur de l'*Égalité* d'accepter un débat contradictoire sur la question du collectivisme révolutionnaire.

« Si le fait est exact, — ce que nous ne saurions mettre en doute devant les affirmations qui nous arrivent de toutes parts, — nous espérons que le citoyen Talandier ne se dérobera pas comme certain de ses collègues à l'engagement indirect ainsi pris publiquement, et qu'il voudra nous faire connaître immédiatement le lieu, le jour et l'heure de cette très instructive discussion. »

En réponse à cette note nous avons reçu la lettre suivante :

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS.

Paris, le 9 juin 1880.

Aux citoyens rédacteurs de l'*Égalité*.

Citoyens,

Je n'ai pas mis au défi la rédaction de l'*Égalité* (les airs de matamore ne me conviennent ni ne me plaisent), mais en parlant de ceux qui n'espèrent rien que de la violence et qui blâment tous les efforts tentés en faveur du progrès pacifique, j'ai nommé l'*Égalité* et, parmi quelques critiques adressées à sa thèse, non à ses rédacteurs, j'ai dit que je discuterais ma thèse aussi bien devant vous et contre vous que je la faisais en votre absence.

Dans ces limites-là, je ne demande pas mieux que d'avoir une discussion publique avec l'un d'entre vous, non avec toute la rédaction. S'il vous plaît de vous entendre avec moi pour déterminer d'avance le lieu, l'heure, le jour, et les conditions de cette discussion courtoise, je suis à votre disposition.

Je n'ai pas discuté ni n'entends discuter le collectivisme, attendu que, communiste moi-même, si je ne m'entends pas avec vous, c'est que je ne suis jamais parvenu à comprendre la différence que vous faites entre le collectivisme et le communisme. Et je ne suis pas le seul. Veuillez agréer, citoyens, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

A. TALANDIER.

Ce qui résulte de cette lettre, c'est d'abord que le député de Vincennes abandonne les « airs de matamore » à son collègue de Montmartre, — et l'on ne peut que l'en féliciter.

C'est ensuite que les attaques qui se sont produites à la réunion des Mille-Colonnes ne portaient pas sur notre collectivisme — que le citoyen Talandier n'est pas parvenu à distinguer de son communisme — mais sur nos moyens d'action, sur notre appel à la force pour restituer à la collectivité — ou à la communauté, peu importe — les instruments de production et de vie dont elle est de plus en plus dépossédée par quelques uns — qui ne travaillent pas.

C'est enfin que, sur ce dernier terrain, le citoyen

Talandier accepte « la discussion courtoise » qui s'est fait reculer M. Clémenceau.

Dans ces conditions aucune hésitation n'était possible.

Persuadés comme nous le sommes par l'expérience de toute l'histoire, que violence est mère de liberté, que c'est reculer les bornes de la duperie que d'attendre d'une légalité faite à l'image et à l'usage de la bourgeoisie la fin de l'exploitation bourgeoise, que l'expropriation, en un mot, des expropriateurs de l'humanité est affaire de force ou de Révolution, nous ne pouvions laisser échapper l'occasion qui s'offrait à nous de faire publiquement et contradictoirement cette démonstration.

Nous avons donc répondu comme suit à notre contradicteur :

Paris, 13 juin.

Au citoyen Talandier, député de la Seine.

Citoyen,

Nous savions, par votre polémique avec la première *Égalité* (1877-78) que vous étiez de ceux qui « discutent » et votre lettre du 9, qui ne nous est remise que le 12 juin au soir, ne nous a causé aucune surprise.

Nous n'en sommes pas moins heureux du débat public que vous nous offrez — et que nous acceptons, persuadés comme nous le sommes que s'il n'y a pas d'émancipation ouvrière en dehors de l'appropriation collective des moyens de production, cette appropriation émancipatrice n'est ni possible, ni même concevable en dehors de la Révolution.

La Rédaction de l'*Égalité* a décidé de se faire représenter, dans le débat, par le citoyen Jules Guesde, en vous laissant toute liberté pour le choix de la salle, du jour et de l'heure.

Dix mille lettres d'invitation devront être tirées, dont cinq mille seront mises à votre disposition ou à la disposition des journaux qu'il vous plaira d'indiquer.

Les cinq mille autres seront distribuées par moitié à l'*Égalité* et au Proletaire.

A vous et à la Révolution.

Pour la rédaction de l'*Égalité*
Victor MAROUCKA.

Nos lecteurs trouveront dans le prochain numéro de l'*Égalité* la date de cette très-instructive rencontre ainsi que le lieu où ils pourront se procurer des cartes d'entrée.

Ce que nous pouvons leur dire d'ores et déjà, c'est que la réunion aura lieu salle d'Aras; que les lettres de convocation seront signées par un comité composé par moitié de représentants du citoyen Talandier et de représentants de l'*Égalité*; que le prix d'entrée ne dépassera pas 25 centimes et que le produit sera réparti également entre les grévistes et la propagande socialiste.

Ces diverses conditions ont été arrêtées d'un commun accord avec le député de Vincennes.

Sur la demande d'un grand nombre de nos lecteurs, l'administration de l'*Égalité* a décidé que la Misère de la philosophie de Karl Marx dont nous avons dû interrompre trop souvent la publication, par suite de l'abondance des matières, serait tirée à part en brochure et donnée en prime à nos abonnés.

Dans notre prochain numéro, nous commencerons la publication d'une « Variété » qui est appelée à déchaîner toutes les colères de la classe qui aime le travail,.... pour les autres, et que nous ne saurions trop recommander à l'attention de nos lecteurs ouvriers.

TITRE :

LE DROIT A LA PARESSE

REPUTATION DU « DROIT AU TRAVAIL » DE 1848

PAR PAUL LAFARGUE

LES FAITS

Une condition sine qua non de l'existence de n'importe quel organisme, c'est son adaptation aux nécessités du milieu dans lequel il est placé.

C'est là aujourd'hui une vérité universellement reconnue, l'idée qu'on peut se faire de tel ou tel organisme, la théorie dont il peut être l'objet, doivent avoir leur origine dans sa façon de vivre, dans sa manière de se comporter, vives non pas comme peut-être on désirerait qu'elles fussent, mais comme elles sont. Pour être scientifique, avant d'exister dans le cerveau, le fondement d'une théorie doit se trouver dans les faits; la raison ne saurait, en effet, suppléer l'expérience et un raisonnement n'a de valeur que lorsqu'il est subordonné aux données expérimentales.

Ainsi les premiers théoriciens du socialisme qui, par une anticipation géniale, ont découvert tout leur génie, n'ont pu, malgré tout leur génie, faire sortir le socialisme de la forme utopique, le rendre réalisable. Ils ont deviné, oui, juste souvent, c'est vrai, mais ils n'ont pas démontré l'exactitude de leurs intuitions. Et comment auraient-ils pu le faire ?

Aujourd'hui le socialisme d'utopique est devenu scientifique, parce que ses principes ne sont que les conséquences de l'analyse rigoureuse des phénomènes sociaux, des lois de la production sociale, parce qu'il est devenu expérimental; mais il ne pouvait qu'être utopique à une époque où n'existaient pas encore les conditions économiques qui, seules, permettent sa réalisation.

Nous avons assisté à une concentration toujours croissante des forces économiques. Et cette concentration, les socialistes ne la créent

Séance de l'après-midi

Présidence : Pieter LAGROU



Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!



Guillaume PAOLI

Postface au droit à la paresse¹

Je voudrais revenir au texte de Lafargue, non pas pour en faire une analyse littéraire, mais pour nous poser la question : quand est-il sérieux ? Quand exagère-t-il dans la satire, et pourquoi ? En fait, son parti, les socialistes, les sociaux-démocrates, ont toujours cherché à désamorcer le contenu du *Droit à la paresse* en disant : Il ne faut pas prendre la chose trop au sérieux. Déjà Engels écrivait à Eduard Bernstein, qui envisageait d'éditer le texte : « méfiez-vous, même pour les Français, cela va trop loin ». Sous-entendu: Si c'est déjà trop choquant pour les Français, alors pour des Allemands, imaginez un peu ! La préface allemande disait en substance: « Attention, ce que vous allez lire est à prendre avec des pincettes, c'est de la satire etc. » Or il est évident que Lafargue n'a pas seulement cherché à faire rire. C'est une manière d'évincer le problème posé que de n'y voir qu'une forme de surenchère outrancière, par exemple l'idée de travailler trois heures par jour au lieu des huit que revendiquait son parti. Quel était son objectif ? Il nous le dit explicitement : son propos est de prolonger la tradition pamphlétaire des dix-septième et dix-huitième siècles, de l'époque des Lumières, quand les philosophes écrivaient de façon virulente contre la religion, contre les Jésuites. Aujourd'hui, dit Lafargue, il faut reprendre cette tradition de combat, non plus contre la religion chrétienne, mais contre la « religion du capital » (c'est le titre d'un autre de ses pamphlets) et non plus contre les Jésuites, mais contre les économistes. Il y a là déjà une actualité indéniable de Lafargue, indépendamment de ce qu'il dit de la paresse et du travail : c'est sa dénonciation des économistes comme moralisateurs jésuitiques, curés laïques, prêchant une science qui n'en est pas une, comme on l'a bien vu ces dernières années. Ainsi, la crise qui a commencé en 2008 n'avait été prévue par aucun économiste, or qu'est-ce qu'une science incapable d'anticiper un évènement aussi phénoménal ? Derrière tout le jargon ésotérique et les

¹ Communication orale basée sur ma postface à l'édition allemande : *Wider den Ernst des Lebens* in Paul Lafargue, *Recht auf Faulheit*, éd. Matthes & Seitz, Berlin 2012

modèles mathématiques se dissimule une morale très rudimentaire, à savoir : travaillez plus, serrez-vous la ceinture et fermez la! Voilà à peu près la quintessence de la « science » économique. Pourquoi choisir le style pamphlétaire pour en parler? Parce qu'il n'y a pas lieu de prendre au sérieux des gens qui eux-mêmes ne nous prennent pas au sérieux. Ceci est une première explication du style exagéré de Lafargue.

Il y a un deuxième élément qui me semble important : je pense que Lafargue met le doigt sur des contradictions, des problèmes réels qui se posent à la théorie socialiste de son temps ; cependant il n'est pas à même de les résoudre et c'est pourquoi le style satirique s'impose à lui. Or à mon avis ces questions se posent toujours aujourd'hui, étant donné qu'on n'a pas beaucoup avancé dans leur résolution. J'en vois trois principales. La première, c'est l'addiction au travail, autrement dit : dans quelle mesure le travailleur est-il coresponsable de sa misère et de son sort? La deuxième, c'est la question de l'oisiveté, qui est liée au mythe de la machine libératrice. Enfin, on ne peut aujourd'hui qu'être frappé par la position ambiguë de Lafargue pour ce qui concerne non pas la sphère de la production, mais celle de la consommation, son texte pouvant être lu comme un éloge malencontreux du consumérisme effréné.

Je commence par le premier point : le vrai scandale du *Droit à la paresse*, ce n'est pas tant la critique du travail en lui-même. Cette critique, on la retrouve aussi bien dans nombre de chansons populaires et de textes de l'époque : des auteurs aussi divers que Rimbaud, Nietzsche ou William Morris expriment une même haine du travail, de l'industrialisation galopante et avilissante etc. Non, ce qu'il y a de singulier chez Lafargue, c'est que, sans discontinuer, il insulte la classe ouvrière, crie « honte aux prolétaires », traite les travailleurs d'imbéciles, d'idiots, d'esclaves de la machine. Notons bien qu'il ne s'en prend pas aux ouvriers soumis au patron ou abrutis par l'absinthe. Ceux qu'il vise, ce sont les ouvriers politiquement conscients, sobres, revendicatifs, à qui il reproche de s'être soumis à la loi de leurs maîtres. Nous rencontrons ici un problème qui a longtemps été évacué par la critique sociale, et qui se nomme la *réflexivité* des relations de pouvoir. Marx évoque ce point très brièvement dans une petite note de bas de page du *Capital* où il écrit: « Untel n'est roi que parce que tous les autres se comportent en assujettis envers lui, cependant tous croient être assujettis parce qu'il est roi. » Un rapport de pouvoir n'est jamais unilatéral. Ce peut être un coup de force à l'origine, mais il ne peut se pérenniser que grâce à la participation active des dominés. Cette idée avait été énoncée plus de trois siècles avant Lafargue par La Boétie, dans *Le discours de la servitude volontaire*, un pamphlet aussi paradoxal que le *Droit à la paresse* et qui n'a pas fini de faire couler de l'encre. La Boétie

pose la question : comment se fait-il qu'un seul tyran soit à même d'opprimer une foule d'individus? Comment expliquer que les armes du tyran soient précisément les bras, les cerveaux, les âmes que lui offrent ceux qu'il domine? ; Quel funeste mécanisme est-il ici à l'œuvre ? Assurément le terme de « servitude volontaire » est un oxymore, comme un « petit géant » ou un « ministre intègre ». Mais La Boétie, et Lafargue identifient bien là une énigme : Il existe apparemment un processus inconscient (et donc pas vraiment « volontaire ») d'identification active à ce qui nous opprime. Pour ce qui est de la tyrannie impersonnelle du travail, on observe une mutation très nette au début du dix-neuvième siècle. Michel Majoros a cité tout à l'heure les luddites, les destructeurs de machines des débuts de l'industrialisation. Leur slogan était : « toute personne qui vend sa force de travail contre un salaire a renoncé à ses droits d'individu né libre ». C'était là une opinion courante. Or, vingt ou trente ans plus tard, on voit le mouvement ouvrier commencer à revendiquer pour lui-même le travail et la valeur morale du travail, ceci en dépit des conditions effroyables qui règnent dans les manufactures. Les travailleurs ont, au plein sens du terme, *fait de nécessité vertu*. Que s'est-il passé? Cette question tourmente Lafargue (et pas seulement lui). Pour tenter de l'expliquer, il recourt aux métaphores religieuses: la sacralisation, le sacrifice etc. Mais le point essentiel ici, c'est que la nouvelle morale du travail n'est pas inoculée directement par les maîtres de fabriques ; tout au contraire elle s'impose par ricochet, en réaction contre eux. Elle va unifier la classe ouvrière, lui conférer une identité en opposition aux bourgeois et aux rentiers.

Il est remarquable que ce processus se retrouve non seulement en Europe, mais dans tous les pays qui se sont industrialisés, quelle qu'ait été l'époque. Un chercheur allemand, Holger Heide², a travaillé sur le Japon et la Corée, où l'industrialisation s'est produite un siècle plus tard. On croit généralement que le Japonais est industriel par nature, mais ce n'était pas du tout le cas, il y avait en fait une tradition japonaise de la contemplation et de l'oisiveté. En Asie du Sud-Est, la mise au travail dans les usines a provoqué un choc tellement violent qu'il a occasionné une réaction post-traumatique de masse, et c'est précisément cette réaction qui se manifeste comme une ardeur malade à la tâche. Heide reprend à ce propos un concept élaboré par le psychanalyste hongrois Sandor Ferenczi: *l'identification avec l'agresseur*. Lorsqu'une personne est violentée à répétition et qu'elle n'a pas la force de s'opposer, elle développe une réaction mimétique, cherchant inconsciemment à faire siens les motifs de son tortionnaire, à capter un peu de sa puissance. L'identification avec l'agresseur permet

² Vgl. Holger Heide (Hg.), *Massenphänomen Arbeitssucht*, Bremen, 2002.

d'ailleurs à la victime de passer de la passivité subie à une certaine forme d'activité, mais cette activité s'exerce au détriment de ses propres désirs, de son intégrité. Ce mécanisme d'intériorisation de la contrainte a donc des ressorts beaucoup plus profonds que la simple « croyance » en une morale ou une idéologie.

Je voudrais revenir à la fameuse première page du *Droit à la paresse*, où Lafargue parle de « l'étrange folie », de « l'aberration mentale », de « la passion moribonde poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales » dont fait l'objet le travail. Était-ce de l'humour ? Je ne le pense pas. Rappelons que Lafargue a fait des études de médecine. Lorsqu'il parle de « manie », il emploie un terme médical en connaissance de cause. Dans l'édition allemande, cette « manie » est traduite par le mot *Arbeitssucht*. Il se trouve qu'aujourd'hui, *Arbeitssucht* est une catégorie reconnue de la nosologie médicale en Allemagne. *Sucht* désigne l'addiction, la dépendance, par exemple la toxicodépendance. Or sur le plan physiologique, le processus d'addiction au travail n'est pas fondamentalement différent de l'addiction à l'alcool ou aux drogues. Placé dans des situations de stress, d'intensification du travail, l'individu développe des endorphines, des drogues organiques en quelque sorte, dont les effets sont identiques à ceux des drogues exogènes, en particulier l'effet d'accoutumance. Tout récemment par exemple, des chercheurs du cerveau ont découvert que les zones cervicales activées par la spéculation financière étaient exactement les mêmes que celles stimulées par la consommation de cocaïne, ce qui n'est pas très étonnant quand on voit combien les traders sont friands de coke. Plus généralement, il existe effectivement une toxicodépendance au travail. Alors bien sûr on va dire : il est trop facile de rejeter ainsi toute la responsabilité sur l'individu, alors que la souffrance au travail et son accroissement viennent des conditions de travail toujours plus déplorables. En fait la distinction entre un « extérieur » et un « intérieur » n'est pas aussi nette. La contrainte n'est pas quelque chose qui vous tombe dessus comme ça, et à laquelle vous réagissez sciemment ; il y a un tout un processus d'adaptation psychique, un travail inconscient d'intériorisation qui a lieu par des phénomènes d'addiction. La souffrance au travail touche en premier lieu des individus qui se sont excessivement investis dans leur emploi. Par exemple les suicides, les infarctus etc. frappent les employés, souvent qualifiés, qui entretenaient à leur poste un rapport comparable à celui d'un alcoolique avec la bouteille. Jusqu'au moment où ça craque. Tout le problème est là, car l'addiction n'est reconnue qu'au moment où la personne n'est plus à même d'occuper son poste et représente un coût. C'est la même chose que si l'on disait : le problème n'est pas de se shooter à l'héroïne, on ne devient junkie qu'à la première overdose. Un « accro » au travail répond complètement à ce que l'on attend de lui : sacrifier sa vie privée à

l'entreprise, accepter toutes les contraintes, changer de domicile dès qu'on le siffle... tout ça constitue le fonctionnement normal de l'entreprise ; c'est bien l'organisation actuelle du travail qui est addictive. Les perturbateurs, ce sont bien plutôt ceux qui sont moins accrochés, considérés comme des fainéants etc. J'ai fait partie il y a quelques années d'un mouvement qui s'appelait « les chômeurs heureux » et nous nous étions aperçus que ceux qui souffraient le plus du chômage n'étaient pas nécessairement ceux qui touchaient le moins d'allocations, mais bien plutôt ceux qui étaient en état de manque, comme un drogué peut l'être. Ceux qui dès l'école, puis dans l'entreprise, ont été habitués à des rythmes intenses, tombent tout d'un coup dans un trou et ne savent plus quoi faire de leur temps. Donc, oui, le manque de travail est bien réel, mais comme manque physiologique consécutif à une accoutumance d'ordre pathologique. Au même titre que le manque de drogue ou d'alcool donc, à ceci près que si un médecin peut dire à un alcoolique : laissez tomber la bouteille, il ne peut pas dire à un boulomaniaque : laissez tomber le travail, ce n'est pas bon pour vous ! En somme, on peut dire que le capitalisme est en lui-même un système addictif dans la mesure où son objet étant la reproduction permanente et infinie du capital, il se heurte à la limite naturelle du vivant, et c'est ce heurt dont l'addiction est la forme subjective.

Tout ceci pour dire que Lafargue avait raison sur ce point, et plus même qu'il ne se l'imaginait. Car dans l'addiction, peu importe l'objet, en fait. Fondamentalement, l'addiction est une forme d'existence, une matrice au sein de laquelle viennent se nourrir les manies particulières. Si par exemple vous êtes un consommateur compulsif, nulle morale ne sera nécessaire pour vous faire accepter les pires conditions de travail, votre besoin toujours accru d'argent y suffira. De la même manière, des objets techniques hautement addictifs comme l'internet, le téléphone portable, Facebook etc. contribuent à effacer la frontière entre travail et non-travail. Toutes les opérations s'effectuent sur le même instrument, et bien malin qui peut deviner, par exemple dans les transports en commun, si telle personne en train de téléphoner est dans le travail ou le temps libre. Elle ne le sait sans doute pas elle-même, car c'est encore travailler que de participer à des réseaux, collecter de l'information, entretenir des contacts utiles au plan de carrière... Donc la question qui nous occupe n'est pas tant celle du travail que celle de l'addiction en tant que telle, dont l'attachement maladif au travail n'est qu'une modalité particulière. Ce qui veut dire aussi que l'alternative n'est pas forcément la paresse : d'une certaine façon, l'accoutumance est aussi une force de paresse, on se laisse glisser sur la pente en se jurant : « demain j'arrête de boire ! » Il faut bien des efforts pour résister à cela, se désintoxiquer, se dé-motiver.

Ceci m'amène au deuxième point, la question de la paresse et plus précisément le mythe de la machine. On a déjà évoqué ici l'ouvrage de Moreau-Christophe, *Du droit à l'oisiveté*, paru en 1849³. Lafargue a allègrement pillé ce livre, il y a pompé toutes les références à l'antiquité. Ce qui me paraît intéressant, c'est de comparer les deux titres. Droit à la paresse, droit à l'oisiveté: deux homonymes à première vue, cependant Moreau-Christophe nous montre qu'il n'en est rien, que ce sont deux concepts complètement différents. Les Latins avaient plusieurs mots pour désigner la paresse, qui tous étaient négativement connotés. Dans les sociétés anciennes, il y a toujours un paresseux, c'est à dire quelqu'un qui ne correspond pas à la norme d'activité en vigueur, quelle que soit cette norme. S'il s'agissait d'un citoyen, on s'en moquait, s'il s'agissait d'un esclave, on le punissait. A part cela, il aurait été aussi absurde de parler d'un droit à la paresse que d'un droit à la jalousie ou à la mélancolie. Ce sont des traits de caractère subjectifs et non des catégories juridiques. Mais il en va tout autrement de l'oisiveté, que les romains nommaient *otium*. L'*otium* est, lui, une catégorie juridique, plus exactement une institution qui se distingue du *labor* des esclaves en ceci qu'elle donne droit aux prolétaires au sens antique, aux citoyens libres sans possessions, d'être inconditionnellement alimentés par les subsides de l'Etat afin de ne pas avoir à déchoir dans le travail. Ceci dit, Moreau-Christophe établit par maints exemples que l'Otium antique était loin d'être un sort enviable. C'était, pour la plupart des citoyens pauvres, du pain en quantité minimum et des jeux débilissants. On est loin de la paresse truculente et sensuelle prisée par Lafargue.

Alors, que retient-il du *Droit à l'oisiveté*? C'est en premier lieu cette citation d'Aristote : si chaque outil pouvait exécuter sans sommation, de lui-même, sa fonction propre, le chef d'atelier n'aurait plus besoin d'aides, ni le maître d'esclaves. Lafargue dit : mais cette situation est aujourd'hui la nôtre! Aujourd'hui ce n'est plus un rêve, les machines peuvent effectivement exécuter le travail des esclaves. Par conséquent, il ne reste qu'à adapter les conditions sociales aux conditions techniques existantes, et nous entrerons dans le règne de la liberté. Nous avons là une utopie très forte, une logique qui semble imparable, et nous savons à quel point ce mythe est encore actif aujourd'hui. Cependant, si nous revenons au propos d'Aristote, il faut bien y voir un préjugé esclavagiste: Aux yeux des auteurs antiques, les esclaves sont des espèces de machines qui respirent. Platon dit : ce n'est pas celui qui fabrique des objets utiles qui accède à la

3 Longtemps disparu et aujourd'hui sur Gallica.fr

connaissance vraie de ces objets, c'est celui *qui en fait usage*. En d'autres termes, l'esclave ne sait rien, seule l'élite oisive détient le savoir. Rappelons tout de même que ce que l'on nomme le « miracle grec » (techniques, oeuvres d'art, science etc.), tout cela a été intégralement élaboré par des esclaves. Et voici l'aristocratie des philosophes qui déclare : nous usagers, possédons en tant que tels la connaissance vraie. Afin de montrer à quel point ce préjugé a conditionné les mentalités jusqu'à nos jours, signalons qu'en grec ancien, oisiveté se dit *theoria*. Le *theoros* était l'usager, le consommateur. L'opposition entre oisiveté et labeur est donc identiquement une opposition entre théorie et praxis. Or que sous-entend t-on en disant que l'automation suffirait à libérer les individus du travail? Ceci: que la praxis se réduit à l'exécution mécanique. On en est toujours à cette conception antique qui nie la pensée de l'esclave, sa part créatrice et innovante. Qu'on imagine aujourd'hui un monde où seule les machines travailleraient : d'abord il y aurait certainement beaucoup de pannes. Ce n'est pas une idée très alléchante que d'être entièrement dépendants de machines. Mais surtout nous aurions un monde fixe, sans le moindre changement, une machine ne pouvant pas innover. C'est l'image utopique d'une société dans laquelle les besoins humains seraient définis une fois pour toutes, identiques à tous. A chaque besoin correspondrait un produit préexistant que les machines n'auraient plus qu'à fabriquer, indéfiniment. À ce niveau on est sorti de l'histoire. Mais nous avons appris depuis à quel point les besoins humains étaient variables et malléables. Il y a encore cinq ans, des tas de gens considéraient que les téléphones portables étaient des armes de crétinisation massive ; aujourd'hui on s'ébahit devant l'usage subversif de *Facebook* dans les mouvements de révolte. Comme chez les Grecs anciens, l'esclavage n'exclut pas la créativité, il la suscite même.

Où en est-on aujourd'hui ? On a effectivement des ordinateurs et des robots qui ont rendu superflue la force physique des travailleurs, du moins en Europe. Mais cela les a-t-il émancipés du travail ? Non, car à la place des bras, ce sont leurs cerveaux qui sont mobilisés. Moins les muscles sont mis à contribution, plus l'est la matière grise. Contrairement à ce qu'affirmaient Aristote et Taylor, la praxis n'est pas seulement exécution mécanique, mais prise d'initiative, invention, implication. Aujourd'hui comme dans l'antiquité, l'oisiveté est réservée aux 1% de rentiers qui consomment les fruits de la praxis des autres. En résumé, il y a sur cette question de la machine libératrice une ambiguïté fondamentale dans le raisonnement de Lafargue. Peut-être en avait-il le pressentiment, ce pourquoi il aura tenté de s'en tirer par quelques pirouettes satiriques.

Mon troisième point concerne la question de la consommation. Je dois la traiter rapidement, faute de temps. Le raisonnement de Lafargue est le suivant : D'un côté les ouvriers n'ont pas accès aux produits qu'ils fabriquent, de l'autre côté les capitalistes n'arrivent plus à écouler leurs marchandises : il y a un problème de surproduction. Que faire ? Élémentaire mon cher Marx: il suffit que les capitalistes fassent consommer leurs produits aux ouvriers. Pourquoi n'y ont-ils pas pensé avant ? Parce que si chaque entrepreneur particulier rêve de transformer la masse abstraite des ouvriers en consommateurs de ses produits, il ne tient pas du tout à ce que ceci s'applique à ses ouvriers à lui. Il lui faudrait pour cela réduire leur temps de travail et augmenter leurs salaires. Les ouvriers doivent donc contraindre les patrons à augmenter les salaires, par conséquent à moderniser leurs entreprises. Plus les salaires seront hauts, plus il sera profitable d'investir dans la technologie. De sorte que, graduellement, les ouvriers auront d'avantage de temps libre et les marchandises seront meilleur marché. Ajoutons à cela que le taux de profit se cassera la figure et voilà: le capitalisme se sera aboli de lui-même. Lafargue raisonne ici en marxiste conséquent, il ne fait que pousser cette conséquence jusqu'au bout en esquissant la société oisive censée résulter de ce processus.

Seulement voilà, les choses se sont passées autrement. Oui, les horaires de travail ont été diminués et les salaires ont été augmentés, mais ce fut pour permettre la consommation de produits nouveaux et sans cesse renouvelés, produits nécessitant un surplus de travail et mobilisant les revenus des producteurs, liant ces derniers toujours plus au système. De même, le taux de profit n'a pas chuté comme prévu, chaque nouveau produit ou service lancé sur le marché lui permettant de regrimper de plus belle. Encore du vivant de Lafargue, Henry Ford, dont Kojève disait qu'il avait été le plus grand marxiste du XXème siècle, avait doublé le salaire de ses ouvriers en remarquant: « ce ne sont pas mes voitures qui achèteront mes voitures ». De sorte que l'on peut lire aujourd'hui le *Droit à la paresse* comme un éloge du consumérisme. Les entrepreneurs ont suivis à la lettre les bons conseils que leur prodiguait le docteur Lafargue. Que l'on se souvienne de tous les discours célébrant, naguère, la « société des loisirs ». Mais comme le faisaient remarquer les situationnistes: « Les loisirs travaillent ». La confusion entre paresse et consommation est assurément le point le plus malencontreux dans le pamphlet de Lafargue. Une phrase est particulièrement terrible quand on la lit aujourd'hui. S'adressant aux entrepreneurs, il leur dit : vous êtes des amis du commerce ? Donnez un crédit illimité aux ouvriers, et ainsi ils achèteront vos marchandises. Voilà exactement ce qui s'est passé aux États-Unis dans les dernières décennies, provoquant la crise d'endettement la plus grave de l'histoire. Le capitalisme

est entré dans une phase autodestructrice, ce qui ne signifie pas nécessairement que le règne de la paresse se rapproche.

Discussion

Un intervenant : Je voudrais évoquer Serge Latouche, qui étudie la société de consommation après la taylorisation et les industries culturelles, et montre qu'il y a toxicodépendance à la consommation par le phénomène que vous venez d'expliquer, directement lié à l'accélération de la production et aux capacités de consommation. Mais comment peut-on faire le lien entre la toxicodépendance au travail et celle de la consommation, qui seraient les deux faces de la même pièce, puisque l'une ne peut pas aller sans l'autre.

Guillaume Paoli : C'est très simple. J'ai rencontré une dame qui avait deux chevaux de course, et elle se plaignait : je n'ai jamais le temps de monter mes chevaux, je travaille trop.

- Travaillez moins, lui ai-je dit.

- Mais dans ce cas je n'aurai plus assez d'argent pour avoir des chevaux de course !

C'est évidemment un va-et-vient permanent entre un certain niveau de consommation et le temps nécessaire pour le financer. On ne peut pas limiter l'un sans l'autre. Cette dame souffrait de trop travailler, de ne pas voir ses chevaux, et en même temps acceptait de trop travailler pour avoir des chevaux, tout en justifiant le fait de ne pas s'occuper de ses chevaux par le fait d'avoir beaucoup trop de travail. Mentalement, il y a là quelque chose d'assez malsain.

Un membre du collectif des objecteurs de croissance : À propos de la toxico-dépendance à la croissance, Juliet Schor a fait cette étude aux États-Unis, citée par Bernard Stiegler⁴. À la question posée aux Américains, pensez-vous que la croissance est bonne pour les États-Unis, ils répondent majoritairement, à 80%, qu'elle ne l'est pas. Par contre ils sont super-consommateurs et Bernard Ziegler analyse cette toxico-dépendance comme de la mécroissance. Votre réaction ?

Guillaume Paoli : Il y a un problème que le marketing rencontre de plus en plus : ce mouvement d'innovation permanente s'essouffle ; on, a du mal à refourguer tous les six mois de nouvelles marchandises ; une tendance se dessine, simplement par saturation ;

⁴ *Pour en finir avec la mécroissance*, Flammarion, 2008

ce n'est pas nécessairement quelque chose de pensé, de réfléchi. Stiegler parle d'une « baisse du désir d'achat ». De même il y a dans le travail une tendance à la démotivation des salariés ; ainsi une enquête vient d'être publiée sur les salariés allemands, où l'on apprend que la majorité d'entre eux ne s'investit plus dans leur emploi, et même qu'une minorité assez substantielle « travaille activement contre les intérêts de l'entreprise ». Il faut bien travailler à quelque chose!

Jean Évaldre : À propos de l'aspect médical, anatomique. L'homme est un animal, et je me demande si les mêmes questions ne se sont pas posées, non pas à propos des animaux domestiques, qui sont des esclaves, mais des animaux sauvages. Tout d'abord, travaillent-ils, et dans ce cas, ont-ils les mêmes problèmes que les hommes ?

Guillaume Paoli : ... ou avons-nous les mêmes problèmes que les animaux ? Il y a certainement un phénomène d'auto-domestication des êtres humains, et il serait intéressant de voir comment se déroulent les processus de domestication animale ; on présente cela comme un processus d'adaptation, mais il doit se passer de drôles de choses dans le psychisme et la physiologie de l'animal. C'est probablement très proche des phénomènes d'addiction que j'évoquais. Ceci dit, je peux témoigner que des animaux domestiques peuvent très vite se réadapter à l'état sauvage. Je connais le cas, en Corse, de vaches subventionnées par la Communauté Européenne (il faudrait plutôt dire que c'est la paresse du propriétaire de vaches qui est subventionnée...). Eh bien, elles sont redevenues complètement autonomes et divaguent sans problème dans les montagnes.





Felipe VAN KEIRSBILCK

L'emploi contre le travail, un siècle d'efforts pour le droit à la paresse

Merci pour cette invitation, qui m'a donné l'illusion que j'allais travailler longuement sur un thème aussi passionnant. Mais en tant que dirigeant syndical, je n'ai pas eu beaucoup de temps pour préparer vraiment ... J'avais rêvé de le faire, c'est déjà ça ! Je parlerai donc assez pragmatiquement, de ce que, dans le cadre d'une action syndicale, on peut faire, ou pas, du droit à la paresse.

Je commencerai par diverses acceptions du mot « emploi », car c'est un des nombreux mots problématiques qui sont utilisés de manière et dans des contextes tellement différents, qu'à l'état naturel, il ne veut rien dire du tout. Il faut distinguer l'emploi comme un statut qualitatif de l'emploi comme une quantité. En général, quand on parle d'emploi, à la radio, on dit : il y a autant de chômeurs en plus, on va supprimer 500 emplois ou en créer 200 000, il s'agit de quantités de postes de travail. Mais ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est **l'emploi comme statut** à l'intérieur duquel se trouve un ou une individu, dans les liens du travail salarié. En insistant pour dire que ce statut d'emploi est une construction sociale, et nullement un fait de nature ni de technique.

L'exemple de ce qu'on appelle un « contrat de travail » peut illustrer cette construction.

Ceux d'entre vous qui ont lu un contrat de travail dans leur vie ont sans doute remarqué que ce contrat est particulièrement lapidaire, pouvant tenir en une ligne ou deux. Un bon syndicaliste doit souvent dire aux travailleurs que le meilleur contrat de travail est de n'en avoir pas. Car si ce contrat est purement oral, je suis mieux protégé dans l'entreprise que si j'en avais un. Cela peut sembler paradoxal, mais si vous louez une ponceuse, ou si vous achetez un voyage dans une agence, vous aurez un contrat avec quatre pages de conditions générales en petits caractères avec des dizaines de clauses en forme de pièges. Qu'est-ce qui est plus important dans la vie : louer une ponceuse ou exercer un travail ? L'explication de ce paradoxe tient à ceci : ce qu'on appelle contrat de travail n'est pas un contrat, mais simplement l'officialisation du fait que Monsieur ou Madame Untel, du fait qu'il travaille dans l'entreprise Unetelle,

pénètre dans un espace, dans un statut offrant un ensemble de droits collectifs qui sont déterminés par ailleurs et avant lui, s'appliquent à un ensemble de gens : il n'est donc pas nécessaire de détailler le contrat de travail. Avoir reçu un salaire une seule fois : cela prouve que j'ai un travail et dès lors je bénéficie d'un statut. En général, un long contrat de travail avec beaucoup de paragraphes sert à couper des morceaux dans le statut et s'affaiblir. Dans ma contribution au débat, je reviendrai sur l'emploi comme statut qui protège le travailleur. J'utilise souvent une formule un peu provocatrice : l'emploi est ce qu'on a inventé de mieux pour se protéger contre le travail.

C'est une autre distinction importante : on ne dit rien d'utile si on confond l'emploi et le travail. Je définirai le **travail** tel que Corinne Gobin l'a proposé ce matin dans son texte : « une activité contrainte par la nécessité de la production de biens et de services ». On peut donc parler de travail lorsque quelqu'un fait du travail ménager, comme la vaisselle chez soi, parce qu'il faut bien la faire, ou dans le cas d'un employé, d'un ouvrier, d'un cadre ou d'un indépendant. Un travailleur sans papier travaille aussi. Pourquoi cette distinction entre emploi et travail est-elle importante ? Parce que dès lors qu'on constate qu'une certaine quantité de travail est nécessaire, l'emploi donne un cadre collectif qui protège l'individu obligé de travailler. Quel cadre collectif ? Pour ma part, je m'en tiens à quatre caractéristiques.

1° La maîtrise du **temps** : quand on a un emploi, y compris sans contrat de travail, mais par des conventions collectives, des lois etc., l'horaire hebdomadaire maximum est connu, le nombre des jours de congé annuel aussi, le droit à du crédit temps, à une pension à un certain âge, à des congés quand on est malade etc. Donc le temps est encadré.

2° On est inscrit dans des **barèmes collectifs**, ce qui fait que la fonction et de la rémunération attachée à cette fonction n'est pas l'objet d'une négociation individuelle du style marchand de tapis où l'on va voir son patron en disant : « en fait, je vaudrais autant », mais on est inscrit dans des définitions collectives du travail et de sa valorisation.

3° Le salaire n'est pas défini comme le prix du travail. Ce serait une horreur ! Dire « tout travail mérite salaire » est une position totalement réactionnaire. Aujourd'hui, tout travail mérite un droit personnel de rémunération, barémisé, négocié collectivement, donnant droit à la sécurité sociale etc.

4° L'emploi est inscrit dans la **sécurité sociale**, c'est-à-dire que je peux aujourd'hui me casser la figure, être malade, avoir des enfants dont l'éducation coûte cher ... le fait d'avoir un statut d'emploi m'inscrit automatiquement dans un système de sécurité sociale, qui me donne une sécurité d'existence sans équivalent, me semble-t-il, dans l'histoire ni dans la géographie. En dehors de l'Europe et des rares pays du monde où un tel système digne de ce nom existe, la sécurité d'existence par rapport à la vieillesse, à la maladie, aux risques de la vie, n'a jamais été aussi élevée que pour ceux qui bénéficient d'un statut d'emploi.

Insistons légèrement sur l'opposition entre travail et emploi, sur base de deux exemples : la possibilité de travail sans emploi et inversement. Depuis quelques années, les ouvriers et employés de Carsid¹ ne travaillent pas. L'entreprise qui possède l'usine estime qu'il ne faut plus fabriquer d'acier (comme d'ailleurs Arcelor à Liège) mais il existe en Belgique des dispositifs collectifs qui font qu'on peut mettre des personnes en chômage temporaire. L'exercice du travail est suspendu, ils restent chez eux depuis trois ans, mais ils continuent à percevoir une grande partie de leurs salaires et bénéficient de la totalité du statut d'emploi : protection sociale, droit à la pension etc. Pour l'essentiel (ils ne seraient pas contents de m'entendre : ils voudraient travailler !), ils bénéficient d'un statut d'emploi, mais ne travaillent pas. Quant au travail sans emploi, il est très facile à observer : si vous allez près du Petit Château à Bruxelles, vous verrez des gens qui attendent qu'on les prenne en camionnette pour travailler dans le bâtiment. Ils vont donc travailler, en général beaucoup s'ils ont la chance d'être embarqués, de ne pas rester sur le trottoir, mais ils vont travailler sans emploi.

En définissant l'emploi comme je viens de le faire : garantie de maîtrise de son temps, salaire comme droit personnel (et non prix du travail), inscription dans des barèmes collectifs négociés démocratiquement et droit à la sécurité sociale, il est évident qu'un travailleur sans papier sur un chantier ou dans une arrière cuisine de restaurant n'a pas d'emploi, et pourtant il travaille.

Dans une publicité récente pour des voitures, un type qui parle encore plus vite que moi, dit à toute vitesse : « vous-êtes-indépendant, vous-travaillez-tout-le-temps-vous-n'avez-pas-le-temps! ». Je trouve cela très éloquent : beaucoup d'indépendants travaillent beaucoup, mais n'ont pas d'emploi, peu de choses qui les mettent dans ce que j'appelle un statut d'emploi. Cette publicité radio, détestable comme toutes les publicités, est pertinente sur le fait de dire : quand vous êtes indépendants, vous

¹ Sidérurgie à Charleroi. Entretemps, les derniers travailleurs du site de Marcinelle ont été licenciés au 31 décembre 2012. Note des éditeurs des Actes.

travaillez tout le temps, et vous n'avez pas le temps. Effectivement : quand s'arrête l'horaire de travail d'un indépendant ? Quand a-t-il droit à des congés etc. ?

J'ai déjà dépensé beaucoup de temps pour dire : l'emploi, ce n'est pas uniquement les statistiques de « l'emploi », c'est un statut, et c'est le contraire du travail ou du moins sa compensation et son antidote. D'ailleurs, dans un contrat de travail, on échange un emploi contre du travail, c'est la preuve qu'ils ne sont pas identiques sinon on ne les échangerait pas. Un reproche parmi d'autres qui pourrait être adressé au syndicalisme, c'est, depuis une trentaine d'années, de s'être laissé mobiliser sur une bataille toujours perdue, la bataille pour l'emploi, au sens de quantité d'emplois à créer. Très souvent, pour d'excellentes raisons, les syndicats ont accepté - ce qui à mon avis est une tragique erreur - de faire des concessions sur la qualité de l'emploi (contrats à durée indéterminée, maîtrise des horaires, salaires convenables négociés collectivement etc) ... en échange de promesses de création d'emplois.

Le meilleur exemple est le discours sur le coût du travail. Aujourd'hui en Belgique, il n'y a pas que les partis libéraux qui développent ce discours disant : si le travail est moins cher (autrement dit si on s'en prend au salaire, constituant central du contrat d'emploi) ... il y aura plus d'emplois. L'expérience montre que ce n'est jamais vrai, mais ce n'est pas grave, on continue comme cela depuis trente ans. La ministre Milquet a créé il y a un an ou deux un statut qu'elle a appelé Win Win, dans lequel le coût du travail pour l'employeur est tombé à à peu près rien - une centaine d'euros par mois - et on constate que cela ne crée pas d'emplois, et que pour les personnes qui sont victimes des petits carrousels des remplacements de précaires par les précaires suivants, cela dégrade constamment ce qui aurait pu être leur statut d'emploi. Même un temps partiel, ce qui n'est pas vraiment la Rolls de l'emploi, peut être dégradé au nom de l'emploi. Vous voyez où on emmène les mots : au nom de la création d'emploi toujours promise, jamais réalisée, on affaiblit la qualité de l'emploi comme statut de la personne qui travaille.

Je pense que pour s'en sortir, et pour réatterrir sur la question du droit à la paresse, il faut que le syndicat arrête de ne parler que d'emploi au sens quantitatif. Arrêter de croire qu'on va créer des emplois par la compétitivité ou par la main divine du marché. Il faut défendre l'emploi comme un statut de qualité et reprendre rapidement le procès du travail.

Je l'ai fait en deux rubriques, une « contre » à charge du travail en tant qu'activité contrainte de production de biens et de services, et une à décharge, en faveur du travail, pour ses vertus.

REPROCHES

Il use et tue : presque un mort au travail par jour ouvrable en Belgique, et les mutilés, déprimés, harcelés, malades du travail.

Régime « domestique »¹ du salarié incompatible avec un régime démocratique. Dans la vie privée, aucun travailleur ne considérerait que son autonomie, son droit à la dignité, soient négociables ; une fois passée la porte de l'usine, on considère normal que sa maturité, son intelligence et sa liberté d'expression doivent être mises au rencart.

Le travail mutile nos compétences. Le taylorisme et le néo-taylorisme, et toute l'histoire longue de la dépossession du travail et des savoir-faire, le fait d'être astreint au travail 35 à 50 heures semaine pendant un certain nombre d'années, ne rend pas souvent l'individu plus compétent, plus créatif, plus capable d'exprimer ses talents.

Promotion de valeurs guerrières. Dans un petit livre², Richard Sennett montre bien combien la conception contemporaine du travail (flexibilité, chacun pour soi etc.), des « qualités » devenues indispensables dans la plupart des milieux de travail, oblige le travailleur à intégrer, au boulot, des valeurs morales comme l'opportunisme, le cynisme, l'hyper-flexibilité, l'utilitarisme, l'instrumentalisation de l'environnement etc. Dans beaucoup de boîtes, vous ne ferez pas carrière sans vous plier à ces valeurs. Mais quand vous rentrez à la maison, que vous dites à vos enfants de faire leurs devoirs à l'école, de respecter les consignes, de bien travailler maintenant pour des avantages plus tard, de respecter leurs copains dans la cours de récréation... vous portez un discours moral en contradiction avec la pratique réelle de votre vie morale au travail. Cela crée une dissonance difficile à vivre entre ces deux univers moraux. Produire une société civilisée et pacifiée est peu compatible avec ces discours d'hyper-compétition et d'hyper-flexibilité prévalant au travail aujourd'hui.

¹ Isabelle FERRERAS, *Critique politique du travail*, Louvain-la-Neuve, 2007

² Richard SENNETT, *Le travail sans qualités*, 10-18. Dans beaucoup de boîtes, vous ne ferez pas carrière sans vous plier à ces valeurs-là. Mais quand vous rentrez à la maison, que vous dites à vos enfants de faire leurs devoirs d'école, de respecter les consignes, de bien travailler maintenant pour des avantages plus tard, et respecter tes copains dans la cours de récréation... discours moral en contradiction avec la pratique réelle de votre vie morale au travail. Cela crée une dissonance difficile à vivre entre ces deux univers moraux.

Le travail accumule bien souvent des **objets inutiles et polluants**. Si beaucoup de produits sont utiles et nécessaires, mais beaucoup ne sont que des crasses polluantes et inutiles.

Plus toxique et pire que tous ces gadgets, chaque heure de travail prestée dans une entreprise marchande **accumule du capital**³. Les stocks de capitaux étant aux mains de fonds de pension et autres institutions financières et fortunes privées, ceux-ci ont une propension irrépessible à vouloir continuer à s'accumuler, et à un rythme rapide si possible. Si on veut, pour prendre un exemple modeste, 7% d'intérêt sur un stock de capital donné, c'est seulement sur le travail d'autrui que l'on peut prélever ces profits. Si le stock est deux fois plus grand qu'il y a 20 ans, il faut donc deux fois plus de travail. Beaucoup d'entreprises demandent 12 ou 15%, mais même si l'on veut prendre ce rendement modeste de 7%, cela conduit le stock de capital à doubler tous les 10 ans, à être multiplié par 16 en quarante ans, dans l'espace d'une vie humaine. A l'échelle planétaire, avoir ce stock croissant de capital, qui a besoin de chercher du travail à exploiter, des marges d'accumulation proportionnelles au stock de départ ... cela constitue un problème gigantesque.

POUR :

Travailler dans un collectif relie aux autres. Le fait d'être sans travail est souvent lié à l'isolement, à la solitude, une tragédie de la vie contemporaine. En général mais pas toujours, le travail crée du **lien social**.

Le **travail forme** professionnellement. On nous assomme tout le temps avec le discours inverse : « les chômeurs (dont on ne dit pas nécessairement qu'ils sont fainéants parce qu'on est poli) devraient se former, ainsi ils auraient du travail ». La réalité absolument constante, constatable partout, est inverse. C'est quand on travaille qu'on se forme. Il est extrêmement difficile de former des chômeurs. Les moyens financiers existant pour la formation des adultes sont dans leur grande majorité orientés vers les travailleurs, pas vers les chômeurs. Quand on a un travail, non seulement il forme par lui-même, mais encore il donne accès à des formations professionnelles.

En dépit de ce que j'ai dit dans le procès à charge, le travail permet une certaine **expression de soi**, de ses talents. (Ici, il faudrait distinguer les métiers ...)

³ Sans faire aujourd'hui une guerre idéologique ou religieuse contre le capital ...

L'inscription dans le travail donne **une base concrète**, dans les rapports de force collectifs liés à la production, à des droits qui sinon seraient théoriques. Ce que la Constitution me promet, c'est ce rapport de force dans la machine productive qui me le donne. Je suis un citoyen libre, j'ai des droits ... mais que vais-je faire si ces droits ne sont pas respectés ? Pleurer ? Si je suis un travailleur relativement utile à une machine productive quelle qu'elle soit, et que j'ai suffisamment d'organisation collective avec mes collègues, ces droits peuvent devenir des réalités concrètes, je peux construire un rapport de forces, les exiger, et pas seulement regretter leur absence. C'est un point fort important dans les polémiques avec les partisans de l'allocation universelle. Si un état bienveillant ou un prince décidait de me donner 2000 € par mois, je n'aurais plus besoin de travailler, je serais très heureux et pourrais cultiver mon jardin. Mais je n'aurais plus de capacité d'exercer collectivement un rapport de forces sur les détenteurs du capital ou du pouvoir, en disant : j'arrête de travailler ou je sabote le travail ! Le travail a donc cette vertu de donner une force concrète à des droits théoriques.

J'arrête là ce procès du travail, non sans une dernière remarque à laquelle j'ai pensé en écoutant Guillaume Paoli. Presque tout ce que je vous ai dit, à décharge et à charge du travail, peut se dire à propos de la consommation moderne. La consommation frénétique, hyper-standardisée et formatée par la publicité, use, soumet à un régime domestique, mutile la créativité etc.. Par contre elle crée des liens sociaux, elle permet peut-être de mieux s'exprimer ... mais elle ne donne pas de pouvoir politique, sauf pour ceux qui croient au boycott des entreprises jugées non éthiques, en réalité les cas où ça marche sont rarissimes.

À quoi sert-il de faire le procès du travail ? Mon objectif n'était ni de le condamner ni de l'absoudre, je dirais plutôt que le travail fait partie des nécessités de la vie réelle. J'aimais bien la remarque de Paoli sur l'absurdité, l'utopie du remplacement total du travail humain par des machines. Si l'on reconnaît que le travail a quelques vertus et de terribles défauts, une perspective de démocratie radicale demanderait que l'on construise des systèmes sociaux collectifs qui fassent que tout le monde profite de ses vertus, et que tout le monde soit protégé le mieux possible de ses dangers, de ses défauts, et de ses périls. Je ne partage pas une utopie selon laquelle on pourrait totalement éliminer ses défauts, et je conclus.

Sans pleurnicher pour qu'on en crée « 200 000 emplois » (ce qui relève de politiques économiques, financières ou monétaires), défendre l'emploi comme un statut, individuel, encadré collectivement, auquel tout adulte a droit, avec donc le plus d'emploi et le moins de travail possibles, me paraît un projet démocratique, égalitaire et assez radical. Depuis 1989 au moins, la CNE s'est attachée à la position de la réduction collective du temps de travail, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire. Travailler moins pour travailler tous et vivre mieux. J'aime bien les calculs (chacun ses défauts). Depuis une quarantaine d'années, on est dans « un régime de **40** » : une quarantaine d'heures de travail par semaine, une grosse quarantaine de semaines par an pendant une quarantaine d'années dans une vie. Soit 40^3 ou 64 000 heures. Passer à un rythme de **30** équivalrait-il à une grande révolution ? Passer de $40 \times 40 \times 40$ à $30 \times 30 \times 30$ (30h par semaine, 30 semaines par an, durant 30 années de sa vie) impliquerait une productivité multipliée par un peu plus de deux (2,4, pour être exact). Or, depuis quarante ans, combien de fois a-t-elle été multipliée ?

Se libérer du travail, c'est aussi partager l'emploi. Une perspective plus subversive serait de pousser la réflexion jusqu'à la seconde : soixante seconde dans une minute, c'est aussi cela, la folie du travail. Le régime d'hyper-stress est devenu permanent. Si j'avais du temps, j'aurais aimé aussi illustrer deux ou trois perversions du langage qui conduisent à rendre impossible le débat sur l'emploi. Dans le courant des années 90, sans discussion démocratique, on a totalement remplacé la lutte contre le chômage et l'indicateur essentiel du taux de chômage, par celui du **taux d'emploi**, et on lutte désormais pour le taux d'emploi. Si on est distrait, on se dit que c'est la même chose. Il n'en est rien. L'horizon idéal du taux de chômage était 0% ou proche : que toute personne cherchant un travail, en trouve. Le taux d'emploi est défini par la Commission européenne comme celui des personnes exerçant effectivement un travail, entre 15 et 65 ans. L'idéal est-il de travailler sans s'arrêter de 15 à 65 ans ? Autre conséquence bien plus grave, cela transforme les politiques de l'emploi. Auparavant, quand on voulait diminuer le taux de chômage, soit on créait des emplois, soit on transférait les chômeurs vers l'inactivité, la prépension par exemple. Mais si l'idéal est d'augmenter le taux d'emploi, on fera passer de l'inactivité vers le chômage, en rendant la prépension plus difficile, ou en « activant » les chômeurs (mot poli pour dire la chasse aux chômeurs).

S'il en est ainsi, pourquoi les travailleurs ne se révoltent-ils pas davantage ? Contre le travail et pour l'emploi. Pourquoi la revendication de la réduction collective du temps de travail et du droit à l'emploi pour tous n'a pas mobilisé davantage les travailleurs et

les syndicats ? C'est probablement par suite de la défaite politique générale des années 80, de la contamination des esprits par le libéralisme et l'utilitarisme économique. Un travail politique de fond est nécessaire. Un syndicat qui ne fait pas d'éducation permanente n'est qu'un groupe de défense d'intérêts. Comme le rappelait Guillaume Paoli, le travail a pu remplacer les vertus religieuses. Légitimer l'oisiveté comme une vertu laïque, ne permettrait-il pas l'exercice d'autres vertus, non utilitaristes, non asservies à la production et à la consommation ?

Discussion :

Un intervenant : La notion d'emploi, telle que vous la présentez, ne va-t-elle pas s'éteindre avec l'effondrement de la social-démocratie, que l'on observe déjà, en Grèce par exemple, parce que le compromis entre le capital et le travail opéré à la sortie de la première guerre mondiale est en train de craquer de toute part (ce n'est pas un scoop !). Le capital n'arrive plus à maintenir son taux de profit sans puiser massivement dans la redistribution, et d'autre part les limites naturelles, écologiques de la planète, nous empêchent d'imaginer un accroissement sans fin et nous allons être confrontés à des limites sur lesquelles nous n'avons pas prise. Si l'on vous entend bien, la différence entre l'esclavagisme et l'emploi, c'est qu'il y a une contrepartie de salaire assurant la sécurité. Cette contrepartie ne va-t-elle pas, non pas doucement mais progressivement disparaître, et révéler l'emploi pour ce qu'il est plus fondamentalement : un travail sous la dépendance d'une conjoncture qui évolue ?

Felipe Van Keirsbick : Ce qui se passe en Grèce aujourd'hui, ce n'est pas un ajustement budgétaire ni économique, c'est la **destruction d'un modèle social**, dont l'emploi, la sécurité sociale, les services publics, sont le cœur. Effectivement, si on continue à appliquer à la Grèce les remèdes de la Commission européenne, du FMI etc., les Grecs continueront à travailler, et probablement de plus en plus. Ils seront de plus en plus rentables pour ceux qui savent capter la valeur produite par leur travail, mais ils n'auront d'emploi. On peut imaginer un pays entier où toute le monde travaille en noir, comme une bonne partie des pays de ce qu'on appelle encore le Tiers-Monde, où la norme est ce qu'on appelle pudiquement le travail informel : un travail non protégé par le statut d'emploi. Ne nous faisons pas d'illusions : en Grèce aujourd'hui, le programme de Monsieur Olli Rehn, (Commissaire européen à l'économie, que personne n'a élu ni ne contrôle, qui écrit toutes les semaines une lettre à deux ou trois pays, et supervise des gouvernements démocratiquement désignés) est bien la destruction systématique du

statut d'emploi. Je crains (sans être totalement résigné, puisque je me suis levé ce matin !) le danger de retourner à une société pré-salariale, que ce qui a été construit socialement soit détruit socialement. Quant à la croissance - Isabelle Cassiers en parlera beaucoup mieux que moi - dans des pays hyper-riches comme le nôtre, perdre un point de croissance ou avoir 1 ou 2% de récession ne devrait pas changer grand-chose. Avec 350 milliards d'€ de PIB, à chaque Belge, depuis le nourrisson jusqu'à l'ancêtre, correspond une production de richesse de plus de 30 000 €. Soit plus du double du seuil à partir duquel l'augmentation de la richesse produite n'augmenterait plus le bien être. Donc, à quoi sert aujourd'hui cette croissance ? Pourquoi en faut-il encore plus ? La seule réponse logique que je peux trouver, c'est que **le capital a besoin de croissance**. Je ne pense pas que le citoyen a besoin de croissance. Au Congo ou en Bolivie, oui, mais pas en Europe. On a besoin d'un partage politique de richesse radicalement différent. Quand on est à ces niveaux de production, désirer plus de croissance, c'est aller plus vite vers le mur.

Un intervenant : En relisant Lafargue un peu plus d'un siècle plus tard, on est frappé par le nombre de ressemblances avec notre situation. Ce qui à mon avis n'a pas foncièrement évolué, c'est qu'il y a toujours des gens qui exploitent et d'autres qui sont exploités. Nous parlons aujourd'hui de diminution du temps de travail, elle doit aussi marcher fondamentalement avec la répartition égalitaire du capital. Je suis d'accord pour dire qu'il faut des emplois, et qu'il ne faut pas n'importe quelle croissance. Mais tout le monde peut se rendre compte que maintenant, on produit à vide. Guillaume Paoli parlait de l'addiction au travail. Il suffit de lire le fameux bouquin sur la banque Goldman-Sachs⁴. Les individus qui ont été désignés soi-disant démocratiquement en Italie, en Grèce, partout où on patauge, ont pris des conseillers privés pour gérer la dette des états, des gens qui dirigent sans avoir été élus. Ils ont été désignés pour essayer de sauver un bazar qui est en train de crouler. Quant au problème de l'emploi, ici ... En tant qu'enseignant, j'adore mon boulot, j'ai l'avantage d'y travailler aussi dans le domaine social, avec des conditions de travail intéressantes. Je suis d'accord avec mes amis du privé qui me disent : « En tant qu'enseignant, tu as toute la vie devant toi, tu fais un travail que tu aimes. » Je suis dans une situation privilégiée, j'ai la possibilité de m'engager, de réfléchir... certains de mes collègues sont prêts à travailler jusque 67, 70 ans, jusqu'à ce que mort s'ensuive ! Les gens sont prêts à travailler plus longtemps, si effectivement l'insertion dans le travail permet la lutte, des conventions, dans de bonnes conditions. Je dis à une collègue qui « s'accroche » : le jour où tu seras désignée

⁴ ROCHE, Marc : *La banque – Comment Goldman-Sachs dirige le monde*, Albin-Michel 2010

à Bruxelles, comme prof de français, là où il y a une mobilité incroyable d'enseignants, est-ce que tu vas rester ? ». Je suis content que nous revenions ici à des réflexions de fond. On a traité les gens d'utopistes quand ils demandent la diminution du temps de travail, le partage, on demande aussi de produire des biens qui ne soient pas obsolètes, c'est tout cela qui est en jeu maintenant. Il est essentiel de remettre en cause, notamment au niveau syndical, ce système de croissance où on produit des choses pour les casser ou faire de la consommation stupide.

Felipe Van Keirsbilck : Il y a des formes d'emploi, dans le service public, comme le statut d'enseignant, qui permettent d'obtenir presque tous les bons côtés du travail : lien social, développement de ses capacités, utilité dans la société, rapport de force, avec presque rien du mauvais côté. Il y a aussi des choses dures dans le boulot de prof, qui n'est pas une sinécure. Mais un prof n'accumule pas du capital, ne contribue pas à l'accumulation de ce produit toxique ; il n'est pas totalement subordonné (il est même assez difficile de subordonner un prof dans une école !), et ce n'est pas nécessairement un travail qui tue, dans les écoles qui ne vont pas trop mal. L'utopie d'un travail utile, digne, contribuant à la démocratie et ne produisant pas des dangers collectifs existe, n'est pas une rêverie. C'est aussi le cas de beaucoup d'emplois dans le non-marchand, et même dans les meilleurs cas, dans le syndicalisme ☺. On pourrait trouver beaucoup d'autres exemples, et c'est évidemment un plaidoyer pour renforcer les services publics et non marchand dans l'économie.



Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!



Daniel TANURO

Le droit à la paresse, l'impossible capitalisme vert et l'alternative au productivisme

J'aurais pu, par facilité, intituler cette intervention « Le droit à la paresse, nécessité écologique ». Mais la crise écologique valide et questionne à la fois l'œuvre de Lafargue. Elle la valide dans la mesure où l'urgence environnementale commande d'en finir avec la croissance productiviste du capitalisme réellement existant, de remplacer la production de marchandises pour le profit par la production de valeurs d'usage pour la satisfaction des besoins humains réels. Elle la questionne dans la mesure où le capitalisme a mené l'humanité à piller les ressources à un point tel que certains mécanismes fondamentaux de « l'écosystème Terre » sont en danger. Dès lors, la concrétisation du droit à la paresse ne saurait découler simplement de la levée des entraves capitalistes au développement des forces productives – en tout cas des forces matérielles. En particulier, le lien entre la hausse de la productivité du travail par les machines et l'alternative socialiste doit être réexaminé de façon critique.

Je tenterai d'illustrer mon propos à partir des défis climatique et énergétique en tant que manifestation majeure de la crise écologique.

Issue du résumé pour les « décideurs » du quatrième rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), la figure 1 résume, pour différentes augmentations de températures, les principales conséquences du réchauffement dans cinq domaines : accès à l'eau potable, évolution des écosystèmes, production agricole, situation des zones côtières et santé humaine. Il faut noter que les augmentations de température mentionnées pour le 21^e siècle le sont par rapport à la température moyenne à la fin du 20^e : elles n'incluent donc pas l'augmentation déjà observée depuis la révolution industrielle, qui est de 0,7 °C. En d'autres termes, le seuil fréquemment évoqué de 2 °C de hausse de la température moyenne de surface de la Terre par rapport à la période préindustrielle correspond sur cette figure à une hausse de 1,3°C. On note que les conséquences d'une telle hausse sont déjà fort sérieuses, en particulier en ce qui concerne l'accès à l'eau et les zones côtières. En fait, au fur et à

mesure des avancées de la science des changements climatiques, on constate que le phénomène va beaucoup plus vite que prévu, ce qui amène les spécialistes à estimer que la limite à ne pas dépasser se situe plutôt aux environs de 1,5 °C, voire de 1 °C de hausse.

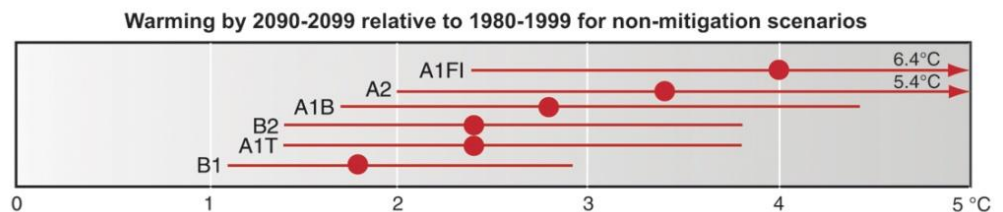
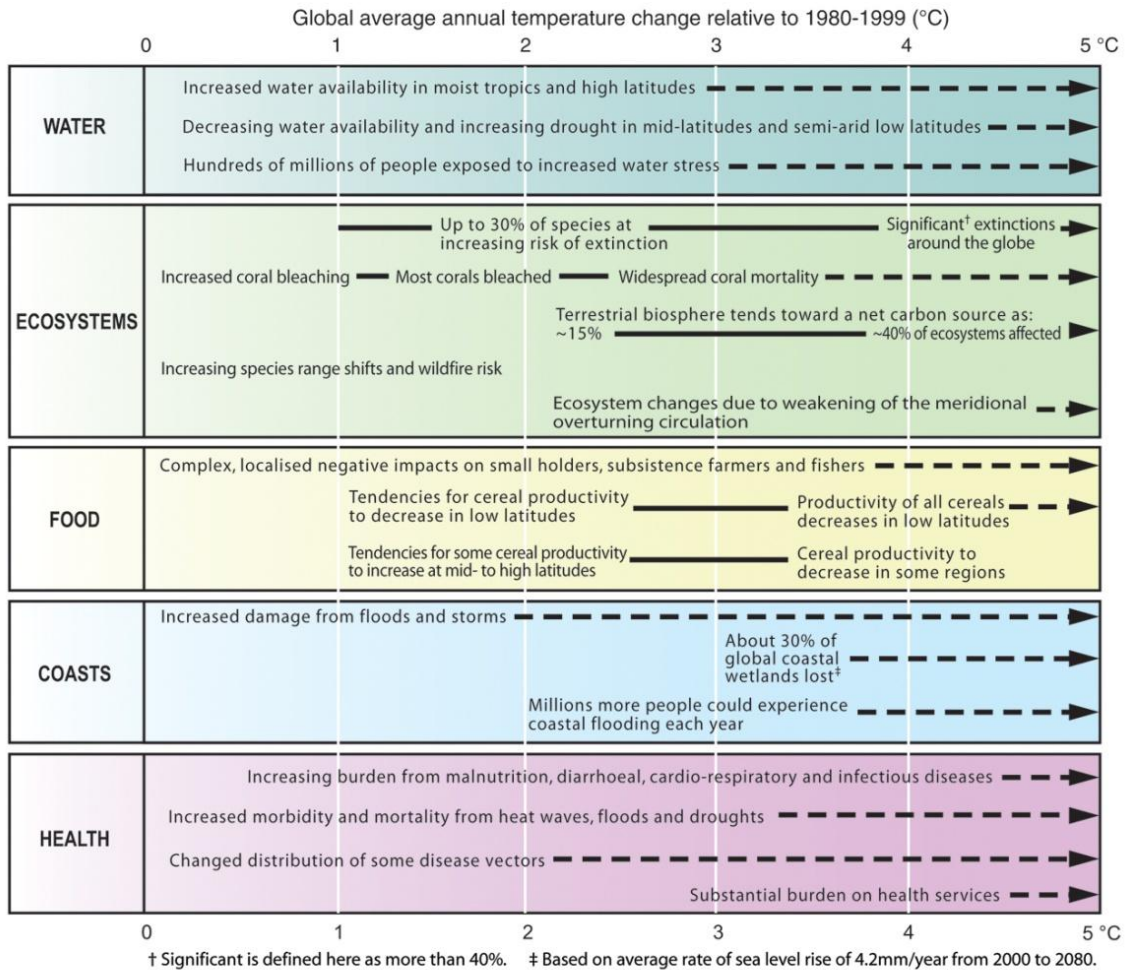


Figure 1. Impacts des changements climatiques dans cinq domaines pour des hausses de température entre 0 et 5°C au 21^e siècle (par rapport aux moyennes 1980-1999). Source : IPCC, AR4, Synthesis Report¹

Est-il possible de respecter des limites de cet ordre? Issu du même rapport du GIEC, le tableau 1 fournit des éléments de réponse à cette question.

CO ₂ concentration at stabilisation (2005 = 379 ppm) ^b	CO ₂ -equivalent concentration at stabilisation including GHGs and aerosols (2005=375 ppm) ^b	Peaking year for CO ₂ emissions ^{a,c}	Change in global CO ₂ emissions in 2050 (percent of 2000 emissions) ^{a,c}	Global average temperature increase above pre-industrial at equilibrium, using 'best estimate' climate sensitivity ^{d,e}	Global average sea level rise above pre-industrial at equilibrium from thermal expansion only ^f
ppm	ppm	year	percent	°C	metres
350 – 400	445 – 490	2000 – 2015	-85 to -50	2.0 – 2.4	0.4 – 1.4
400 – 440	490 – 535	2000 – 2020	-60 to -30	2.4 – 2.8	0.5 – 1.7
440 – 485	535 – 590	2010 – 2030	-30 to +5	2.8 – 3.2	0.6 – 1.9
485 – 570	590 – 710	2020 – 2060	+10 to +60	3.2 – 4.0	0.6 – 2.4
570 – 660	710 – 855	2050 – 2080	+25 to +85	4.0 – 4.9	0.8 – 2.9
660 – 790	855 – 1130	2060 – 2090	+90 to +140	4.9 – 6.1	1.0 – 3.7

Tableau 1. Augmentation à long terme de la température moyenne de surface et du niveau des océans (par la seule dilation thermique), par rapport à la période préindustrielle, pour six niveaux de concentration en gaz carbonique. Source : IPCC, AR4, Synthesis Report, Table 5.1.

Il nous enseigne que le scénario de stabilisation le plus radical correspond à un réchauffement de 2 à 2,4°C (donc au-dessus du seuil de 2°C). Il implique notamment une hausse de 40 cm à 1,4 m du niveau des océans, due uniquement à la dilatation thermique des masses d'eau - c'est-à-dire compte non tenu de la dislocation des calottes glaciaires, qui risque d'accélérer considérablement le mouvement. Les médias évoquent régulièrement le fait que les représentants des gouvernements discuteraient des moyens de ne pas dépasser 2°C de hausse de la température par rapport à l'ère préindustrielle. Cette présentation des choses est doublement tendancieuse : d'une part, la limite des 2°C ne peut sans doute plus être respectée aujourd'hui, d'autre part il y a de plus en plus d'indices qu'elle ne suffirait pas à éviter des conséquences graves.

¹ <http://www.ipcc.ch/graphics/syr/spm7.jpg>

Vers quoi allons-nous ? La Conférence de Copenhague (la « COP 15 »), en décembre 2009, a adopté l'objectif d'une hausse de température inférieure à 2 °C. Cependant, plutôt que d'octroyer des quotas d'émissions de gaz à effet de serre (comme ce fut le cas lors de la négociation du Protocole de Kyoto), elle a recommandé à chaque gouvernement d'élaborer librement un « plan climat » à communiquer au Secrétariat de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques. Sur base de ces plans, les scientifiques estiment qu'on va vers une hausse de température comprise entre 3,2 et 4,9 °C (par rapport à 1780) d'ici la fin du siècle. A elle seule, la dilation thermique des masses d'eau provoquerait alors une hausse du niveau des océans comprise entre 60 cm et 2,9 m. Il est vrai que cette dilatation s'étalerait sur mille ans... mais les soupirs de soulagement sont déplacés car, avec un réchauffement de 4°C, il est plus que probable que la dislocation des calottes glaciaires prendra très vite des proportions incontrôlables. Il pourrait en découler une hausse supplémentaire de deux mètres ou plus du niveau de la mer dans les cent années à venir. Pas dans mille ans, mais dans les décennies à venir.

Les impacts d'un tel scénario peuvent être déduits de la figure 1. Nous serions notamment confrontés d'ici la fin du siècle à une perte de 30% des zones humides côtières de la planète, des centaines de millions de gens supplémentaires seraient exposés à des inondations, les services de santé devraient faire face à des situations difficiles, le rendement de toutes les cultures céréalières diminuerait aux basses latitudes, entraînant même une diminution de la productivité agricole globale. Outre la hausse du niveau des océans, l'accès à l'eau douce est une des questions les plus préoccupantes. Il faut savoir que, pour une hausse de température de 2 °C à peine (que les médias présentent comme le seuil de dangerosité), le nombre d'êtres humains vivant dans des conditions de stress hydrique augmenterait de deux à trois milliards environ. Rappelons que la population mondiale devrait passer à neuf milliards d'individus... Eduardo Sartelli évoquait ce matin les « populations excédentaires » et s'interrogeait sur ce que le capitalisme pourrait en faire. C'est peu dire que les projections en matière de changement climatique accroissent le risque de solutions barbares.

Dans quelle mesure le capitalisme pourrait-il « verdir » et empêcher ainsi un basculement climatique grave? En préalable à cette question, il faut insister sur le fait que le réchauffement est dû principalement à l'accumulation croissante dans l'atmosphère de dioxyde de carbone (CO₂) provenant de la combustion des combustibles fossiles (pétrole, charbon et gaz naturel). D'autres activités humaines

entraînent l'émission d'autres gaz à effet, mais la combustion des combustibles fossiles est le problème numéro un. C'est ce qui ressort clairement de la figure 2, qui montre l'évolution des émissions des différents gaz à effet de serre selon leurs sources pour les années 1970 à 2005. On voit que le CO₂ émis par combustion des combustibles fossiles est de loin le poste le plus important. C'est aussi celui qui augmente le plus fortement... en dépit des engagements qui sont censés être pris chaque année par les gouvernements réunis en sommets sur le climat.

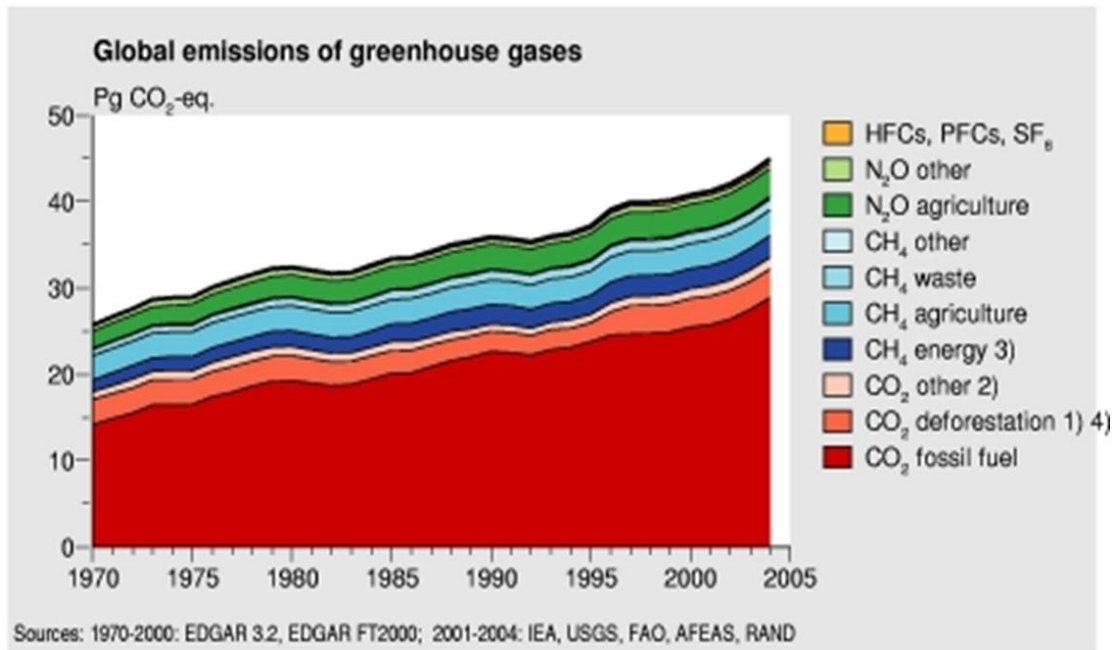


Figure 2 : Evolution entre 1970 et 2005 des émissions des six gaz à effet de serre du Protocole de Kyoto, par source d'émission. Source : PBL Netherlands Environmental Assessment agency.²

Ceci étant posé, revenons au capitalisme vert. Le passage à une « économie verte » est devenu un leitmotiv de nombreuses publications d'institutions telles que les Nations Unies, l'OCDE et la Banque Mondiale. Il est en effet possible techniquement de remplacer les combustibles fossiles par des sources d'énergie renouvelables. Le potentiel technique de celles-ci - l'énergie qui peut être mise à disposition des besoins humains grâce aux technologies existantes, indépendamment d'éventuelles révolutions scientifiques futures - équivaudrait à six à dix-huit fois la consommation mondiale

² <http://www.pbl.nl/en/dossiers/Climatechange/TrendGHGmissions1990-2004>

actuelle, selon les estimations³. Le problème technique n'est pas mince, mais les difficultés sont principalement politiques et sociales. Elles découlent de deux mécanismes combinés, inhérents au capitalisme: la course au profit et l'accumulation. Ce sont eux qui bloquent la transition.

Le profit, d'abord. Les faits et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Eviter un changement climatique catastrophique nécessiterait de renoncer à exploiter quatre-vingts pour cent des réserves connues de combustibles fossiles⁴. Or, ces réserves sont appropriées par des entreprises et des États. Les laisser dans les profondeurs géologiques du globe équivaldrait pour BP, Exxon Mobil, Shell, la famille régnante d'Arabie saoudite et quelques autres acteurs à détruire une part substantielle de leur capital. Ils ne le feront jamais, à moins d'y être contraints. Ignorant délibérément ce « détail », les économistes pensent que le marché pourrait guider la transition si les « externalités » étaient internalisées, autrement dit si le prix des biens et des services intégrait le coût du changement climatique, afin que les renouvelables deviennent compétitifs par rapport aux fossiles. Cette proposition se heurte d'abord à une difficulté théorique insurmontable : quel prix donner à des choses qui, n'étant pas le produit du travail humain, n'ont pas de valeur (la biodiversité par exemple)? Indépendamment de cette discussion théorique surgit un problème pratique évident du point de vue du profit. En effet, en parcourant les études sur l'internalisation, on découvre des estimations comme celle de l'Agence internationale de l'Énergie⁵, selon laquelle diviser les émissions de moitié d'ici 2050 (ce qui est sans doute insuffisant) nécessiterait que le prix marginal de la tonne de CO₂ grimpe rapidement jusqu'à 500 ou 800\$ dans certains secteurs... Sachant que la combustion d'une tonne de fioul émet 2,4 tonnes de CO₂, on comprend aisément pourquoi les tentatives néo-libérales d'internalisation sont condamnées en pratique à rester écologiquement insuffisantes et socialement injustes.

Le fond du problème est que les détenteurs de ce qu'on pourrait appeler le « capital fossile » ne veulent pas payer la facture de la transition énergétique, alors qu'ils sont les

³ Voir par exemple : IPCC, *Special Report on Renewable Energy Sources and Climate Change Mitigation*, 2011 ; Wolfram Krevitt, Uwe Klann, Stefan Kronshage, *Energy Revolution. A Sustainable Pathway to a Clean Energy Future for Europe*, Institute of Technical Thermodynamics (Stuttgart) & Greenpeace, sept. 2005

⁴ Selon les calculs du Potsdam Institute et de l'ONG Carbon Tracker. En 2011, l'économie mondiale a déjà utilisé un tiers du budget carbone de 886 gigatonnes de gaz carbonique (GtCO₂) qu'elle doit respecter au cours de la période 2000-2050 pour avoir une chance de rester sous 2°C de hausse. Le solde disponible n'est plus que de 565GtCO₂. Les réserves prouvées de combustibles fossiles aux mains des compagnies publiques, privées et des gouvernements correspondent à l'émission de 2.795 GtCO₂, quatre fois plus. <http://www.carbontracker.org/carbonbubble>

⁵ IEA, *Energy Technology Perspective, Scenarios and Strategies to 2050*, 2008, Executive Summary.

principaux responsables du changement climatique. Or, ces groupes pèsent d'un poids déterminant dans l'économie mondiale du fait de leur importance stratégique et de leur imbrication avec le secteur du crédit. Celui-ci avance en effet les sommes énormes nécessaires aux investissements énergétiques, qui sont planifiés sur 40 ou 60 ans. Les Nations Unies estiment le coût global du remplacement des centrales électriques fossiles et nucléaires entre 15 et 20 billions de dollars (un quart à un tiers du PIB mondial !). La plus grande partie de ces infrastructures ont été construites récemment dans les économies émergentes. Comme le dit pudiquement le World Economic and Social Survey 2011 de l'ONU, « il est peu probable que le monde va décider du jour au lendemain de supprimer 15 à 20 millions de dollars en infrastructure et de les remplacer par un système énergétique renouvelable portant une étiquette de prix encore plus élevée »⁶.

L'accumulation du capital résulte directement de la course au profit entre capitaux concurrents. Cependant, son examen spécifique est particulièrement éclairant dans le cadre de notre discussion. Le problème est en effet très concret. Passer des sources fossiles aux sources renouvelables n'est pas aussi simple que de changer de carburant à la pompe : le système énergétique doit être rebâti de fond en comble, ce qui demande des investissements gigantesques. Ces investissements à leur tour requièrent de l'énergie. Cette énergie étant aujourd'hui à 80% d'origine fossile, il en découle que, toutes autres choses restant égales, la transition implique dans un premier temps une augmentation des émissions de gaz à effet de serre... donc une accélération du changement climatique. Or, on ne peut pas se permettre une telle accélération: pour ne pas trop dépasser 2°C de hausse, les émissions globales devraient commencer à diminuer au plus tard en 2015. Par conséquent, réduire les besoins finaux en énergie est une condition sine qua non de la transition.

Quelle réduction et comment ? Dans l'Union européenne, certains estiment que, pour réduire les émissions de 60% d'ici 2050 (il faudrait 80%, au moins) sans recourir au nucléaire, la demande finale en énergie devrait diminuer de 50% environ⁷. Aux États-Unis, beaucoup plus énergivores que l'U.E., la réduction devrait être de l'ordre de 75%. Il est évident que de tels objectifs ne peuvent pas être atteints uniquement par des efforts individuels, tout louables soient-ils. Diminuer le thermostat de deux degrés dans

⁶ United Nations, Department of Economic and Social Affairs. World Economic and Social Survey 2011, *The Great Green Technological Transformation*, p.53

⁷ Wolfram Krevitt, Uwe Klann, Stefan Kronshage, op. cit. Cette estimation est reprise et confirmée, y compris pour les USA, dans le World Economic and Social Survey 2011 de l'ONU, op. cit., page XIV.

un bâtiment réduit de 7% la consommation d'énergie et l'émission des gaz à effet de serre. C'est bien, mais il convient de les réduire de 80 à 95 % d'ici 2050. Des mesures structurelles s'imposent par conséquent. Une part non négligeable de l'objectif peut être réalisée en améliorant l'efficacité énergétique des appareils, des procédés et des systèmes, en luttant contre l'obsolescence programmée des équipements, etc. Mais cela ne suffira pas. Une diminution considérable de la production matérielle et du transport de matières est inévitable, au moins dans les pays capitalistes développés. Il faut produire moins... Dans quelle proportion ? La réponse n'est pas évidente, mais une chose est certaine : le système capitaliste est totalement incapable de relever ce défi. Comme le disait Schumpeter : « un capitalisme stationnaire est une contradiction dans les termes ».

Ce qui a été exposé jusqu'ici est du domaine public et figure dans des documents d'instances internationales dont certains (les résumés pour les décideurs des rapports du GIEC, par exemple) engagent les États - parce que leurs représentants en ont ratifié le contenu. Se pose donc une question majeure de responsabilité politique. De plus, le basculement climatique fait peser sur les conditions générales de production une menace de chaos que les responsables ne peuvent ignorer. C'est pourquoi toutes sortes d'organes tentent d'imaginer des scénarios permettant de rendre la transition énergétique compatible avec l'accumulation capitaliste. La figure 3 reprend le scénario « Blue map » de l'Agence Internationale de l'Energie.

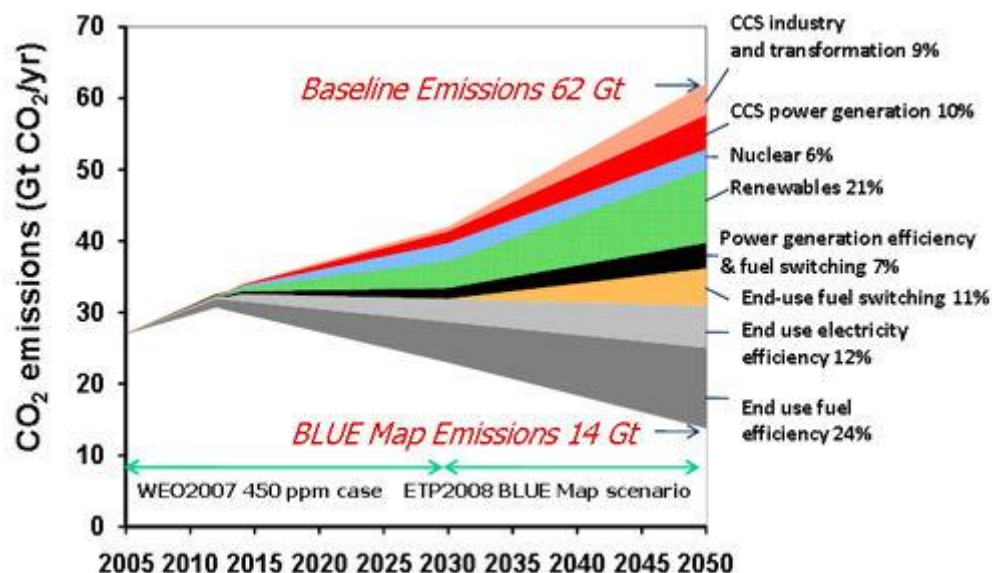


Figure 3 : Scénario Blue Map de l'Agence Internationale de l'Energie pour une réduction des émissions de CO₂ de 50% d'ici 2050. Source : IEA, Energy Technology Perspective, Scenarios and Strategies to 2050, 2008, Executive Summary.

Adopté comme référence par de nombreuses instances onusiennes, « Blue Map » illustre à merveille la profondeur de l'impasse capitaliste et l'incapacité du système à trouver une issue acceptable sur les plans social et écologique. Pour ce qui concerne l'aspect écologique, quatre problèmes sautent aux yeux. Primo : le scénario permet seulement de réduire les émissions globales de 50% d'ici 2050, ce qui est probablement insuffisant. Secundo : il nécessite de construire au niveau mondial trente-deux centrales nucléaires de 1GW chaque année pendant quarante ans (presque une par semaine). C'est impossible en pratique, pour ne pas parler du danger inacceptable de ce projet pharaonique. Tertio : il postule le recours massif au charbon (avec capture et séquestration du carbone, certes – CCS sur le graphique, mais le degré de fiabilité de cette technique est contestable, d'une part, et n'élimine pas les autres pollutions causées par l'exploitation de la houille, d'autre part). Quarto : il implique le recours massif aux agro-carburants et aux OGM.

L'expression « crise systémique » prend ici tout son sens. Il s'agit en fait d'une crise de l'accumulation sans laquelle le capitalisme ne peut survivre. M. Pavan Sukhdev, ancien de la Deutsche Bank et coordinateur de l'étude des Nations unies sur la transition vers un modèle vert, résume fort lucidement la situation: « Le modèle actuel est arrivé au bout de ses limites, tant pour l'amélioration des conditions de vie qu'il est capable d'offrir aux plus pauvres que pour l'empreinte écologique que nous pouvons imposer à la planète. Mais mes clients n'investissent qu'avec des promesses de profits et cela ne va pas changer »⁸. Un marxiste n'aurait pas dit mieux... Il convient cependant d'ajouter que la logique des « clients » de M. Sukhdev condamne quelques centaines de millions d'êtres humains sur terre, parmi les plus pauvres, alors qu'ils ne sont pas responsables du changement climatique - ni de grand-chose d'ailleurs.

Quoique Marx n'ait eu aucune connaissance de la menace du réchauffement, sa critique du capital avait mis en évidence l'impasse inévitable d'un mode de production qui ne peut survivre qu'en créant constamment de nouveaux besoins. Voici à cet égard une citation particulièrement appropriée au contexte actuel de ruée capitaliste sur les ressources : « *Il faudra explorer toute la nature pour découvrir des objets de propriétés et d'usages nouveaux pour échanger, à l'échelle de l'univers, les produits de toutes les latitudes et de tous les pays, et soumettre les fruits de la nature à des traitements (artificiels) afin de leur donner des valeurs d'usage nouvelles* »⁹. Il n'est donc pas

⁸ Le Monde, 3/12/08

⁹ Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Union Générale d'Éditions, Paris 1972, t 2, p. 214.

étonnant que le message de son beau-fils et camarade Lafargue garde une telle force d'interpellation. A l'instar de Guillaume Paoli, je pense que ce texte est à prendre très au sérieux. Il ne s'adresse pas à des ouvriers déclassés ou alcooliques. Son ton pamphlétaire et provocateur vise à secouer des ouvriers conscients qui ont complètement intégré l'idéologie capitaliste du travail.

En tant que pamphlet, justement, « le droit à la paresse » est très actuel. Nos organisations syndicales mériteraient d'être secouées de la sorte, et plus vigoureusement encore, lorsque, en dépit de quelques voix dissonantes mais peu audibles, elles plaident pour la relance. En effet, outre que les conditions capitalistes d'une relance sont socialement inacceptables, on ne peut pas fermer les yeux sur le fait que cette relance entraînerait une catastrophe écologique irréparable dont des travailleurs et des travailleuses parmi les plus précaires et les plus pauvres de la planète seront les victimes. Ce discours à courte vue sur la relance est contraire au message éthique fondamental qui devrait être celui du mouvement syndical. Lafargue a plus que jamais raison : il ne faut pas produire plus mais produire moins, produire pour les besoins réels ; il faut donc travailler moins, travailler tous, travailler autrement, réduire le temps de travail et les rythmes de travail – sans perte de salaire et avec embauche proportionnelle - et supprimer les productions inutiles ou nuisibles. Lafargue est d'ailleurs fort actuel quand il insiste sur ce dernier point, en y couplant la nécessaire reconversion des travailleurs occupés dans des secteurs comme la production d'armes.

En marxiste, Lafargue considère que chercher à satisfaire les revendications sociales dans le cadre de l'accumulation équivaut pour les prolétaires à forger la chaîne de leur esclavage. Il se place dans la perspective d'une autre société, qui produit des valeurs d'usage pour satisfaire des besoins sociaux démocratiquement déterminés, plutôt que des valeurs d'échange pour le profit d'une minorité - c'est-à-dire d'une société socialiste. En dépit des immenses difficultés auxquelles il se heurte, ce message aussi reste objectivement très actuel. En même temps, c'est peu dire qu'il est interpellé par la nouveauté radicale de la crise écologique. Alors que quantité de besoins humains fondamentaux sont insatisfaits, la transition vers une société socialiste doit, on l'a vu, se réaliser sous une contrainte environnementale stricte, impliquant de produire globalement moins. C'est une situation sans précédent. La réduction de 95% des émissions dans les pays capitalistes développés d'ici 2050 doit être considérée comme un « impératif catégorique ».

Cela soulève un problème majeur sur le plan théorique. Ce problème avait été entrevu par Ernest Mandel qui écrivait, au sujet de la transition, que, « au-delà d'un certain niveau, la croissance des forces productives et la croissance des relations marchandes-monnaies peut écarter la société de son objectif socialiste au lieu de l'en rapprocher »¹⁰. Le moment est venu d'approfondir cette réflexion, d'oser affirmer que le capitalisme est allé trop loin dans le développement des forces productives matérielles – au moins dans les pays « développés ». Il y a lieu de critiquer les « décroissants » pour certaines conceptions scientifiques, philosophiques, politiques et sociales, mais il convient de leur rendre raison sur ce point : il est indispensable de diminuer la production matérielle, de redistribuer radicalement les richesses et d'abolir la propriété intellectuelle sur les technologies propres - afin que les pays dominés puissent concrétiser leur droit au développement. Car le problème est à ce point aigu qu'il ne suffirait pas de réduire les émissions dans les seuls pays capitalistes développés. Réduire les émissions de 50 à 85% au niveau global est une des conditions à remplir pour éviter une catastrophe de grande ampleur. Cela implique que les pays du Sud s'engagent sur une voie de développement autre que celle qu'ils suivent aujourd'hui, qui est destructrice socialement et écologiquement.

Les adversaires du capitalisme sont ainsi confrontés à une interpellation fondamentale. Elle implique de se démarquer de Lafargue sur un point important. Il faut cesser de considérer que toute hausse capitaliste de la productivité du travail nous rapproche de son émancipation, en créant les conditions pour que le royaume de la liberté soit le plus grand possible par rapport à celui de la nécessité. Pour des marxistes critiques, la technique n'est pas plus neutre que les institutions. Le droit à la paresse gagnerait donc à s'accompagner d'une critique des machines et de la technologie. Cet aspect est absent du pamphlet de Lafargue. Mon propos rejoint ici celui de Guillaume Paoli qui, à propos du machinisme, a mis le doigt sur une faille importante du « droit à la paresse ».

L'exemple de l'agriculture montre bien qu'une contestation de la hausse de la productivité du travail est devenue incontournable et que tout discours simpliste sur la libération par les machines est à écarter. On estime que la production, la distribution et la consommation des produits agricoles et forestiers est responsable pour 44% à 57%

¹⁰ Ernest Mandel, *Ten Theses on the Social and Economic Laws Governing the Society Transitional Between Capitalism and Socialism*.
<http://www.marxists.org/archive/mandel/1973/xx/10theses.htm>

des émissions de gaz à effet de serre¹¹. Ces chiffres portent sur l'ensemble de la filière agricole, son amont et son aval. Il ne s'agit donc pas seulement de l'agriculture mais aussi de l'industrie mécanique qui fabrique les engins, de l'industrie chimique qui produit les intrants, d'une partie du secteur des transports, de l'industrie de la pâte à papier, etc... N'empêche que ces chiffres d'émission suggèrent qu'il est illusoire de considérer que le sauvetage du climat pourrait se faire en disant simplement : « les riches vont payer ». Les « riches » doivent payer, certes. En particulier, l'expropriation des secteurs de l'énergie et de la finance est une condition *sine qua non* de la transition. Mais au-delà, celle-ci impliquera aussi un changement dans nos habitudes de vie, notamment de consommation alimentaire. Ce changement n'est pas nécessairement négatif ; une des tâches des anticapitalistes est même d'en montrer les aspects positifs, en termes de santé notamment. Mais la profondeur du changement ne doit pas être sous-estimée.

Sur le moyen et long terme, la transition affectera non seulement l'alimentation mais aussi le travail. En effet, sauver le climat et l'environnement en général, requiert de passer à une agriculture organique de proximité, fonctionnant dans un contexte de souveraineté alimentaire. Il s'agit notamment de recréer des haies, des zones humides, de limiter la taille des exploitations (30 hectares/agriculteur selon le rapporteur spécial des Nations Unies, Olivier De Schutter). Tout cela nécessitera d'augmenter considérablement la part de la force de travail social investie dans le secteur agricole et forestier ainsi que plus largement dans l'entretien de l'environnement. Cette idée semblera rétrograde à plus d'un marxiste. Elle n'est pourtant pas incohérente avec la dénonciation par Marx du « *hiatus irrémédiable* » que l'agriculture et l'industrie capitalistes ont créé en « *réduisant la population agricole à un minimum qui baisse constamment en face d'une population ouvrière qui grandit sans cesse* », au détriment de « *l'équilibre complexe composé par les lois naturelles de la vie* »¹². Cet accroissement de la part du travail agricole et environnemental ne signifie pas le retour à la houe. Il peut s'agir de tâches d'une haute scientificité et d'une haute technicité. Mais elles ne sont pas entièrement mécanisables. Elles demandent l'intelligence, l'observation, la sensibilité des êtres humains. Tout cela pointe en direction d'une nécessaire révolution culturelle centrée sur l'idée qu'il faut, *mutatis mutandis*, prendre soin de l'environnement comme on prend soin des personnes dans les soins de santé, dans

¹¹ Rapporté par Esther VIVAS, « *Ne mange pas le monde* » : une autre agriculture pour un autre climat », traduction française d'un article dans le quotidien catalan Publico, parue dans Solidarités N°158, 19/11/2009

¹² Karl Marx, *Le Capital*, Livre 3, Ed. du Progrès, Moscou, 1984, page 848.

l'enseignement et l'éducation. Ces notions de soin et d'importance du travail humain dans les soins sont familières au mouvement ouvrier. Il s'agit de les appliquer à l'ensemble du vivant, sans quoi il n'est pas de transition vers un système énergétique basé sur les renouvelables qui soit envisageable.

Ces considérations ne sont pas sans implications sur les conditions dans lesquelles le droit à la paresse peut être posé aujourd'hui. Au-delà des plaidoyers à charge et à décharge du travail, il faut rappeler que ce dernier est une contrainte de notre existence en tant qu'espèce animale entretenant avec la nature environnante un rapport social médiatisé de production qui s'appelle « travail ». Le problème n'est pas le travail en général, mais les formes du travail, en particulier le travail exploité, le travail contraint. Rebondissant sur la citation fameuse de Marx concernant les royaumes de la nécessité et de la liberté¹³, on pourrait dire que ce dernier passe par une redéfinition, une ré-appréhension et une relocalisation collective du royaume de la nécessité, c'est-à-dire de la production des valeurs d'usage indispensables à notre existence sociale. Du point de vue des formes, ce processus équivaut en fait à supprimer le travail en tant qu'activité sociale séparée de la vie et qui la mutile.

Je terminerai en émettant quelques idées sur ce que pourrait être une stratégie éco-socialiste de la « paresse ». Il s'agit pour commencer de compléter la définition classique d'une société socialiste telle qu'elle était conçue du temps de Lafargue : la production de valeurs d'usage démocratiquement déterminée par les producteurs associés. Cette définition est aujourd'hui insuffisante. Il faut y ajouter la nécessité du respect des limites écologiques, en insistant sur la prudence à observer par rapports aux équilibres écologiques, et abandonner les phantasmes scientistes sur la domination de la nature etc. Le problème, déjà souligné par Felipe Van Keirsbilck, est que nous sommes confrontés à des rapports de force détestables. Il y a un fossé béant entre la nécessité objective impérieuse de sortir du capitalisme et les niveaux de conscience des populations. C'est une situation difficile à laquelle il n'y a pas d'échappatoire, en tout cas pas au niveau social de masse. Il est possible de mener des expériences alternatives minoritaires, mais une issue positive aux défis éco-sociaux passe par une réaction de la masse des exploités. Il n'est pas de raccourcis. Je voudrais donc proposer quelques pistes pour introduire dans les luttes des travailleurs et des travailleuses d'aujourd'hui l'idée que la croissance est le problème, pas la solution.

¹³ Ibid., p. 855

Première idée : moins de privé, plus de public. Il n'est pas possible de faire face aux nécessités de la transition énergétique en s'appuyant sur les mécanismes de marché. Aujourd'hui, les énergies renouvelables sont presque toutes plus chères que les énergies fossiles ; il faut donc que le secteur public prenne en charge la transition énergétique.

Deuxième idée : la gratuité. C'est une idée-force aujourd'hui, d'autant plus forte que nous sommes obligés de passer aux renouvelables, ce que personne ne conteste en théorie. En dernière instance toutes les énergies renouvelables (les énergies fossiles aussi, d'ailleurs) sont solaires - à l'exception de la géothermie et des marées. Or, à qui appartient le soleil ? Son appropriation capitaliste est une absurdité. Il y a là un biais idéologique pour revendiquer la gratuité de l'approvisionnement en chaleur, en eau, en mobilité, en électricité etc. jusqu'à un niveau de base socialement déterminé, avec une tarification rapidement progressive au-delà (l'inverse des mécanismes en vigueur aujourd'hui : moins on consomme d'électricité, plus on paie au kWh).

Troisième idée : la réduction du temps de travail, telle que Felipe l'a définie. Elle semble aujourd'hui hors d'atteinte, vu les rapports de forces. Pourtant, des batailles très actuelles ont directement trait à cette question. En particulier la bataille contre l'allongement de la durée de la carrière, contre l'augmentation de l'âge de la pension.

Enfin, un élément-clé vers une stratégie éco socialiste de la paresse, c'est la réappropriation de la démocratie. Nous subissons actuellement un régime de despotisme au service du capital financier, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population. Ce n'est même plus la démocratie parlementaire bourgeoise. Il y a là une source d'indignation extrêmement puissante, qui se traduit dans les mouvements de réappropriation du temps et de l'espace, en particulier de l'espace public.

Discussion

Simon Demunck : En quoi ne partagez-vous pas les idées philosophiques et politiques et la vision du monde de la décroissance ? J'ai du mal à comprendre votre défiance à son égard, car je ne vois pas un élément de votre discours qui ne rentre pas dans le discours de la décroissance.

Daniel Tanuro : Très brièvement, et sans nous lancer dans un grand débat, il me semble que le groupe des décroissants est extrêmement composite. J'ai beaucoup de sympathie et de convergences avec certains, comme Paul Ariès, mais j'ai de gros désaccords avec d'autres, notamment Serge Latouche. En second lieu, d'une manière générale, les

décroissants prennent la question, non par le biais de la tendance à la surproduction mais par le biais d'une espèce de péché de la tendance à la surconsommation individuelle. Or, les deux sont liés : il y a surconsommation – de certaines couches sociales seulement, qui peuvent se le permettre – parce qu'il y a tendance du système à la surproduction. Donc, il faut pointer principalement la question du mode de production lui-même, avant de pointer le mode de consommation.

Gilbert Magotteaux : Je vous ai écouté, Monsieur, et je suis membre de la FGTB. Si vous teniez ce discours devant des ouvriers en Wallonie, vous vous feriez massacrer. Je vous le dis avec respect, mais je vous le dis ! Le plan essentiel de la FGTB est de défendre l'emploi. Si vous tenez des discours pareils, je pense que vous allez vous faire pulvériser, au niveau wallon !

Pieter Lagrou : Est-ce une raison pour ne pas les tenir ?!

Daniel Tanuro : Il faut dire la vérité. La catastrophe écologique qui nous menace, en particulier celle due au réchauffement climatique est à 99 % ou à 999/1000 une réalité. Si je devais prendre la parole sur ce thème dans une assemblée de sidérurgistes, mon message serait le même, mais je construirais mon exposé autrement, et je dirais : regardez où vous a menés le productivisme des Mittal et compagnie et la concurrence du système capitaliste, ses possibilités de délocalisation pour le profit à l'échelle de la planète. Regardez où vous a menés le système d'allocations des quotas d'émissions. En 2009, Mittal a reçu deux fois plus de quotas d'émissions que ce qu'il a émis effectivement. La différence, il l'a mise en poche en vendant ses droits d'émissions sur le marché du carbone. Superprofits, en plus du profit moyen. Et je dirais à ces travailleurs : vous avez pleinement raison de demander la nationalisation d'Arcelor-Mittal. Mais demandez-là sans indemnité ni rachat : Mittal n'a pas à être payé pour le vol qu'il a commis, et demandez à la clé un plan public de sauvetage de l'environnement, dans lequel on aura besoin d'acier. Si on veut généraliser, par exemple, le système de la cogénération, de la production combinée d'électricité et de chaleur, il faudra installer partout des réseaux de tuyaux pour distribuer la chaleur dans les quartiers. Il faudra construire nombre de petites centrales à cogénération, et on aura besoin d'acier. Et cela, une entreprise publique peut le faire, mais un Mittal privé ne le ferait jamais. Et je dirai à ces travailleurs : ainsi, vous sauvez votre emploi, en travaillant dans votre emploi, et pas en restant chez vous depuis trois ans comme le font les travailleurs de Carsid.

Eduardo Sartelli : Il me semble que vous considérez qu'une production moins productive serait nécessairement plus écologique. Il est exact que cette production consommerait moins d'énergie. L'exemple de l'agriculture argentine prouve le contraire. En second lieu, proposer de réduire la production matérielle d'un pays riche pourrait être considéré, d'un point de vue latino-américain ou africain comme du socialisme parfaitement élitiste. Enfin, je ne sais pas si on se rend compte que la production socialiste serait différente de la production capitaliste, non parce qu'elle utiliserait plus ou moins de machines, mais parce qu'elle mobilisera d'autres relations sociales, d'autres intérêts sociaux.

Daniel Tanuro : Dans la productivité du travail, il faut distinguer deux domaines différents. En ce qui concerne la production industrielle, je pense qu'il faut libérer le travail humain de ses aspects dégradants, fatigants, nuisibles à la santé, et cette libération passe par la mécanisation. Mais dans tout ce qui est le contact avec les ressources naturelles du vivant, il faut reculer. Le capitalisme a été trop loin dans la mécanisation, et il n'est pas vrai que la productivité de l'agriculture capitaliste soit supérieure à celle de l'agriculture organique. Ce n'est vrai que si on mesure la productivité de l'agriculture au sens étroit, mais il faut la mesurer au niveau de la filière. Il faut prendre en compte l'efficacité énergétique de la filière agricole dans son ensemble, y compris la production des engrais, des produits phytosanitaires, de la distribution, etc. Si on fait la comparaison à ce niveau-là, l'efficacité de l'agriculture organique, sa productivité seront supérieures à celles de l'agro-business capitaliste. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le vent tourne aujourd'hui à la F.A.O., comme le montre le rapport d'Olivier De Schutter cité plus haut sur la réforme du système agricole. L'avenir de l'agriculture mondiale, ce sont les petits producteurs - qu'il s'agisse de producteurs indépendants ou de coopératives socialistes - en tout cas pas l'agrobusiness capitaliste. Quant aux pays du Sud, votre question est similaire à celle du camarade Magotteaux (si je puis vous appeler ainsi). Si je devais parler de ce thème dans une assemblée d'un pays du Sud, je ne changerais pas le contenu, mais l'angle d'attaque et les exemples donnés. Je dirais notamment que la question centrale est le droit au développement des pays du Sud, et que ce droit passe par deux choses. En premier un transfert gratuit des technologies vertes du Nord vers le Sud, donc une contestation du régime des brevets dans tout ce qui concerne les questions énergétiques, comme on le conteste pour les médicaments par exemple. Le deuxième point est de sortir du système *désarollista* (du « développement » comme vous dites en Amérique latine), c'est-à-dire de construire un autre modèle du développement des

pays du Sud, en le centrant sur les besoins des populations locales et non sur l'exportation de marchandises à bas prix vers les métropoles capitalistes.

Pieter Lagrou : D'une redéfinition de la productivité, nous allons passer à une redéfinition de la prospérité.



Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!



Isabelle CASSIERS

Droit à la paresse et redéfinition de la prospérité

Le droit à la paresse, pour moi, c'est oser penser autrement. Ce qui me paraît extrêmement frappant chez Lafargue, c'est cette capacité de sortir du cadre, comme on dit souvent aujourd'hui, produire une pensée radicalement autre. Penser autrement, c'était aussi le thème des doctorats *honoris causa* attribués l'année dernière à l'UCL et j'avais eu l'honneur de parrainer Tim Jackson qui proposait une prospérité sans croissance. Nous rejoignons la thématique de la décroissance dont vous avez parlé tout à l'heure, quelque chose qui nous invite à briser un tabou, à questionner le sens de cette prospérité, à être un peu plus courageux que les médias qui utilisent parfois l'oxymore de « croissance négative », comme si l'on ne pouvait pas sortir de la logique de croissance mais qu'il fallait reconnaître qu'à court ou moyen terme, elle est nulle ou négative.

Mais finalement, il s'agit de la croissance de quoi ? Il me semble que plus que l'expression « décroissance », ce qu'il y a lieu de faire, c'est de remettre au centre du questionnement : que s'agit-il de faire croître, de développer ? Quelles sont nos finalités ? Le couple croissance-crise me semble intéressant, car ce sont souvent les crises qui nous invitent à questionner nos modèles dominants. La crise actuelle est, en toute hypothèse, multidimensionnelle. L'étymologie du mot « crise », le grec *krisis*, signifie aussi contestation, dénouement, un moment-charnière qui exige de prendre une décision. Dans cette crise multidimensionnelle, non seulement économique, financière, écologique, mais aussi alimentaire, sociale, culturelle, politique, sans doute est-ce le moment, comme crise-tournant, de casser l'idée que la crise est un écart par rapport à un équilibre ou une trajectoire prédéfinie qu'il s'agirait de retrouver, mais plutôt un moment-charnière, un grand tournant.

C'est sur base de toutes ces questions que j'avais lancé, avant même cette crise de 2008-2011, une réflexion interdisciplinaire ou plutôt transdisciplinaire, et pour moi-même c'est « une chance » que cette crise soit venu remettre ce sujet à l'honneur.

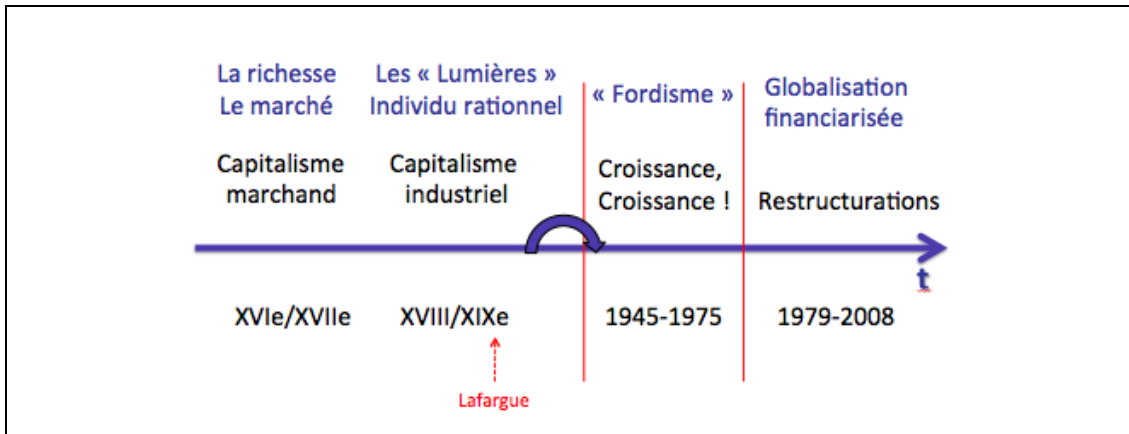
L'ouvrage qui a été publié en avril dernier¹ est le fruit d'une recherche collective commencée en 2006, où quinze auteurs issus de six disciplines différentes se sont rencontrés pendant trois ans pour débattre du thème de la prospérité. Pourquoi ce choix ? Peut-être parce que la prospérité est un concept ouvert. En ouvrant un simple dictionnaire, vous pouvez trouver à ce mot des définitions aussi bien dans les registres de l'être que de l'avoir. La prospérité signifie un état heureux – du bonheur, du bien-être, de la félicité – mais peut aussi désigner plus de richesses, de l'opulence, de l'abondance, le succès des affaires. Prospérité vient du latin *prosperus* : *pro* (favorable à) *sperus* (nos espérances, nos attentes). Il nous semblait que ce concept était particulièrement porteur d'une réflexion sur la définition de nos espérances. Le registre de l'avoir a-t-il écrasé le registre de l'être ? Le moment n'est-il pas venu de reposer la question de nos finalités collectives ? Cette question de nos espérances sous-tend le livre. Qui est ce « nous » et y en a-t-il un ? Qui est habilité à faire entendre ses espérances ? Parmi les quinze auteurs se trouvait Dominique Méda, bien connue pour ses travaux sur les thématiques du travail et de la richesse, et Robert Boyer, cofondateur de l'école de la régulation en économie. Je vais tenter de résumer la conclusion que ce dernier a coécrite avec Isabelle Ferreras et moi-même, en vous présentant trois lignes de synthèse.

Redéfinir la prospérité comporte à nos yeux trois types d'enjeux : historique, substantiel, et politique. Enjeu historique tout d'abord : il s'agit de reconnaître l'ampleur du tournant et oser nous y inscrire. Enjeu substantiel ensuite : nous suggérons de tirer davantage la définition de la prospérité vers le registre de l'être, par une désaliénation vis-à-vis d'une accumulation de l'avoir. Enjeu politique enfin : il s'agit de savoir qui va redéfinir la prospérité, qui a les moyens de faire entendre sa conception de la prospérité, et comment augmenter les chances que chacun puisse accéder à ce pouvoir politique. Reprenons brièvement chacun de ces enjeux.

En ce qui concerne l'enjeu historique, , je vous propose une « ligne du temps » simplifiée pour illustrer ainsi que quatre temps dans l'histoire et deux ruptures majeures.

¹ CASSIERS, Isabelle, *et alii* : *Redéfinir la prospérité – Jalons pour un débat public* , La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2011

Schéma 1 : Ligne du temps et ruptures



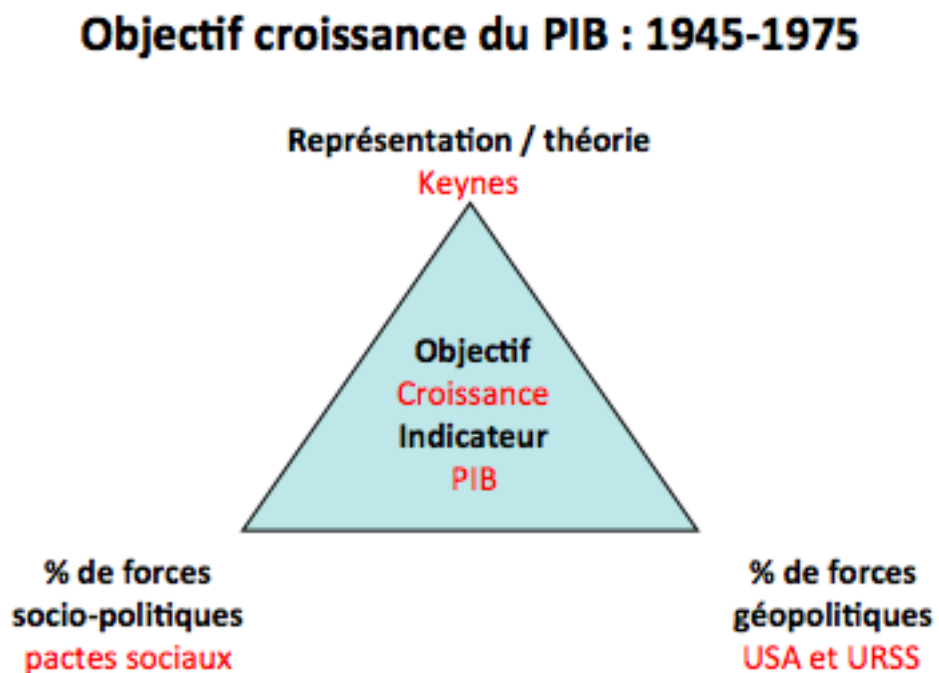
Tout d’abord l’apparition du capitalisme marchand au XVI^{ème} siècle, mettant à l’avant plan, de manière très progressive, la thématique du marché et de la richesse, et qui correspond à la naissance de ces mots que nous utilisons aujourd’hui. Nous parlons maintenant du dépassement du capitalisme, or c’est à cette époque-là que celui-ci prend naissance dans le marché qui lui préexiste, avec une spécificité : l’échange à longue distance, avec une distorsion entre les deux côtés du marché, et un intermédiaire qui a plus de pouvoir et d’information et en tire profit pour accumuler.

Ensuite, le capitalisme industriel, contemporain du siècle des Lumières et de l’apparition de l’individualité et de la rationalité. Deux grand progrès dans l’histoire de l’humanité dans la mesure où la reconnaissance des droits de l’individu permet à celui-ci de s’émanciper des structures qui l’étouffaient, et où la pensée rationnelle permet de sortir de formes d’obscurantisme et du pouvoir dogmatique de la religion. Néanmoins, on peut se demander dans quelle mesure certains aspects de ce qui a été une libération, un progrès pour l’humanité, n’apparaissent pas aujourd’hui comme des carcans.

Un grand saut historique nous conduit ensuite après la seconde guerre mondiale, au moment où l’objectif de croissance économique s’installe et apparaît comme indiscutable, avec ses pactes sociaux, la montée en puissance du capitalisme américain, avec son heure de gloire bien connue de 1945 à 1975, jusqu’à ce que la crise du milieu des années ’70 remette en question des équilibres acquis par la social-démocratie et nous conduise à un régime capitaliste qui ressemble davantage à de la globalisation financiarisée. Celle-ci a amené de vastes restructurations durant la période 1979-2008 et il semble que depuis 2008 nous soyons dans une crise qui à son tour remet en question les équilibres acquis durant cette globalisation financiarisée.

Je reviens un instant sur chacune des ruptures de cette ligne du temps pour souligner, tout d'abord, le contraste entre ce qu'on a appelé le fordisme et la globalisation financiarisée. Notamment le fait que durant les années 1945-75, le capitalisme était assez rigoureusement encadré, tandis qu'il a été débridé par la suite. Certains ont eu alors comme projet de revenir à la période fordiste et à son développement fantastique, qui avait le mérite d'encadrer en donnant des règles de fonctionnement plus strictes, de permettre le partage des richesses et de limiter la tendance spontanée du capitalisme. Je pense qu'aujourd'hui, ne serait-ce que pour les questions écologiques qui viennent d'être évoquées, il est temps de démystifier cet idéal fordiste. Il n'y a pas de nostalgie qui tienne pour cette période 45-75, pas de retour possible vers cet « âge d'or du capitalisme » et sa croissance rapide. Ce qui est intéressant, c'est de voir quels sont les rapports de forces qui avaient permis l'établissement de cette phase du capitalisme, car ceux-ci nous permettent de comprendre pourquoi il y eut des pactes sociaux sur la notion de croissance économique, et pourquoi cet objectif de croissance est devenu aussi fort.

Schéma 2 : les bases de l'objectif de croissance du PIB



Permettez-moi une deuxième représentation schématique pour parvenir au cœur de mon exposé. Dans l'évolution historique, il y a évidemment une relation entre celle de la pensée, celle des rapports de forces et celle des objectifs qu'une société se donne, de

manière démocratique ou non. Ce qui a permis, me semble-il, l'objectif de croissance économique du produit intérieur brut, c'est-à-dire essentiellement de croissance mesurée par l'activité marchande, c'est notamment le rapport de forces géopolitique avec la constitution de deux blocs, et l'hégémonie des États-Unis en Occident. Au sein de celui-ci, c'est un rapport de forces sociopolitique favorable à des pactes sociaux, à du donnant-donnant : une renonciation à certains objectifs que les syndicats poursuivaient avant la seconde guerre mondiale, contre la promesse d'une évolution très soutenue du pouvoir d'achat, contre l'accession à la consommation de masse, tout cela encouragé par une certaine représentation théorique, la révolution keynésienne qui encourageait l'État à intervenir comme modulateur de l'activité économique, et qui encourageait les économistes à reconnaître le pouvoir des syndicats et du salariat, à introduire dans leur représentations ce que Keynes appelait une rigidité des salaires réels à la baisse. Voici donc comment est né cet objectif de croissance économique continue et d'indicateur du PIB comme focus pour nos politiques publiques.

La période d'après 1979 a battu en brèche certains des équilibres, tant dans les rapports de force sociopolitiques (rupture des pactes sociaux) que dans les équilibres géopolitiques (éclatement du bloc de l'Est), ainsi que dans la représentation théorique, la vision keynésienne étant rejetée par la nouvelle théorie de l'offre. La question que je voudrais poser est la suivante : comment vont se ré-agencer demain les éléments du schéma triangulaire ? Quelles seront les représentations théoriques ou philosophiques qui nous aideront à concevoir de nouveaux équilibres sociopolitiques ? Quels seront les rapports socio- et géopolitiques qui influenceront l'évolution de la pensée ? Quelle sera la place des pays émergents pour soutenir ce type d'évolution au sein d'un monde globalisé ?

Avant de revenir sur ces questions je vous invite à revoir la dernière partie de la ligne du temps (schéma 1), en nous demandant si le tournant historique dans lequel nous nous situons aujourd'hui n'est pas de l'ordre d'une rupture de civilisation, comme vous l'avez évoqué aujourd'hui dans plusieurs exposés. La rupture serait plus profonde qu'une remise en question d'une phase de capitalisme globalisé comportant l'idée d'un retour vers un capitalisme encadré. Peut-être se pose-t-on la question d'un « au-delà du capitalisme » et, sur le plan des idées, celle d'un « au-delà des Lumières ». Celles-ci nous ont apporté l'individualisme et la rationalité, peut-être à l'excès, excès dont nous souffrons aujourd'hui. Trop d'individualisme et de rationalité, dans un sens étouffant, je perçois cela dans ma discipline qui est la science économique. Un des problèmes en cours, sur lesquels nous pointons aujourd'hui, est que cette époque des Lumières a

cassé la distinction qui existait auparavant entre l'économie, au sens étymologique de « lois de la maison », et la chrématistique, qui est l'art de gagner de l'argent. La quête sans fin d'un enrichissement est devenu une vertu..

En synthèse de ce premier enjeu souligné par les quinze auteurs de l'ouvrage *Redéfinir la prospérité*, il n'y a aucun doute sur la réalité et l'ampleur du tournant historique, et en cela je rejoins très volontiers l'exposé de Daniel Tanuro. La question est plutôt de savoir si le tournant sera négocié, et par qui. Les auteurs de l'ouvrage s'inquiètent aussi de la subordination des États à la globalisation financière débridée, et du fait que l'individualisme libéral, qui s'est diffusé jusque chez l'homme de la rue et apparaît dans tous nos comportements et nos réflexions, rend difficile l'affirmation de valeurs collectives que l'on pourrait proposer en alternative au modèle actuel. Les crises récentes montrent l'importance de ces deux faits actuels : d'une part les gouvernements à genou devant la globalisation financiarisée et les agences de notation, et d'autre part, l'immense difficulté à affirmer des valeurs collectives, à mettre en place un gouvernement mondial ou des instances qui seraient capables de faire entendre la voix des populations, en réaction aux pouvoirs effectifs de l'argent et de la finance.

Le deuxième enjeu d'une redéfinition de la prospérité est un enjeu substantiel. Nous proposons de nous rapprocher, par tous les moyens (discours et action) d'une définition de la prospérité qui désaliène, qui tende vers une émancipation de l'être plutôt que vers une accumulation de l'avoir, comme c'est le cas aujourd'hui. Cette démarche comporte des préalables. J'en présenterai trois.

Le premier préalable, qui nous rapproche d'expressions utilisées par les orateurs précédents, c'est de nous indigner. Que des intellectuels s'indignent aujourd'hui est nécessaire : s'indigner de la surexploitation de la bio capacité, s'indigner des inégalités et de la pauvreté scandaleuses, qui ne peuvent qu'être accrues par l'inégalité de position face aux problèmes écologiques à venir, s'indigner devant le travail aliénant comme le faisait si bien Lafargue, et devant le consumérisme inassouvable – une ambiguïté relevée par Lafargue. S'indigner devant une recherche technologique asservie à des objectifs financiers, à l'exigence de rentabilité.

Un deuxième préalable consiste à s'efforcer de comprendre, à identifier des causalités. A cet égard, il est utile de dénoncer les « faux amis » : croire que la croissance verte résoudra les problèmes environnementaux, que plus de consommation conduit à plus de satisfaction de vie, que la richesse du Nord tire les populations du Sud vers une amélioration de leur niveau de vie, ou encore que l'économie sociale peut être

organisée comme un camion-balai pour ceux qui sont tombés de l'économie productiviste et rentable.

Arrêtons-nous longuement sur le troisième préalable : savoir d'où l'on parle. Le point commun des auteurs de cet ouvrage était d'assumer une posture de chercheurs engagés en affirmant que, de notre point de vue (en tout cas dans les sciences sociales mais aussi probablement toutes les sciences), il n'y a pas de discours complètement neutre. Nous assumons notre prise de position, en mettant aussi nos désirs sur la table quand nous procédons à une analyse scientifique, en définissant où nous souhaitons aller, en tentant une définition de la prospérité plus proche de l'être. Une position évidemment normative, mais nous pensons que ceux qui se cachent derrière un discours purement scientifique ont aussi mais implicitement une position normative. Et nous assumons aussi un discours comme auteurs vivant dans les pays riches, tout en rappelant sur le fait que les pays du Nord et du Sud sont dans le même navire, associés dans un monde global. C'est en modifiant nos comportements et nos discours au Nord que nous pouvons contribuer à l'émancipation au Sud.

Redéfinir la prospérité, c'est désigner un état de société désirable, et la trajectoire qui peut y mener, en faisant attention aux faux objectifs, qui ne sont que des moyens vers une fin non désignée, comme l'objectif de croissance ou même l'objectif travail ou emploi, pour convoquer Lafargue. Emploi de quel type ? Vaut-il la peine de perdre sa vie à la gagner ? Innovation, pour faire quoi ? Tous ces moyens cachent leurs vraies finalités, dont nous débattons aujourd'hui. Il nous semble qu'un début de définition pourrait considérer comme prospère une société qui renforce la capacité de chacun de ses membres d'accomplir ce à quoi il aspire. Mais cela n'épuise pas le débat, dans la mesure où il y a lieu aujourd'hui d'avoir une discussion spécifique sur les biens communs, qui dépasse un discours relativement individualiste comme celui d'Amartya Sen dans sa considération des capacités², même si c'est un très grand progrès par rapport à la théorie économique actuellement dominante.

La prospérité consiste sans doute à pouvoir mener une vie épanouie, à trois niveaux intrinsèquement complémentaires : biologique et matériel - mener une vie saine ; culturel - mener une vie bonne ; politique - mener une vie juste. Je m'appuie ici sur la contribution de Jean De Munck, philosophe et sociologue, qui propose une triple critique du consumérisme. Celle-ci doit être égalitaire, car tout le monde n'accède pas de la même manière aux biens de consommation ; écologique, car nos modes de

² *Commodities and Capabilities*, Oxford India Paperbacks, 1987

consommation ne sont pas soutenables ; et aussi culturelle, dans la mesure où le mode de vie proposé par le consumérisme est profondément aliénant.

L'enjeu substantiel apparaît aussi dans la recherche de nouveaux indicateurs de richesse «au-delà du PIB» (produit intérieur brut). L'idée est de proposer aux gouvernements et aux instances internationales un autre indicateur que ce dernier, et simultanément un autre objectif que la croissance économique (c'est-à-dire la croissance du PIB). Dans cet esprit il faudra combiner au minimum trois dimensions : le niveau de vie, la qualité de vie et l'environnement. Il faudra conserver dans le nouvel indicateur une mesure du niveau de vie car, comme on l'a entendu tout à l'heure, il y a des pays où un minimum de bien-être matériel est requis, et il n'est pas question d'abandonner la mesure des niveaux de vie et de l'accès aux biens matériels. Mais il importe d'y adjoindre une mesure de la qualité de vie et de la répartition de cette qualité de vie entre les personnes, et d'y intégrer la contrainte environnementale qui ne peut absolument plus être ignorée par nos indicateurs.

Il faudrait pouvoir apprécier des résultats *qualitatifs*, dans des domaines hétérogènes, ce qui est beaucoup plus difficile que de faire la somme de productions matérielles au moyen des prix et des valeurs monétaires. Les comptabilités nationales construites au lendemain de la seconde guerre mondiale, et dont le chiffre total est le Produit intérieur brut, sont basées sur des conventions comptables qui peuvent paraître extrêmement arbitraires si on les regarde de près. Les prix du marché, qui permettent d'agrèger des choses complètement hétérogènes comme des ordinateurs et des heures d'enseignement, sont intrinsèquement politiques et donc discutables comme toute autre manière d'agrèger des indices.

Dans notre livre, nous avons traité différents champs sans aucune prétention à l'exhaustivité, car nous avons choisi nos champs en fonction des compétences des auteurs, qui formaient un groupe décidé à se voir et débattre régulièrement. Nous avons exploré les conditions de l'émancipation de l'être dans ces divers champs : le travail, l'innovation, l'environnement, la socio diversité. Arrêtons-nous un instant sur le chapitre *La prospérité au travail*³ qui examine les nouvelles pathologies du travail, que vous avez évoquées aujourd'hui dans d'autres exposés. Elles sont associées à de nouveaux modes d'organisation. Thomas Périlleux et Julien Charles s'interrogent sur les conditions de ce qu'ils appellent un « travail vivant ». Celui-ci permettrait d'expérimenter un engagement de soi, un déploiement des relations de la personne à

³ Thomas PÉRILLEUX et Julien CHARLES, in Cassiers op.cit. pages 127-158.

elle-même, aux autres et au monde matériel, et permettrait donc de réaliser les potentialités de création de l'être humain.

Dominique Méda, dans un article paru hier⁴, citait Marx dans les manuscrits de 1844 – citation qui le rapproche du point de vue de Lafargue : « Supposons que nous produisions comme des êtres humains : nos productions seraient autant de miroirs où nos êtres rayonneraient l'un vers l'autre »⁵. Cette dimension d'émancipation de l'être dans le travail et la production, complètement présente chez Marx, n'est pas une idée de bobos déconnectés, mais un programme qui pourrait revenir au cœur des revendications les plus radicales, les plus inscrites dans une filière marxiste ou socialiste, ou chère à une gauche portée par le mouvement du travail.

Le troisième enjeu d'une redéfinition de la prospérité, vers lequel convergent toutes les contributions de notre ouvrage, c'est l'enjeu politique. Invariablement, quel que soit le champ analysé et les réflexions menées, se pose la question : qui a le pouvoir d'influencer les objectifs qu'une société se donne ? Qui oriente les politiques publiques ? Vous avez aujourd'hui répondu « oui » à la question : la démocratie n'est-elle pas systématiquement court-circuitée par le pouvoir de l'argent, par l'organisation du capitalisme financier, par le pouvoir des lobbies auprès des institutions dites démocratiques, par la soumission des États à la globalisation financiarisée ? De sorte qu'il est extrêmement difficile aujourd'hui, pour les gouvernements, d'entendre la voix des populations, par exemple à travers le mouvement des Indignés et, le voudraient-ils même, de mener une politique autonome par rapport à la logique d'un capitalisme globalisé et financiarisé.

Les quinze auteurs partagent une certaine inquiétude quant à la possibilité de promouvoir une alternative, mais dans chacun des chapitres, ils ont souligné des raisons d'espérer qu'un changement soit possible. Des quantités d'objectifs sont mis en avant, et à chaque fois des résistances apparaissent. Mais s'il y avait des résistances financières systématiques aux objectifs qu'une société veut se donner, on serait dans un état d'hétéronomie, d'impossibilité de fixer de manière autonome les normes que nous souhaitons voir promues. La question fondamentale à affronter est celle de l'autonomie, de la capacité des sociétés à disposer d'elles-mêmes, de la capacité des membres d'une société à déterminer les conditions de leur vie en commun. Cette question inquiète les

⁴ *Le Monde* du 22 novembre 2011

⁵ *Notes de lecture*, § 22, p. 33, in *Economie et philosophie* (Manuscrits parisiens, 1844, Œuvres, Economie, II, Pléiade, Gallimard, 1968

auteurs qui insistent sur l'importance de réagir à tous les niveaux, y compris à celui du discours.

Revenons au schéma 2 ci-dessus. L'évolution des rapports géopolitiques (sommet inférieur droit du triangle) depuis l'écroulement du bloc soviétique a affaibli la position syndicale (sommet inférieur gauche) dans le bloc de l'Ouest. Cependant de nouvelles catégories sociopolitiques émergent, susceptibles d'apporter de nouvelles valeurs, à travers les mouvements citoyens par exemple. Ces dernières années ont fourni des exemples forts de mouvements citoyens dont on soupçonnait à peine l'existence, qui tout d'un coup peuvent faire basculer des situations. Ces nouveaux acteurs, même s'ils sont fragiles, éparpillés et n'ont pas encore une représentation suffisamment solide pour convaincre de leur capacité à changer le monde, ont déjà des relais parmi les acteurs plus traditionnels. La présence et les pratiques, même très partiels et locaux, des nouveaux acteurs, sont déjà une manière de redéfinir la prospérité et de mettre en action une prospérité redéfinie. Comme l'histoire nous l'a souvent montré, il ne faut pas sous-estimer le rôle d'expérimentations locales dans une transition beaucoup plus globale. Un rôle important reviendrait à l'État pour favoriser la transition, mais comment peut-il le faire s'il est lui-même soumis à des pressions du capital globalisé ? Il y a là un encouragement à la transition, dont tous les acteurs locaux auraient besoin, mais qui est encore peu perceptible, puisque les États sont eux-mêmes soumis à des contradictions.

En conclusion, les auteurs s'accordent pour dénoncer les risques associés à une conception de la prospérité réduite à l'accumulation de richesses, pour promouvoir une prospérité conçue comme émancipation de l'être. Ils suggèrent de concevoir la liberté comme de l'autonomie (au sens de capacité de définir ses propres normes) plus que comme indépendance (selon la tradition des Lumières). Il leur semble essentiel d'encourager un débat démocratique sur les valeurs, sur les finalités qu'une société poursuit. S'ils reconnaissent la difficulté d'une action globale et les limites d'une action locale, ils insistent sur l'importance d'une pensée critique, et souhaitent encourager les acteurs du changement ainsi que tous les comportements se dirigeant vers une prospérité de l'être, car chacun de nos mots et de nos gestes peuvent contribuer à redéfinir la prospérité.

Discussion

Jean-Baptiste : Comme vous le disiez à juste titre, il faut intervenir à tous les niveaux, y compris celui du discours. De manière un petit peu provocante et néanmoins amicale, je

vous demande si la prospérité sans croissance est envisageable sans une décroissance forte de la production et de la consommation ?

Isabelle Cassiers : Personnellement je n'utilise pas l'expression « prospérité sans croissance ». Mais il faudra arriver à une réduction de la production et de la consommation matérielles, pour des raisons écologiques, comme les graphiques cités aujourd'hui le montrent de façon catégorique. Il faut se libérer de l'idée de croissance, et puisqu'il va falloir réduire globalement la production et la consommation de matière sur notre planète, il y a, éthiquement, nécessité de répartir ce qui est disponible. Cela appelle à des changements radicaux de mode de vie ; en ce sens cela rejoint les perspectives du mouvement des objecteurs de croissance ou de la décroissance. Personnellement, je trouve que le terme « décroissance » est assez mal choisi, car il met l'accent sur quelque chose de négatif alors qu'il faudrait au contraire, comme les auteurs de la décroissance le soulignent quand ils ont le temps de développer leurs propos, trouver un slogan comme « prospérité joyeuse », « frugalité sereine, jubilatoire ». À travers une réduction de la matérialité, il y a moyen de remettre en avant des qualités de vie remarquables, et de proposer un modèle alternatif pour nos sociétés.



Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!



Isabelle STENGERS

Le droit à la paresse, une revendication urgente.

Plus que jamais, peut-être, le droit à la paresse de Lafargue est d'actualité. En cette époque où la compétitivité est l'impératif catégorique au nom duquel des entreprises, des villes, des régions, des pays, des continents sont dressés les uns contre les autres, où l'emploi à créer ou à sauvegarder fait des entrepreneurs des anges sauveurs, à séduire par tous les moyens, la revendication d'un tel droit sonne comme une véritable trahison, un appel à la démobilisation, presque un blasphème.

Lafargue faisait communiquer droit à la paresse et réduction généralisée du temps de travail. Reprendre ce thème aujourd'hui est logique, et sa reprise est d'autant plus nécessaire que, on nous le dit, si nos modes de production ne changent pas, c'est l'avenir même des habitants de cette terre qui est compromis. Il n'est plus possible, comme cela se disait jadis, de constater le caractère défavorable des rapports de force aujourd'hui, et de supputer leur modification dans un siècle, ou de jouer avec les cycles de Kondratieff, cette merveille de la pseudoscience économique, cette grandiose perspective de régularité fabriquée à partir des quelques décennies les plus « explosives » de l'histoire humaine au cours desquelles partait en fumée ce qui, charbon puis pétrole, constitue le legs de l'histoire de la planète. Mais voilà, le temps est plutôt à l'ardente obligation d'allonger le temps de la vie dite active, et la logique, comme aussi les menaces qui pèsent sur l'avenir, se heurtent à la terrible objection : « cela diminuerait 'encore' la compétitivité de nos industries ». Aujourd'hui, la diminution du temps de travail n'est plus une revendication « réformiste », mais une perspective quasi-révolutionnaire, et se pose, par rapport à elle, la question de la transition.

C'est ainsi que je voudrais situer en tout cas la version extrêmement minimaliste que je vais donner ici au « droit à la paresse » - le réamorçage d'une lutte choisissant son terrain là où ceux qui nous gouvernent, ceux qui se présentent comme « nos responsables », prenant acte des nécessités (« injustes mais nécessaires ») auxquelles nous, de manière infantile, cherchons à échapper, ont encore quelques minables degrés de liberté – puisque le reste a été cédé aux « lois du marché » et à leurs porte-paroles

européens et internationaux. Il s'agit des politiques dites actives de l'emploi visant à parer à la grande menace constituée par les chômeurs et autres allocataires sociaux qui tombent dans le piège de la paresse, qui se lèvent tard et vivent.

Je pourrais parler ici en tant que philosophe, puisque la paresse, que l'on identifie, lorsqu'il s'agit des chômeurs, au piège de la paresse, au piège du chômage, à l'isolement social etc. etc., cette paresse, donc, ou ce loisir, a été dès le départ défini par les philosophes comme condition de la philosophie. Celui qui était philosophe ne devait pas se préoccuper de gagner sa vie : pour penser la vie, selon les anciens, il ne faut pas prendre le temps de la gagner. Cependant, je n'ai pas la moindre intention de plaider ici que les chômeurs que l'on pourchasse aujourd'hui comme « mauvais chômeurs » sont parmi nous aujourd'hui ceux qui pensent, s'activent, inventent d'autres manières de vivre. Je ne veux pas ouvrir la boîte noire que constitue la « paresse » qu'on leur reproche, et donner des idées aux vérificateurs qui évalueraient qui « mérite » d'être paresseux. Celui-là ? Ah oui, c'est un philosophe !, pardon d'avoir posé la question... Celui-ci ? Mais c'est un rentier, pas de problème, on ne parle pas du piège de la rente ! Mais si c'est un chômeur, alors là, il faudra le défendre contre lui-même, lui demander de prouver que sa paresse est « méritante ». C'est pourquoi je ne me livrerai pas ici à un éloge de ceux qui, jugés « paresseux » selon les critères administratifs, s'activent, pensent, contribuent peut-être à la fabrique d'un avenir digne d'être vécu. Il y en a, mais tous n'ont pas cette chance. Certains en ont marre, tout simplement. Le point qui m'importe est que tous sont susceptibles de sanction, indistinctement, et je veux conserver cette indistinction.

De ce point de vue, je parle aussi à partir d'un événement qui a compté dans ma vie, une remise en question radicale du jugement d'expertise portant sur des gens qu'il fallait aider malgré eux, persécuter pour leur propre bien : les consommateurs de drogues illicites. Lorsque, au début des années 90', j'ai été amenée à m'intéresser à cette question, non seulement les thérapeutes définissaient les drogués comme des « suicidés de la société », qu'il fallait protéger contre eux-mêmes, mais certains consommateurs « repentis » défendaient les lois qui les avaient forcés à reprendre le droit chemin, sans quoi ils seraient morts. Et je peux encore me souvenir de l'impression de joie profonde que j'ai ressentie lors d'un colloque qui posait le problème de la politique répressive des drogues. Comme souvent, ce colloque a été envahi par les intéressés, mais ce n'étaient plus cette fois des repentis nous accusant d'être irresponsables, mais les membres d'un type nouveau d'association : acte de naissance du mouvement d'auto-support des usagers non repentis des drogues.

L'intrusion de ces non repentis a fait la différence, sinon du point de vue des lois, en tout cas du point de vue des intervenants sociaux et des thérapeutes. Certes, ceux qui se sont engagés dans cette lutte étaient une infime minorité, mais ils ont changé le regard porté sur tous les autres. L'un des résultats a été l'ouverture d'une politique de « réduction des risques ».

Entre le discours des anciens experts en drogue et celui des personnes « responsables », qui « savent » la nécessité de défendre les chômeurs contre eux-mêmes, contre l'inactivité où ils se complaisent et qui fait d'eux des épaves démotivées, la coïncidence est presque parfaite. Les associations d'usagers non repentis ont réussi à faire rire des premiers en montrant que la prohibition elle-même avait des conséquences délétères, bien plus dangereuses que celles des drogues consommées. Et si nous disions que le chômage expose à des risques, certes, mais que, au lieu de penser « réduction de ces risques », la règlementation actuelle les intensifie ? Et si nous disions que la manière dont les chômeurs sont interdits de toute autre activité que celle de recherche d'emploi, la prohibition portant sur les possibilités de s'associer, coopérer, s'organiser pour vivre et non pas seulement survivre (quitte à ce qu'ils le fassent clandestinement), démultipliaient ces « risques du chômage » ? Il ne s'agit évidemment pas de renoncer à aider ceux qui affirment le besoin d'une telle aide, mais de lutter contre la grande plainte de « l'isolement du chômeur », un isolement qui lui est bel et bien imposé.

Lorsque j'entends ceux et celles qui tiennent à propos des pièges du chômage des discours savants et compatissants, j'entends les pys spécialistes des drogues d'hier, et les dames d'œuvre du temps jadis, qui entreprenaient de « moraliser » les malheureux ouvriers.

De fait, les chômeurs sont loin d'être les seuls dont les experts entendent faire le bien malgré eux. Aujourd'hui, même dans les universités, censées être le lieu où des personnes triées et sélectionnées bénéficiaient du temps de penser, de comprendre quelles questions devaient être posées et non d'accepter des questions toutes faites, nous devons apprendre et comprendre combien nous étions irresponsables, savoir nous montrer compétitifs, choisir des créneaux porteurs, nous mobiliser en fonction des critères d'évaluation qui détermineront notre « excellence ». « La fête », nous dit-on, « est finie ». Je ne sais pas de quelle fête il s'agissait, mais je me souviens, en revanche, de cette décennie imaginative, il y a trente ans, qui a été assassinée. Dans les années '70, ce qu'on appelle néo-libéralisme aurait semblé inconcevable. Les

sociologues s'interrogeaient gravement sur la « société des loisirs » à venir. Le collectif des Adrets¹, quant à lui, évaluait en 1977 à deux heures de travail par jour, ou une semaine par mois, ou une année sur quatre, le temps de travail « lié », nécessaire au fonctionnement d'une société qui, cela allait sans dire, serait débarrassée des gaspillages et de la surconsommation, c'est-à-dire d'une société qui se réinventerait hors capitalisme. Quelque chose était en train de bouger, et fait partie de ces temps là, l'idée d'une université « démocratisée », acceptant le défi de s'ouvrir à ceux que le mot d'ordre d'excellence définit aujourd'hui comme un handicap car la compétition se joue au niveau des « gagnants » - attirer des étudiants ambitieux venus du monde entier à l'Ecole Solvay, pas à l'Institut des Sciences du Travail ! Ce quelque chose qui bougeait, et qui était de l'ordre du droit à la paresse, a été éradiqué, et je me demande si on ne peut pas aussi considérer l'offensive néolibérale comme une véritable attaque-sorcière, attaque sur les esprits, entreprenant méchamment, obstinément, aveuglément, de tuer le sens du possible qui était en train de germer.

Je viens de relire le célèbre pamphlet écrit en 1915 par Rosa Luxemburg sous le pseudonyme de Junius. En prison, elle reprend le mot « socialisme ou barbarie » énoncé par Engels, et cela avec une intensité dramatique nouvelle, puisqu'elle écrit pendant la guerre 14-18, à un moment où le goût de ce qu'on peut appeler la barbarie s'impose avec de nouvelles tonalités. J'ai été frappée par l'actualité des passages où elle dénonce la guerre acceptée par les sociaux-démocrates, la grande trahison. Si on remplace « guerre » au sens de sang, de tranchées et d'obus par « guerre économique » au sens de désespoir, d'humiliation et de licenciement, on peut parler en effet de grande trahison, de guerre que tous nos gouvernants, sociaux-démocrates inclus, ont acceptée comme horizon unique. Et quand on lit que « des millions de prolétaires tombent au champ de la honte, du fratricide, de l'automutilation, avec aux lèvres leurs chants d'esclaves », ce ne sont plus les mitrailleuses auxquelles on pense, mais les gentils conseils des gentils agents d'insertion et de responsabilisation. Compétitivité est bel et bien le doux euphémisme consensuel pour une guerre qui défait toutes les solidarités, toutes les possibilités de penser, imaginer, et le chant d'esclaves, nous le connaissons bien, c'est celui de la motivation, du savoir se recycler tout au long d'une vie, de maintenir ou faire fructifier son capital d'attractivité, de donner les signaux adéquats, c'est la supplique pour un « job », n'importe lequel. Et bien sûr, comme dans toute guerre, ce qui résonne aussi, c'est : à bas les déserteurs. C'est-à-dire les « mauvais » chômeurs, ceux qui ne cherchent pas « vraiment » du travail.

¹ ADRET, *Travailler deux heures par jour*, Seuil, 1977

Lorsque, dans les années 90', j'ai entendu des syndicalistes protester que les chômeurs n'étaient pas des paresseux, qu'ils cherchaient « vraiment » du travail, j'ai senti quelque chose de ce que Rosa Luxembourgeois nomme « champ de la honte », et cela m'a déterminée à m'engager politiquement, contre ce poison qui nous envahissait. On savait bien que le sous-emploi faisait désormais partie de la stratégie patronale – ah, les dégraissages, les rationalisations – mais on acceptait la légitimité de l'accusation qui porterait sur le « mauvais » chômeur, qui « profite du système ». Et on acceptait, ce faisant, de mettre les chômeurs dans une catégorie sous surveillance, de suspects, toujours coupables en puissance. Pas de pitié pour les brebis galeuses. Cette incohérence criante, quasi schizophrénique, entre la production systématique de sous-emploi et l'impératif pour le chômeur de « tout faire » pour trouver un travail, impératif annonciateur des mesures d'activation et de persécution qui croissent et embellissent aujourd'hui, a fait que lorsque j'ai lu Rosa Luxembourgeois, il me semblait qu'elle parlait d'aujourd'hui. Et ce n'est pas pour dénoncer que je propose cette connexion, mais pour apprendre à l'habiter, c'est-à-dire à résister, non pas seulement à l'ennemi, mais au poison de la mobilisation qui nous est instillé.

Car c'est bien à une mobilisation, avec son corrélat, surtout ne pas penser, que sont soumis les chômeurs censés rivaliser férocement pour un emploi plus qu'hypothétique. Ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas sont d'ailleurs pareillement mobilisés, les premiers par la cause sacrée de la compétitivité, les seconds, sous la surveillance d'une armée de « petites mains », par l'impératif d'avoir à manifester leur motivation à se vendre à n'importe quel prix, à se rendre désirable, à séduire. Bref à se prostituer, non en échange d'un travail certes – mille candidatures motivées pour dix postes – mais pour démontrer, encore et toujours, qu'ils restent mobilisés.

Il est peu étonnant alors que certains puissent chercher à éviter cette servitude vide, et peut-être le directeur de l'ONEM reçoit-il des lettres du genre : « Monsieur le Directeur, je vous fais cette lettre, que vous lirez peut-être si vous avez le temps ... » Il n'aura pas le temps de lire, évidemment. Mais ma question ne se pose pas à lui, elle se pose à toutes celles, tous ceux, qui n'ont pas renoncé à lutter : est-il vraiment utopique de penser que ceux qui ont un travail pourraient défendre, non seulement les droits de ceux qui n'en ont pas et en cherchent, ceux qu'on appelle les bons chômeurs, mais aussi les réfractaires, les déserteurs, les insoumis, les objecteurs, y compris les objecteurs de croissance certes, mais aussi tous ceux qui objectent passivement, paresseusement.

Pour moi, si la réponse est qu'il s'agit d'une utopie parce que, soyons réalistes, les travailleurs ne sont pas prêts à soutenir ceux qui paressent – « Ils se lèvent tôt, eux » – elle signifie que le poison du ressentiment a agi. Celui, ou celle, qui se veut réaliste peut bien croire penser encore en termes de lutte, mais il a déjà renoncé à ce qui a pu faire la force de cette lutte. L'ennemi a gagné car la réponse n'est autre que cela : le ressentiment a déjà capturé l'imagination, la puissance de penser, la force de créer. Lutter contre l'opposition entre les bons et les mauvais chômeurs, c'est lutter contre la puissance invasive du ressentiment qui nous rattrape et nous infecte si l'on n'y prend garde, si l'on n'invente pas comment s'en protéger, contre le ressentiment qui fait que l'on ne lutte plus que sur la défensive, dos au mur. Et que l'on sera une masse de manœuvre docile, prête à entonner un chant d'esclave dès que nos maîtres nous annonceront que « l'emploi est menacé » - sauvez nos emplois, nous ne voulons pas savoir si la planète va en crever.

Une nouvelle de Melville raconte l'histoire d'un réfractaire, Bartleby, un véritable héros du droit à la paresse, car, clerc chez un notaire, il opposait un ferme et poli « je préférerais ne pas » à toutes les tâches que lui proposait son patron. Ce qui m'intéresse dans cette histoire est que le notaire, intrigué d'abord, obsédé ensuite, est prêt à tout, même à lui céder sa charge de notaire, s'il voulait seulement rentrer dans le rang. Cela se termine très mal, par une vilénie lâche qui fait que Bartleby aboutira en prison, où il « préférera ne pas manger ». Je pense ici à ce que vivent ceux qui sont censés « aider » les sans travail à en retrouver, à qui on demande de repérer et sanctionner les « mauvais chômeurs », de « faire du chiffre », d'exclure, la mort dans l'âme d'abord, jusqu'à ce que la mort s'empare de leur âme. Le point commun avec le notaire de Melville, c'est que celui-ci, à un moment donné, semble prêt à laisser Bartleby vivre comme il l'entend, mais les clients, qui se voient eux aussi opposer un refus poli du réfractaire, s'étonnent, s'indignent, font pression. Rien à voir, peut-être, avec les pressions que subissent les « accompagnateurs-contrôleurs ». Sauf que dans les deux cas, l'affaire n'est pas de bonne volonté ou de bonnes intentions. Ce n'est pas ainsi que l'on se protège du ressentiment « qu'il travaille comme tout le monde ! » L'affaire est d'imagination pratique, d'invention des moyens collectifs de résister à la pression. L'indifférence au sort des chômeurs qui ne réussissent pas à prouver qu'ils ne sont pas « mauvais » laisse isolés, exposés au devenir-bourreaux, des travailleurs qui ont à choisir entre l'anesthésie et la menace sur leur emploi. Cela ne devrait-il pas faire penser ?

Deleuze a écrit que la différence entre la gauche et la droite, si elle n'est pas une simple position d'un curseur sur un cadran, un peu plus ou un peu moins, c'est que la droite se satisfait parfaitement de ce que les gens obéissent, à quoi qu'ils obéissent, alors que la gauche a besoin, vitalement besoin, que les gens pensent, c'est-à-dire soient capables du mouvement qui permet d'échapper aux problèmes tout faits, de créer leurs propres manières de poser les problèmes. C'est dans cette perspective-là que le droit à la « paresse », le droit d'être réfractaire et insoumis aux opérations de mobilisation et d'activation, appartient à une tradition de lutte qui, dans le passé, a inventé notre monde, et qui, dans l'avenir, sera vitale si, comme Daniel Tanuro nous l'a rappelé, cet avenir engage la question du travail et de la production.

Il ne s'agit donc pas de faire l'éloge de la paresse comme choix individuel, c'est-à-dire, par exemple, de soutenir une « bonne solution » comme l'allocation universelle, qui permettrait aux paresseux ou aux vaincus de la vie de vivoter misérablement aux marges de la « société active » - et qu'ils ne viennent pas se plaindre s'ils n'y arrivent pas, ils ont fait ce choix. *Vae victis*. Le modèle néolibéral du choix individuel n'a rien à voir avec les luttes qui inventent, qui mettent l'imagination en mouvement, qui créent des liens là où l'ennemi rêve concurrence et rivalité des intérêts. Un droit n'est pas attribué, il s'invente et se conquiert, et la conquête du droit d'être réfractaire à la mobilisation n'est pas la résignation à une société « à deux vitesses » comme on le disait autrefois. Si elle est obtenue par la lutte, elle peut être un site de création de nouveaux liens entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas.

Et c'est surtout, même s'il s'agit d'un objectif somme toute mineur face à ce qui nous attend, l'invention d'une reprise, en un point où elle pourrait être faisable, du mouvement d'invention qui est la légitime fierté, la grande fierté du mouvement ouvrier, créer des droits dont ceux qui luttent ne profiteront peut-être pas, mais des droits solidaires, créer un monde où une solidarité existe, qui échappe au chacun pour soi sur lequel compte l'ennemi. Que l'on ne dise pas qu'il s'agit de réformisme, de l'acceptation de renoncer à la juste lutte pour le plein emploi avec réduction générale du temps de travail. Le refus de la traque des « mauvais » chômeurs, des « paresseux » traduirait bien plutôt la réappropriation de l'histoire d'une inventivité solidaire, d'un refus de la soumission qui est ce que l'ennemi n'a cessé de propager au cours de ces trente dernières années. Il traduirait la mise en échec de l'opération d'éradication qui a entrepris de nous séparer de cette histoire.

Lutter contre le devoir sacré de trouver un emploi, n'importe lequel, ou plutôt de faire comme si, à force de mérite, ceux qui « le veulent vraiment » pouvaient en trouver, c'est une revendication qui crée de l'imagination pour tous, même pour ceux qui restent soumis à cette injonction. Et c'est une revendication qui, comme toutes celles qui ne sont pas réformistes, fait épreuve, met à l'épreuve ce qui nous attache à l'ordre établi.

Les bons esprits parleront du fait qu'il n'y a pas de droit sans devoir, d'autres de la menace du travail au noir et de l'écroulement corrélatif de notre sécurité sociale, d'autres encore du caractère central de la valeur du travail dans notre société, de la menace de l'exclusion. Comme si les chômeurs « paresseux » devaient être sacrifiés pour que « notre » monde ne s'écroule pas, ne se désintègre pas, ne sombre pas dans une noire pagaille. Comme s'il n'y avait pas de très bonnes raisons de refuser le forçage de l'insertion dans ce monde. Comme si la « valeur du travail » pouvait être évaluée, dans ce monde où ceux qui, ni rentiers, ni pensionnés, n'en ont pas sont condamnés à « ne rien faire qui puisse leur apporter un quelconque avantage, financier ou matériel ». Quant aux réalistes, ils diront « ça n'ira pas, parce que les ouvriers n'accepteront jamais qu'on paie des gens pour ne rien faire et ne même pas chercher à faire quelque chose », et ils ratifieront par là le fait que l'histoire de l'invention ouvrière est terminée, qu'il faut désormais prendre acte de ce qui condamne toute invention : le ressentiment de ceux qui sont humiliés, mis sous pression, affectés par la peur de perdre ce qui fait leur vie, contre ceux qui essaient de vivre autrement. Tous ceux-là, bons esprits ou réalistes, nous disent que le capitalisme a gagné. Ce qui veut dire que le genre d'avenir dont Daniel Tanuro nous rappelait qu'il nous pend au nez, un avenir de ravages sociaux et écologiques, de barbarie pleinement déployé, nous avons perdu les imaginations de lutte et de création qui nous permettraient de lui échapper.

Lutter pour le droit à la paresse, aujourd'hui, c'est retrouver la capacité de ne pas faire cause commune avec l'ennemi, de ne pas céder au ressentiment qui nous est inoculé, de ne pas accepter les chants d'esclaves qu'il exige de nous. C'est oser (re)prendre l'initiative là où la barbarie semble avoir gagné.





Mateo ALALUF

Quelques points de repères

1. En évoquant sa trajectoire, Michel Majoros a bien montré dès l'ouverture de ce colloque que Paul Lafargue n'était pas un libertaire, un marginal ou un franc-tireur dans le mouvement ouvrier mais un disciple de Marx. Il a participé à la fondation du parti socialiste en Espagne, en combattant les anarchistes pour créer un parti fidèle à la vision de Marx dans la première Internationale. Lafargue est un marxiste au sens strict du terme.

Le droit à la paresse est encore aujourd'hui un texte lumineux, enlevé avec brio et sa lecture demeure un vrai plaisir. Il a connu de nombreuses rééditions et traductions. C'était à l'époque la brochure la plus traduite et la plus diffusée après le *Manifeste communiste*. Maxime Steinberg décrit Joseph Jacquemotte, porte-parole de l'extrême-gauche socialiste en Belgique avant 1914, qui sera plus tard un des fondateurs du Parti communiste belge, en ces termes : « il ne connaissait à l'époque que Lafargue et Vandervelde »¹. Il trouvait chez Lafargue le contenu idéologique de son opposition au réformisme du POB. *Le droit à la paresse* est donc tout le contraire d'un texte marginal écrit par un franc-tireur, mais s'affirme comme une brochure marxiste écrite pour populariser la pensée de Marx dans le mouvement ouvrier.

2. *Le droit à la paresse* est d'abord une critique radicale du salariat. Lafargue dénonce un système qui réside dans la vente de la force de travail contre un salaire. Le salarié n'est autorisé à travailler que pour assurer sa propre vie, c'est-à-dire dans la mesure où il travaille gratuitement pendant une fraction de temps pour les capitalistes. Tout le système de production capitaliste tourne autour de l'extension de ce temps gratuit que Marx appelle plus-value. Le lien de subordination qui en résulte, conduit inéluctablement à travailler pour autrui à des fins extérieures à celui qui travaille. Selon

¹ STEINBERG, Maxime, *À l'origine du communisme belge : l'extrême-gauche révolutionnaire d'avant 1914* et DE MAN Henri et DE BROUCKERE Louis, *Le mouvement ouvrier en Belgique*, Fondation Joseph Jacquemotte, Bruxelles, 1985. P. 165.

Lafargue, le travail salarié ne peut donc avoir pour effet que de « se tuer au travail, pour végéter dans l'abstinence ».

Il assure par contre plus loin qu'« un travail qui plaît devient plaisir ». Il plaide pour une société libérée du salariat dans laquelle le travail serait partie intégrante des fins poursuivies par les travailleurs et deviendrait une œuvre commune. Lafargue rejoint ainsi Marx qui affirmait : « je réclame les huit heures pour les ouvriers, je suis partisan de longues heures de travail pour mon compte personnel ». Le débat engagé par Lafargue à la suite de Marx n'est donc pas celui qui distingue le travail du travail amélioré, mais celui qui oppose travail au non travail, assimilé à l'activité libre, à savoir la question travail libéré du salariat.

3. Le corollaire du travail libéré n'est cependant pas, comme le préconisent certains, l'allocation universelle. *Le droit à la paresse* ne découle pas dans la perspective de Lafargue d'une rente de situation. Le succès, parmi tant de groupes radicaux et contestataires, de ce fantasme du libéralisme accompli laisse pour le moins perplexe. L'attribution d'un revenu inconditionnel se présente en effet comme une alternative au relèvement des bas salaires et des minima sociaux. Les uns pourront toujours transformer en capital les richesses produites par le travail des autres. Ces derniers resteront comme auparavant astreints au travail salarié, ou encore, privés d'emploi suffisamment rémunérateur, formeront la cohorte de ceux qui devraient se contenter du financement de la pauvreté par l'allocation universelle agrémentée de petits boulots pour subvenir à leurs besoins. Le droit au salaire, comme l'explique justement Corinne Gobin, est précisément l'opposé du droit à une rente comme l'allocation universelle. Suffit-il pour autant de substituer le salaire à l'allocation pour supposer que le salaire universel pourrait clore, comme par magie, le débat ainsi engagé ?

4. Nous ne sommes certes pas guéris de cette « étrange folie qui s'est emparée des classes ouvrières » diagnostiquée naguère par le docteur Lafargue. Elle s'est même considérablement aggravée aujourd'hui. Les modalités de subordination salariale dans le nouveau régime du capitalisme financiarisé sont articulées par la sous-traitance et la relation de service. Il revient au salarié dans cette nouvelle configuration de se rendre disponible sans relâche pour vendre et gérer son travail en fonction du marché. « Le développement personnel » de l'individu est défini par le néo management comme « une entreprise de soi » et se confond avec ses compétences à se rendre attractif, c'est-à-dire à la mise en récit de ses capacités à se vendre sur le marché du travail. La

multiplicité des temps courts (formations et emplois) enferme les personnes dans le présent immédiat en les privant d'un horizon de long terme.

Les économistes et gestionnaires, cibles privilégiées de Lafargue en leur qualité de prêtres de la religion du capital, reprennent du service à présent avec une capacité de nuisance démultipliée. Pour décharger l'entreprise de l'obligation d'assurer la sécurité des salariés, ils mettent en exergue l'obligation de la responsabilisation et de l'autonomie de ceux-ci. Les managers modernes poursuivent ainsi l'œuvre séculaire entamée par leurs prédécesseurs qui consiste à conduire les salariés, par l'addiction au travail, à s'auto administrer leur propre exploitation.

5. Le nouveau régime du capitalisme a, en quelque sorte, dissout l'entreprise dans des réseaux de sous-traitance pour former des chaînes de captation de la valeur. Peut-on encore dans cette configuration nourrir l'illusion de l'entreprise conçue comme lieu de débat démocratique et espace de citoyenneté comme le postule la philosophie politique ? Habermas lui-même l'avait exclu dans la mesure où l'entreprise est un lieu hiérarchisé dans lequel les pouvoirs sont inégalement répartis². A la différence de l'espace public l'entreprise n'est pas un lieu de réciprocité permettant la confrontation d'argumentations multiples.

L'enjeu majeur pour Lafargue n'est pas celui du travail amélioré mais réside dans la dialectique du travail et du non travail. Selon Lafargue : « L'homme est en-dehors de lui-même au travail, il est en lui-même hors du travail. » La question devient dès lors celle de la diminution du temps de travail. On peut améliorer le temps de travail, mais celui-ci est toujours une contrainte, un lieu de soumission. Dans le travail, « l'homme sera toujours en-dehors de lui-même », c'est pourquoi il faut lutter contre le travail. Dans la vision de Lafargue, défendre le droit à la paresse n'est pas défendre le travail amélioré mais le travail libéré du salariat. Le moyen pour y arriver consiste à réglementer le salariat pour réduire de manière drastique le temps de travail. Lafargue propose de limiter à 3 heures par jour le travail contraint en se servant des machines qui rendront cette diminution possible.

6. Ainsi se trouve posée la question du progrès technique. Lafargue ne se rallie pas à l'utopie des machines se substituant aux humains pour réaliser à leur place toutes les tâches contraintes. Il perçoit cependant dans les machines un facteur d'amélioration de la productivité, c'est-à-dire d'économiser du temps humain par quantité produite. En

² HABERMAS, Jürgen, *Théorie de l'agir communicationnel*, (2 tomes), 1981, trad française, 1987, réédition, Fayard, Paris, 1997 et 2001.

conséquence, le développement des machines doit constituer selon lui un levier dans la lutte du mouvement ouvrier pour la diminution du temps de travail.

Paul Lafargue distingue ainsi l'emploi, qui règle le lien de subordination du salarié à l'entreprise (salaire, conditions de travail, horaires, ...) et le travail comme activité humaine créatrice de valeur, aussi bien marchande que non marchande. Au fond, dans l'histoire sociale, la lutte pour l'emploi et les salaires n'a-t-elle pas été le corollaire de la lutte contre le travail ? Défense de l'emploi d'une part, lutte pour la diminution de la journée et de la semaine de travail, pour l'augmentation des congés annuels, la diminution de l'âge de la retraite et l'augmentation de la scolarité pour retarder le moment de l'accès à l'emploi d'autre part sont autant de facettes de la lutte contre le travail.

L'enjeu politique réside dans l'usage que la société fait des gains de productivité : augmentation du chômage ou diminution du temps de travail ? A propos des machines, Maurice Tazsman fait dans ce recueil parler ses personnages dans l'esprit de Lafargue en ces termes : « une amie faite pour alléger les tâches, passée à l'ennemi ».

7. Il n'est pas surprenant qu'à l'époque du *Droit à la paresse* les limites écologiques de la croissance ne soient pas envisagées. Si l'écologie était incontestablement l'angle mort de la critique marxiste de l'économie politique, elle n'était pas hors champ pour autant. Marx en avait d'ailleurs fait en particulier le point central de sa *Critique du programme de Gotha*. De quoi s'agit-il ?

Dans le sillage de la 1^{ère} Internationale, alors divisée entre les tenants des thèses de Marx et les partisans de Bakounine, Ferdinand Lassalle avait réussi à fusionner deux partis ouvriers allemands et rédigé un programme en vue du Congrès qui devait se tenir dans la ville de Gotha pour fonder un parti socialiste. Marx rédige en 1875 une *Critique du Programme de Gotha*³ qui avait fait l'objet de longs débats au sein de l'Internationale et qui était bien sûr connu par l'auteur du *Droit à la paresse*.

D'emblée, de manière surprenante pour ceux qui enferment Marx dans un schéma productiviste, celui-ci pose, bien que le terme soit anachronique pour l'époque, la question écologique. La première phrase du programme de Gotha, élaboré par Lassalle, énonce que « Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation ». Marx répond : « Le travail n'est pas la source de toute richesse et de toute civilisation ». Il

³ MARX, Karl, *Critique du programme de Gotha*, 1875. Une nouvelle édition de ce texte a été proposée par Sonia Dayan-Herzbrun et Jean-Numa Ducange, Editions sociales, Geme : grande édition Marx et Engels, Paris, 2008.

poursuit : « La nature est tout autant la source des valeurs d'usage que le travail ». La terre et le sol sont, selon Marx, compris dans les moyens du travail et ce sont les valeurs d'usage qui forment la richesse.

8. En proclamant *Le droit à la paresse*, Paul Lafargue libère l'imaginaire socialiste du carcan de la valeur travail. En conséquence, les chômeurs ne sont pas sans travail et les retraités ne sont pas inactifs. Ils ne sont donc pas à charge de la société puisqu'ils créent aussi par leur activité des richesses (valeurs d'usage). A travers son extraordinaire pamphlet, Lafargue ne se contente pas de condamner le salariat mais fait reconnaître une pluralité de manières de produire, de types d'activité et de modes de vie. En ce sens, il ouvre la perspective d'une pluralité de modes d'existence qu'amorce déjà le salariat et qui, dans certaines conditions, peut conduire à son abolition.

9. Le travail n'est donc pas « source de toute richesse », mais il demeure, à la différence de la rente, la source des richesses. Le travail constitue en conséquence le lieu d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. Cette émancipation passe, comme l'expose Lafargue, par la lutte pour l'augmentation des salaires comme prix de la force de travail et la diminution du temps de travail. C'est ainsi que la lutte pour l'emploi va de pair avec la lutte contre le travail.

10. L'ouvrier n'est rien d'autre, pour Lafargue, qu'une machine à produire de la richesse pour le capital. « Dans la société capitaliste, le travail est la cause de toute dégénérescence intellectuelle et de toute déformation organique ». L'ouvrier soumis à ce joug « n'est donc plus un homme, fustige Lafargue, mais un débris ». Aussi, la critique du salariat ne s'accommode pas de réformes. Un ouvrier heureux n'en est pas moins un ouvrier obligé de vendre sa force de travail pour vivre. L'enjeu n'est pas pour Lafargue l'aménagement de la condition ouvrière pour la rendre plus supportable mais de détruire les fondements même de la condition ouvrière.

L'abolition du salariat passe cependant par sa maîtrise préalable. Ainsi, Lafargue soutient les mesures légales visant à modérer l'exploitation des femmes et des enfants et à limiter le travail des adultes. Il prône une législation pour diminuer la journée de travail et pour abaisser l'âge de la retraite. Ces lois préparent, écrit-il, « des combattants plus énergiques et mieux développés » pour la révolution⁴.

⁴ Cité par Maurice DOMMANGET, dans sa présentation du *Droit à la paresse*, Maspéro, Paris, 1972, p. 73.

Lafargue se bat pour la journée de huit heures, dans la perspective de réduire ce temps au travail nécessaire pour la société, c'est-à-dire à « quelques heures d'occupation sans fatigue ». Car dans une société d'hommes et de femmes associés et égaux « l'avenir du non-travail est fait, selon Paul et Laura Lafargue, de travail calculé au plus juste ».



Résumés

Samenvattingen

Abstracts





Supprimez la Main-d'Œuvre

La manutention automatique
la supprime avantageusement

.....

LA MANUTENTION AUTOMATIQUE

9 à 13, rue Rabelais

54, boulevard Jean-Jaurès

SAINT-OUEN (Seine) — Téléph. : MARCADET 26 03

Toutes installations de manutention, en France et à l'étranger.
Devis et projets sur demande; Installations montées et mises
en marche avec garanties de résultats.

Automatic Patent. — Does away with hand labour. Estimate and designs on application.

La Manutención automática suprime la mano de obra. Presupuestos y proyectos á petición.

Автоматическая манипуляція, уиразоняаетъ ручной трудъ.
Смѣты и проекты по желанію.

F.-E. 411 B

Résumés des interventions

Pique-nique sur une tombe

ÉCRIRE POUR LES CATHÉDRALES DE THÉÂTRE OU POUR LES CATACOMBES ?

Comment traduire le monde du travail au théâtre ?

Écrire est la traduction de la réalité dans une autre forme. Quelle forme, quelle structure de récit, quel partage des voix pour cette réalité du monde du travail et du non-travail ?

Ces questions, je ne peux pas ne pas me les poser, dès lors que j'entreprends d'écrire sur cette nébuleuse dans un monde tel qu'il change en lui-même.

Ma pratique de traducteur m'a conduit à réécrire quelques textes de théâtre qui se collaient au monde du travail et qui se faisant, récusait le misérabilisme, le naturalisme, pour au contraire ouvrir des espaces aux rêves, aux utopies, à l'imaginaire. Par exemple, j'ai traduit *La Conquête du Pôle Sud* de Manfred Karge (1986) une pièce dans laquelle des chômeurs jouent à conquérir le pôle dans un grenier pour échapper au désespoir et pour s'inventer une autre vie.

Des pérégrinations et des tribulations diverses m'ont appris que je n'avais rien à attendre des cathédrales (Théâtres nationaux etc.) pour y mener à bien mon projet d'écriture bien que j'y ai eu quelques bonnes fortunes pendant de longues années en qualité de traducteur ou autres métiers de théâtre.

Dès lors, il me fallait chercher ailleurs, ce que j'ai fait en cherchant dans les catacombes des lieux plus ouverts à la recherche et disposant d'espaces de liberté.

Je suis particulièrement heureux que l'Atelier théâtral de l'Université libre de Bruxelles crée *Pique-nique sur une tombe*, premier volet d'une trilogie intitulée *Pour en finir avec la servitude volontaire*.

Le deuxième volet de la trilogie, *Les Messagers* se collent aux vagabonds, aux nomades, aux « domicile nulle part » tels qu'ils sillonnent l'Europe depuis des siècles¹. Le mouvement central de cette pièce est consacré à un « congrès » des vagabonds tenu à Stuttgart en 1929. Le troisième volet, en cours d'écriture : *Libérer le temps libre* contre la marchandisation des loisirs. La forme choisie est celle du chœur, qui n'exclut pas les individualités.

*Seule la création de nouvelles formes dans l'art peut nous rendre le vécu du monde, faire de nous des artistes de notre quotidien, et contribuer au plus important des arts, l'art de vivre.*²

Maurice Taszman a coproduit avec Paul Meyer *Déjà s'envole la fleur maigre*, sur la vie des émigrés au Borinage. C'est le début de cinquante années de théâtre et cinéma, poursuivies à la Volksbühne de Berlin sous la direction de Benno Besson, et continuées dans six pays européens (Belgique, France, Allemagne, Italie, Autriche, Suisse). Ce nomadisme ne facilite pas le résumé d'un parcours multiforme de mise en scène, traductions, enseignement et créations de textes ...

¹ L'écriture des *Messagers* a été soutenue par une bourse de création de la Communauté française, service de la Promotion des Lettres.

² Victor Chlovski, *Technique du métier d'écrivain*, 1927

Lafargue, Marx, aliénation, temps de vie

« Vivre en travaillant » devenait, pour les salariés de l'essor du machinisme, l'alternative : vivre et mourir pour travailler, ou mourir de faim. Le *Droit à la paresse* de 1880 représentait plus qu'une *Variété*, un désir de vie. Les briseurs de machines des débuts de la révolution industrielle, les émeutiers de Liège et de Charleroi, les manifestants du 1er Mai de Chicago et de Fourmies, aux heures de vie disloquées et abruties par un surtravail sans bornes, voulaient respirer et retrouver leur vie. Tandis que diverses théories, utopies, ou magies projetaient un monde meilleur, *Le Droit à la paresse* participa à une stratégie, sur le terrain de l'entreprise, pour reconquérir la maîtrise du temps.

Trois rencontres décisives pour Paul Lafargue, né dans une société coloniale et esclavagiste : la France en plein essor du machinisme sur fond de conflits politiques ; l'attraction de la planète Marx dans la galaxie de l'Association internationale des travailleurs ; la construction de revendications unificatrices au sein de la classe ouvrière.

Le règne de la liberté commence seulement à partir du moment où cesse le travail dicté par la nécessité et les fins extérieures [...] Dans ce domaine, la liberté ne peut consister qu'en ceci : les producteurs associés - l'homme socialisé - règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature, et les soumettent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle de ces échanges ; et ils les accomplissent en dépensant le moins d'énergie possible, dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais l'empire de la nécessité n'en subsiste pas moins. C'est au-delà que commence l'épanouissement de la puissance humaine qui est sa propre fin, le véritable règne de la liberté qui, cependant, ne peut fleurir qu'en se fondant sur ce règne de la nécessité. La réduction de la journée de travail est la condition fondamentale de cette libération.³

Après une licence avec agrégation en histoire de l'ULB (1972), **Michel Majoros** a enseigné, et échangé durant une trentaine d'années parmi les filières d'exclusion de l'enseignement secondaire en Wallonie. À partir de 2008, il travaille à une thèse de doctorat : *Le droit à la paresse, vu de Belgique, depuis 1919*. Critique sociale et critique esthétique récurrentes, dissidence, reconquête de vie ?

³ *Le Capital*, III, Conclusion, dernières lignes, in Karl MARX, *Œuvres, Économie II*, Gallimard, La Pléiade, Paris, 1968, traduction et appareil critique de Maximilien Rubel, pp. 1487-1488

Le droit à la paresse au cœur du droit politique au salaire

Le droit à la paresse est une urgence destinée à créer une rupture indispensable avec l'exploitation et la domination des êtres humains par le travail subordonné à l'activité capitaliste. Il ne peut être bien entendu un principe absolu car abolir le travail humain en tant que tel détruirait automatiquement toute société humaine vu que nous sommes nécessairement des êtres sociaux, dépendants les uns des autres pour nous organiser. Si nous définissons le travail comme l'activité reconnue utile par tous afin que la société organise épanouissement et émancipation et que nous décidons que cette richesse produite soit valorisée monétairement, dès lors l'enjeu se déplace : une autre revendication voit le jour, le droit universel au salaire à partir de la majorité civile et politique.

Corinne Gobin est docteure en sciences politiques de l'ULB, directrice du GRAID (Groupe de recherche sur les acteurs internationaux et leurs discours) de l'Institut de Sociologie de l'ULB ; présidente sortante de l'Association belge de science politique pour la Communauté française et maître de recherche FRS-FNRS.

Le droit à la paresse face aux transformations normatives du travail

À partir de l'enquête européenne sur les valeurs de 2010, notre contribution montrera à la fois que le travail continue de structurer nos vies et de définir nos identités, mais aussi que l'on assiste aujourd'hui en Belgique à une transformation normative intéressante : le travail semble en effet être en perte de vitesse dans certaines catégories de la population. Ces résultats confirment d'autres résultats européens. « Ainsi, près de la moitié des Britanniques, des Belges et des Suédois souhaiteraient que le travail prenne moins de place dans leur vie »⁴

Cet apparent paradoxe peut notamment s'expliquer par un nécessaire recadrage du travail dans d'autres sphères jugées tout aussi importantes, par la difficulté croissante à trouver du temps pour concilier ces différents pôles identitaires et par la dégradation des conditions de travail ces dernières années.

Des différences importantes existent au sein de la population et trouvent leur origine davantage dans des caractéristiques intrinsèques au travail : ainsi, elles se marquent dans le fait d'avoir un emploi de qualité et dans la satisfaction que l'on éprouve vis-à-vis de celui-ci. Ces résultats renvoient de manière indirecte à ceux formulés par C. Baudelot et M. Gollac en France : satisfaction au travail rime avec bonheur dans les professions les plus valorisées, les mieux rémunérées et les plus stables. Dans ce sens, c'est le contenu même du travail qui procure une forme de bonheur.⁵

Nathalie Burnay est sociologue, Chargée de cours aux FUNDP et à l'UCL. Elle travaille depuis plusieurs années sur des problématiques liées aux fins de carrière et plus particulièrement aux transformations normatives du travail, aux parcours de vie en lien avec l'évolution des politiques publiques en matière d'âge au travail. Elle a publié plusieurs ouvrages : *Chômeurs en fin de parcours professionnel* (2000), *Vieillir au travail* (2008), *Transmissions, mémoire et reconnaissance* (2011). Elle prépare un ouvrage intitulé *Parcours de vie et nouvelles temporalités* (2012).

⁴ Lucie DAVOINE et Dominique MÉDA : *Travailler plus pour gagner plus? Les avis partagés des Européens*, Revue internationale du Travail, n°148, 2009

⁵ Christian BAUDELLOT, Michel GOLLAC : *Travailler pour être heureux ?*, éd. Fayard, 2003

Disponibilité au travail, démesure du temps

Les temps ont bien changé depuis l'époque où le travail était strictement délimité par des durées et des horaires collectifs assurant la synchronisation de l'ensemble des temps sociaux. Ces dernières décennies sont marquées par le ralentissement, voire l'inversion, du processus de réduction collective du temps de travail et par une flexibilité croissante des horaires de travail. Si bien qu'à présent les variations du temps de travail sont banalisées. L'histoire de la régulation du temps de travail ne s'apparente en rien à un long fleuve tranquille.

Travailler de l'aube au crépuscule pouvait paraître naturel dans les communautés paysannes où la perception du temps était orientée vers la tâche et les diverses activités sociales intimement entremêlés. Dès le Moyen-Âge cependant, le temps précis des marchands a progressivement supplanté le temps approximatif de l'Eglise. Mais l'organisation sociale du temps qui prédomine dans les sociétés développées a été façonnée par la discipline du temps issue de l'industrialisation. C'est en effet autour du temps de travail que toute la vie sociale s'est organisée et que se sont formées les représentations sociales du temps, ancrées sur une dichotomie entre travail et loisirs. La réglementation du temps de travail est devenue l'enjeu central du rapport salarial et une source majeure de conflits sociaux pour la maîtrise du temps. On assiste à présent à la déstabilisation de cet ordre temporel qui se marque à travers une diversification des durées et de l'organisation du temps de travail. La catégorie du temps est mise en cause dans sa fonction d'évaluation du travail et comme instrument de protection des travailleurs. Ce mouvement historique qui va de la mesure à la démesure du temps amène à appréhender l'engagement professionnel des salariés moins en termes de règles formelles que sous l'angle de la disponibilité temporelle.

Les rapports entre temps et salaire tendent à se polariser autour de deux modèles contrastés. Lorsque le travail du salarié n'est plus mesuré en temps, mais soumis à des obligations de résultat, le temps de travail n'est plus qu'un produit corollaire des fluctuations de l'activité. L'entreprise n'a plus à se soucier d'économiser cette ressource puisqu'elle ne lui est plus portée en compte. C'est alors une notion de « temps forfaitaire » qui tend à se diffuser parmi les salariés, au-delà du groupe des cadres. Toutefois, est-ce bien différent lorsque le temps de travail paraît strictement compté ? Pour les catégories les plus vulnérables du salariat, c'est une notion de « travail effectif » qui s'impose : seules les heures effectivement travaillées sont payées. Un salaire acceptable n'est atteint cependant qu'à travers le dépassement des limites contractuelles : par le cumul d'heures complémentaires, de missions d'intérim, de temps partiels et l'acceptation d'horaires incommodes.

Dans les organisations flexibles, la coordination de l'activité repose ainsi sur la disponibilité temporelle des salariés. Le temps de travail réel déborde des limites formelles définies a priori par la réglementation. La disponibilité de temps se présente comme un service rendu par le salarié, consistant à donner l'assurance que le travail sera accompli, le cas échéant en dehors des temps normaux de travail.

A l'heure où la perspective d'un équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée n'est envisagée qu'à long terme à travers des comportements de renoncement et de retrait, ciblant particulièrement les femmes, il convient de réhabiliter le temps de travail en tant que condition de travail ayant des impacts au quotidien sur la qualité de vie, de le considérer comme une dimension contingente du travail donnant prise à des actions préventives et objet central de la négociation sociale.

Esteban Martinez Garcia est sociologue et docteur en sciences politiques et sociales. Titulaire de la chaire de sociologie du travail et des relations professionnelles, rattaché au centre METICES de l'Institut de sociologie, Esteban Martinez a publié entre autres ouvrages : *Les salariés à l'épreuve de la flexibilité*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010

Lafargue et l'idéologie du travail en Amérique latine

El derecho a la pereza contiene la conclusión lógica de *El capital* y constituye la culminación, el fin de la economía política. Presupone la extinción de la ley del valor que se expresa en la creciente potencia del trabajo humano, tecnología mediante : el reino de la necesidad da paso al reino de la libertad. Este descubrimiento científico nos permite enfrentar a los ideólogos del capital que proponen, como salida a la crisis en marcha, *más* trabajo. En realidad, el problema se resuelve con *menos* trabajo. Trabajar todos, trabajar menos, lleva a un acortamiento radical de la jornada de trabajo, proceso que contiene en sí toda una revolución social, que se asoma hoy bajo la forma de la rebelión mundial de la población sobrante. Los piqueteros argentinos, el MST brasileño, los « campesinos » bolivianos, las masas venezolanas, los mileuristas, los indignados europeos y norteamericanos, la población sobrante mundial, tienen ante sí una disyuntiva mortal : o la desocupación capitalista o el tiempo libre socialista. En esta ponencia hablaremos de ese proceso y esas perspectivas en América Latina, con la esperanza de que ayude a pensar el proceso europeo actual.

Le droit à la paresse contient la conclusion logique du *Capital* et constitue l'apogée et la fin de l'économie politique. Il implique l'extinction de la loi de la valeur, qui s'exprime dans la montée en puissance du travail humain par la technologie: le règne de la nécessité cède à celui de la liberté. Cette découverte scientifique nous permet la confrontation idéologique avec le capital, qui propose, comme solution à la crise actuelle, plus de travail. En fait, la solution du problème est de travailler *moins*. Travailler tous, travailler moins, conduit à une réduction radicale des heures de travail, un processus portant en germe toute une révolution sociale, qui se profile désormais sous la forme de rébellion mondiale de la population excédentaire. Les Piqueteros argentins, le Mouvement des Sans-terre brésilien, les paysans boliviens, les masses vénézuéliennes, la génération à 1000 €/mois, les indignés européens et nord-américains, la population excédentaire du monde, tous sont confrontés à un dilemme mortel : le chômage capitaliste ou le temps libre par le socialisme. Notre intervention discutera de ce processus et de ces perspectives en Amérique latine, avec l'espoir qu'il contribue à penser le processus européen en cours

Dr. **Eduardo Sartelli**, Universidad de Buenos Aires, Centro de Estudios e Investigaciones en Ciencias Sociales (CEICS)

Publications récentes :

Trabajo y subversión: *Paul Lafargue y la crítica marxista de la sociedad burguesa*, in : *Contra la cultura del trabajo: Una crítica marxista del sentido de la vida en la sociedad capitalista*. Buenos Aires: Ediciones Razón y Revolución, 2005.

La Cajita infeliz. Un viaje marxista a través del capitalismo, Ediciones ryr, 2008.

Postface au droit à la paresse

Dans le pamphlet de Lafargue se mêlent des éléments pour le moins hétéroclites : satire et argument théorique, nostalgie de l'âge préindustriel et mythe de la machine libératrice, diatribe contre les esclaves volontaires et appel au prolétariat, discours révolutionnaire et éloge du consumérisme. Cette ambivalence n'est pas seulement due à l'intention polémique de l'auteur; elle révèle les contradictions non-résolues de la doctrine socialiste de l'époque. Instruits par l'expérience accumulée depuis lors, nous pouvons mieux discerner les impasses et angles morts de l'exposé. Mais ces contradictions nous "travaillent" encore aujourd'hui, et il est aisé d'en trouver des traces dans diverses entreprises se voulant anticapitalistes. Par ailleurs, "l'étrange folie" stigmatisée par Lafargue est une question des plus brûlantes au moment où s'effondre le système qu'elle soutient. Aussi critique que doive être le regard porté sur le Droit à la paresse, celui-ci n'en reste pas moins fidèle à son objet primordial: que puisse s'épanouir le libre jeu des passions humaines.

Guillaume Paoli est un écrivain franco-allemand et traite principalement des questions du travail, du non-travail et de la paresse.

Citoyen français, il vit depuis à Berlin depuis 1992. Cofondateur du groupe "Chômeurs Heureux », rédacteur de la revue "Müßiggangster" (amalgame de « musardeur » et « gangster "), G. Paoli a publié plusieurs livres et essais. Depuis 2008, il travaille en tant que philosophe au Centraltheater de Leipzig où il a dirigé entre autres "Prüfgesellschaft für Sinn und Zweck" (PSZ)

Guillaume Paoli a publié en 2008 *Éloge de la démotivation* (Nouvelles Éditions Lignes).

L'emploi contre le travail : un siècle d'efforts pour le droit à la paresse

Il s'agira d'abord d'extraire la notion « d'emploi » d'un double malentendu qui rend les débats impossibles ou inutiles : distinguer l'emploi comme statut de l'emploi de l'emploi comme quantité statistique ; insister ensuite sur le fait que l'emploi (au sens fort) non seulement n'est pas le travail (évidence à redire sans cesse), mais surtout, qu'il est ce qu'on a construit de mieux pour nous protéger contre le travail – ou du moins contre ses pires méfaits.

Car le syndicalisme, mobilisé inconditionnellement depuis longtemps dans une bataille pour l'emploi perpétuellement perdue, chaque avancée évanescence sur l'emploi-quantité se payant de reculs très concrets sur l'emploi-statut, doit reprendre le procès du travail. Ce procès doit être instruit à charge et à décharge.

Le travail use souvent, et tue parfois ; il soumet le travailleur à un « régime domestique » que le citoyen en lui ne peut que rejeter ; en spécialisant les travailleurs il les mutile de leur créativité et de la diversité de leurs savoir-faire ; il généralise des valeurs guerrières et opportunistes qui polluent jusqu'aux sphères de la vie intime. Il contribue, dans bien des cas, à l'accumulation de biens inutiles voire nuisibles, et à l'accumulation la plus toxique : celle du capital.

Mais le travail a aussi des vertus : souvent il relie à d'autres, parfois il qualifie et permet d'entrer en formation (tout à l'inverse de la rengaine « formez-vous pour trouver un emploi »). Parfois il permet l'expression de talents. Et surtout, il a une vertu politique que les partisans de l'allocation universelle négligent, et qui fonde en dernière instance le combat pour la généralisation du salaire : il donne à la dignité très théorique du citoyen une assise concrète, par le pouvoir des travailleurs organisés. Ce que la Constitution me promet, c'est le rapport de forces dans la machine productive qui me le donne.

Revenons sur cette construction sociale jumelle, l'emploi et le salaire, avec une perspective de démocratie radicale : si le travail a des vertus, qu'elles soient partagées pour tout le monde, et amplifiées par la qualité de l'emploi ; et s'il a d'énormes défauts, qu'ils soient repoussés dans des zones bien délimitées de nos vies, et combattus au sein même de ces zones.

Sans être la seule piste, la réduction collective du temps de travail reste une urgence et une priorité : moins d'heures par semaine, moins de semaines par an et moins d'années dans la vie. D'autres pistes devraient être évoquées : la démocratie sociale sur le lieu de travail, la propriété et le statut des entreprises, et l'avenir de deux statuts particuliers des travailleurs : le chômeur et le pensionné. Il faudrait aussi identifier quelques défaites idéologiques ou lexicales qui ont rendu difficile la défense par le mouvement syndical du droit à la paresse : le remplacement subreptice de la « lutte contre le chômage » par la « lutte pour le taux d'emploi », avec son cortège d'activations ; la logique du « make work pay » ; et l'identification du temps libre au temps pour la consommation.

La conclusion confrontera l'espérance annoncée par Lafargue et la réalité désespérante d'une société riche organisant la rareté de tout ce qui est essentiel pour bien vivre, y compris l'emploi et le temps.

Felipe Van Keirsbilck, ingénieur civil, est Secrétaire général de la Centrale Nationale des Employés. La CNE organise les employés et cadres des secteurs privés, ainsi que les ouvriers dans les secteurs Non-marchand. Les références ultimes de son action sont la Déclaration Universelle des Droits humains de 1948 et la Constitution de l'OIT de 1944. Elle a continûment mis la RDTT collective au centre de ses revendications, depuis 1989. Ces dernières années, elle a remis à jour son projet social, approfondissant sa critique de la croissance et de la soumission du travail humain à l'accumulation du capital.

Le droit à la paresse, l'impossible capitalisme vert et l'alternative au productivisme

L'accumulation capitaliste se heurte aujourd'hui à des limites écologiques que la valeur ne peut prendre en compte. La crise climatique illustre l'antagonisme entre le productivisme du capital et la gestion rationnelle (on dira plutôt : prudente) des échanges de matière entre l'humanité et la nature. Elle valide et invalide à la fois le cri de Lafargue.

D'une part, la nécessité impérieuse de réduire la production matérielle et les transports confère une actualité indiscutable au plaidoyer pour l'abolition du surtravail, la suppression des productions inutiles, le partage du travail nécessaire, donc de la réduction radicale du temps de travail - couplée à une redistribution des richesses. D'autre part, le capitalisme a développé les forces productives matérielles d'une manière et à un point tels que le droit à la paresse ne peut être envisagé sans questionner les machines, notamment dans l'agriculture. Le royaume de la liberté n'advient pas sans une ré-appréhension/ relocalisation collectives de celui de la nécessité.

En 2010, **Daniel Tanuro**, agronome de formation, a publié aux éditions *Les empêcheurs de penser en rond/La Découverte*, un livre contribuant à fonder une perspective éco socialiste : *L'impossible capitalisme vert*.

Droit à la paresse et redéfinition de la prospérité

La crise économique actuelle est loin d'être un épisode clôturé. Tandis que les gouvernements peinent à trouver la voie d'un *retour à la normale*, le doute ne cesse de croître quant à la possibilité et la désirabilité de replacer notre système socio-économique sur sa trajectoire antérieure. Celle-ci a été façonnée par une conception de la prospérité aujourd'hui dépassée.

La prospérité désigne tant une *disposition de l'être* (félicité) qu'une *frénésie de l'avoir* (abondance de biens). Qu'on ait pu assimiler l'une à l'autre semble à la racine de la crise dont nous avons à imaginer le dépassement. Les domaines affectés par ce biais sont nombreux.

Nous présenterons le bilan d'un ouvrage qui réunit quinze auteurs issus de huit disciplines pour explorer des changements nécessaires dans les comportements, l'organisation socio-économique et l'action collective. Cet examen nous mènera à l'exigence de refonder l'articulation entre économie et politique. Le droit à la paresse y participe essentiellement.

Isabelle Cassiers est Docteur en sciences économiques et bachelière en philosophie. Chercheur qualifié du F.R.S.-FNRS. Professeur à l'Université catholique de Louvain. Membre du Conseil central de l'économie, de l'Institut pour un développement durable et du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR). Éluë à l'Académie royale de Belgique le 2 avril 2011, Isabelle Cassiers a dirigé cette année la publication de *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public* La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube

Le droit à la paresse, une revendication cruciale

Le caractère délibérément absurde du pamphlet de Lafargue, les ouvriers assoiffés de travail, tout comme ce qui, pour lui, répondait à l'avenir, la machine libérant l'homme du travail, éclairent curieusement notre actualité.

Plus de trente ans après le fameux « travailler deux heures par jour », une armée de petites mains s'appliquent à faire désirer aux sans emploi un job, n'importe lequel. Quant aux machines, elles font désormais partie non de la solution mais du problème car la question de leurs exigences sociales et écologique n'a pas progressé d'un pas depuis les analyses de Polanyi. Le droit à la paresse se dit aujourd'hui désertion, objection de croissance, réponse logique à la guerre économique tous azimuts. Nous souvenant de ce qu'écrivait Rosa Luxembourg pendant la première guerre mondiale, il est sans doute crucial que ceux qui ont un travail défendent les droits de ceux qui le refusent.

Isabelle Stengers, philosophe, enseigne à l'Université Libre de Bruxelles. Ses intérêts se sont organisés à partir de la question des savoirs scientifiques modernes, dont elle tente de célébrer l'aventure afin de pouvoir lutter contre leur symbiose politique avec la raison entendue comme autorité. Dans deux de ses derniers livres, *La Sorcellerie capitaliste* (avec P. Pignarre) et *Au temps des catastrophes*, elle a pris acte de ce que ce type d'aventure pourrait bien appartenir au passé, et s'adresse plus directement au capitalisme, non pas seulement comme exploitant le travail humain mais aussi comme expropriant, et donc détruisant, les pratiques productrices d'intelligence collective.

Quelques points de repère ...

... proposent une synthèse des interventions de la journée.

Texte lumineux, *Le droit à la paresse* s'affirme comme une brochure écrite pour populariser la pensée de Marx dans le mouvement ouvrier. Le salariat conduit inéluctablement à travailler pour autrui à des fins extérieures à celui qui travaille : « se tuer au travail, pour végéter dans l'abstinence ».

Le corollaire du travail libéré n'est cependant pas l'allocation universelle. Le droit au salaire est précisément l'opposé du droit à une rente.

Loin d'être guéris de cette « étrange folie qui s'est emparée des classes ouvrières » diagnostiquée par le docteur Lafargue, leur addiction au travail s'est même considérablement aggravée aujourd'hui. Les managers modernes poursuivent l'œuvre qui consiste à conduire les salariés à s'auto administrer leur propre exploitation. Défendre le droit à la paresse n'est pas défendre le travail amélioré mais le travail libéré du salariat. Le moyen pour y arriver consiste à réglementer le salariat pour réduire de manière drastique le temps de travail. Le développement des machines doit constituer un levier dans la lutte du mouvement ouvrier pour cette diminution du temps de travail.

À l'époque du *Droit à la paresse* les limites écologiques de la croissance n'étaient pas envisagées sous ces termes. Elles n'étaient pas hors champ pour autant. Dans sa *Critique du programme de Gotha*, (1875) Marx note : « La nature est tout autant la source des valeurs d'usage que le travail ». Le travail n'est donc pas « source de toute richesse », mais il demeure, à la différence de la rente, la source des richesses. Le travail constitue en conséquence le lieu d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. Cette émancipation passe par la lutte pour l'augmentation des salaires comme prix de la force de travail et la diminution du temps de travail. C'est ainsi que la lutte pour l'emploi va de pair avec la lutte contre le travail.

Lafargue se battait pour la journée de huit heures, dans la perspective de réduire ce temps au travail nécessaire pour la société, c'est-à-dire à « quelques heures d'occupation sans fatigue ». Car dans une société d'hommes et de femmes associés et égaux « l'avenir du non-travail est fait », selon Paul et Laura Lafargue, « de travail calculé au plus juste ».

Mateo Alaluf, docteur en sciences sociales et professeur à l'Université libre de Bruxelles, est spécialiste des questions relatives à l'emploi, à la qualification du travail et aux rapports entre formation et emploi. Il a publié entre autre : *Le temps du labeur. Formation, emploi et qualification en sociologie du travail*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1986 ; *Dictionnaire du prêt-à-penser : Emploi, protection sociale et immigration les mots du pouvoir*, Bruxelles, Vie Ouvrière, 2000, *Protection sociale et emploi*, 2005, *L'économie autrement - En hommage à Jacques Nagels* (2006). Mateo participe au comité de rédaction de *Politique, revue de débats*, où il continue à enrichir le *Dictionnaire du prêt-à-penser*.

Samenvattingen en biografieën

Picknick op een graf

Schrijven voor theaterkathedralen of voor catacomben?

Hoe de wereld van het werk naar het theater te vertalen?

Schrijven is het vertalen van de werkelijkheid naar een andere vorm. Welke vorm, welke narratieve structuur, die band voor de echte wereld van het werk en niet-werk?

Deze vragen, kan ik niet me niet stellen, vanaf het ogenblik dat ik aan deze nebula begin te schrijven in de wereld zoals hij verandert in zichzelf.

Mijn praktijk van de vertaling leidde me naar een aantal die met de wereld van het werk grijpen, en daarmee de smerige naturalisme wraakt, het tegendeel, ruimtes voor dromen, utopieën, fantasie te open. Bijvoorbeeld, ik vertaalde *De verovering van de Zuidpool* door Manfred Karge (1986) een toneelstuk waarin werklozen op een zolder staan om de pool te veroveren, en vooral aan de wanhoop te ontsnappen en naar een ander leven uit te vinden.

Van verschillende reizen en beproevingen hebben me geleerd dat ik niets te cathedralen (National Theaters enz.) verwacht om mijn schrijfproject te voltooien, hoewel had ik een aantal geluk voor vele jaren had als vertaler en andere theaterberoepen.

Daarom moest ik ergens anders kijken, zoals zocht ik in de catacomben naar plaatsen meer open voor onderzoek van vrijheidruimten. Ik ben vooral blij dat het Atelier théâtral van de ULB *Picknick op een graf* creëert¹, als eerste deel van een trilogie *Verhandeling over de Vrijwillige Slavernij*.

Het tweede deel van de trilogie, *De Boden*, ontmoet de zwervers, nomaden, nergens thuis, zoals ze door Europa sinds eeuwen kruisen. De centrale beweging van dit stuk is gewijd aan een Zwervers Congres, gehouden in Stuttgart in 1929. De derde component wordt geschreven: *De vrije tijd bevrijden*, tegen de koopbaarheid van de vrije tijd. De gekozen vorm is die van het koor, wat niet uitsluit individuen.

*Alleen de creatie van nieuwe vormen in de kunst kan ons de wereld ervaren, om ons te laten kunstenaars van ons dagelijks leven en bij te dragen tot de meeste belangrijke kunst, de kunst van het leven.*²

Maurice Taszman coproduceert met Paul Meyer *Déjà s'envole la fleur maigre* (De magere bloem al wegvliegt), over het leven van immigranten in Borinage. Dit is het begin van vijftig jaar theater en bioscoop, voortgezet tijdens de Volksbühne in Berlijn onder leiding van Benno Besson, en bleef in zes Europese landen (België, Frankrijk, Duitsland, Italië, Oostenrijk, Zwitserland). Dit nomadisme vermakelijk niet de samenvatting van een veelzijdige carrière met encenering, vertalingen, onderwijs en creatie van teksten ...

¹ Het schrijft van *Les Messagers* werd door de Communauté française gesteund.

² Victor Chlovski, *Technique du métier d'écrivain*, 1927

Lafargue, Marx, vervreemding, levenstijd

"Leven door te werken" werd, voor werknemers van de opkomst van de industrialisatie, het alternatief tussen leven en sterven op werk, of verhongeren. Recht op luiheid in 1880 was meer dan een "variété" : een verlangen voor het leven.

De machinebrekers van het begin van de industriële revolutie, de roerders van Luik en Charleroi, de demonstranten op 1 mei in Chicago en Fourmies, met de uren van hun leven gebroken en mishandeld door overwerk grenzeloze, wilden om te ademen en hun leven te herwinnen. Hoewel verschillende theorieën, utopieën, of magie zochten een betere wereld, het recht op luiheid nam deel aan een strategie op het gebied van het bedrijf, om beheersing van de tijd te veroveren.

Drie bepalende ontmoetingen voor Paul Lafargue, geboren in een koloniale maatschappij met slavernij: Frankrijk waar machinisme groeide te midden van politieke conflicten, de aantrekkingskracht van de planeet Marx in het sterrenstelsel van de Internationale Arbeiders Vereniging, het bouw van verenigde vorderingen in de arbeidersklasse.

*Het rijk van de vrijheid begint pas daar waar de arbeid uit noodzaak en met externe doelstelling eindigt(...). Op dat vlak kan de vrijheid alleen uit het volgende bestaan: de verenigde producenten -de gesocialiseerde mens- regelen op rationele wijze hun organische uitwisseling met de natuur, en onderwerpen ze aan hun gezamenlijke controle in plaats van gedomineerd te worden door de blinde kracht van die ruil; en ze voeren ze uit met het minste energieverlies, in de meest waardige omstandigheden, het meest aangepast aan hun menselijke natuur. Maar het rijk der noodzakelijkheid blijft niettemin bestaan. Het is hierna dat de ontplooiing van de menselijke kracht omwille van zichzelf begint, het waarachtige rijk van de vrijheid dat, nochtans, pas kan bloeien gesteund op dat rijk der noodzakelijkheid. De verkorting van de arbeidsdag is de fundamentele voorwaarde voor deze bevrijding.*³

Na zijn studeren in geschiedenis aan de ULB (1972), heeft **Michel Majoros** geleerd en uitgewisseld al dertig jaar in de uitsluiting ketens van het secundaire onderwijs in Wallonië. Vanaf 2008 werkte hij aan een thesis: *Het recht tot luiheid, vanuit gezien België, sinds 1918*. Maatschappijkritiek en esthetische kritiek, dissidentie, terugkerende herovering van het leven?

³ MARX, K, *Het Kapitaal*, III, 48. Vertaling Eric Corijn, VUB

Het recht tot luiheid in het hart van het politieke recht tot loon

Recht tot luiheid is een noodsituatie bedoeld om een breuk te creëren met de uitbuiting en overheersing van de mens door het werk onder kapitalistische activiteit. Het kan niet worden opgevat als een absoluut principe af te schaffen de menselijke arbeid, als zodanig automatisch de menselijke samenleving te vernietigen, zoals wij sociale wezens zijn per definitie afhankelijk van elkaar om zich te organiseren. Als we definiëren de arbeid als dat nuttig wordt geacht door alle, zodat de maatschappij de ontwikkeling en de bevrijding organiseert, en als we besluiten dat de geproduceerde rijkdom met munt wordt gewaardeerd, dan is het probleem verplaatst: een andere eis, het universele recht op salaris vanaf de burgerlijke en politieke meerderheid.

Corinne Gobin heeft een doctoraat in de politieke wetenschappen aan de ULB, hoofd van GRAID (Groupe de recherche sur les acteurs internationaux et leurs discours) van het Instituut voor Sociologie van de ULB, eerste voorzitter van de Belgische Vereniging van Politieke Wetenschap voor de Franse Gemeenschap, en Senior Research Associate FRS-FNRS.

Het recht tot luiheid tegenover de normatieve transformaties van de arbeid

Uit het 2010-Europese onderzoek over de waarden, blijkt onze bijdrage zowel dat het werk blijft ons leven vorm te geven en onze identiteit te definiëren, maar ook dat we nu zien in België een interessante normatieve transformatie: arbeid als waarde lijkt te vertragen in een aantal categorieën van de bevolking. Deze resultaten bevestigen de andere Europese resultaten. "Zo zou bijna de helft van de Britten, Belgen en Zweden willen het werk neemt minder ruimte in hun leven"⁴.

Deze schijnbare paradox kan worden verklaard door een noodzakelijk nieuw overeenkomst op even belangrijk andere gebieden, door de toenemende problemen bij het vinden van de tijd om deze verschillende polen van de identiteit en de verslechtering van de arbeidsomstandigheden in de afgelopen jaren met elkaar te verzoenen.

Er bestaan significante verschillen in de bevolking en meer vinden hun oorsprong in intrinsiek werk: zo, ze worden gemarkeerd in het hebben van een goede baan en de tevredenheid voelt men zich ten opzichte van daarvan. Deze resultaten verwijzen indirect lijk aan die door C. Baudelot en M. Gollac in Frankrijk: de werktevredenheid vindt men in de meest gewaardeerde beroepen, beter betaald en stabiel. In deze zin is de inhoud van het werk die een vorm van geluk biedt.⁵

Nathalie Burnay is een socioloog, docent aan de UCL en de Universiteit van Namen. Ze werkte sinds enige jaren op kwesties in verband met carrière-end en bijzonderlijk op de normatieve veranderingen in de arbeid, en levensloop in relatie tot de ontwikkeling van de openbare politieke treffende de werkende leeftijd. Ze publiceerde verschillende boeken: *Chômeurs en fin de parcours professionnel* (2000), *Vieillir au travail* (2008), *Transmissions, mémoire et reconnaissance* (2011), *Parcours de vie et nouvelles temporalités* (2012).

⁴ Lucie DAVOINE et Dominique MÉDA : *Travailler plus pour gagner plus ? Les avis partagés des Européens*, Revue internationale du Travail, n°148, 2009

⁵ Christian BAUDELLOT, Michel GOLLAC : *Travailler pour être heureux ?*, éd. Fayard, 2003

Beschikbaarheid voor werk, uitermate tijd

De tijden zijn veranderd sinds de era toen het werk strikt werd beperkt door collectieve leven en tijdregelingen, verzekerende de synchronisatie van alle sociale tijd. De afgelopen decennia zijn gemarkeerd door het vertragen of zelfs omkeren, het proces van collectieve vermindering van de arbeidstijd en het vergroten van de flexibiliteit van werkschema's. Zodat nu de variaties van de arbeidstijd zijn alledaags. De geschiedenis van de regeling van de werktijden doet niets duidelijk een lange rustige rivier. Werken van zonsopgang tot zonsondergang kan natuurlijk lijken in boergemeenschappen waar de perceptie van tijd was taakgericht en sociale activiteiten nauw met elkaar verweven. Sinds de Middeleeuwen, maar de precieze tijd van de kooplieden geleidelijk verdrongen de geschatte tijd van de Kerk. Maar de sociale organisatie van de ontwikkelde maatschappijen is gevormd door de discipline van de tijd met de industrialisatie. Het is inderdaad ronds arbeidstijd dat al het werk en het sociale leven wordt georganiseerd en hebben gevormd sociale representaties van de tijd, verankerd in een tweedeling tussen arbeid en vrije tijd. Verordening van de arbeidstijd wordt daarom de centrale inzet van het loon relatie en een belangrijke bron van sociale conflicten voor de beheersing van de tijd.

We zien nu de destabilisatie van deze tijdelijke orde, die merkt door middel van diversificatie van de tijden en de organisatie van de arbeidstijd. De categorie "tijd" wordt betrokken bij de evaluatie functie als instrument van het werk en bescherming van de werknemers. Deze historische beweging die de onmetelijkheid van de tijd leidt tot het begrijpen van de professionele inzet van de medewerkers minder in termen van formele regels dat in termen van tijd beschikbaarheid.

De relatie tussen tijd en lonen zijn te polariseren rond twee contrasterende modellen. Als het werk van de werknemer niet meer wordt gemeten in tijd, maar onder voorbehoud van prestatie-eisen, de arbeidstijd is niet meer dan een gevolgproduct van schommelingen in de activiteit. Het bedrijf heeft niet langer zorgen te maken over het opslaan van deze bron, omdat het niet langer gebracht worden gehouden. Dan is het een notie van "overeenkomende werk", die zich verspreidt onder de medewerkers buiten de groep van de staaf. Is het echter heel anders wanneer de werktijd lijkt echter nauw geteld? Voor de meest kwetsbare groepen van de beroepsbevolking, is het een notie van "eigenlijke werk" nodig: alleen daadwerkelijk gewerkte uren worden betaald. Aanvaardbaar loon is bereikt, echter alleen door de contractuele grenzen overschreden: de accumulatie van extra uren van tijdelijke opdrachten, tijd en gedeeltelijke aanvaarding van de onregelmatigheidstoelag. In flexibele organisaties wordt coördinatieactiviteit dus gebaseerd op de temporele beschikbaarheid van medewerkers. De werkelijke werktijd komt buiten de formele grenzen door de reglementering bepaald. Beschikbaarheid van tijd is als een dienst die door de werknemer, van het geven van de garantie dat het werk zal worden gedaan, indien buiten de normale arbeidstijd.

In een tijd waarin het vooruitzicht van een balans tussen werk en privéleven is gepland máár door de lange termijn, door gedrag van verzaking en de intrekking, in het bijzonder gericht op vrouwen, is het tijd om te rehabiliteren werken als een arbeidsvoorwaarde, met effecten op de kwaliteit van het dagelijks leven, en te beschouwen als een voorwaardelijke dimensie van het werk, implicerende preventieve maatregelen, als en centrale object van de sociale onderhandelingen.

Esteban Martinez Garcia is een socioloog en een doctor in politieke en sociale wetenschappen. Op de leerstoel van sociologie arbeid- en beroepsverhoudingen. Als verbonden aan METICES centrum van het Instituut voor Sociologie, publiceerde Esteban Martinez onder andere werken: *Les salariés à l'épreuve de la flexibilité*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010

Lafargue en de ideologie van de arbeid in Latijns-Amerika

Het recht op luiheid bevat de logische conclusie van *Het Kapitaal* en is de climax en het einde van de politieke economie. Het gaat om het uitsterven van de wet van waarde, die wordt uitgedrukt in de opkomst van de menselijke arbeid door de technologie: het rijk van de noodzaak opbrengt aan die van de vrijheid. Deze wetenschappelijke ontdekking laat ons toe om ideologische confrontatie met kapitaal, dat stelt als oplossing voor de huidige crisis : meer werken. In feite is de oplossing van het probleem: minder werken. Allemaal werken , minder werken, leidt tot een drastische vermindering van de arbeidsduur, in een proces in de kiem tot sociale revolutie, nu in de vorm van wereld rebellie van de overbevolking. De Argentijnse Piqueteros, de landloze Braziliaanse, de Boliviaanse boeren, de Venezolaanse massa's, en in Europa de 1000 €/maand generatie, de verontwaardigden ook in Noord-Amerika, de overbevolking van de wereld, worden alle geconfronteerd met een sterfelijk dilemma: werkloosheid onder kapitalisme of vrije tijd door het socialisme. Ons sprak discuteert bij dit proces en bespreken deze perspectieven in Latijns-Amerika, in de hoop dat het helpt om na te denken over de voortdurende Europese proces.

Dr Eduardo Sartelli : Universidad de Buenos Aires, Centro de Estudios e Investigaciones en Ciencias Sociales (CEICS)

Recente publicatie:

Trabajo y subversion: *Paul Lafargue y la sociedad Critica Marxista de Burguesa in: Contra la cultura del trabajo: Una Critica Marxista sentido de la vida en la sociedad capitalista*. Buenos Aires: Ediciones y Revolución Razón, 2005.

La Cajita infeliz. Un viaje marxista a través del capitalismo. Ediciones ryr, 2008.

Nawoord recht op luiheid

Lafargue's pamflet in de mix van heterogene elementen: theoretische argument en satire, heimwee naar de pre-industriële tijdperk, de mythe van de bevrijdende machine, tirade tegen de vrijwillige slaven, oproep naar het proletariaat, revolutionaire discours en lof van het consumentisme. Deze ambivalentie is niet alleen te wijten aan de polemische bedoeling van de auteur, ze onthult de onopgeloste tegenstrijdigheden van de socialistische doctrine van zijn tijdperk. Met de ervaring sinds die tijd, kunnen we de doodlopende straten en dode hoeken van de presentatie beter onderscheiden. Maar vandaag zijn deze tegenstellingen nog altijd "arbeid", en het is gemakkelijk zijn sporen te vinden in diverse antikapitalistische ondernemingen. Bovendien is "de vreemde waanzin" gestigmatiseerd door Lafargue een hete kwestie wanneer het systeem dat ze ondersteunt ineenstort. Zo kritisch als het perspectief op het recht op luiheid weze, blijft het niet minder trouw aan zijn primaire doel: dat het vrije spel van de menselijke passies bloeit.

Guillaume Paoli is een Frans-Duitse schrijver en richt zich op arbeids-, niet-werken en luiheidkwesties. Frans staatsburger, woont hij in Berlijn sinds 1992. Medeoprichter van de band "Gelukkige Werklozen", redacteur van "Müßiggangster" [amalgam van "musardeur" en "gangster"], G. Paoli heeft verscheidene boeken en essays. Sinds 2008 werkt hij als filosoof aan het Centraltheater Leipzig, waar hij leiding gaf aan oa "Sinn und für Prüfgesellschaft Zweck" (PSZ). Guillaume Paoli publiceerde in 2008 *Éloge de la démotivation* (Nouvelles Éditions Lignes).

Werkgelegenheid tegen werk: een eeuw pogingen voor het recht op luiheid

Eerst zal men het begrip "werkgelegenheid" onderscheiden van een dubbel misverstand die discussies onmogelijk of onnodig maakt: onderscheiden tussen werkgelegenheid status en als een statistische grootheid, dan wijzen op het feit dat de werkgelegenheid (in de sterke zin) niet alleen arbeid niet is (voortdurend te herhalen evidentie), maar vooral is het wat het best we hebben gebouwd om ons te beschermen tegen de arbeid - of in ieder geval tegen zijn ergste misdaden.

Want de vakbonden, onvoorwaardelijk gemobiliseerd in een lange en voortdurend verloren strijd voor de werkgelegenheid, elke taak-vluchtige stap van de werkgelegenheid als hoeveelheid, met zeer concrete teruglopen op de werkgelegenheid-status te betalen, moet het proces van het werk hernemen. Dit proces moet worden geïnstrueerd zowel voor als tegen de beschuldigde.

Werken verwoest vaak, en doodt soms; arbeid onderschikt de werknemer aan een "dienstbode regime" dat hij als burger enkel kan verwerpen; door specialisering van de werknemers verminkt het hun creativiteit en diversiteit van vaardigheden, het generaliseert krijgers- en opportunistenwaarden, die de tot sferen van het privé leven verdringen. Het leidt in veel gevallen tot de accumulatie van onnodige of zelfs schadelijke producten, en de meest giftige accumulatie, die van kapitaal.

Maar arbeid heeft ook deugden: vaak verbindt het met de anderen, soms kwalificeert en oefent het (helemaal anders dan de mantra "trainen u om een baan te vinden"). Soms laat het talenten uitdrukken. En het belangrijkste, het heeft politieke deugd dat de voorstanders van universele uitkering verzuimen, en sticht het uiteindelijk het gevecht voor het veralgemenen van het salariaat: het geeft de zeer theoretische waardigheid van de burger een betonsterke fundering door de kracht van de georganiseerde werknemers. Wat de Grondwet mij belooft, wordt mij gegeven door het de evenwicht van krachten in de productie machine.

Laten we terugkeren naar de sociale tweekoppige constructie, werkgelegenheid en loon, met een vooruitzicht van radicale democratie: als het werk deugden heeft, moeten ze worden gedeeld voor iedereen, en versterkt worden door de kwaliteit van werkgelegenheid, en als ze gigantische gebreken heeft, worden ze verworpen naar gedefinieerde gebieden van ons leven, en nog binnen deze gebieden bevochten worden.

Zonder de enige te zijn, blijft de collectieve vermindering van de arbeidsduur een dringende prioriteit: minder uren per week, minder weken per jaar en minder jaren in het leven. Andere wegen moet men ook noemen: de sociale democratie op de werkplek, de eigendom en de status van de bedrijven en de toekomst van twee speciale status van de werknemers, werklozen en gepensioneerden. We moeten enkele ideologische of lexicale nederlagen identificeren, die het moeilijk maken voor de vakbeweging het recht om luiheid te verdedigen. Zoals de "strijd tegen de werkloosheid" door de "strijd voor de arbeidsparticipatie," met zijn processie van activeringen, de logica van "make work pay" en de identificatie van vrije tijd met consumptie.

In conclusie, is de botsing tussen de hoop door Lafargue aangekondigd, en de wanhopige werkelijkheid van een rijke maatschappij die de schaarste organiseert aan alles wat essentieel is voor het goede leven, van werkgelegenheid en tijd inbegrepen?

Felipe Van Keirsbilck, burgerlijk ingenieur, is algemene secretaris van de Nationale Centrale van Kantoorbediende (ACV-CSC). CNE organiseert bedienden en kaderleden van de privé sector, maar ook werknemers in niet-handelaar sectoren. De ultieme referentie van de actie zijn de Universele Verklaring Rechten van de Mens van 1948 en de Grondwet van de IAO in 1944. Voortdurend sinds 1989 werd de collectieve vermindering van de arbeidstijd op het van haar vorderingen. In de afgelopen jaren heeft het bijgewerkt zijn sociale project, verdieping zijn kritiek tegen de groei en het scheppen van menselijk werk door de kapitaal accumulatie.

Recht op luiheid, onmogelijk groen kapitalisme en alternatief voor productivisme

De kapitalistische accumulatie wordt nu met ecologische grenzen geconfronteerd, die de waarde niet in aanmerking kan nemen. De klimaatcrisis illustreert de tegenstelling tussen kapitaal productivisme en rationele (wij zeggen eerder: voorzichtige-) uitwisseling van stof tussen de mensheid en de natuur. Dat maakt geldig en gelijktijdig ongeldig, de oproep van Lafargue.

Aan de ene kant geeft de noodzaak om de materiële productie en transport een onbetwistbare actualiteit aan de pleidooi voor de afschaffing van de overarbeid, de eliminatie van onnodige productie, de verdeling van de nodige arbeid, dus een drastische beperking van de arbeidstijd - in combinatie met een herverdeling van de rijkdom. Anderzijds heeft het kapitalisme materiaal productiekrachten ontwikkeld op een zodanige wijze dat het recht op luiheid niet kan worden bedacht zonder de rol van machines, vooral in de landbouw, in vraag te stellen. Het rijk van de vrijheid zal niet gebeuren zonder een nieuwe collectieve begrip/verplaatsing van dit van noodzaak.

In 2010, **Daniel Tanuro**, met landbouwkundige opleiding, publiceerde *L'impossible capitalisme vert* bij de uitgevers Les empêcheurs de penser en rond /La Découverte , om te helpen en eco-socialistische perspectief te stichten.

Recht op Luiheid en herdefiniëren van welvaart

De huidige economische crisis is verre van een gesloten episode. Terwijl regeringen moeite hebben om een weg terug naar de norm te vinden, groeit de twijfel over de mogelijkheid en wenselijkheid van het herplaatsen van onze sociaaleconomische systeem op de vorige pad. Het is gevormd door een visie nu achterhaald van welvaart.

De welvaart wijst zowel *een beschikking van het wezen* (geluk) aan als een *bezetenheid van het hebben*. Dat beide onderling verward hebben kunnen zijn blijkt aan de oorsprong te zijn van de huidige crisis. Op deze manier getroffen gebieden zijn menig.

We presenteren de resultaten van een werk waar vijftien auteurs uit acht disciplines, om noodzakelijke veranderingen in het gedrag, de sociaaleconomische organisatie en collectieve actie te onderzoeken. Dit onderzoek zal leiden tot de verplichting om de relatie tussen economie en politiek weer op te bouwen. Het recht op luiheid is daar een essentieel deel van.

Isabelle Cassiers : PhD in economie en een BA in filosofie. Gekwalificeerde onderzoekster F.R.S.-FNRS. Hoogleraar aan de Université Catholique de Louvain. Lid van de Centrale Raad van de economie, het Instituut voor Duurzame Ontwikkeling en het Forum voor andere indicatoren van rijkdom (FAIR). Verkozen aan de Koninklijke Academie van België April 2, 2011, Isabelle Cassiers leidde dit jaar de publicatie van *Redéfinir la prospérité, Jalons pour un débat public*, Editions de l'Aube.

Het recht om luiheid, een cruciale eis

De bewuste absurde eigenschap van het Lafargue's pamflet, de werknemers met hun dorst naar werk, de bevrijding van menselijke arbeid door machine, verlichten onze actualiteit op eigenaardige wijze.

Meer dan dertig jaar na de beroemde "werk twee uur per dag," proberen een leger van kleine handjes aan de werklozen een lust te geven : arbeiden, koste wat het kost. Tegelijkertijd maken de machines deel uit niet van de oplossing, maar wel van het probleem, omdat de kwestie van hun sociale en milieu-eisen geen stap heeft afgelegd sinds de analyse van Polanyi. Het recht op luiheid, wordt hedendaags gezien als: desertie, groeibezwaarding, logische reactie tegen de economische oorlog op alle fronten. Met herinneren wat Rosa Luxemburg schreef tijdens de Eerste Wereldoorlog, is het waarschijnlijk belangrijk dat degenen die werken de rechten verdedigen van degenen die dat weigeren.

Isabelle Stengers, filosoof, professor aan de Université Libre de Bruxelles. Haar belangen worden georganiseerd vanuit de vraag van de kennis van de moderne wetenschap, die ze probeert om het avontuur te vieren, om te vechten tegen hun politieke symbiose met de rede, opgevat als autoriteit. In twee van haar laatste boeken, *La sorcellerie capitaliste* (met P. Pignarre) en *Au temps des catastrophes*, heeft zij opgemerkt dat dit soort van avontuur tot het verleden kan behoren, en tot het kapitalisme meer direct wendt, niet alleen als de exploitatie van de menselijke arbeid, maar ook als onteigen en dus vernietigen de praktijken die de collectieve verstandigheid producerende.

Sommige aanknopingspunten

...voorstellen een synthese van de interventies van de dag.

Een heldere tekst, *Het Recht tot Luiheid* meldt zich aan als een pamflet geschreven om Marx 'gedacht in de arbeidersbeweging te populariseren. Loonarbeid leidt onvermijdelijk tot werken voor anderen, met externe doelen voor degenen die werken: "zich dood werken, en in onthouding vegeteren".

Het logische gevolg van de vrijagekomende arbeid is nochtans niet de universele uitkering. Het recht op loon is precies het tegenovergestelde van het recht op een rente.

Verre van genezen van deze "vreemde waanzin die greep heeft de werkende klasse" gediagnosticeerd door Dr Lafargue, is hun werkverslaving zelfs aanzienlijk verslechterd vandaag. Moderne managers zetten het werk van de werknemers om zich zelf te beheren hun eigen exploitatie. Het recht op luiheid verdedigen is niet de arbeid verbeteren, maar het arbeid van loonarbeid bevrijden. De manier om dit te doen is om de lonen te reguleren met drastische vermindering van de arbeidstijd. De ontwikkeling van machines moet een hefboom in de strijd van de arbeidersbeweging voor de vermindering van de arbeidstijd zijn.

Toen het *Recht tot Luiheid* verscheen, werden de ecologische grenzen van de groei niet meegenomen in deze formulering. Toch waren ze niet zo ver. In zijn *Kritiek op het programma van Gotha* (1875) De arbeid is niet "bron van alle rijkdom," maar het blijft, in tegenstelling tot de rente, de bron van welvaart. Het werk is dan ook de plaats van de emancipatie van de arbeiders zelf. Emancipatie door de strijd voor hogere lonen als de prijs van de arbeid en de vermindering van de arbeidstijd. Dus de strijd om tewerkstelling gaat hand in hand met de strijd tegen arbeid.

Lafargue vocht voor de acht uren werkdag, met het oog op de tijd die nodig is om te werken voor de maatschappij, dat wil zeggen te verminderen "een paar uur van beroepsuitoefening zonder vermoeidheid." Want in een maatschappij van mannen en vrouwen als gelijke partners is, volgens Paul en Laura Lafargue, "de toekomst van niet-arbeid, het zoveel mogelijk beperkt arbeid.

Mateo ALALUF is Doctor in de Sociale Wetenschappen en Professor aan de Université libre de Bruxelles, is een specialist op het gebied van werkgelegenheid, van de kwalificatie van de arbeidskrachten, en de relatie tussen opleiding en werkgelegenheid. Hij publiceerde onder andere: *Le temps du labeur. Formation, emploi et qualification du travail*. Éditions de l'ULB, 1986; *Dictionnaire du prêt à penser : Emploi, protection sociale et immigration, les mots du pouvoir*, Uit. Vie Ouvrière, 2000 ; *Protection sociale et emploi, l'économie autrement – En hommage à Jacques Nagels*, 2005, (2006). Mateo neemt deel aan redactiecomiteit van *Politique*, revue de débats, waar hij verrijkt nog het "woordenboek van klaar te denken".

Summaries and who's who

Picnick on a tomb

WRITING FOR THEATRE CATHEDRALS OR FOR CATACOMBS?

How to translate the world of labor into theater?

Writing is the translation of reality into another form. Which shape, which narrative structure, which ties can apply for the real world of labor and no labor?

I could not elude these questions, when I begin to write about this nebula in the world as it changes itself.

My practice of translation led me to rewrite some pieces of theater which grapple with the world of labor and in doing so, challenged the sordid naturalism and, on the contrary, opened up new spaces for dreams, utopias, and fantasy. For example, I translated *The Conquest of the South Pole* by Manfred Karge (1986) a play in which the unemployed are about to conquer the pole in an attic to escape the despair and to invent another life.

Various travels and tribulations have taught me that I had nothing to expect from so-called cathedrals (National Theatres etc.) in order to complete my writing project. On the other hand I've had some good fortunes for many years as a translator or in other theater trades. Therefore, I had to look elsewhere, as I did in the catacombs seeking more open places to research and having freedom of action.

I am particularly delighted that the theater workshop at the Université libre de Bruxelles would create *Picnic on a tomb*, the first part¹ of a trilogy entitled *Discourse on Voluntary Servitude*.

The second part of the trilogy, *The Messengers* deals the vagabonds, nomads, and the "homeless persons " in general, as they crisscross Europe for centuries. The central movement of this piece is dedicated to a vagrants "congress" held in Stuttgart in 1929. The third component is being written: free leisure time against the merchandizing of leisure. The chosen form is that of the choir, which does not exclude individuals.

Only the creation of new forms of art can make us experience the world, to make us artists of our daily lives and contribute to the greatest of all, the art of living.²

Maurice Taszman coproduced with Paul Meyer *Déjà s'envole la fleur maigre* about the lives of immigrants in the mines of Borinage Pool. This was the beginning of fifty years of theater and cinema, pursued at the Volksbühne in Berlin under the direction of Benno Besson, and carried on six European countries (Belgium, France, Germany, Italy, Austria and Switzerland). This nomadism does not facilitate the summary of a multifaceted career stage, translations, education and creation of texts...

¹ L'écriture des *Messagers* a été soutenue par une bourse de création de la Communauté française, service de la Promotion des Lettres.

² Victor Chlovski, *Technique du métier d'écrivain*, 1927

Lafargue, Marx, alienation, living time

"To live at work" became, for employees at the rise of industrialism, an alternative between to live and die at work, or to starve. *The Right To Be Lazy* (1880) was more than a variety, a desire for life. Machine breakers at the begin of the industrial revolution, rioters of Liege and Charleroi, demonstrators on May 1st in Chicago and Fourmies, hours of life broken and brutalized by boundless overwork, all of them wanted to breathe and regain their lives. While various theories, utopias, or magic planned a better world, *The Right To Be Lazy* takes part in a strategy on the field of industrial conflicts, to regain the mastery of time.

There are three decisive encounters for Paul Lafargue, who was born in a colonial society with slavery: France with its booming machinery amid political conflict, the attraction of Marx planet in the galaxy of the International Workingmen's Association, and the construction of unifying claims to the working class.

Freedom in this field can only consist in socialized man, the associated producers, rationally regulating their interchange with Nature, bringing it under their common control, instead of being ruled by it as by the blind forces of Nature; and achieving this with the least expenditure of energy and under conditions most favourable to, and worthy of, their human nature. But it nonetheless still remains a realm of necessity. Beyond it begins that development of human energy which is an end in itself, the true realm of freedom, which, however, can blossom forth only with this realm of necessity as its basis. The shortening of the working-day is its basic prerequisite.³

After a Master of History with aggregation at the ULB (1972), **Michel Majoros** taught for thirty years among exclusion's nets of secondary schools in Wallonia. Since 2008, he worked on a doctoral thesis: *The Right to Be Lazy, from Belgium seen, since 1919*. Seen as a recurrent social and aesthetic criticism, a dissidence, to reconquer our life?

³ Marx, Capital, III, Ch. 48, from <http://www.marxists.org/archive/marx/works/1894-c3/ch48.htm>

The right to be lazy in the heart of the political right to salary

The right to be lazy is an emergency intended to create a necessary rupture with the exploitation and domination of human beings by the work as subject of capitalist activity. It cannot be understood as an absolute principle: abolishing human labor as such automatically would destroy any human society, as we are social beings, necessarily dependent on each other to get organized. If we define work as an activity recognized by all, so that the society organizes development and emancipation, and if we decide that the wealth produced should be monetarily valued, then the issue shifts: another claim comes to the fore, namely the universal right to obtain a salary as soon as the legal age is reached.

Corinne Gobin is Doctor in Political Science from the ULB, Director of GRAID (Research Group on international actors and discourses) of the Institute of Sociology of the ULB, Past President of the Belgian Association of Political Science for the French Community and Senior Research Associate FRS-FNRS.

The right to be lazy facing the normative changes in work

From the European survey on values (2010), our contribution will show both that the work continues to shape our lives and define our identities, but also that we are witnessing today in Belgium to an interesting normative transformation: work seems to be less considered in some categories of the population. These results confirm other European results. "Thus, nearly half of the British, Belgians and Swedes would like that the work takes less space in their lives".⁴

This apparent paradox can be explained by a necessary repositioning of work in other areas deemed equally important, by the increasing difficulty in finding time to reconcile these different poles of identity and the deterioration of working conditions in recent years.

Significant differences exist in the population and more find their origin in intrinsic characteristics of work: thus, they are marked in having a good job and the satisfaction one feels thereof. These results indirectly refer to those made by C. Baudelot and M. Gollac in France: satisfaction at work rhymes with happiness in the most valued, better paid and more stable jobs. In this sense, it is the content of the work that provides a form of happiness⁵.

Nathalie Burnay is a sociologist, lecturer at UCL and University of Namur. She worked for several years on issues related to career ends and more particularly to normative changes in work, life course in relation to the evolution of public policy on work-age. She has published several books: *Chômeurs en fin de parcours professionnel* (2000), *Vieillir au travail* (2008), *Transmissions, mémoire et reconnaissances* (2011). *Parcours de vie et nouvelles temporalités* (2012).

⁴ Lucie DAVOINE et Dominique MÉDA : *Travailler plus pour gagner plus? Les avis partagés des Européens*, Revue internationale du Travail, n°148, 2009

⁵ Christian BAUDELLOT, Michel GOLLAC : *Travailler pour être heureux ?*, éd. Fayard, 2003

Availability for work, dismeasurement for time

Times have changed since the work was strictly limited by collective lives and schedules ensuring synchronization of all social time. Recent decades are marked by slowing or even reversing, the process of collective reduction of working time and increasing flexibility of work schedules. So that now the variations of working time are commonplace.

The history of work regulation of working time does not seem to be a long quiet river. Working from dawn to till dusk could seem natural in rural communities where the perception of time was oriented to task and intimately intertwined social activities. Since the Middle Ages, however, the precise time of the merchants gradually supplanted the approximate time of the Church. But the social organization of time which predominates in developed societies has been shaped by the discipline of time coming from industrialization. It is indeed about time that all work and social life is organized and have formed social representations of time, anchored on a dichotomy between work and leisure. Regulation of working time has therefore become the central issue of the wage relation and a major source of social conflict for the mastery of time.

We are witnessing this situation in the destabilization of the temporal order marked through diversification of durations and organization of working time. The Category of time is implicated in its evaluation function as an instrument of work and as protection of workers. This historical movement which comes from measurement to dismeasurement of time leads to understanding the professional commitment of employees in terms of time availability rather than in terms of formal rules.

The relationship between time and wages tend to polarize around two contrasting models. When the employee's work is not measured in time, but subject to performance requirements, the working time is nothing but a corollary product of fluctuations in activity. The company no longer has to worry about saving this resource because it is no longer brought into account. This coincides with the notion of "flat fee time", which tends to spread among the employees beyond the executive group. However, is it very different when the working time seems strictly counted? For the most vulnerable categories of the workforce, a notion of "actual work" is prevailing over other terms: only hours actually worked are paid. Acceptable wage is reached, however, only through an exceeding of the contractual limits: the accumulation of additional hours of temporary assignments, time and partial acceptance of inconvenient hours. In flexible organizations, coordination activity is thus based on the temporal availability of employees. The actual working time overflows beyond formal limits defined a priori by the regulations. Availability of time is as a service rendered by the employee, of giving the assurance that the work will be done, even outside normal working time.

At a time when the prospect of a balance between work life and private life is only considered under the long term behavior of renunciation and withdrawal, affecting especially women, it is urgent to rehabilitate work as a condition of employment with impacts on the quality of daily life, and to regard it as a contingent dimension of work giving place for preventive actions and central object of social negotiation.

Esteban Martinez Garcia is a sociologist and Doctor in political and social sciences. Chair of sociology of work and industrial relations, METICES center attached to the Institute of Sociology, Esteban Martinez has published among other works: *Les salariés à l'épreuve de la flexibilité*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010.

Lafargue and the ideology of labor in Latin America

The right to laziness contains the logical conclusion of Capital and is the climax and the end of political economy. It involves the extinction of the law of value, which is expressed in the rise of human labor by technology. In other words, the realm of necessity gives way to that of freedom. This scientific discovery allows us to engage in an ideological confrontation with capital, which proposes, as a solution to the current crisis, to work more. In fact, the solution of the problem is to work less.

Working all, working less, leads to a drastic reduction in working hours, in a process with a germ of social revolution now taking shape in the form of rebellion of the world surplus population. Argentine's Piqueteros, Brazilian Movement of landless, Bolivian peasants, Venezuelan masses, 1000 €/month generation, the Indignants of Europe and North America, the surplus population of the world, all are faced with a lethal dilemma: capitalist unemployment or free time by socialism. Our paper focuses on this process and perspectives in Latin America, but it hopes that to help understand the ongoing European process.

Dr. **Eduardo Sartelli**, Universidad de Buenos Aires and Centro de Estudios e Investigaciones en Ciencias Sociales (CEICS)

Recent publications:

Trabajo y subversion: *Paul Lafargue y la sociedad crítica marxista de la sociedad burguesa* in : *Contra la cultura del trabajo: Una crítica marxista sentido de la vida en la sociedad capitalista*. Buenos Aires: Ediciones y Revolución Razón, 2005 :

La Cajita infeliz. Un viaje marxista a través del capitalismo. Sartelli, Ediciones ryr, 2008.

The right to be lazy: an afterword

Lafargue's pamphlet brings together heterogeneous elements: theoretical argument and satire, nostalgia for the pre-industrial age and the myth of the liberating machine, diatribe against the willing slaves and appeal to the proletariat, revolutionary discourse and praise of consumerism. This ambivalence, which is not only due to the polemical intent of the author reveals the unresolved contradictions of socialist doctrine of the time. With the benefits of hindsight, we can better discern the impasses and dead angles of the approach. But these contradictions are still "work" upon us today, and it is easy to find its traces in various enterprises wanting to be against capitalism. Moreover, "the strange madness" stigmatized by Lafargue is a matter of actually, when the system which supports the whole is on the brink of collapse. Even after a sharp critical outlook, *The Right To Be Lazy*, it remains faithful to its primary aim: namely to foster the flourishing of the free flow of human passions.

Guillaume Paoli is a Franco-German writer and focuses on labor issues, non-work and laziness. French citizen, he has lived in Berlin since 1992. Co-founder of the band "Happy Unemployed" editor of "Müßiggangster" [amalgam of "lazy" and "gangster"], G. Paoli has published several books and essays. Since 2008, he works as a philosopher Centraltheater Leipzig where he led among others "Sinn und für Prüfgesellschaft Zweck" (PSZ). Guillaume Paoli published in 2008 *Éloge de la démotivation* (Nouvelles Éditions Lignes).

Employment against work: a century of efforts for the right to be lazy

We have first to extract the notion of "employment" from a double misunderstanding, which makes discussion impossible or unnecessary. First we want to distinguish employment as employment status, and as statistical quantity; then we intend to insist on the fact that employment (in the strong sense) not only is not work, but is mostly what we have built as the best to protect us against the work - or at least against the worst misdeeds. Trade unions, mobilized unconditionally in a long and perpetually lost battle for employment, which pay every step of the job-evanescent quantity by very concrete setbacks on employment-status, have to take up again the trial of work. This process must be examined with inculpatory and exculpatory evidence

Work often uses, and sometimes kills, it submits the worker to a "domestic regime" that the citizen can only reject; by specializing the workers it mutilates their creativity and diversity of skills, it generalizes warrior and opportunist values which even pollute the sphere of private life. It contributes in many cases to the accumulation of unnecessary or even harmful goods, and to the most toxic accumulation: that of capital.

But work has also virtues: it often connects one another, and it sometimes qualifies and allows to entertaining (quite unlike the mantra "train you to find a job"). Sometimes it allows the expression of talents. And most importantly, it has a political virtue which the proponents of universal allowance neglect, and which bases ultimately the fight for salary generalization: it gives the very theoretical dignity of the citizen a concrete foundation through the power of organized workers. What the Constitution promises me, is the balance of forces in the productive machine.

The interest is to return to the social twin construction: employment and wage, with the prospect of radical democracy: if the work has virtues, they are to be shared for everyone, and amplified by a quality employment, and if it has huge flaws, they are to be pushed into well-defined areas of our lives, and fought within these areas. Not the only track, the collective reduction of working time remains an urgent priority: fewer hours per week, fewer weeks per year and fewer years in life. Other tracks should be briefly mentioned: to found a social democracy in the workplace, to discuss about the ownership and status of the companies and the future of two special status of workers, the unemployed and pensioners.

We have also to identify some ideological or lexical defeats which make extremely difficult the trade union movement to defend the right to be lazy. Among these, the surreptitious replacement of the "fight against unemployment" by the "struggle for the employment rate," with its procession of activations, the logic of "make work pay" and the identification of free time and consumption.

The conclusion, invites to discussion: a collision between hope announced by Lafargue and desperate reality of a rich society which organizes the scarcity of everything that is essential to the good life, including employment and time

Felipe Van Keirsbilck, a civil engineer, is Secretary General of the Employees trade union. CNE organizes employees and executives of the private sector, as well as workers in no-merchant sectors. The ultimate references of its action are the Universal Declaration of Human Rights of 1948 and the ILO Constitution of 1944. It continually put the collective reduction of working time at the center of its claims since 1989. In recent years, it has updated its social project, deepening his critique of growth and job submission to the accumulation of human capital.

Right to be lazy, impossible green capitalism, and alternative to productivism

Capitalist accumulation is now facing ecological limits that the concept of value cannot take into account. The climate crisis illustrates the antagonism between capital productivism and rational (we say instead: conservative) exchange of material between humanity and nature. It validates and at the same time invalidates the Lafargue's appeal.

On the one hand, the need to reduce material production and transports gives indisputable argument to the abolition of surplus labor, the elimination of unnecessary production, the division of the necessary labor, so the radical reduction of working time - coupled with a redistribution of wealth. On the other hand, capitalism has developed the material productive forces in a manner and to such an extent that the right to laziness cannot be considered without questioning the machines, especially in agriculture. The realm of freedom will not happen without a collective re-apprehension / relocation of the necessity.

In 2010, **Daniel Tanuro**, an agronomist, published a book intending to help to implementing a green socialist perspective : *L'impossible capitalism vert* at Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte.

Right to be lazy and redefinition of prosperity

The current economic crisis is far from being a closed episode. While governments are struggling to find a way back to normal, doubt is growing about the possibility and desirability of replacing our socio-economic system on its previous path. It has been shaped by a now outdated vision of prosperity.

Prosperity means a provision as being (happiness) and having (abundance of goods). That could equate to one another seems at the root of the crisis we have to imagine the overtaking. Areas affected in this way are many.

We present the results of a work which combines fifteen authors from eight disciplines to explore necessary changes in behavior, the socio-economic organization and collective action. This examination will lead to the requirement to rebuild the relationship between economics and politics. The right to be lazy participates there essentially.

Isabelle Cassiers : PhD in Economics and a BA in philosophy. Qualified researcher F.R.S.-FNRS. Professor at the Catholic University of Louvain. Member of the Central Council of the economy, the Institute for Sustainable Development and the Forum for other indicators of wealth (FAIR). Elected to the Royal Academy of Belgium April 2, 2011, Isabelle Cassiers led this year's 2011 the publication of *Redéfinir la prospérité – jalons pour un débat public*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube

The right to be lazy, a crucial claim

The deliberately absurd character of Lafargue's pamphlet, workers thirsty for work, as well as what, for him, according to him, corresponded to the future, namely the machine freeing man from work, strangely sheds our current affairs a fresh light.

More than thirty years after the famous "work two hours a day," an army of little hands want to apply for a job, any job. As for the machines, they become no part of the solution but of the problem, because the question of their social and environmental requirements has not progressed one step since the analysis of Polanyi. Today the right to be lazy is called desertion, objection to growth, a logical response to the economic war on all fronts. Remembering what Rosa Luxemburg wrote during the First World War, it is probably important that those who work defend the rights of those who refuse it.

Isabelle Stengers, philosopher, professor at the Université Libre de Bruxelles. Her interests are organized from the question of knowledge in modern science, which she tries to celebrate the adventure in order to fight against their political symbiosis with a reason, understood as authority. In two of her latest books, *La sorcellerie capitaliste* (with P. Pignarre) and *Le temps des catastrophes*, she noted that this type of adventure may well belong to the past, and heckles directly capitalism, not only as exploiting human labor but also as an expropriation, and thus destroying practices which produce collective intelligence.

Some benchmarks

...suggest a synthesis of all interventions.

A brilliant text, *The right To Be Lazy* asserts itself as a pamphlet written to popularize Marx's thought into the labor movement. Wage labor inevitably leads to work for others with external aims from the worker: "dying at work, vegetating in abstinence". However the corollary of liberated labor is not universal allowance. The right to obtain a wage is precisely the opposite to the right to obtain an annuity.

Far from being cured of this "strange madness that has gripped the working classes" diagnosed by Dr. Lafargue, their workaholism has even worsened considerably today. Modern managers continue of driving employees to self-administer their own exploitation. Defend the right to laziness does not mean to improve labor but to work freed from the wage system. The way to do so is to regulate the wages by a drastic reduction of working time. The development of machines should be a lever in the struggle of the labor movement for the reduction of working time.

At the time of the *Right To Be Lazy* ecological limits of Growth were not considered in these terms. They were not so far off field. In his *Critique of the Gotha Program* (1875) Marx notes: "Nature is just as much the source of wealth than it is of labor." Labor is thus not the "source of all wealth," but it remains, unlike the annuity, a source of the riches. Labor is therefore the place of emancipation of the workers themselves, through the struggle for higher wages as the price of labor and for the reduction of working time. Thus the fight for jobs goes hand in hand with the fight against labor.

Lafargue fought for the eight-hour day, with a view to reduce the time necessary to work for society, that is to say "a few hours of occupation without fatigue." For in a society of men and women as equal partners "the future of non-work is done", according to Paul and Laura Lafargue, "by a fairly calculated work".

Mateo Alaluf, Doctor of Social Sciences and a professor at the Free University of Brussels, is a specialist in matters relating to employment, skilled labor and the relationship between training and employment.

He has published, among others: *Le temps du labeur – Formation, emploi et qualification en sociologie du travail* Brussels, ULB 1986; *Dictionnaire du prêt à penser: Emploi, protection sociale et immigration – Les mots du pouvoir*, Brussels, Vie Ouvrière, 2000 ; *Protection sociale et emploi*, 2005 ; *L'économie autrement – En hommage à Jacques Nagels* (2006). Mateo participates at the review *Politique, revue de débat*, where he continues to enrich the "*Dictionnaire du prêt à penser*".

Christian CENTNER et Michel MAJOROS

Postface ludique au Colloque

L'EFFORT

Émile VERHAEREN¹

Groupes de travailleurs, fiévreux et haletants
Qui vous dressez et qui passez au long des temps
Avec le rêve au front des utiles victoires.
Torses carrés et durs, gestes précis et forts,
Marches, courses, arrêts, violences, efforts,
Quelles lignes fières de vaillance et de gloire
Vous inscrivez tragiquement dans ma mémoire !

Je vous aime, gars des pays blonds, beaux conducteurs
De hennissants et clairs et pesants attelages,
Et vous, bûcherons roux des bois pleins de senteurs,
Et toi, paysan fruste et vieux des blancs villages,
Qui n'aimes que les champs et leurs humbles chemins
Et qui jettes la semence d'une ample main
D'abord en l'air, droit devant toi, vers la lumière,
Pour qu'elle en vive un peu, avant de choir en terre ;

Et vous aussi, marins, qui partez sur la mer
Avec un simple chant, la nuit, sous les étoiles,
Quand se gonflent, aux vents atlantiques, les voiles
Et que vibrent les mâts et les cordages clairs ;
Et vous, lourds débardeurs dont les larges épaules
Chargent ou déchargent, au long des quais vermeils.
Les navires qui vont et vont sous les soleils
S'assujettir les flots jusqu'aux confins des pôles ;

¹ *La Multiple Splendeur*, 1906. Aussi dans nombre d'anthologies du XX^{ème} siècle, récité dans les écoles jusqu'à une date récente.

Et vous encor, chercheurs d'hallucinants métaux,
En des plaines de gel, sur des grèves de neige.
Au fond de pays blancs où le froid vous assiège
Et brusquement vous serre en son immense étau ;
Et vous encor, mineurs, qui cheminez sous terre,
Le corps rampant, avec la lampe entre vos dents,
Jusqu'à la veine étroite où le charbon branlant
Cède sous votre effort obscur et solitaire ;

Et vous enfin, batteurs de fer, forgers d'airain,
Visages d'encre et d'or trouant l'ombre et la brume.
Dos musculeux tendus ou ramassés, soudain,
Autour de grands brasiers et d'énormes enclumes,
Lamineurs noirs bâtis pour un œuvre éternel
Qui s'étend de siècle en siècle toujours plus vaste,
Sur des villes d'effroi, de misère et de faste.
Je vous sens en mon cœur, puissants et fraternels.

Ô ce travail farouche, âpre, tenace, austère,
Sur les plaines, parmi les mers, au cœur des monts,
Serrant ses nœuds partout et rivant ses chaînons
De l'un à l'autre bout des pays de la terre !
Ô ces gestes hardis, dans l'ombre ou la clarté.
Ces bras toujours ardents et ces mains jamais lasses.
Ces bras, ces mains unis à travers les espaces
Pour imprimer quand même à l'univers dompté
La marque de l'étreinte et de la force humaines
Et recréer les monts et les mers et les plaines,
D'après une autre volonté.

LE MOINDRE EFFORT

Émile LAFARGUE

Groupes de travailleurs, fiévreux et haletants,
Vous qui passez, pressés de brader votre temps
Avec la grève au front de futiles victoires,
Torses courbés, au mur, et sommés d'être forts,
Marches, courses, arrêts, violences, efforts,
Quelles lignes fières, misère et fausse gloire
Vous inscrivez tragiquement dans ma mémoire !

Je vous aime, gars des pays blonds, beaux conducteurs
De toxiques et chers et bruyants attelages,
Et vous, tronçonneurs fous des bois pleins de senteurs,
Toi, paysan paumé et vieux des blancs villages,
Qui aimais feus les champs et leurs humbles chemins
Et consommes l' image en remuant la main
Dans ce monde où le temps fuit comme la lumière,
Pour en survivre un peu avant de choir en terre ;

Et vous aussi, marins qui partez sur la mer
Dans des tankers tanguant la nuit, sous les étoiles,
Sur l'Atlantique exsangue où il n'est plus de voiles
Et que vibrent les cas et les trafics peu clairs ;
Et vous, lourds débardeurs dont les larges épaules,
Déchargées de l'emploi au long des quais vermeils,
Chargent tous ceux qui vont et vont sous les soleils
Se noyer dans les flots jusqu'aux confins des pôles ;

Et vous spéculateurs d'hallucinants métaux,
En des plaines de gel, sur des grèves de neige,
Dont la fonte imprévue inonde et nous assiège
Et brusquement nous serre en son immense étau ;

Et vous encor mineurs qui respirez sous terre
Corps séquestré, la silicose entre les dents
Jusqu'à la veine étroite où le charbon branlant
Craque à l'excavatrice obscure et solitaire ;

Et vous enfin, batteurs de fer, forgers de gain,
Visages d'encre et d'or trouant l'ombre et la brume,
Dos pigeonnés, vendus et ramassés soudain,
Autour de grands brasiers et d'énormes enclumes,
Lamineurs noirs, profits pour un œuvre éternel,
Qui parade en ce siècle, et toujours plus dévaste
Tant de villes d'effroi, de misère et de faste,
Je vous sens en mon cœur, séparés, fraternels ?

Ô ce travail farouche, âpre, insensé, austère,
Sur les plaines, parmi les mers, au cœur des monts,
Serrant ses nœuds partout et rivant ses chaînons
Sur l'esprit et le cou des peuples de la terre !
Ô ces gestes hardis, dans l'ombre où la clarté,
Ces bras pris et jetés, mains sans droit d'être lasses,
Tous ces bras opposés à travers les espaces
Pour imprimer quand même à nos climats domptés,
La marque de l'étreinte et de la morgue humaines,
Et corriger les monts et les mers et les plaines,
D'après quelle autre volonté ?²

*Quelle ode frénétique à la ressource utile,
Mais sans rire et sans femme où manquent, cher Émile,
Les fées du balai et les preux du clavier,
Nous tous rameurs blasés du capital-galère,
Remplisseurs d'écrans plats, répétitifs, précaires,
Réchappés au ciseau de Constantin Meunier,
Tes vers hallucinés arguent, mais lors les nargue
Quelque détournement inspiré de Lafargue.*

² MAJOROS, M., 2012 pour le détournement et l'interpellation qui suit

Détournement

Pour le linguiste Roman Jakobson³, la poésie, qui est un art, met en œuvre ce qu'il appelle la fonction poétique du langage. Celle-ci n'est pourtant pas la spécificité de la poésie : elle est présente partout, en tout acte de langage, avec plus ou moins de bonheur. C'est d'elle que dépendent les vertus intrinsèques de l'activité verbale, celles qui se conjuguent à la portée significative d'un message pour en faire la vigueur, l'allégresse, la beauté, la justesse, l'éclat ou la musicalité.

Jakobson ajoute que la fonction poétique joue sur les qualités palpables des signes de la langue, non sur leur rapport aux choses. En particulier, elle s'exerce à travers la mise en place d'équivalences dans la suite linéaire des signes sonores qui composent le discours. La ponctuation, la syllabe, l'allitération, la paronomase, la rime... apportent les traits distinctifs dont l'usage, conjugué à celui du nombre, délimite le contour des unités sonores à l'intérieur desquelles le sens des mots, enchâssés dans la signification grammaticale, s'ordonne à l'articulation de la phrase...

Avant tout détournement, le poème s'avère entièrement tissé d'équivalences. Dans chaque vers, le rythme et la mélodie accompagnent et relancent la formation du sens. A cet égard le poème ne fonctionne pas autrement qu'un rêve. Lorsqu'un trait de chaque image prend valeur de signe, la figure dans le tapis saute aux yeux de qui sait lire l'unité des signes articulés dans le récit du rêve.

Le détournement joue sur de telles équivalences. Comme l'a montré Isidore Ducasse, qui en est peut-être l'inventeur, la poésie détournée est une poésie nouvelle qui en prolonge l'histoire : « les idées s'améliorent. Le sens des mots y participe. Le plagiat est nécessaire. Le progrès l'implique »⁴. Mais la fonction poétique s'exerce aussi, et de façon tout à fait remarquable, dans l'écart créé entre les unités sonores de l'original et le sens qu'elles prennent dans la version détournée.

Entre « le rêve au front des utiles victoires » et « la grève au front de futiles victoires », comme entre les « bûcherons roux des bois pleins de senteurs » et les « tronçonneurs fous des bois pleins de senteur », passe un éclair particulier qui est lié non pas au sens même, mais à la variation du sens.

De même, entre l'« œuvre éternel qui s'étend de siècle en siècle toujours plus vaste » et l'« œuvre éternel qui parade en ce siècle, et toujours plus dévaste », un certain pouvoir de captation de l'éternité se trouve conjuré, et du coup la portée du « je vous sens en mon cœur... », qui demeure invariant d'une version à l'autre, se trouve complètement transmuée.

S'il lui avait été donné de percevoir le glissement d'époque, Emile Verhaeren aurait-il désapprouvé ce détournement ?

Christian CENTNER, amateur de belles-lettres

³ *Essais de linguistique générale I*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1981, p. 209 et suivantes.

⁴ Isidore DUCASSE, *Poésie II, Œuvres complètes*, Le livre de poche, Paris, 1972, p. 367

La Cigale et la Fourmi

La Cigale, ayant chanté
Tout l'été,
Se trouva fort dépourvue
Quand la bise fut venue :
Pas un seul petit morceau
De mouche ou de vermisseau.
Elle alla crier famine
Chez la Fourmi sa voisine,
La priant de lui prêter
Quelque grain pour subsister
Jusqu'à la saison nouvelle.
"Je vous paierai, lui dit-elle,
Avant l'Août, foi d'animal,
Intérêt et principal. "
La Fourmi n'est pas prêteuse :
C'est là son moindre défaut.
Que faisiez-vous au temps chaud ?
Dit-elle à cette emprunteuse.
- Nuit et jour à tout venant
Je chantais, ne vous déplaie.
- Vous chantiez ? j'en suis fort aise.
Eh bien! dansez maintenant.⁵

[Suite :]⁶

La Cigale en chantant sitôt s'en fut danser
Aux côtés d'un grillon charmant
En un grenier bien calfeutré
Plein de bon grain et de vin blanc,
Cependant qu'un redoux subit

⁵ LA FONTAINE, Jean de -, *Fables*, dans la littérature orale et l'école depuis le XVII^{ème} siècle .

⁶ MAJOROS, Michel, 2013,

Moisit les stocks de la Fourmi.

Cet insecte économiste

Un peu capitaliste

À force gestes

S'agite sous la bise

Criant : baillez vos restes,

C'est la Crise !

La Cigale passant

En bondissant :

- Que faisiez-vous aux temps de la Croissance

Dit-elle à cette excellence ?

- Nuit et jour à tout venant,

À flux tendus, je produisais, ne vous déplaie !

- Vous produisiez, j'en suis fort aise,

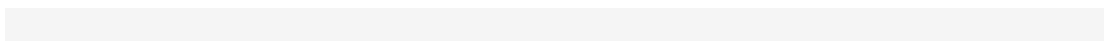
Et bien jetez maintenant !



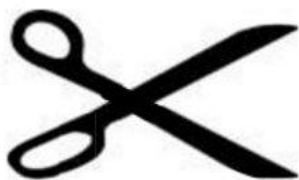
7

⁷ Cette maman et son jeune *Paresseux* ont été photographiés sur le hors-texte en couleurs *Mammifères* du *Larousse pour tous, Nouveau Dictionnaire encyclopédique* en deux volumes, Paris, Librairie Larousse, s.d. [vers 1907]. Cliché et traitement d'image MAJOROS, 2013

Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!



Pour parfaire la reliure de l'édition imprimée



Pour le dos de couverture ci-dessous

LE COIN DU
BRICOLEUR

Le droit à la paresse, nécessaire, urgent?!



Université libre de Bruxelles – 23 novembre 2011

Le droit à la paresse, nécessaire, urgent ?!



Le droit à la paresse, canular, ou alternative à la croissance, au cœur des questions sociales, écologiques, éthiques ?

Het Recht tot Luiheid, noodzakelijk, dringend?!

Samenvattingen

The Right to be Lazy, necessary and urgent ?!

Abstracts

Mateo ALALUF - Nathalie BURNAY - Isabelle CASSIERS - Christian CENTNER – Paul LAFARGUE - Jean de LA FONTAINE - Corinne GOBIN - Michel MAJOROS - Esteban MARTINEZ - Guillaume PAOLI - Eduardo SARTELLI - Isabelle STENGERS - Daniel TANURO - Maurice TASZMAN - Felipe VAN KEIRSBILCK – Émile VERHAEREN

Université Libre de Bruxelles

Faculté de Philosophie et Lettres

Mondes Modernes et Contemporains

<http://mmc.ulb.ac.be/publications.php>

D/2013/Majoros, Michel, ÉDITEUR.

